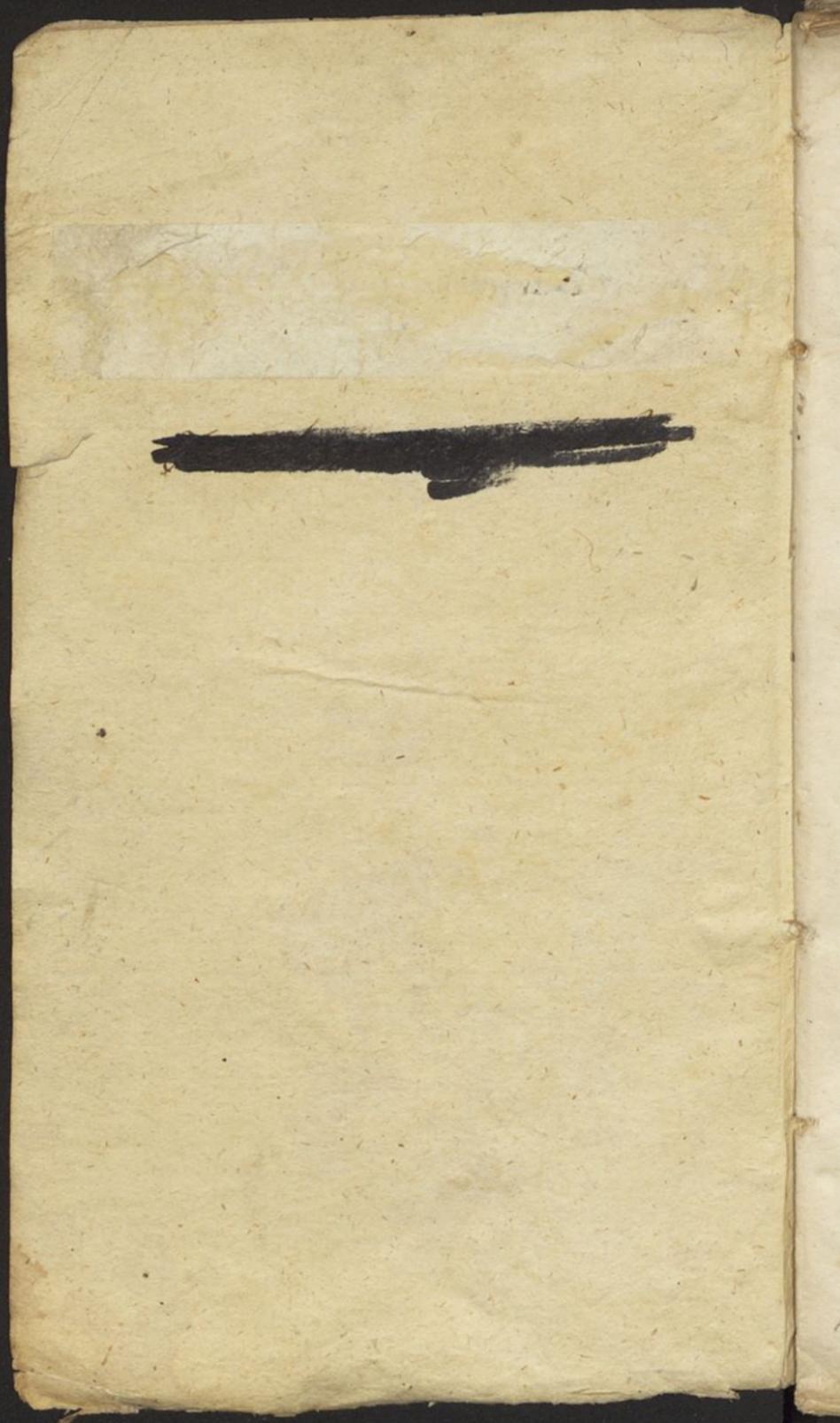


11
f. 36.



LE GUIDE
DE L'OFFICIER

LE GUIDE
DE L'OFFICIER
DE L'ÉTAT CIVIL.

Der Leiter

des

Civilstandes-Beamten

LE GUIDE
DE L'OFFICIER
DE L'ÉTAT CIVIL,

OU

MÉTHODE simple et facile pour diriger
la marche qu'il doit suivre dans la
rédaction des actes de son ministère;

A V E C :

DES TABLEAUX ou modèles suivant les di-
verses nuances qui peuvent se trouver
dans les Actes de cette nature.

à LAIBACH

1812.

323276

Der Leiter

des

Civilstandes-Beamten,

oder

Einfache und leichte Methode um die Ver-
fahrungsart, welche er bei Verfassung der
Akten seines Amtes befolgen muß, zu weisen.

S a m m t

einigen Mustern oder Formeln nach den verschie-
denen Umständen, die in den Akten dieser Art
vorkommen.



K a i s e r

1812.



1812. VI. 1.

353276

353276

OBSERVATIONS

PRÉLIMINAIRES.

Chargé de surveiller la tenue des registres de l'état civil, l'auteur de ce petit ouvrage s'est fait un devoir d'examiner avec attention notre nouvelle législation sur cette partie importante.

Il s'est appliqué à rechercher, à connaître l'esprit du législateur, dans les termes mêmes de la loi, dans les discussions qui ont eu lieu au Conseil d'état, dans les discours des orateurs chargés de présenter le projet de loi au corps législatif.

Ce n'a été qu'après s'être livré à cette étude qu'il a reconnu la nécessité de donner aux Officiers de l'état civil quelques développemens sur l'importance de leurs fonctions, de rendre leur tra-



- 4. IV. 1985

D 215

B: Tribunjev antikvariat, 4

Vorläufige Bemerkungen.

Da dem Verfasser dieses Werckchens die Aufsicht über die Haltung der Civilstands-Register aufgetragen ist, hat er sich eine Pflicht daraus gemacht, mit Aufmerksamkeit unsere neue Gesetzgebung über diese wichtige Amtirung zu untersuchen.

Er hat sich darauf verlegt, den Sinn des Gesetzgebers sowohl in den Ausdrücken selbst des Gesetzes, als in den Berathschlagungen, welche im Staats-Rathe gehalten worden, und in den Anreden der Redner, welche den Auftrag hatten, das Projekt dem gesetzgebenden Corps vorzustellen, nachzuforschen, und ihn zu erkennen.

Er sah erst, nachdem er sich diesem Studium gewidmet hatte, die Nothwendigkeit ein, den Civilstands-Beamten einige Entwickelungen über die Wichtigkeit ihres Dienstes vorzuliegen, ihre Arbeit leichter zu machen, und

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

vail plus facile et de leur démontrer, par des raisonnemens accompagnés d'exemples, que les vices de leurs opérations peuvent amener des inconvéniens majeurs pour leurs concitoyens et pour eux-mêmes.

Cet ouvrage est divisé en trois parties.

La première partie contient le texte pur et simple de toutes les loix françaises relatives aux actes de l'état civil.

La seconde partie traite du matériel des registres, de l'ordre qu'il faut observer en dressant les actes, des règles qui leur sont communes et des peines portées par les loix dans les cas de contraventions.

Enfin la troisième partie renferme des modèles d'actes pour les cas qui ont paru se présenter le plus communément, et pour ceux que l'on a pu prévoir.

En suivant le guide qu'on lui offre, l'officier de l'état civil, lors de la ré-

Vorläufige Bemerkungen.

ihnen durch Schlüsse mit Beyspielen begleitet, zu beweisen, daß die Fehler in ihren Handlungen, große Widrigkeiten sowohl für ihre Mitbürger, als für sie selbst, nach sich ziehen können.

Dieses Werk ist in drey Theilen abgetheilt. Der erste Theil enthält den reinen, und einfachen Text aller, die Civilstands-Akten betreffenden französischen Gesetze.

Der zweyte Theil handelt von dem Materiellen der Register, von der Ordnung, die man bey Verfertigung der Akten zu beobachten hat, von den Regeln, die ihnen gemein sind, und von den Strafen, die im Uebertretungsfalle von den Gesetzen angegeben werden.

Der dritte Theil endlich faßt in sich die Muster der Akten für die Fälle, welche sich am gewöhnlichsten zu ereignen schienen, und für jene, die man vorhersehen konnte;

Der Civilstands-Beamte wird, wenn er dem Leiter, den man ihm anträgt, folget, bey Verfassung eines Aktes, den Sinn, und die Reihe der Artikel, die er anwenden soll,

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

daction d'un acte, trouvera le sens et la série des articles dont il doit faire l'application; son opération y est graduellement tracée: les observations et les avis qui lui sont présentés, pourront faire disparaître les causes de son incertitude. Dans ses exemples qui seront cités, il reconnaitra les dangers auxquels peuvent exposer la negligence, le défaut de soins, et la trop grande confiance.

- 4. IV. 1985

D 115

Trubeyev autokrat, 4

Vorläufige Bemerkungen.

finden; sein Geschäft ist darinn stufenweise vorgezeichnet; die Bemerkungen, und die Rathgebungen, welche man ihm darstellt, werden die Ursachen seiner Unwissenheit verschwinden machen können. In den Beyspielen, die angeführt seyn werden, mag er die Gefahren, zu denen Nachlässigkeit, Obsorg-Mangel, und allzu großes Zutrauen ihn aussetzen können, einsehen.

LE GUIDE

DE

L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL.

PREMIERE PARTIE.

TEXTE DES LOIX SUR L'ÉTAT CIVIL:

Extrait du Code Napoleon:

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Chapitre Premier.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART: 34. Les actes de l'état civil énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus, les prénoms, noms, âge, profession et domicile de tous ceux qui y seront dénommés,

Der Leiter
des
Civilstandes-Beamten.

Erster Theil.
Text der Gesetze
den Civilstand betreffend
aus dem Codex Napoleon ausgezogen.

Von den Urkunden

des

Civilstandes

Erstes Kapitel.

Allgemeine Verfügungen.

Artikel 34. Die Urkunden des Civilstandes müssen Jahr, Tag, und Stunde wo sie verabsafet worden, Namen, Vornamen, Alter, Gewerbe, und Wohnsitz aller derjenigen, die darinn benannt sind, andeuten

35. Les officiers de l'état civil ne pourront rien insérer dans les actes qu'ils recevront, soit par note, soit par énonciation quelconque, que ce qui doit être déclaré par les comparans.

36. Dans les cas où les parties intéressées ne seront point obligées de comparaître en personne, elles pourront se faire représenter par un fondé de procuration spéciale et authentique.

37. Les témoins produits aux actes de l'état civil ne pourront être que du sexe masculin, âgés de vingt-un ans au moins, parens ou autres et ils seront choisis par les personnes intéressées.

38. L'officier de l'état civil donnera lecture des actes aux parties comparantes, ou à leurs fondés de procuration, et aux témoins. Il y sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité.

39. Ces actes seront signés par l'officier de l'état civil, par les comparans et les témoins, ou mention sera faite de la cause qui empêchera les comparans et les témoins de signer.

40. Les actes de l'état civil seront inscrits, dans chaque commune, sur un ou plusieurs registres tenus doubles.

41. Les registres seront cotés par première et dernière, et paraphés sur chaque feuille, par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera.

35. Die Beamten des Civilstandes dürfen in die von ihnen verabfaßten Akten weder bemerkungsweise, noch auf irgend eine Bedeutungsart etwas anders einfließen lassen, als was von den Comparanten darinn erklärt werden muß.

36. In den Fällen, wo die Interessenten nicht verpflichtet sind, in Person zu erscheinen, können sie durch einen besondern und beglaubten Vollmachtshaber sich vertreten lassen.

37. Die bey den Urkunden des Civilstandes aufgewiesenen Zeugen können nur männlichen Geschlechts, wenigstens ein und zwanzig Jahr alt, Verwandte oder andere, seyn; und werden dieselben von den Interessenten erwählt.

38. Der Beamte des Civil - Standes giebt den erscheinenden Partheyen, oder ihren Bevollmächtigten, und den Zeugen von den Aufsätzen Vorlesung.

Von der Beobachtung dieser Formalität muß darauf Meldung geschehen.

39. Diese Aufsätze werden vom Beamten des Civilstandes, von den Comparanten, und den Zeugen unterzeichnet, oder Meldung geschieht von der Ursache wodurch die Comparanten, und Zeugen zu unterschreiben verhindert sind.

40. Die Urkunden des Civilstandes sollen in jeglicher Gemeinde auf ein oder mehrere doppelt gehaltene Register eingetragen werden.

41. Die Register werden vom Präsidenten des Gerichts erster Instanz, oder von dem ihn vertretenden Richter, mit erster und zweyter cotiert, und auf jeden Blatt paraphirt.

42. Les actes seront inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc. Les ratures et les renvois seront approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte. Il n'y sera rien écrit par abréviation, et aucune date ne sera mise en chiffres.

43. Les registres seront clos et arrêtés par l'officier de l'état civil, à la fin de chaque année; et dans le mois, l'un des doubles sera déposé aux archives de la commune, l'autre au greffe du tribunal de première instance.

44. Les procurations et les autres pièces qui doivent demeurer annexées aux actes de l'état civil, seront déposées, après qu'elles auront été paraphées par la personne qui les aura produites, et par l'officier de l'état civil, au greffe du tribunal, avec le double des registres, dont le dépôt doit avoir lieu audit greffe.

45. Toute personne pourra se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des extraits de ces registres. Les extraits délivrés conformes aux registres, et légalisés par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplacera, feront foi jusqu'à inscription de faux.

46. Lorsqu'il n'aura pas existé de registres, ou qu'ils seront perdus, la preuve en sera reçue tant par titres que par témoins; et, dans ces cas, les mariages, naissances et décès pourront être prouvés tant par les registres et papiers

42. Die Aufsätze werden sogleich ohne Weisfäßen, auf die Register eingeschrieben. Die Ausstreichungen, und Verweisungen sind auf die nehmliche Art, wie der gesäute Aufsatz, gut zu heißen, und zu unterzeichnen. Mit Abkürzung darf nichts geschrieben, und kein Datum in Ziffern hingesezt werden.

43. Die Register werden vom Beamten des Civilstandes zu Ende jeden Jahres, abgeschlossen; und innerhalb eines Monaths soll eine der Doppelschriften ins Archiv der Gemeinde, die andere in die Schreiberey des Gerichtshofs erster Instanz, niedergelegt werden.

44. Die Vollmächts - Akten, und andere welche den Urkunden des Civilstandes angehängt seyn müssen, werden, nachdem sie von der Person, die sie eingebracht, und vom Beamten des Civilstandes paraphirt worden sammt der Abschrift der Register, welche in besagte Schreiberey niederzulegen ist, abgegeben.

45. Jedermann kann sich von den Aufbewahrern der Register des Civilstandes, Extracte aus diesen Registern ertheilen lassen; Die den Registern gleichlautend ertheilten, und von dem Präsidenten des Gerichts erster Instanz, oder von dem ihn vertretenden Richter bewahrscheinigten Extracten sollen rechtbeständig seyn, bis auf Fälschung geklagt wird.

46. Waren keine Register vorhanden, oder sind sie verlohren gegangen, so ist der Beweis davon sowohl in Titeln, als mit Zeugen anzunehmen, und können solchenfalls die Heurathen, die Geburten, und Todesfälle theils durch die Register und Papiere, die

émanés des pères et mères décédés, que par témoins.

47. Tout acte de l'état civil des Français et des étrangers, fait en pays étranger, fera foi, s'il a été rédigé dans les formes usitées dans ledit pays.

48. Tout acte de l'état civil des Français en pays étranger sera valable s'il y a été reçu conformément aux lois françaises, par les agens diplomatiques, ou par les Consuls.

49. Dans tous les cas où la mention d'un acte relatif à l'état civil devra avoir lieu en marge d'un autre acte déjà inscrit, elle sera faite à la requête des parties intéressées, par l'officier de l'état civil, sur les registres courans, ou sur ceux qui auront été déposés aux archives de la commune, et par le greffier du tribunal de première instance, sur les registres déposés aux greffe; à l'effet de quoi l'officier de l'état civil en donnera avis dans les trois jours au procureur impérial, qui veillera à ce que la mention soit faite d'une manière uniforme, sur les deux registres.

50. Toute contravention aux articles précédens de la part des fonctionnaires y dénommés, sera poursuivie devant le tribunal de

von den verstorbenen Eltern herrühren, theils durch Zeugen erweislich gemacht werden.

47. Jeder im Ausland gefertigte Aufsatz vom Civilstande der Franken, und der Ausländer soll rechtbeständig seyn, wenn er anders mit Formalitäten, die in besagten Lande üblich sind, verabfasset worden.

48. Jeder Aufsatz vom Civilstande der Franken im fremden Lande wird ungültig seyn, wosern er den französischen Gesetzen gemäß, von den diplomatischen Agenten, oder von den Consuln ausgestellt worden.

49. In allen Fällen, wo von keiner Urkunde den Civilstand betreffend, auf dem Rande einer bereits eingetragenen Urkunde Meldung geschehen muß, soll dieselbe auf Ansuchen der Interessenten, von dem Beamten des Civilstandes auf den laufenden Registern, und auf denen, welche man im Archiv der Gemeinde hinterlegt, und von dem Schreiber des Gerichts erster Instanz, auf den in die Schreiberey hinterlegten Registern bewerkstelliget werden, zu welchem Ende der Beamte des Civilstandes innerhalb drey Tagen den kaiserlichen Prokurator bey gedachtem Tribunal davon benachrichtigen muß, welcher darob zu wachen hat, daß die Meldung auf gleichförmige Weise zu die beiden Register eingerückt werde.

50. Jede Uebertretung vorstehender Artikel von seiten obgenannter Beamten soll von dem Gerichte erster Instanz verfolgt, und mit einer Geld-

première instance, et punie d'une amende qui ne pourra excéder cent francs.

51. Tout dépositaire des registres sera civilement responsable des alterations qui y surviendront, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs desdites altérations.

52. Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, toute inscription de ces actes faite sur une feuille volante, et autrement que sur les registres à ce destinés, donneront lieu aux dommages intérêts des parties sans préjudice des peines portées au Code pénal.

53. Le procureur impérial au tribunal de première instance sera tenu de vérifier l'état des registres lors du dépôt qui en sera fait au greffe; il dressera procès-verbal sommaire de la vérification, dénoncera les contraventions ou délits commis par les officiers de l'état civil, et requerra contre eux la condamnation aux amendes.

54. Dans tous les cas où un tribunal de première instance connaîtra des actes relatifs à l'état civil, les parties intéressées pourront se pourvoir contre le jugement.

buße bestraft werden, die nicht über hundert Franks gehen darf.

51. Jeder Inhaber der Register soll für die darauf angebrachten Abänderungen bürgerlich haften, mit Vorbehalt seines Regresses gegen die Urheber von gedachten Aenderungen, wosfern solches statt findet.

52. Jede Aenderung, jede Verfälschung in den Urkunden des Civilstandes, jede Einschreibung dieser Urkunden auf einem fliegenden Blatt, und anders als auf den hierzu bestimmten Registern, geben Anlaß zu Schadenersatz der Parthenen, unbeschadet der Strafen, die in dem Pönalgesetzbuch angesetzt sind.

53. Der kaiserliche Procurator bey dem Gericht erster Instanz, soll gehalten seyn, den Zustand der Register zu untersuchen, wenn sie in der Schreiberrey hinterlegt werden; er soll ein kurzgefaßtes Protokoll von der Untersuchung aufsetzen, die von den Beamten des Civilstandes begangenen Ubertretungen, oder Verbrechen angeben, und gegen sie die Verurtheilung zu Geldbußen begehren.

54. In allen Fällen, wo ein Gerichtshof erster Instanz von den Urkunden des Civilstandes Kenntniß nimmt, können die Interessenten gegen das Urtheil einkommen.

CHAPITRE II.

Des actes de naissance.

55. Les déclarations de naissance seront faites, dans les trois jours de l'accouchement, à l'officier de l'état civil du lieu; l'enfant lui sera présenté.

56. La naissance de l'enfant sera déclarée par le père, ou, à défaut du père, par les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé ou autres personnes qui auront assisté à l'accouchement; et lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, par la personne chez la quelle elle sera accouchée.

L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins.

57. L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère, et ceux des témoins.

58. Toute personne qui aura trouvé un enfant nouveau né, sera tenue de le remettre à l'officier de l'état civil, ainsi que les vêtemens et autres effets trouvés avec l'enfant, et de déclarer toutes les circonstances du temps et du lieu où il aura été trouvé.

Il en sera dressé un procès-verbal détaillé, qui énoncera en outre l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui lui seront don-

Zweytes Kapitel.

Von den Geburts - Urkunden.

55. Die Geburts - Deklarationen sind innerhalb drey Tagen nach der Niederkunft, dem Beamten des Civilstandes zu übersenden: das Kind muß ihm vorgewiesen werden.

56. Die Geburt des Kindes wird erklärt von dem Vater, oder in Ermanglung des Vaters von den Aerzten oder Wundärzten, Hebammen, Gesundheits - Offizianten, oder andern Personen die der Entbindung beygewohnt; und ist die Mutter außerhalb ihres Hauses niedergekommen, von der Person, bey welcher die Niederkunft vorgefallen.

Die Geburts - Urkunde wird alsbald im Beyseyn zweyer Zeugen verabfaßt.

57. Die Geburts - Urkunde zeigt Tag, Stunde, und Ort der Geburt, das Geschlecht des Kindes, und die Vornamen, welche man ihm giebt; Vornamen, Namen, Gewerbe, und Wohnsitz der Eltern, wie auch die der Zeugen an.

58. So jemand ein neugebohrnes Kind gefunden, ist er gehalten dasselbe dem Beamten des Civilstandes zuzustellen, sammt den Kleidungsstücken, auch über alle Umstände der Zeit, und des Orts, wo es gefunden worden, Erklärung zu geben.

Es wird davon ein ausführliches Protokoll aufgesetzt, welches nebst dem des Kindes muthmaßliches Alter, sein Geschlecht, die Namen, die man

nes, l'autorité civile à laquelle il sera remis: le procès-verbal sera inscrit sur les registres.

59. S'il naît un enfant pendant un voyage de mer, l'acte de naissance sera dressé dans les vingt-quatre heures en présence du père, s'il est présent, et de deux témoins pris parmi les officiers du bâtiment, ou, à leur défaut, parmi les hommes de l'équipage. Cet acte sera rédigé, savoir: sur les bâtimens de l'état, par l'officier d'administration de la marine; et sur les bâtimens appartenant à un armateur ou négociant par le capitaine, maître ou patron du navire. L'acte de naissance sera inscrit à la suite du rôle d'équipage.

60. Au première port où le bâtiment abordera, soit de relâche, soit pour toute autre cause que celle de son désarmement, les officiers de l'administration de la marine, capitaine, maître ou patron, seront tenus de déposer deux expéditions authentiques des actes de naissance qu'ils auront rédigés, savoir: dans un port français, au bureau du préposé à l'inscription maritime; et dans un port étranger, entre les mains du Consul.

L'une de ces expéditions restera déposée au bureau de l'inscription maritime, ou à la chancellerie du consulat; l'autre sera envoyée au ministre de la marine, qui fera parvenir une copie, de lui certifiée, de chacun desdits actes, à

ihm giebt, die Civil-Gewalt welcher man es überliefert, andeuten muß.

59. Wird ein Kind während einer See-Reise geboren, so wird die Geburts-Urkunde innerhalb vier, und zwanzig Stunden in Gegenwart des Vaters, wenn er anwesend ist, und zweyer unter den Schiffs-Offizieren oder in Ermanglung ihrer, unter den Männern der Einschiffung genommenen Zeugen aufgesetzt. Dieser Aufsatz wird auf den Schiffen des Staats von dem Verwaltungs-Beamten des Seewesens, und auf Schiffen, die einem Ausrüster, oder Kaufmann zugehören, von dem Capitän, Meister oder Patron des Schiffes vorgenommen; die Geburts-Urkunde muß der Einschiffungs-Liste untenhin beygeschrieben werden.

60. Im ersten Hafen, wo das Schiff, es sey zum Anker, oder sonst aus einer andern Ursache als zur Abtadelung, anlandet, sind die Beamten der Seeverwaltung, Capitän, Meister oder Patron, gehalten, zwey beglaubte Ausfertigungen der von ihnen gefertigten Geburts-Urkunden abzugeben, nemlich in einem französischen Hafen, auf der Amtsstube des Vorstehers der See-Inskription, und in einem fremden Hafen, in die Hände des Consuls.

Die eine dieser Ausfertigungen soll auf der Stube der See-Inskription, oder in der Kanzley des Consulats hinterlegt bleiben, die andere wird dem Minister des Seewesens übersandt, der eine von ihm bescheinigte Abschrift von jedem besag-

l'officier de l'état civil du domicile du père l'enfant, ou de la mère, si le père est inconnu: cette copie sera inscrite de suite sur les registres.

61. A l'arrivée du bâtiment dans le port du désarmement, le rôle d'équipage sera déposé au bureau du préposé à l'inscription maritime, qui enverra une expédition de l'acte de naissance, de lui signée, à l'officier de l'état civil du domicile du père de l'enfant, ou de la mère, si le père est inconnu: cette expédition sera inscrite de suite sur les registres.

62. L'acte de reconnaissance d'un enfant sera inscrit sur les registres, à sa date; et il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance, s'il en existe un.

CHAPITRE III.

Des actes de mariage.

63. Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera deux publications, à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison commune. Ces publications, et l'acte qui en sera dressé, énonceront les prénoms, noms, professions et domiciles des futurs époux, leur qualité de majeurs ou de mineurs, et les prénoms,

ter Aufsätze an den Beamten des Civilstandes im Wohnorte des Vaters vom Kinde, oder der Gebährerin, wenn der Vater unbekannt ist, gelangen läßt.

61. Bey der Ankunft des Schiffes im Hafen wo es abtackelt, soll die Einschiffungs-Liste auf der Stube des Vorsehers der See-Inspection niedergelegt werden, der eine von ihm unterzeichnete Ausfertigung der Geburts-Urkunde dem Beamten des Civilstandes im Wohnorte des Vaters vom Kinde, oder der Mutter, wenn der Vater nicht gekannt ist, übersenden muß. Diese Ausfertigung wird ungesäumt auf die Register eingetragen.

62. Der Aufsatz von der Auerkennung des Kindes soll nach seinem Datum auf die Register eingetragen werden, und ist davon auf dem Rande der Geburts-Urkunde, wenn eine vorhanden ist, Erwähnung zu thun.

Drittes Kapitel.

Von den Heurath-Urkunden.

63. Ehe die Heurath gefeyert wird, thut der Beamte des Civilstandes zwey Verkündigungen, mit acht Tagen Zwischenzeit, an einem Sonntag vor dem Eingange des Gemeindehauses. Diese Verkündigungen, und der darüber verfertigte Aufsatz, sollen die Vornamen, Namen, Gewerbe, und Wohnort der künftigen Gatten, ihre Qualität der Volljährigkeit, oder Minderjährigkeit und

noms, professions et domiciles de leurs pères et mères. Cet acte énoncera, en outre, les jours, lieux et heures où les publications auront été faites: il sera inscrit sur un seul registre, qui sera coté et paraphé comme il est dit en l'article 41, et déposé, à la fin de chaque année, au greffe du tribunal de l'arrondissement.

64. Un extrait de l'acte de publication sera et restera affiché à la porte de la maison commune pendant les huit jours d'intervalle de l'une à l'autre publication. Le mariage ne pourra être célébré avant le troisième jour, depuis et non compris celui de la seconde publication.

65. Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année, à compter de l'expiration du délai des publications, il ne pourra plus être célébré qu'après que de nouvelles publications auront été faites dans la forme ci-dessus prescrite.

66. Les actes d'opposition au mariage seront signés sur l'original et sur la copie par les opposans ou par leurs fondés de procuration spéciale et authentique; ils seront signifiés, avec la copie de la procuration, à la personne ou au domicile des parties, et à l'officier de l'état civil, qui mettra son *visa* sur l'original.

67. L'officier de l'état civil fera, sans délai, une mention sommaire des oppositions.

die Vornamen, Namen, Gewerbe, und Wohnsitz ihrer Väter und Mütter anzeigen. Dieser Aufsatß soll nebstdem Tage, Stunde, und Ort wo die Verkündigungen gemacht worden, bemerken; er soll auf ein einziges Register eingeschrieben werden, welches wie im vorstehenden Artikel 41 ge sagt ist: cotirt, und paraphirt, und zu Ende jeden Jahrs in die Schreiberen des Bezirk - Gerichtes niedergelegt werden muß.

64. Ein Auszug aus der Publikations - Urkunde soll während der achttägigen Zwischenzeit von der einen zur andern Verkündigung, an dem Eingange des Gemeinde - Hauses angeschlagen seyn. Die Heurath darf vor dem dritten Tag, seit und ungerechnet derjenigen des zweyten Aufgebots, nicht begangen werden.

65. Ist die Heurath in Zeit eines Jahres, vor Ablauf der Publikations - Frist anzurechnen, nicht begangen worden, so darf ihr Begängnis nicht statt haben, es wären denn neue Verkündigungen obgesagtermassen vorhergegangen.

66. Die Einspruchs - Akten gegen die Heurath werden dem Original, und auf der Abschrift von den Einsprechenden, oder von ihren besondern, und rechtsgegründeten Vollmachtshabern unterzeichnet, sie werden, nebst der Abschrift, der Vollmachten - Uebertragung, der Person, oder im Wohnhause der Parteien, und dem Beamten des Civilstandes, der sein Visa auf die Urschrift setzen muß, kund gemacht.

67. Der Beamte des Civilstandes soll ohne Ver-

sur le registre des publications; il fera aussi mention, en marge de l'inscription desdites oppositions, des jugemens, ou des actes de main-levée dont expédition lui aura été remise.

68. En cas d'opposition l'officier de l'état civil ne pourra célébrer le mariage avant qu'on lui en ait remis la main-levée, sous peine de trois cents francs d'amande, et de tous dommages-intérêts.

69. S'il n'y a point d'opposition, il en sera fait mention dans l'acte de mariage; et si les publications ont été faites dans plusieurs communes, les parties remettront un certificat délivré par l'officier de l'état civil de chaque commune, constatant qu'il n'existe point d'opposition.

70. L'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs époux. Celui des époux qui serais dans l'impossibilité de se le procurer, pourra le suppléer en rapportant un acte de notoriété, délivré par le juge de paix du lieu de sa naissance, ou par celui de son domicile.

71. L'acte de notoriété contiendra la déclaration par sept témoins de l'un ou de l'autre sexe, parens ou non parens, des prénoms, noms, profession et domicille du futur époux, et de ceux de lieu, et autant que possible, l'époque de sa naissance, et les causes qui

zug eine kurzgefaßte Meldung der Einsprüche auf das Publikations - Register einschreiben; er soll desgleichen, auf dem Rande der Einschreibung besagter Einsprüche von den Richterbescheiden, oder Akten der Oppositions - Hebung, wovon man ihm Ausfertigung zugehändig, Erwähnung thun.

68. Im Fall eines Einspruchs, darf der Beamte des Civilstandes die Heurath nicht eher begehen, als bis man ihm die Oppositions - Hebung dargereicht, unter Strafe einer Geldbuße von dreyhundert Franks, und aller Schadenersatzungen.

69. Ist kein Einspruch geschehen, so wird in der Heuraths - Urkunde Meldung davon gethan; und wenn die Aufgebote in mehreren Gemeinden statt gehabt, so weisen die Partheyen einen von dem Beamten des Civilstandes jeglicher Gemeinde ertheilten Schein vor, wie daß keine Hinderniß vorhanden sey.

70. Der Beamte des Civilstandes läßt sich die Geburts - Urkunde von jedem der künftigen Gatten zustellen. Welchem der Gatten unmöglich wäre, sich dieselbe zu verschaffen, der darf an ihrer Stelle einen Notorietäts - Aufsatz beybringen, welchen der Friedensrichter seines Geburtsortes, oder derjenige seines Wohnorts ertheilt.

71. Der Notorietäts - Aufsatz enthält die, von sieben Zeugen des einen oder andern Geschlechts, Verwandten, oder Nichtverwandten, gemachte Erklärung der Vornamen, Namens, Gewerbs und Wohnsitzes des künftigen Gatten, und diejenigen seiner Eltern, wenn sie bekannt sind; den Ort, und so viel möglich die Zeit seiner Geburt, und die Ursachen

empêchent d'en rapporter l'acte. Les témoins signeront l'acte de notoriété avec le juge de paix ; et s'il en est qui ne puissent ou ne sachent signer, il en sera fait mention.

72. L'acte de notoriété sera présenté au tribunal de première instance du lieu où doit se célébrer le mariage. Le tribunal, après avoir entendu le procureur impérial donnera ou refusera son homologation, selon qu'il trouvera suffisantes ou insuffisantes les déclarations des témoins, et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance.

73. L'acte authentique du consentement des pères et mères ou aïeuls et aïeules, ou, à leur défaut, celui de la famille, contiendra les prénoms, noms, professions et domiciles du futur époux, et de tous ceux qui auront concouru à l'acte, ainsi que leur degré de parenté.

74. Le mariage sera célébré dans la commune où l'un des deux époux aura son domicile. Ce domicile, quant au mariage, s'établira par six mois d'habitation continuée dans la commune.

75. Le jour désigné par les parties après les délais des publications, l'officier de l'état civil, dans la maison commune, en présence de quatre témoins parens ou non parens, fera lecture aux parties, des pièces ci-dessus mentionnées, relatives à leur état et aux formalités du mariage,

welche verhindern, die Urkunde derselben bezzubringen. Die Zeugen unterzeichnen den Notorietäts-Aussatz mit dem Friedens-Richter, und sind welche die nicht schreiben gelernt, oder es nicht thun können, so geschieht Meldung davon.

72. Der Notorietäts-Aussatz wird dem Gerichtshof erster Instanz des Ortes, wo das Heuraths-Verhängnis statt haben soll, eingereicht. Der Gerichtshof, nachdem er den kaiserlichen Prokurator angehört, giebt oder verweigert seine Bestätigung, je nachdem er die Erklärungen der Zeugen, und die Ursachen, welche den Geburts-Aussatz bezzubringen verhindern, zulänglich oder unzulänglich findet.

73. Der verlangte Aussatz von der Einwilligung der Eltern oder Großeltern, oder in ihrer Ermanglung der Einwilligung der Familie, enthält Vornamen, Namen, Gewerbe, und Wohnsitz des künftigen Gatten, und aller derjenigen, die zu dieser Handlung mitgewirkt haben, wie auch den Grad ihrer Verwandtschaft.

74. Die Heurath wird in der Gemeinde gefeyert, wo der eine von beiden Gatten seinen Wohnsitz hat. Diesen Wohnsitz in Ansehung der Heurath erlangt man durch sechs Monathe anhaltender Bewohnung in der nemlichen Gemeinde.

75. An dem nach Verlauf der Publikations-Fristen von den Parteyen bestimmten Tage, verliest der Beamte des Civilstandes im Beyseyn von vier Zeugen, Verwandten oder Nichtverwandten den Parteyen, obgemeldte Aktenstücke, welche auf ihren

et du chapitre 6 du titre du mariage, contenant les droits et les devoirs respectifs des époux. Il recevra de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme; il prononcera, au nom de la loi, qu'elles sont unies par le mariage, et il en dressera acte sur-le-champ.

76. On énoncera dans l'acte de mariage,

1.° Les prénoms, noms, professions, âge, lieux de naissance et domiciles des époux,

2.° S'ils sont majeurs ou mineurs;

3.° Les prénoms, noms, professions, et domiciles des pères et mères;

4.° Le consentement des pères et mères, aïeux et aïeules, et celui de la famille, dans les cas où ils sont requis;

5.° Les actes respectueux, s'il en a été fait;

6.° Les publications dans les divers domiciles

7.° Les oppositions, s'il y en a eu, leur mainlevée; ou la mention qu'il n'y a point eu d'opposition;

8.° La déclaration des contractans de se prendre pour époux, et la prononciation de leur union par l'officier public;

9.° Les prénoms, noms, âge, professions et domiciles des témoins, et leur déclaration s'ils sont parens ou alliés des parties, de quel côté et à quel degré.

Stand, und auf die Formalitäten der Heurath Bezug haben, und das 6te Kapitel des Titels von der Ehe enthaltend die gegenseitigen Rechte und Pflichten der Ehe eute. Er empfängt von beyden Theilen eines nach dem andern, die Erklärung, daß sie einander zum Ehemann, und zur Ehefrau nehmen wollen; er thut im Namen des Gesetzes den Ausspruch, daß sie durch das eheliche Bündnis vereinigt sind, und faßt auf der Stelle die Urkunde davon ab.

76. Man führet in der Heuraths-Urkunde folgendes an:

1.) Die Vornamen, Namen, Gewerbe, Alter, Geburts-Date, und Wohnsitz der Gatten;
2.) Ob sie volljährig oder minderjährig sind;
3.) Die Vornamen, Namen, Gewerbe, und Wohnsitz der Väter und Mütter;
4.) Die Einwilligung der Eltern, Großeltern und diejenige der Familie, in ten Fällen, wo sie begehrt sind;
5.) Die ehrebieltigen Aussätze, wenn welche gefertigt worden;
6.) Die Aufgebote in den verschiedenen Wohnorten;
7.) Die Einsprüche, wenn welche gemacht werden; ihre Hebung, oder die Meldung, daß kein Einspruch geschehen ist;
8.) Die Erklärung der Contrahenten sich zu Gatten zu nehmen, und der Ausruf ihrer Vereinigung durch den öffentlichen Beamten.
9.) Die Vornahmen, Namen, Alter, Gewerbe, und Wohnsitz der Zeugen, und ihre Erklärung, ob sie Verwandte, oder Bekundte der Partheyen, von welcher Seite, und in welchem Grade;

C H A P I T R E IV.

Des actes de décès.

77. Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation sur papier libre et sans frais de l'officier de l'état civil, qui ne pourra la délivrer qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée pour s'assurer du décès, et que vingt-quatre heures après le décès, hors des cas prévus par les réglemens de police.

78. L'acte de décès sera dressé par l'officier de l'état civil, sur la déclaration de deux témoins. Ces témoins seront, s'il est possible, les deux plus proches parens ou voisins, ou, lorsqu'une personne sera décédée hors de son domicile, la personne chez laquelle elle sera décédée, et un parent ou autre.

79. L'acte de décès contiendra les prénoms noms, âge, profession et domicile de la personne décédée; les prénoms et noms de l'autre époux, si la personne décédée était mariée ou veuve; les prénoms, noms, âge, professions et domiciles des déclarans; et s'ils sont parens, leur degré de parenté.

Le même acte contiendra de plus, autant qu'on pourra le savoir, les prénoms, noms, profession et domicile des père et mère du décédé, et le lieu de sa naissance.

Viertes Kapitel.

Von den Sterbens-Urkunden.

77. Keine Beerdigung darf ohne einer auf Freypapier und unentgeltlich ausgefertigten Erlaubnis des Beamten vom Civilstande, welcher zuvörderst, um sich des Todesfalls zu vergewissern zu dem Erblasseren selbst hingehen muß, und eher als vier und zwanzig Stunden nach dem Verscheiden außer den Fällen, welche in den Polizey Verordnungen angemerkt sind, zu Stande gebracht werden.

78. Die Sterbens - Urkunde wird von dem Beamten des Civilstandes, auf die Erklärung von zwey Zeugen, verabfaßt. Diese Zeugen sollen, wo möglich, die zwey nächsten Verwandten oder Nachbarn, oder, falls eine Person außer Hause verstorben, diejenige Person, bey welcher sie verschieden, und ein Verwandter, oder sonst jemand seyn.

79. Die Sterbens - Urkunde muß die Vornamen Namen, Alter, Gewerbe und Wohnort der gestorbene Person; die Vornamen, und Namen des andern Gatten, ob die gestorbene Person verheurathet, oder verwittibet war; die Vornamen, Namen, Alter, Gewerbe, und Wohnsitz der Deklaranten; und wenn es Verwandte sind, ihren Verwandtschaftsgrad angeben.

Der nemliche Aufsatz muß ferner so weit zu wissen möglich, die Vornamen, Namen, Gewerbe, und Wohnort der Eltern des Verstorbenen, wie auch seinen Geburtsort bemerken.

80. En cas de décès dans les hôpitaux militaires, civils, ou autres maisons publiques, les supérieurs, directeurs, administrateurs et maîtres de ces maisons, seront tenus d'en donner avis, dans les vingt-quatre heures, à l'officier de l'état civil, qui s'y transportera pour s'assurer du décès, et en dressera l'acte conformément à l'article précédent, sur les déclarations qui lui auront été faites, et sur les renseignemens qu'il aura pris.

Il sera tenu, en outre, dans lesdits hôpitaux et maisons, des registres destinés à inscrire ces déclarations et ces renseignemens.

L'officier de l'état civil enverra l'acte de décès à celui du dernier domicile de la personne décédée, qui l'inscrira sur les registres

81. Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de le soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre, et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignemens qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée.

82. L'officier de police sera tenu de transmettre de suite à l'officier de l'état civil du

80. Falls jemand in den Kriegs- oder Civilhospitälern, oder andern öffentlichen Häusern stirbt, so liegt den Obern, Direktoren, Verwaltern, und Vorstehern dieser Häuser ob, innerhalb vier, und zwanzig Stunden den Beamten des Civilstandes davon zu benachrichtigen, der sich alsdann, um des Todesfalls gewiß zu werden, dahin begiebt, und vorstehendem Artikel gemäß, auf die Erklärungen, die man ihm gemacht, und auf die Erkundigungen, die er eingezoget, den Aufsatß verfertiget.

Weßdem sollen in besagten Hospitälern, und Häusern Register gehalten werden, in welchen man diese Erklärungen, und diese Aufschlüsse einträgt.

Der Beamte des Civilstandes soll die Todes = Urkunde dem Beamten vom letzten Wohnorte der gestorbenen Person übersenden, und dieser soll sie auf die Register einschreiben.

81. Sind Zeichen, oder Spuren gewaltsamen Todes, oder andere verdachtgebende Umstände vorhanden, so darf die Beerdigung eher nicht zu Stande kommen, als bis ein Polizey = Beamte in Beysein eines Doktors der Arzney = oder Wundarzneykunde das Protokoll vom Zustande des Leichnams, und die darauf Bezug habenden Umständen, wie auch von den Erkundigungen, die er in Betreff der Namen, Vornamen, Alter, Gewerch, Geburtsort, und Wohnsiß der gestorbenen Person einsammeln könnte, aufgesetzt.

82. Der Polizey = Beamte ist angehalten, unverweilt dem Beamten des Civilstandes vom Orte,

lieu où la personne sera décédée, tous les renseignemens énoncés dans son procès-verbal, d'après lesquels l'acte de décès sera rédigé.

L'officier de l'état civil en enverra une expédition à celui du domicile de la personne décédée, s'il est connu: cette expédition sera inscrite sur les registres.

83. Les greffiers criminels seront tenus d'envoyer, dans les vingt-quatre heures de l'exécution des jugemens portant peine de mort, à l'officier de l'état civil du lieu où le condamné aura été exécuté, tous les renseignemens énoncés en l'article 79, d'après lesquels l'acte de décès sera rédigé.

84. En cas de décès dans les prisons ou maisons de réclusion et de détention, il en sera donné avis sur-le-champ; par les concierges ou gardiens, à l'officier de l'état civil, qui s'y transportera comme il est dit en l'article 80, et rédigera l'acte de décès.

85. Dans tous les cas de mort violente, ou dans les prisons et maisons de réclusion, ou d'exécution à mort, il ne sera fait sur les registres aucune mention de ces circonstances, et les actes de décès seront simplement rédigés dans les formes prescrites par l'article 79.

86. En cas de décès pendant un voyage de mer, il en sera dressé acte dans les vingt-quatre heures, en présence de deux témoins

wo die Person verstorben, sämtliche in seinem Protokoll enthaltenen Aufschlüsse zu übersenden, als nach welchen die Sterbens-Urkunde abzufassen ist.

Eine Ausfertigung davon schiekt der Beamte des Civilstandes an denjenigen vom Orte der verstorbenen Person, wenn er bekannt ist: diese Ausfertigung wird auf die Register eingetragen.

83. Die peinlichen Gerichtsschreiber sind gehalten innerhalb der vier und zwanzig Stunden nach Vollstreckung der Todes-Urtheile dem Beamten des Civilstandes vom Orte, wo der Verurtheilte hingerichtet worden, alle im Artikel 79 verzeichneten Erläuterungen zu übersenden, nach welchen die Sterbens-Urkunde verabfaßt werden muß.

84. Falls jemand in den Gefängnissen, Zucht- und Einsperrhäusern gestorben, so haben auf der Stelle die Kerkermeister, oder Aufseher den Beamten des Civilstandes davon zu benachrichtigen, der alsdann, wie im Artikel 80 bedeutet ist, sich dahin verfügt, und die Sterbens-Urkunde verabfaßt.

85. In allen Fällen gewaltsamen, oder in den Gefängnissen, und Einsperrhäusern sich ereignenden Todes, oder vollzogener Lebensstrafe, soll auf den Registern keine Meldung von diesen Umständen geschehen, und die Sterbens-Urkunden sollen lediglich in der Form, welche der Artikel 79 vorschreibt, abgefäßt werden.

86. Falls jemand während einer Seereise stirbt, soll innerhalb vier und zwanzig Stunden, in Gegenwart zweyer Zeugen, welche man unter den

pris parmi les Officiers du bâtiment, ou, à leur défaut, parmi les hommes de l'équipage. Cet acte sera rédigé, savoir, sur les bâtimens de l'état, par l'officier d'administration de la marine, et sur les bâtimens appartenant à un négociant ou armateur, par le Capitaine, maître ou patron du navire. L'acte de décès sera inscrit à la suite du rôle de l'équipage.

87. Au premier port où le bâtiment abordera, soit de relâche, soit pour toute autre cause que celle de son désarmement, les officiers de l'administration de la marine, capitaine - maître ou patron, qui auront rédigé les actes de décès, seront tenus d'en déposer deux expéditions, conformément à l'art. 60.

A l'arrivée du bâtiment dans le port du désarmement, le rôle d'équipage sera déposé au bureau du préposé à l'inscription maritime; il enverra une expédition de l'acte de décès de lui signée, à l'officier de l'état civil du domicile de la personne décédée: cette expédition sera inscrite de suite sur les registres.

Schiff-Offizieren, oder in ihrer Ermanglung, unter den Schiffahrenden herausnimmt, ein Aufsatß darüber gestellt werden. Diesen Aufsatß muß auf den Schiffen des Staats, der Verwaltungs-Beamte des Seewesens, auf den Schiffen aber, die einem Handelsmann oder Ausrüster zugehören, der Capitän, Meister oder Patron des Schiffes verfertigen. Die Sterbens-Urkunde wird der Einschiffungs-Liste untenhin beigefchrieben.

87. Im ersten Hafen, wo das Schiff entweder zum Anfern, oder sonst aus einer andern Ursache als zum Abtakeln, anlandet, sind die See-Verwaltungs-Beamte, Capitän, Meister oder Patron, welcher den Todes-Aufsatß verfertigt, gehalten, zwey Ausfertigungen davon, dem Artikel 60 gemäß zu hinterlegen.

Bei der Ankunft des Schiffes im Hafen der Abtaklung ist die Einschiffungs-Liste in der Amtsstube des Vorstehers der See-Inspection abzugeben; er schickt eine Ausfertigung der Sterbens-Urkunde, von ihm bescheiniget, dem Civilstands-Beamten des Orts der verstorbenen Person: diese Ausfertigung ist so fort auf die Register einzuschreiben.

C H A P I T R E V.

Des Actes de l'état civil concernant les militaires hors du territoire de l'empire.

88. Les actes de l'état civil faits hors du territoire de l'empire, concernant des militaires ou autres personnes employées à la suite des armées, seront rédigés dans les formes prescrites par les dispositions précédentes, sauf les exceptions contenues dans les articles suivans.

89. Le quartier-maître dans chaque corps d'un ou plusieurs bataillons ou escadrons, et le capitaine commandant dans les autres corps, rempliront les fonctions d'officiers de l'état civil: ces mêmes fonctions seront remplies, pour les officiers sans troupes, et pour les employés de l'armée, par l'inspecteur aux revues attaché à l'armée ou au corps d'armée.

90. Il sera tenu dans chaque corps de troupes, un registre pour les actes de l'état civil relatifs aux individus de ce corps, et un autre à l'état-major de l'armée ou d'un corps d'armée, pour les actes civils relatifs aux officiers sans troupes et aux employés: ces registres seront conservés de la même manière que les autres registres des corps et états-majors, et déposés aux archives de la guerre,

Fünftes Kapitel.

Von den Urkunden des Civilstandes in Betreff der Soldaten außer dem Gebiete des französischen Kaiserthums.

88. Die Urkunden des Civilstandes, welche außer dem Gebiete des Kaiserthums in Betreff der Soldaten, oder andern in dem Befolge der Armeen angestellten Personen gefertigt werden, sollen in den durch die vorhergehenden Verfügungen vorgeschriebenen Formen abzufassen seyn; unter Vorbehalt der in den folgenden Artikeln enthaltenen Ausnahmen.

89. Der Quartier - Meister in jedem Corps, eines, oder mehrerer Bataillone, oder Schwadronen, und der commandirende Hauptmann in denen andern Corps sollen die Pflichten von Beamten des Civilstandes erfüllen; die nehmlichen Verrichtungen sollen für die Offiziere ohne Truppen, und für die Bediensteten der Armee, von dem bey den Musterungen der Armee, oder bey dem Armee - Corps angestellten Inspektor gethan werden.

90. Es soll in jedem Truppen - Corps ein Register für die Aufträge des Civilstandes in Betreff der Individuen dieses Corps, und ein anders bey dem General - Staab der Armee oder eines Armee - Corps für die bürgerlichen Urkunden, in Betreff der Offiziere ohne Truppen, und den Bediensteten, gehalten werden: diese Register sollen aber so wie die andern Register der Corps und General - Staabe aufbewahret, und in die Kriegs

à la rentrée des corps ou armées sur le territoire de l'empire.

91. Les registres se ont cotés et paraphés, dans chaque corps, par l'officier qui le commande; et à l'état-major, par le chef de l'état-major général.

92. Les déclarations de naissance à l'armée seront faites dans les dix jours qui suivront l'accouchement.

93. L'officier chargé de la tenue du registre de l'état civil, devra, dans les dix jours qui suivront l'inscription d'un acte de naissance audit registre, en adresser un extrait à l'officier de l'état civil du dernier domicile du père de l'enfant, ou de la mère, si le père est inconnu.

94. Les publications de mariage des militaires et employés à la suite des armées, seront faites au lieu de leur dernier domicile, elles seront mises en outre, vingt-cinq jours avant la célébration du mariage, à l'ordre du jour du corps, pour les individus qui tiennent à un corps, et à celui de l'armée ou du corps d'armée, pour les officiers sans troupes, et pour les employés qui en font partie.

95. Immédiatement après l'inscription sur le registre, de l'acte de célébration de mariage,

Archiven, bey dem Wiedereintrücken der Corps, oder Armeen in das Gebiet des Kaiserthums, niedergelegt werden.

91. Die Register sollen in jedem Corps von dem Offizier, der es commandirt, und bey dem General-Staffe, von dem Oberhaupte des General-Staffes mit der Seiten-Zahl bemerkt, und paraphirt werden.

92. Die Geburts-Erklärungen bey der Armee sollen in den zehn Tagen, welche auf die Niederkunft folgen, gemacht werden.

93. Der mit der Haltung des Registers des Civilstandes beauftragte Offizier, muß in den zehn Tagen, welche auf die Einschreibung einer Geburts-Urkunde ins besagte Register folgen, einen Auszug davon dem Beamten des Civilstandes von dem letzten Wohnorte des Vaters vom Kinde, oder der Mutter, wenn der Vater unbekannt ist, zuschicken.

94. Die Heuraths-Bekündigungen der Soldaten und Beamten im Gefolge der Armeen, sollen an dem Orte ihres letzten Wohnsitzes geschehen; sie sollen nebst dem, fünf und zwanzig Tage vor der Feyerung der Heurath, für die Individuen, welche zu einem Corps gehören, der Tags-Ordnung des Corps, und für die Offiziere ohne Truppen wie auch für die Bediensteten, welche zu einer Armee, oder einem Armee-Corps gehören, der Tags-Ordnung desselben beygelegt werden.

95. Gleich nach der Einschreibung ins Register, des Auftrages der Heuraths-Feyerung, soll der mit

l'officier chargé de la tenue du registre enverra une expédition à l'officier de l'état civil du dernier domicile des époux.

96. Les actes de décès seront dressés, dans chaque corps, par le quartier-maître; et pour les officiers sans troupes et les employés, par l'inspecteur aux revues de l'armée, sur l'attestation de trois témoins; et l'extrait de ces registres sera envoyé, dans les dix jours, à l'officier de l'état civil du dernier domicile du décédé.

97. En cas de décès dans les hôpitaux militaires ambulans ou sédentaires, l'acte en sera rédigé par le directeur desdits hôpitaux, et envoyé au quartier-maître du corps, ou à l'inspecteur aux revues de l'armée, ou du corps d'armée dont le décédé faisait partie: ces officiers en feront parvenir une expédition à l'officier de l'état civil du dernier domicile du décédé.

98. L'officier de l'état civil du domicile des parties, auquel il aura été envoyé de l'armée une expédition d'un acte de l'état civil, sera tenu de l'inscrire de suite sur les registres.

der Haltung des Registers beauftragte Offizier eine Ausfertigung davon dem Beamten des Civilstandes vom letzten Wohnorte der beiden Gatten zuschicken.

96. Die Todes - Urkunden sollen, in jedem Corpß, von dem Quartier - Meister; und für die Offiziere ohne Truppen, und für die Bediensteten, von dem Inspektor bey den Musterungen der Armee, auf das Zeugnis dreyer Zeugen aufgesetzt, und der Auszug diesem Register, in den zehn Tagen, dem Beamten des Civilstandes vom letzten Wohnsitz der Verstorbenen übersendet werden.

97. Im Falle Absterbens in den Kriegs - Feld - oder Garnisons - Hospitälern soll der Aufsatz darüber von dem Direktor besagter Hospitäler abgefaßt, und dem Quartier - Meister oder dem Inspektor bey den Musterungen der Armee, oder Armeecorps, wozu der Verstorbene gehörte, zugeschickt werden; diese Offiziere sollen eine Abschrift davon dem Beamten des Civilstandes vom letzten Wohnsitz des Verstorbenen zukommen lassen.

98. Der Beamte des Civilstandes im Wohnorte der Parthenen, welchem von der Armee die Abschrift eines Aufsatzes von dem Civilstande ist überschicket worden, muß ihn sogleich in die Register einschreiben.

C H A P I T R E V I.

De la rectification des actes de l'État civil.

99. Lorsque la rectification d'un acte de l'état civil sera demandée, il y sera statué, sauf l'appel, par le tribunal compétent, et sur les conclusions du procureur impérial; les parties intéressées seront appelées, s'il y a lieu.

100. Le jugement de rectification ne pourra, dans aucun temps, être opposé aux parties intéressées qui ne l'auraient point requis, ou qui n'y auraient pas été appelées.

101. Les jugemens de rectification seront inscrits sur les registres par l'officier de l'état civil, aussitôt qu'ils lui auront été remis; et mention en sera faite en marge de l'acte réformé.

D U M A R I A G E .

C H A P I T R E P R E M I E R.

Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage.

Art. 144. L'homme avant dix-huit ans révolus, la femme avant quinze ans révolus, de peuvent contracter mariage.

Sechstes Kapitel.

Von der Berichtigung der Urkunden des Civilstandes.

99. Wenn die Berichtigung einer Urkunde des Civilstandes verlangt werden sollte, muß von dem gehörigen Gerichte unter Vorbehalt der Appellation, und auf die Anträge des kaiserlichen Procurators darüber beschloßen werden; die interessirten Parthenen sollen, wo nöthig, hiezu berufen werden.

100. Das Berichtigungs Urtheil kann zu keiner Zeit den interessirten Parthenen, die es nicht verlangt haben, oder die nicht dazu berufen worden sind, entgegen gesetzt werden.

101. Die Berichtigungs-Urtheile sollen von dem Beamten des Civilstandes, sobald sie ihm sind zu gestellt worden, in die Register eingeschrieben werden; und es soll Meldung auf dem Rande des abgeänderten Aufsatzes davon geschehen.

Gesetz in Betreff der Ehe.

Erstes Kapitel

Von den erforderlichen Eigenschaften und Bedingungen um ein Ehebündnis schließen zu können.

144. Der Mann vor achtzehn vollen Jahren, das Weib vor fünfzehn vollen Jahren dürfen kein Ehebündnis schließen.

145. Le Gouvernement pourra néanmoins, pour des motifs graves, accorder des dispenses d'âge.

146. Il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement.

147. On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier.

148. Le fils qui n'a pas atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, la fille qui n'a pas atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère: en cas de dissentiment, le consentement du père suffit.

149. Si l'un des deux est mort, ou s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit.

150. Si le père et la mère sont morts, ou s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les aïeuls et aïeules les remplacent: s'il y a dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne, il suffit du consentement de l'aïeul.

S'il y a dissentiment entre les deux lignes, ce partage emportera consentement.

145. Die Regierung jedoch kann, wegen erheblichen Beweggründen, Freysprechung von der Regel des Alters ertheilen.

146. Es findet keine Heurath statt, da wo die Einwilligung fehlt.

147. Eine zweite Ehe darf nicht vor Zertrennung der ersten geschlossen werden.

148. Der Sohn, welcher nicht völlig das Alter von fünf, und zwanzig Jahren, die Tochter welche nicht völlig das Alter von ein und zwanzig Jahren hat, dürfen ohne Einwilligung ihrer Aeltern sich nicht verehlichen: falls beyde nicht einig, ist es an der Einwilligung des Vaters genug.

149. Wenn der eine von beiden abgestorben ist, oder wenn er sich in der Unmöglichkeit befindet, seinen Willen zu veroffenbaren, so ist die Einwilligung des andern hinlänglich.

150. Wenn der Vater und die Mutter gestorben sind, oder wenn sie sich in der Unmöglichkeit befinden, ihren Willen zu veroffenbaren, so treten die Großväter und Großmütter an ihrer Stelle; wenn Uneinigkeit zwischen dem Großvater und der Großmutter der nehmlichen Linie herrscht, so ist die Einwilligung des Großvaters hinreichend.

Wenn Uneinigkeit zwischen beyden Familien vorwaltet, so soll diese Theilung Einwilligung mit sich bringen.

151. Les enfans de famille ayant atteint la majorité fixée par l'article 148, sont tenus, avant de contracter mariage, de demander, par un acte respectueux et formel, le conseil de leur père et de leur mère, ou celui de leurs aïeuls et aïeules, lorsque leur père et leur mère sont décédés, ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté.

152. Depuis la majorité, fixée par l'article 148, jusqu'à l'âge de trente ans accomplis pour les fils, et jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis pour les filles, l'acte respectueux prescrit par l'article 151, et sur lequel il n'y aurait pas de consentement au mariage, sera renouvelé deux autres fois de mois en mois, et un mois après le troisième acte, il pourra être passé outre à la célébration du mariage.

153. Après l'âge de trente ans il pourra être à défaut de consentement sur un acte respectueux, passé outre, un mois après, à la célébration du mariage.

154. L'acte respectueux sera notifié à celui ou ceux des ascendans désignés en l'article 151, par deux notaires ou par un notaire et deux témoins, et, dans le procès-verbal qui doit en être dressé, il sera fait mention de la réponse.

155. En cas d'absence de l'ascendant auquel eût pu être fait l'acte respectueux, il sera passé

151. Die Familien = Kinder , welche die durch den Artikel 148 festgesetzte Volljährigkeit erreicht haben , sollen ehe sie sich verehlichen , durch einen ehrfurchtsvollen , und förmlichen Aussatz , den Rath ihres Vaters , und ihrer Mutter , oder den ihrer Großväter , und Großmütter , wenn ihr Vater und ihre Mutter abgestorben sind , oder sich in der Unmöglichkeit befinden , ihren Willen zu veroffenbaren , begehren.

152. Von der Volljährigkeit an , welche durch den Artikel 148 festgesetzt worden bis zum Alter , von dreyßig vollen Jahren für die Söhne , und fünf und zwanzig vollen Jahren für die Töchter soll der ehrerbietige Aussatz , welchen der Artikel 151 vorschreibt und worauf keine Einwilligung in die Heurath folgt , zwey andere Male von Monat zu Monat , erneuert werden ; und einen Monat nach dem dritten Aussatz kann man zur Feyderung der Heurath vorschreiten.

153. Nach dem Alter von dreyßig Jahren darf , wenn keine Einwilligung auf ehrerbietigen Aussatz erfolgt , einem Monat hernach , zur Begehung der Heurath vorgeschritten werden.

154. Der ehrerbietige Aussatz kann dem oder denen der im Artikel 151 bezeichneten Ascendenten , von zwey Notarien oder von einem Notarius und zweyen Zeugen , notifizirt werden ; und im Protokoll , welches darüber aufgesetzt werden muß , soll Erwähnung von der Antwort geschehen.

155. In Fall einer Abwesenheit des Ascendenten welchem der ehrerbietige Aussatz gemacht wer-

outre à la célébration du mariage en représentant le jugement qui aurait été rendu pour déclarer l'absence, ou, à défaut de ce jugement, celui qui aurait ordonné l'enquête, ou s'il n'y a point encore eu de jugement, un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu où l'ascendant a eu son dernier domicile connu: cet acte contiendra la déclaration de quatre témoins appelés d'office par ce juge de paix.

156. Les officiers de l'état civil qui auraient procédé à la célébration des mariages contractés par des fils n'ayant pas atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, ou par des filles n'ayant pas atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, sans que le consentement des pères et mères, ayeuls et ayeules, et celui de la famille, dans le cas où ils sont requis, soient énoncés dans l'acte de mariage, seront, à la diligence des parties intéressées et du procureur impérial au tribunal de première instance du lieu où il aura été célébré, condamnés à l'amende portée par l'article 192. et, en outre, à un emprisonnement dont la durée ne pourra être moindre de six mois.

157. Lorsqu'il n'y aura pas eu d'actes respectueux dans les cas où ils sont prescrits, l'officier de l'état civil qui aurait célébré le mariage sera condamné à la même amende et à un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un mois.

den mußte, soll zum Heuraths Begängnis vorgeschritten werden, indem man das Urtheil welches ergangen seyn möchte, um die Abwesenheit zu erklären, oder in Ermanglung dessen, den Bescheid wodurch die Nachsuchung verordnet worden, oder in Ermanglung dieses Bescheids, einen Notorietäts-Aussatz ertheilt vom Friedensrichter des Orts, wo der Ascendent seinen letztbekanntesten Wohnsitz hatte, die Erklärung von vier Zeugen, die der Friedensrichter von Amtswegen beyrust in sich enthaltend, vorweist.

156. Die Beamten des Civilstandes, welche vorgeschritten zur Begehung von Heurathen die von Söhnen unter fünf, und zwanzig vollen Jahren Alters, oder Töchtern unter ein- und zwanzig Jahren geschlossen worden, ohne daß im Heuraths-Aussatz die Einwilligung der Eltern, Groß Eltern, und die der Familie, im Falle, wo sie erfordert sind, gemeldet werden, sind auf Betreiben der Interessirten Partheyen und des kaiserlichen Procurators bey dem Gerichtshof erster Instanz des Orts, wo sie begangen werden zu der in dem Artikel 192 verordneten Geldbusse, und nebstdem zu einer Gefängnis-Strafe von wenigstens sechs Monaten, zu verurtheilen.

157. Wenn keine ehrerbietigen Akten gefertigt worden in den Fällen, wo sie vorgeschrieben sind, soll der Beamte vom Civilstand, der die Heurath begangen hat, zur nehmlichen Busse, und zu einer Gefängnisstrafe, die nicht unter einem Monate seyn kann verurtheilt werden.

158. Les dispositions contenues aux articles 148, 149, et les dispositions des art. 151, 152, 153, 154, et 155, relatives à l'acte respectueux qui doit être fait aux père et mère dans le cas prévu par ces articles, sont applicables aux enfans naturels légalement reconnus.

159. L'enfant naturel qui n'a point été reconnu, et celui qui, après l'avoir été, a perdu ses père et mère, ou dont les père et mère ne peuvent manifester leur volonté, ne pourra, avant l'âge de vingt-un ans révolus, se marier qu'après avoir obtenu le consentement d'un tuteur *ad hoc* qui lui sera nommé.

160. S'il n'y a ni père ni mère, ni aïeul ni aïeule, ou s'ils se trouvent tous dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles mineurs de vingt-un ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille.

161. En ligne directe, le mariage est prohibé entre tous les ascendans et descendans légitimes ou naturels, et les alliés dans la même ligne.

162. En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels, et les alliés au même degré.

158. Die in den Artikeln 148, 149, 151, 152, 153, 154, und 155, enthaltenen Verfügungen, in Betreff des ehrethätigen Auftrages welcher dem Vater, und der Mutter in dem durch diesen Artikel vorhergesehenen Falle gemacht werden muß, sind auch auf die unehelichen Kinder, die als rechtmäßig sind anerkannt worden, anwendbar.

159. Das eheliche Kind, welches nicht anerkannt worden, und dasjenige, welches nachdem es anerkannt worden ist, seine Eltern verloren hat, oder dessen Vater und Mutter ihren Willen nicht veroffenbaren können, soll, bevor es ein und zwanzig volle Jahre alt, sich nicht eher verehelichen können als nachdem es die Einwilligung eines Vermundes, der ihm ad hoc ernannt wird, erhalten hat.

160. Wenn weder Vater, noch Mutter, weder Großväter, noch Großmütter vorhanden sind, oder wenn sie sich in der Unmöglichkeit befinden, ihren Willen zu veroffenbaren, so können die minderjährigen Söhne und Töchter von ein und zwanzig Jahren keine Heurath ohne die Einwilligung des Familien = Rathes eingehen.

161. Die Ehe ist, in gerader Linie, zwischen allen rechtmäßigen, oder natürlichen Ascendenten, und Abkömmlingen, und den Verschwägerten in der nehmlichen Linie verboten.

162. Die Ehe ist, in der Seiten = Linie zwischen dem rechtmäßigen, oder natürlichen Bruder, und Schwester, und den Alleirten in nehmlichen Grade verboten.

163. Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

164. Néanmoins le Gouvernement pourra, pour des causes graves, lever les prohibitions portées au précédent article.

C H A P I T R E II.

Des formalités relatives à la célébration du mariage.

165. Le mariage sera célébré publiquement, devant l'officier civil du domicile de l'une des deux parties.

166. Les deux publications ordonnées par l'article 63, chapitre 3 du titre des *actes de l'état civil*, seront faites à la municipalité du lieu où chacune des parties contractantes aura son domicile.

167. Néanmoins, si le domicile actuel n'est établi que par six mois de résidence, les publications seront faites en outre à la municipalité du dernier domicile.

168. Si les parties contractantes, ou l'une d'elles, sont, relativement au mariage, sous la puissance d'autrui, les publications seront encore faites à la municipalité du domicile de ceux sous la puissance desquels elles se trouvent.

163. Die Ehe ist noch ferner zwischen dem Oheim und der Nichte, der Muhme und dem Neffen verboten.

164. Die Regierung kann jedoch, in welchen Fällen, die im vorhergehenden Artikel enthaltenen Verbote aufheben.

Zweytes Kapitel.

Von den Form itäten in Betreff der Heuraths
Begängnisse

165. Die Heurath soll öffentlich, von dem Civilstands - Beamten des Wohnsitzes der einen von den Partheyen begangen werden.

166. Die zwey durch den Artikel 63 des 3ten Kapitels des Titels von den Urkunden des Civilstandes verordneten Aufgebote sollen in der Municipalität des Orts, wo jede von den vertragschließenden Partheyen ihren Wohnort haben wird, geschehen.

167. Wenn jedoch der gegenwärtige Wohnsitz nur in sechs Monaten Aufenthalt bestände, so sollen nebstdem die Aufgebote in der Municipalität des letzten Wohnorts geschehen.

168. Wenn die kontrahirenden Partheyen, oder die eine von ihnen, in Betreff der Verehelichung unter eines andern Gewalt stehen, so sollen die Aufgebote auch noch in der Municipalität des Wohnorts derjenigen, unter deren Gewalt sie sich befinden, geschehen.

169. Le Gouvernement, ou ceux qu'il préposera à cet effet, pourront, pour des causes graves, dispenser de la seconde publication.

170. Le mariage contracté en pays étranger entre Français, et entre Français et étranger, sera valable, s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par l'article 63, chapitre III du titre des *Actes de l'état civil*, et que le Français n'ait point contrevenu aux dispositions contenues au chapitre précédent.

171. Dans les trois mois après le retour du Français sur le territoire de l'empire, l'acte de célébration du mariage contracté en pays étranger, sera transcrit sur le registre public des mariages du lieu de son domicile.

CHAPITRE III,

Des oppositions au mariage.

172. Le droit de former opposition à la célébration du mariage appartient à la personne engagée par mariage avec l'une des deux parties contractantes.

173. Le père, et à défaut du père, la mère et à défaut de père et mère, les aïeuls et aïeules, peuvent former opposition au mariage de leurs enfans et descendans, encore que ceux-ci ayent vingt-cinq ans accomplis.

169. Die Regierung, oder diejenigen, die sie zu diesem Ende vorsehen wird, können, für große Fälle, von dem zweyten Aufgebote frey sprechen.

170. Die im Auslande zwischen Franken, und zwischen Franken und Ausländer geschlossene Ehe soll, wofern sie in den landbraüchlichen Formen ist begangen worden, gültig seyn, wenn ihr nur die durch den Artikel 63 des 3ten Kapitels des Titels von den Urkunden des Civilstandes vorgeschriebenen Aufgebote vorhergegangen sind, und der Franke den in dem vorhergehenden Kapitel enthaltene- nen Verfügungen nicht zuwider gehandelt hat.

171. Innerhalb drey Monaten nach der Wiederkehr des Franken auf das Gebiet des Reichs muß der Aufsatß von dem Begängniß der Heurath welche er in Auslande geschlossen, auf das öffentliche Heuraths = Register seines Wohnorts abgeschrieben werd. n.

Drittes Kapitel.

Von den Einsprüchen gegen die Heurath.

172. Das Recht gegen das Heuraths = Begängnis Einspruch zu thun, gehöret der mit einem der vertragschließenden Theile verhehelichten Person.

173. Der Vater, und in Ermanglung des Vaters die Mutter, und in Ermanglung der Eltern die Großväter, und Großmütter sollen gegen die Heurath ihrer Kinder, und Abkömmlinge, obwohl diese fünf und zwanzig Jahre voll haben, Einspruch zu machen berechtigt seyn.

174. A défaut d'aucun ascendant, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germains, majeurs, ne peuvent former opposition que dans les deux cas suivans.

1.^o Lorsque le consentement du conseil de famille, requis par l'article 154, n'a pas été obtenu;

2.^o Lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux; et cette opposition, dont le tribunal pourra prononcer main-levée pure et simple, ne sera jamais reçue qu'à la charge, par l'opposant, de provoquer l'interdiction, et d'y faire statuer dans le délai qui sera fixé par le jugement.

175. Dans les deux cas prévus par le précédent article, le tuteur ou curateur ne pourra, pendant la durée de la tutelle ou curatelle, former opposition qu'autant qu'il y aura été autorisé par un conseil de famille, qu'il pourra convoquer.

176. Tout acte d'opposition énoncera la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former; il contiendra élection de domicile dans le lieu où le mariage devra être célébré; il devra également, à moins qu'il ne soit fait à la requête d'un ascendant, contenir les motifs de l'opposition: le tout à peine de nullité et de l'interdiction de l'officier ministériel qui aurait signé l'acte contenant opposition.

174. In Ermanglung irgend eines Ascendenten können der Bruder oder Schwester, der Oheim oder die Nichte, der Schwestersohn oder die Schwestertochter im Alter der Volljährigkeit nur allein in folgenden Fällen Einspruch thun:

1. Wann man die Einwilligung des Familienrathes, die im Artikel 54 begehrt ist, nicht erlangt hat;

2. Wann der Einspruch auf den Blödsinn des künftigen Ehegatten gegründet ist; und wird dieser Einspruch, wovon der Gerichtshof die bloße, und einfache Hebung zu erkennen befugt ist, niemals anders angenommen, als mit dem Beding, daß der Einsprechende auf gerichtliche Untersagung antrage, und in der Frist, welche den Bescheid anberaunt, darüber sprechen lasse.

175. In den beyden Fällen, welche vorstehender Artikel bemeldet, darf der Vormund oder Curator, während der Dauer der Vormundschaft oder des Curatoramts, nur in so fern, als er durch einen Familienrath, den er berufen kann, dazu berechtigt worden, Einspruch thun.

176. Jeglicher Aufsatz von Einspruch muß die Qualität, welche dem Einsprechenden solch ein zu thun das Recht giebt, anführen; es muß die Wohnsitz-Erwählung an dem Ort, wo die Heurath gefeyert werden soll, darinn gemeldet seyn; desgleichen muß er, so er nicht auf Begehren eines Ascendenten gefertigt wird, die Beweggründe des Einspruches enthalten: alles das ley Strafe der Nichtigkeit, und der Amtsuntersagung desjenigen Staatsbedienten, der den Aufsatz von dem Einspruch unterzeichnet.

177. Le tribunal de première instance prononcera, dans les dix jours, sur la demande en mainlevée.

178. S'il y a appel, il y sera statué dans les dix jours de la citation.

179. Si l'opposition est rejetée, les opposans, autres néanmoins que les ascendans, pourront être condamnés à des dommages intérêts.

C H A P I T R E I V.

Des demandes en nullité de mariage.

180. Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux époux, ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les époux ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre.

Lorsqu'il y a eu erreur dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par celui des deux époux qui a été induit en erreur.

181. Dans le cas de l'article précédent, la demande en nullité n'est plus recevable, toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois, depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté, ou que l'erreur a été par lui reconnue.

177. Das Gericht erster Instanz hat innerhalb zehn Tagen nach der Vorladung darüber zu sprechen.

178. Wird davon appellirt, so ist innerhalb zehn Tagen nach der Vorladung darüber zu sprechen.

179. Wird der Einspruch verworfen, so können die Einsprechenden, wenn es anders keine Ascendenten sind, zu Schaden und Unkosten verurtheilt werden.

Viertes Kapitel.

Von den Gesuchen um Nichtigkeit eines Ehebundes.

180. Das Ehebündnis, welches ohne freye Einwilligung beyder Gatten, oder des einen von ihnen geschlossen worden, kann nur allein von den Gatten, oder demjenigen der beiden, dessen Einwilligung nicht frey war, angefochten werden. Wenn Irrthum in der Person obgewaltet, so kann die Heurath nur von demjenigen der beyden Gatten, welcher getäuscht war, angefochten werden.

181. Im Fall obigen Artikels ist das Begehren der Ehezerichtung nicht mehr zulässig, so oft während sechs Monathen, nachdem der Gatte seine völlige Freyheit erlangt, oder der Irrthum von ihm erkannt worden, fortdauernde Beywohnung statt gehabt.

182. Le mariage contracté sans le consentement des père et mère, des ascendans ou du conseil de famille, dans les cas où ce consentement était nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux dont le consentement était requis, ou par celui des deux époux qui avait besoin de ce consentement.

183. L'action en nullité ne peut plus être intentée, ni par les époux, ni par les parens dont le consentement était requis, toutes les fois que le mariage a été approuvé expressément ou tacitement par ceux dont le consentement était nécessaire, ou lorsqu'il s'est écoulé une année sans réclamation de leur part, depuis qu'ils ont eu connaissance du mariage. Elle ne peut être intentée non plus par l'époux, lorsqu'il s'est écoulé une année sans réclamation de sa part, depuis qu'il a atteint l'âge compétent pour consentir par lui-même au mariage.

184. Tout mariage contracté en contravention aux dispositions contenues aux articles 144, 147, 161, 162, et 163, peut être attaqué; soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui y ont intérêt, soit par le ministère public.

185. Néanmoins le mariage contracté par des époux qui n'avaient point encore atteint l'âge requis, ou dont l'un des deux n'avait point atteint cet âge, ne peut plus être attaqué, 1.^o lorsqu'il s'est écoulé six mois depuis que cet

182. Die ohne Einwilligung der Eltern, der Ascendenten, oder des Familienraths geschlossene Ehe in den Fällen, wo solche Einwilligung nothwendig war, kann nur von demjenigen beyder Gatten, der dieser Einwilligung bedurfte, angefochten werden.

183. Die Rechtsklage wegen Nichtigkeit darf nicht mehr weder von den Gatten, noch von den Verwandten, deren Einwilligung erfordert war, anhängig gemacht werden, jedesmal als die Heurath ausdrücklich, oder stillschweigend von denen, deren Einwilligung nöthig war, gebilliget worden, oder ein Jahr vorüber gegangen ist, ohne daß von ihrer Seite eine Beschwerde kam, seitdem sie von der Heurath Wissenschaft hatten. Ingleichen kann sie nicht mehr von den Gatten angebracht werden, wenn ein Jahr verlief, ohne daß seinerseits eine Beschwerde einkam, seitdem er das befugte Alter erreicht um in das Ehebündnis persönlich einzuwilligen.

184. Jede Heurath welche mit Uibertretung der in den Artikeln 144, 147, 161, 162, und 163, enthaltenen Verfügungen geschlossen worden, kann, theils von den Gatten selbst, theils von allen denen, die dabey interessiert sind, theils auch von dem öffentlichen Unte angefochten werden.

185. Doch kann die Heurath, welche von Gatten, die noch nicht das erforderliche Alter erreicht hatten, oder wovon das eine noch nicht dieses Alter hatte, geschlossen worden, alsdann nicht mehr angefochten werden, i. wenn sechs Monathe ver-

époux, ou ces époux, ont acquis l'âge compétent; 2.^o lorsque la femme, qui n'avait point atteint cet âge avait conçu avant l'échéance de six mois.

186. Les père, mère, les ascendans et la famille qui ont consenti au mariage contracté dans le cas de l'article précédent, ne sont point recevables à en demander la nullité.

187. Dans tous les cas où, conformément à l'article 184, l'action en nullité peut être intentée par tous ceux qui y ont intérêt, elle ne peut l'être par les parens collatéraux ou par les enfans nés d'un autre mariage, du vivant des deux époux, mais seulement lorsqu'ils y ont un intérêt né et actuel.

188. L'époux au préjudice duquel a été contracté un second mariage peut en demander la nullité du vivant même de l'époux qui était engagé avec lui.

189. Si les nouveaux époux opposent la nullité du premier mariage, la validité ou nullité de ce mariage doit être jugée préalablement.

190. Le procureur impérial, dans tous les cas auxquels s'applique l'article 184 du présent titre, et sous les modifications portées en l'article 185. peut et doit demander la nullité du mariage du vivant des deux époux, et les faire condamner à se séparer.

floßen sind seitdem, dieser Gatte, oder diese Gattin das befugte Alter erreicht; wann die Frau, die dieses Alter nicht erreicht hatte, vor Ablauf von sechs Monathen empfangen hat.

186. Die Eltern, Ascendenten, und die Familie, welche in den Fällen des vorstehenden Artikels in die Heurath eingewilligt, sind mit ihrem Gesuch um Ungiltigkeit der Ehe nicht mehr zulässig.

187. In allen Fällen wo dem Artikel 184 gemäß die Klage wegen Ungiltigkeit von denen, die dabey Interesse haben, angebracht werden kann, darf solches nur allein von Seiten der Collateralverwandten, oder der aus einer andern Ehe geböhrenen Kinder bey Lebzeiten beyder Gatten, aber nur wenn sie ein angeböhrenes und dermahliges Interesse dabey haben, geschehen.

188. Der Gatte zu dessen Nachtheil eine zweite Ehe geschlossen worden, kann derselben Zernichtung, auch selbst bey Lebzeiten des Gatten, der mit ihm verbunden war, begehren.

189. Wenn die neuen Gatten die Nichtigkeit der ersten Heurath vorwenden; so muß die Giltigkeit oder Nichtigkeit dieser Heurath vorläufig beurtheilet werden.

190. Der kaiserliche Prokurator, in den Fällen auf welche der Artikel 184 des gegenwärtigen Titels seine Anwendung findet, und unter den Abänderungen, welche im Artikel 185 verzeichnet sind, kann und muß die Nichtigkeit der Heurath, bey Lebzeiten der beyden Gatten begehren, und sie zur Trennung verurtheilen lassen.

191. Tout mariage qui n'a point été contracté publiquement, et qui n'a point été célébré devant l'officier public compétent, peut être attaqué par les époux eux-mêmes, par les père et mère, par les ascendans, et par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel, ainsi que par le ministère public.

192. Si le mariage n'a point été précédé des deux publications requises, ou s'il n'a pas été obtenu des dispenses permises par la loi, ou si les intervalles prescrits dans les publications et célébration s'ont point été observés, le procureur impérial fera prononcer contre l'officier public une amende qui ne pourra excéder trois cents francs; et contre les parties contractantes, et ceux sous la puissance desquels elles ont agi, une amende proportionnée à leur fortune.

193. Les mêmes peines prononcées par l'article précédent, seront encourues par les personnes qui y sont désignées, pour toute contravention aux règles prescrites par l'article 165, lors même que ces contraventions ne seraient pas jugées suffisantes pour faire prononcer la nullité du mariage.

194. Nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage, s'il ne représente un acte de célébration inscrit sur le registre de l'état civil, sauf les cas prévus par l'article 46, titre des *Actes de l'état civil*.

191. Jede Ehe, welche nicht öffentlich geschlossen worden, und welche man nicht vor dem befugten Staats-Beamten gefeyert, kann von den Gatten selbst, von den Eltern, von den Ascendenten, und von allen denen, die ein angebohrnes, und dermahliges Interesse dabey haben, wie auch von dem öffentlichen Amte angefochten werden.

192. Wo dem Ehebündnis die zwey erforderlichen Aufgebote nicht vorhergegangen, oder wo man nicht die durch das Gesetz erlaubten Freysprechungen erlangt, oder wo die vorgeschriebenen Zwischenzeiten der Aufgebote, und Begängnisse nicht beobachtet worden, da muß der Kayf. Procurator gegen den Staatsbedienten eine Geldbuße, die nicht dreyhundert Franks übersteigen darf, oder aber gegen die vertragsschließenden Theile, und die unter deren Gewalt sie gehandelt, eine mit ihrem Vermögen in Verhältnis stehende Geldbuße erkennen lassen.

193. Die nehmlichen Strafen, welche vorstehender Artikel ansetzt, werden von den darinn benannten Personen durch jede Zuwiderhandlung gegen den Artikel 165 vorgeschriebenen Regeln verschuldet, wenn auch schon diese Zuwiderhandlungen nicht als hinreichend beurtheilt wurden, um die Zernichtung der Heurath aussprechen zu lassen.

194. Niemand kann den Namen eines Gatten, und die bürgerlichen Wirkungen des Ehestands in Anspruch nehmen, wofern er nicht einen Begängnis-Aussatz der in den Registern des Civilstandes eingetragen ist, vorweist, außer den Fällen welche im Artikel 46 Titel der Urkunden des Civilstandes vorgesehn sind.

195. La possession d'état, ne pourra dispenser les prétendus époux qui l'invoqueront respectivement, de représenter l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état civil.

196. Lorsqu'il y a possession d'état, et que l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état civil est représenté, les époux sont respectivement non recevables à demander la nullité de cet acte.

197. Si néanmoins, dans le cas des articles 194 et 195, il existe des enfans issus de deux individus qui ont vécu publiquement comme mari et femme, et qui soient tous deux décédés, la légitimité des enfans ne peut être contestée sous le seul prétexte du défaut de représentation de l'acte de célébration, toutes les fois que cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par son acte de naissance.

198. Lorsque la preuve d'une célébration légale du mariage se trouve acquise par le résultat d'une procédure criminelle, l'inscription du jugement sur les registres de l'état civil assure au mariage, à compter du jour de sa célébration, tous les effets civils, tant à l'égard des époux, qu'à l'égard des enfans issus de ce mariage.

195. Der Standes-Besitz kann die angeblichen Gatten, die ihn jederseitig geltend machen, nicht von der Verpflichtung erledigen, den Aufsatz von dem Heuraths-Begängnis dem Beamten des Civilstandes vorzuweisen.

196. Wann Standes-Besitz obwaltet, und die Urkunde der Heurath-Feierung dem Beamten des Civilstandes vorgezeigt wird, so sind die Ehegatten mit einem Gesuch um Richtigkeit dieser Urkunde nicht zulässig.

197. Sind jedoch in den Fällen der Artikeln 194 und 195 Kinder von zwey Individuen vorhanden, die öffentlich als Ehemann, und Ehefrau gelebt haben, so kann bey dem Ableben dieser beyden die Rechtmäßigkeit der Kinder nicht unter dem Vorwande allein, daß kein Begängnis-Aufsatz vorgezeigt wird, bestritten werden, so oft nemlich diese Rechtmäßigkeit durch einen Standes Besitz, welchem die Geburts-Urkunde nicht widerspricht, bewiesen ist.

198. Wenn sich der Beweis von einem gesetzlichen Heurath-Begängnisse aus dem Erfolge eines peinlichen Rechtsganges ergibt, so versichert die Einschreibung des Urtheils auf den Registern des Civilstandes dem Ehebündnis, von dem Tage seiner Begehung an, alle bürgerlichen Wirkungen, sowohl in Ansehung der Gatten, als in Rücksicht auf die aus dieser Ehe entsprossenen Kinder.

199. Si les époux ou l'un d'eux sont décédés sans avoir découvert la fraude, l'action criminelle peut être intentée par tous ceux qui ont intérêt de faire déclarer le mariage valable et par le procureur impérial.

200. Si l'officier public est décédé lors de la découverte de la fraude, l'action sera dirigée au civil contre ses héritiers, par le procureur impérial, en présence des parties intéressées et sur leur dénonciation.

201. Le mariage qui a été déclaré nul, produit néanmoins les effets civils, tant à l'égard des époux, qu'à l'égard des enfans, lorsqu'il a été contracté de bonne foi.

202. Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des deux époux, le mariage ne produit les effets civils qu'en faveur de cet époux et des enfans issus du mariage.

C H A P I T R E V.

Des obligations qui naissent du mariage.

203. Les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfans.

204. L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement.

199. Wenn die Ehegatten, oder eines von ihnen verstorben ohne den Betrug entdeckt zu haben, so kann die peinliche Klage von allen denen, die ein Interesse haben die Heurath für gültig erklären zu lassen, und von dem kaiserlichen Prokurator angebracht werden.

200. Wenn der öffentliche Beamte zur Zeit, wo der Betrug entdeckt wurde, mit Tod abgegangen, so muß die Klage civilmäßig gegen seine Erben, in Gegenwart der Interessanten und auf ihre Angabe, von dem kaiserlichen Prokurator geführt werden.

201. Die nichtig erklärte Ehe erzeugt gleichwohl die bürgerlichen Wirkungen, sowohl in Ansehung des Gatten, als in Ansehung der Kinder, wann sie redlicherweise geschlossen worden.

202. Ist die Redlichkeit bloß von Seiten des einen der Ehegatten da, so bringt die Ehe nur zu Gunsten dieses Gatten, und der aus der Ehe entsprossenen Kinder, die bürgerlichen Wirkungen hervor.

Fünftes Kapitel.

Von den Verbindlichkeiten, die aus der Heurath entspringen.

203. Die Gatten, dadurch allein, daß sie sich vereheligt, gehen die Verbindlichkeit ein, ihre Kinder zu ernähren, zu unterhalten, und zu erziehen.

204. Das Kind darf gegen seine Eltern wegen einer Niederlassung durch Heurath oder anders keine Rechtsklage anbringen.

205. Les enfans doivent des alimens à leurs père et mère, et autres ascendans qui sont dans le besoin.

206. Les gendres et belles filles doivent également, et dans les mêmes circonstances, des alimens à leurs beau-père et belle-mère; mais cette obligation cesse, 1.^o lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces; 2.^o lorsque celui des époux qui produisait l'affinité, et les enfans de son union avec l'autre époux, sont décédés.

207. Les obligations résultantes de ces dispositions sont réciproques.

208. Les alimens ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit.

209. Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des alimens est replacé dans un état tel, que l'un ne puisse plus en donner, ou que l'autre n'en ait plus besoin en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

210. Si la personne qui doit fournir des alimens justifie qu'elle ne peut payer la pension alimentaire, le tribunal pourra, en connaissance de cause, ordonner qu'elle recevra dans sa demeure, qu'elle nourrira et entretiendra celui auquel elle devra des alimens.

205. Die Kinder sind ihren Eltern, und andern Ascendenten, welche sich in der Noth befinden die Nahrung schuldig.

206. Die Schwiegersöhne, und Schwiegerschwestern sind gleichermaßen, und in den nehmlichen Umständen, ihre Schwieger-Eltern zu ernähren schuldig, aber diese Schuldigkeit hört auf 1. wann die Schwiegermutter sich zum zweytenmale verheurathet, 2. wann derjenige Gatte, welcher die Schwägerschaft begründete, und die Kinder aus seiner Verbindung mit dem andern Gatten, abgestorben.

207. Die Verpflichtung, die aus diesen Verfügungen erfolgt, ist gegenseitig.

208. Die Nahrungsmittel sind nur in Verhältnis der Nothdurft, dessen, der sie begehrt, und den Vermögensumständen dessen, der sie schuldig, zu bewilligen.

209. Wann derjenige, der den Lebensunterhalt liefert, oder derjenige der ihn empfängt, in einen solchen Zustand versetzt wird, daß der eine nicht mehr geben kann, oder der andere desselben nicht mehr ganz oder zum Theil bedarf, so kann die Verminderung, oder Erledigung von dieser Last beacbtet werden.

210. Wann die Person, welche den Lebensunterhalt liefern muß, Beweis bringt, daß sie die Pension nicht zu bezahlen vermag, so kann der Gerichtshof, in Erkenntnis der Sache verordnen, daß sie denjenigen, dem sie die Verpflichtung schuldig, in ihre Behausung aufnehme, verpflicte, und unterhalte.

211. Le tribunal prononcera également, si le père ou la mère qui offrira de recevoir, nourrir et entretenir dans sa demeure l'enfant à qui il devra des alimens, devra, dans ce cas, être dispensé de payer la pension alimentaire.

CHAPITRE VI.

Des droits et des devoirs respectifs des époux.

212. Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

213. Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari.

214. La femme est obligée d'habiter avec le mari, et de le suivre par-tout où il juge à-propos de résider: le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

215. La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari, quand même elle serait marchande publique, ou non commune, ou séparée de biens.

216. L'autorisation du mari n'est pas nécessaire lorsque la femme est poursuivie en matière criminelle ou de police.

217. La femme, même non commune ou séparée de biens, ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux,

211. Ingleichen thut das Gericht den Ausspruch, ob der Vater, oder die Mutter, welche sich erbeut das Kind, dem sie die Nahrungsmittel schuldig, in ihrer Wohnung aufzunehmen, zu verköstigen und zu unterhalten, solchemfalls von der Bezahlung einer Pfluggpension befreit bleiben soll.

Sechstes Kapitel.

Von den jederseitigen Rechten, und Pflichten der Eheleute.

212. Die Eheleute sind sich wechselseitig Treue, Beystand, und Hilfe schuldig.

213. Der Ehemann ist seiner Ehefrau Schutz, die Frau dem Manne Gehorsam schuldig.

214. Die Frau ist verbunden mit dem Mann zu wohnen und allenthalben, wo er sich aufzuhalten für gut befindet, ihm zu folgen: Der Mann ist verbunden sie aufzunehmen, und ihr alles, was für die Bedürfnisse des Lebens nöthig ist, nach Stand und Vermittlung zu verschaffen.

215. Die Frau darf, ohne von dem Mann berechtigt zu seyn, wenn sie auch öffentliche Handelsfrau, oder im Vermögen getrennt wäre, nicht vor Gericht stehen.

216. Des Mannes Bevollmächtigung ist nicht vonnöthen, wann die Frau peinlich oder in Polizeysachen belangt wird.

217. Die Frau, auch die nicht in Gemeinschaft stehende oder vom Vermögen getrennte, kann ohne Mitwirkung des Mannes in dem Aufsatz, oder

ans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit.

218. Si le mari refuse d'autoriser sa femme, à ester en jugement, le juge peut donner l'autorisation.

219. Si le mari refuse d'autoriser sa femme à passer un acte, la femme peut faire citer son mari directement devant le tribunal de première instance de l'arrondissement du domicile commun, qui peut donner ou refuser son autorisation, après que le mari aura été entendu ou dûment appelé en la chambre du conseil.

220. La femme, si elle est marchande publique, peut, sans l'autorisation de son mari, s'obliger pour ce qui concerne son négoce; et audit cas, elle oblige aussi son mari, s'il y a communauté entre eux.

Elle n'est pas réputée marchande publique, si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari, mais seulement quand elle fait un commerce séparé.

221. Lorsque le mari est frappé d'une condamnation emportant peine afflictive ou infamante, encore qu'elle n'ait été prononcée que par contumace, la femme, même majeure, ne peut, pendant la durée de la peine, ester en jugement, ni contracter, qu'après s'être

ohne seine schriftliche Einwilligung, nicht geben, veräußern, verpfänden, durch Schenkungs- oder Last-Vertrag erwerben.

218. Wenn der Ehemann seiner Frau die Berechtigung vor Gericht zu stehen verweigert, so kann dieselbe der Richter erteilen.

219. Wenn der Ehemann seiner Frau die Berechtigung einen Aufsatz zu unterzeichnen versagt, so kann die Frau ihren Gatten geradezu vor das Gericht erster Instanz des Bezirks der Gemeinde Wohnung vorladen lassen, welches seine Berechtigung geben oder versagen kann, nachdem es den Ehemann angehört, oder gehörig in die Rathskammer berufen.

220. Die Frau, wenn, sie öffentliche Handelsfrau ist, kann ohne von ihrem Ehemanne berechtigt zu seyn, für alles was ihren Handel betrifft, Verbindlichkeiten eingehen, und in besagten Falle verbindet sie auch den Ehemann, wenn Gemeinschaft unter ihnen herrscht.

Sie ist nicht als öffentliche Handelsfrau zu betrachten, wenn sie bloß die Waaren vom Handel ihres Gatten ins kleine verkauft, sondern nur allsbann, wenn sie einen besondern Handel betreibt.

221. Betrifft den Ehemann ein Urtheil, welches ihn zu einer körperlichen oder schändenden Strafe verdammt, obwohl dasselbe nur auf Nicht-Erscheinung ergangen, so darf die Frau, während der Dauer der Strafe, wenn sie auch volljährig ist, weder vor Gericht stehen, noch Vertrag schlie-

fait autoriser par le juge qui peut, en ce cas donner l'autorisation, sans que le mari ait été entendu ou appelé.

222. si le mari est interdit ou absent, le juge peut, en connaissance de cause, autoriser la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

223. Toute autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant à l'administration des biens de la femme.

224. Si le mari est mineur, l'autorisation du juge est nécessaire à la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

225. La nullité fondée sur défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari, ou par leurs héritiers.

226. La femme peut tester sans l'autorisation de son mari.

CHAPITRE VII.

Dissolution du mariage.

227. Le mariage se dissout.

- 1.^o Par la mort de l'un des époux ;
- 2.^o Par le divorce légalement prononcé ;
- 3.^o Par la condamnation devenue définitive de l'un des époux emportant mort civile.

ken, sie hätte sich denn von dem Richter bevollmächtigen lassen, der solchenfalls die Vollmacht erteilen kann, ohne den Ehemann abgehört, oder berufen zu haben.

222. Ist der Ehemann gerichtlich untersagt, oder abwesend, so kann der Richter, in Erkenntnis der Sache die Frau berechtigen, entweder um vor Gericht zu stehen, oder einen Vertrag zu schließen.

223. Keine allgemeine Berechtigung, auch wenn sie in dem Heurath=Contracte verabredet worden, ist anderseits kräftig als in Rücksicht auf die Verwaltung des Vermögens der Frau.

224. Ist der Ehemann minderjährig, so wird die richterliche Gestattung der Frau nöthwendig, sowohl um vor Gericht zu stehen, als um Vertrag zu schließen.

225. Die auf den Mangel der Berechtigung gegründete Ungiltigkeit kann nur von der Frau, von dem Mann oder ihren Erben, entgegengesetzt werden.

226. Die Frau kann testiren ohne Bevollmächtigung des Mannes.

Siebentes Kapitel.

Zertrennung der Ehe.

227. Die Ehe zertrennt sich,

1. Durch das Ableben des einen der Gatten
2. Durch gesetzlich ausgesprochene Scheidung
3. Durch die endlich gewordene Verurtheilung des einen der Gatten

C H A P I T R E V I I I .

Des seconds mariages.

228. La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent.

E X T R A I T

DE LA LOI RELATIVE AU DIVORCE.

ART. 264. En vertu de tout jugement rendu en dernier ressort ou passé en force de chose jugée, qui autorisera le divorce, l'époux qui l'aura obtenu sera obligé de se présenter, dans le délai de deux mois, devant l'officier de l'état civil, l'autre partie dûment appelée, pour faire prononcer le divorce.

265. Ces deux mois ne commenceront à courir, à l'égard des jugemens de première instance, qu'après l'expiration du délai d'appel; à l'égard des jugemens rendus par défaut en cause d'appel, qu'après l'expiration du délai d'opposition; et à l'égard des jugemens contradictoires en dernier ressort, qu'après l'expiration du délai du pourvoi en cassation.

Achtes Kapitel.

Von den zweyten Ehen.

228. Die Frau kann erst nach Verlauf von zehn Monaten seit Auflösung der vorigen Ehe zum zweytenmale sich verheurathen.

Auszug aus dem Gesetze über die Ehescheidung.

Artikel 264. Vermöge jeden Urtheil, welches in letzter Instanz ergangen, oder welches rechtliche Entscheidungskraft in sich hat, wenn dasselbe die Ehescheidung gestattet, soll der Gatte, welcher sie erlangt, in Zeit von zwey Monaten vor dem Beamten des Civilstandes erscheinen, nachdem die andere Partey gesetzmäsig berufen worden, um die Trennung aussprechen zu lassen.

265. Diese zwey Monate fangen in Rücksicht der Urtheile erster Instanz erst nach dem Verlauf der Appellations-Frist zu laufen an; in Rücksicht der wegen Nicht-Erscheinung in der Appellations-Sache gefällten Urtheile, erst nach Verlauf der Einspruchszeit; und in Rücksicht der Endurtheile auf bey verseitiges Verhör, nach Verlauf der Zeitfrist um wegen Cassation einzukommen.

266. L'époux demandeur qui aura laissé passer le délai de deux mois ci-dessus déterminé, sans appeler l'autre époux devant l'officier de l'état civil, sera déchu du bénéfice du jugement qu'il avait obtenu, et ne pourra reprendre son action en divorce, sinon pour cause nouvelle, dans ce cas il pourra néanmoins faire valoir les anciennes.

294. En vertu du jugement qui admettra le divorce, et dans les vingt jours de sa date, les parties se présenteront ensemble et en personne devant l'officier de l'état civil pour faire prononcer le divorce. Ce délai passé, le jugement demeurera comme non venu.

E X T R A I T

DE LA LOI RELATIVE A L'ADOPTION.

ART. 359. Dans les trois mois qui suivront ce jugement, l'adoption sera inscrite, à la réquisition de l'une ou de l'autre des parties, sur le registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié.

Cette inscription n'aura lieu que sur le vu d'une expédition en forme du jugement du tribunal d'appel, et l'adoption restera sans effet, si elle n'a été inscrite dans ce délai.

266. Der klagende Gatte, welcher die oben bestimmte Frist von zwey Monaten hat verstreichen lassen, ohne den andern Gatten vor den Beamten des Civilstandes zu berufen, verliert den Vortheil des erhaltenen Urtheils; und kann nur aus neuer Ursache seine Scheidungsklage wieder anbringen; in welchem Falle er jedoch die alten geltend machen kann.

294. Kraft des Urtheils, welches die Scheidung zuläßt, und in den vierundzwanzig Tagen seines Datums, sollen die Partheyen miteinander, und in Person vor dem Beamten des Civilstandes erscheinen, um die Ehescheidung aussprechen zu lassen. Wenn diese Zeit verstrichen, so soll das Urtheil als nicht gesprochen angesehen werden.

Auszug aus dem Gesetze über die Annahme an Kindesstatt.

Artikel 359. In den drey Monaten, welche auf dieses Urtheil folgen, soll die Adoption, auf das Ersuchen der einen, oder der andern von den Partheyen in das Register des Civilstandes des Ortes, wo der Annehmende wohnt, geschrieben werden.

Diese Einschreibung findet nur auf Ansicht einer förmlichen Ausfertigung des Appellations-Urtheils statt; und die Annahme bleibt ohne Wirkung, wenn sie in dieser Zeit nicht eingeschrieben worden.

SECONDE PARTIE.
TRAITÉ DES FONCTIONS
DE
L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL.

*Matériel des actes ; ordre qui doit être observé
en les dressant ; règles qui leur sont communes ;
peines prononcées dans les cas de contraventions.*

*Le nombre des registres de l'état civil n'est point fixé.
(Art. 40. du code Napoléon.)*

LE nombre des registres destinés à recevoir les actes de l'état civil dans chaque commune n'est pas déterminé par la loi ; elle laisse, sur ce point, la plus grande latitude.

Zweyter Theil.

Abhandlung über die Amtirung

des

Civilstands-Beamten.

Das Materielle der Urkunde - Aufsätze;
Ordnung, die man bey deren Verfassung zu
beobachten hat; Regeln die ihnen gemein sind;
Strafen, die in Uibertretungsfall fest ge-
setzt sind.

Die Zahl der Register bey dem Civilstande ist
nicht bestimmt.

(Artikel 40 des Codex Napoleon)

Die Zahl der zur Eintragung der Urkunden des
Civilstandes in jeder Gemeinde bestimmten Regi-
ster, ist von keinem Gesetz beschlossen; es ist dieß-
falls die größte Ausdehnung gestattet; in mehre-

Dans plusieurs départemens, on emploie seulement deux registres: l'un est destiné aux actes de publications, l'autre aux actes de l'état civil de tout genre.

Cette réduction peut convenir aux petites communes; quant aux villes populeuses, elles ont nécessairement besoin de registres supplémentaires. Peut-être vaudrait-il mieux en établir un pour chaque espèce d'acte, les recherches en seraient moins longues et plus faciles. Mais ce n'est pas ici l'objet dont je dois m'occuper. C'est à l'administration générale qu'il appartient de régler le mode qu'elle croit le plus convenable, le moins accessible à l'erreur.

Les registres doivent être tenus doubles.

(Art. 40. du code Napoléon.)

Quel que soit le nombre des registres, il faut les tenir doubles; cette mesure est impérativement prescrite par la loi. A la vérité un acte qui n'aurait été transcrit que sur un seul registre, n'en serait pas moins valable pour les parties; mais, à défaut de l'avoir inscrit sur un second, l'officier de l'état civil deviendrait passible de peines.

Les registres doivent être cotés et paraphés.

(Art. 41. du code Napoléon.)

Avant de faire aucun usage des registres qui lui sont transmis, l'officier de l'état civil

ren Departements gebraucht man nur zwey Register; das eine ist zu denen Verlautbarungs Akten, das andere aber zu jedem anderen Akte des Civilstandes bestimmt.

Diese Zahl = Verminderung kann für die kleinen Gemeinden sich schicken; die volkreichen Städte aber benöthigen Hilfs = Register; Vielleicht würde es besser seyn, eines für jegliche Akten = Art zu bestimmen. Die Nachsuchungen würden kürzer, und leichter seyn; dieß ist aber nicht der Gegenstand, wo, mit ich allhier mich beschäftigen soll; Es steht der general = Verwaltung zu, die Weise anzuordnen, die sie für die tauglichste, und den Fehlern weniger ausgesetzt, hält.

Die Register müssen doppelt gehalten werden.

(Artikel 40 des Codex Napoleon.)

Welche immer die Zahl der Register seyn mag müssen sie doppelt gehalten werden; Diese Maasregel ist vom Gesetze ausdrücklich vorgeschrieben, ein Akt, der nur auf einem Register wäre eingeschrieben worden, würde fürwahr dem ungeachtet für die Parthenen nicht minder gültig seyn; jedoch der Civilstands = Beamte würde wegen Unterlassung des Eintragens in das zweyte Register sträflich werden.

Die Register müssen cotirt und paraphirt seyn

(Art. 41 des Codex Napoleon)

Der Civilstandes = Beamte, muß vorher er etmen Gebrauch der ihm übergebenen Registern

doit examiner avec attention tous les feuillets qui les composent, à l'effet de s'assurer s'ils ont été cotés et paraphés par le président du tribunal, ou par son suppléant. La prudence commande cette vérification préalable. La loi il est vrai ne prescrit point à ce fonctionnaire cette précaution, mais il est de sa délicatesse de s'assurer si cette formalité a été remplie, et s'il n'y a point eu quelque omission.

J'ai dit que cette vérification est commandée par la prudence; je dois en donner la raison.

Dans toute opération publique, ce n'est pas assez pour le fonctionnaire à qui elle est confiée, de n'avoir à se reprocher aucune fraude, il doit encore se prémunir contre l'atteinte même du soupçon.

Supposons qu'un acte signé seulement par l'officier de l'état civil, comme cela peut arriver, ait été inscrit sur un feuillet non coté ni paraphé; des personnes qui ont intérêt à le faire déclarer faux, attaquent cet acte sur ce motif. Ne jugeons pas ici le mérite du moyen; mais voyons la position de l'officier de l'état civil: Il est innocent, la teneur de l'acte est conforme à la vérité; cependant la malignité s'attache à le poursuivre, et s'il n'est pas reconnu coupable de fraude, du moins

macht, mit Aufmerksamkeit alle Blätter, die es zusammenfegen, durchforschen, um sich zu versichern, ob sie vom dem Präsidenten des Gerichtshofes, oder von seinem Stell-Vertreter cotirt, und paraphirt worden. Die Klugheit befehlt eine solche vorgängliche Durchsichtigung; das Gesetz schreibt zwar jenem Beamten diese Vorsicht nicht vor; jedoch steht es seiner Delikatesse zu, sich zu überzeugen, ob selbe Formalität vollzogen worden, und ob keine Auslassung geschehen seye.

Ich habe gesagt, daß diese Besichtigung von der Klugheit befohlen seye, nun muß ich die Ursache davon angeben.

In jeder öffentlichen Handlung, ist es nicht für den Bediensteten, welchem sie anvertraut ist, genug, daß er sich keinen Trug vorwerfen darf; er muß sich auch selbst gegen alle Veranlassung eines Verdachtes hüten.

Gesetzt, ein Akt, welcher bloß von dem Civilstands-Beamten unterzeichnet wäre, wie es geschehen kann, würde auf ein nicht cotirtes, noch paraphirtes Blatt eingeschrieben worden seyn, so können Personen, die ein Interesse dabey haben, es falsch erklären zu machen, selben Akt wegen diesen Umständen angreifen; Urtheilen wir hier nicht über den Werth eines solchen Mittels, betrachten wir aber nur die Lage des Civilstands-Beamten. Er ist unschuldig, der Inhalt des Aktes ist der Wahrheit gemäß; dem ungeachtet, die Bosheit verlegt sich darauf, ihn zu verfolgen, und wenn er nicht des Truges schuldig anerkannt worden,

ne peut-il se justifier de n'avoir point vérifié l'état de son registre.

Les actes doivent être placés de suite et sans aucun blanc. (Art. 42. du code Napoléon.)

Les actes doivent être inscrits à la suite l'un de l'autre et sans aucun blanc.

Cette règle n'est pas toujours observée; quelques officiers de l'état civil laissent en blanc la moitié de la page qui se trouve au-dessous de la déclaration du juge qui a coté et paraphé le registre, ils n'inscrivent le premier acte qu'ils dressent, qu'au verso du même feuillet.

Il en est d'autres, qui, après avoir fait un acte qui n'occupe, par exemple, que les deux tiers, ou les trois quarts d'une page, inscrivent l'acte qui vient après sur la page suivante; ensorte qu'il reste un blanc entre les deux actes.

Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est une faute que la loi punit; elle ne veut aucun blanc.

Un espace laissé entre deux actes, quelque peu considérable qu'il soit, donne une place à la fraude; un acte de naissance ou de décès, rédigé en termes concis, peut être transcrit dans cette lacune.

so kann er wenigstens sich nicht darüber rechtfertigen, daß er den Zustand seines Registers nicht untersucht habe.

Die Akten müssen aufeinander folgend, ohne weißen Zwischenraume eingetragen werden.

(Art. 42 des Codex Napoleon.)

Die Akten, müssen einer nach dem andern knappfolgend ohne weißem Zwischenraum. eingeschrieben werden.

Diese Regel wird nicht immer beobachtet; einige Civilstands-Beamten lassen die Hälfte der Seite weiß stehen, welche unter der Deklaration des Richters, der das Register cotirt, und paraphirt hat, sich befindet; sie schreiben den ersten Akt, den sie ausstellen, erst auf der Rückseite des nemlichen Blattes.

Noch andere, nachdem sie einen Akt gemacht haben, der zum Beyspiel etwa nur zwey Dritteln oder drey Vierteln einer Seite einnimmt, schreiben den darauf kommenden Akt erst auf der nächstfolgenden Seite so zwar, daß ein leerer Raum zwischen den zweyen Akten bleibt.

In dem einen, oder dem anderen Falle, ist es ein Fehler, den das Gesetz ahndet; es duldet gar keinen weißen Raum.

Ein, zwischen zweyen Akten weißgelassener Platz, so unbedeutlich, als er seyn mag, giebt zum Dringlichen Anlaß; ein Geburts- oder Todes-Schein, das gedrängt verfaßt wäre, kann in jenem leeren Raume eingeschrieben werden.

Sans exprimer la crainte d'un pareil abus le législateur a prévu qu'il pouvait se commettre, et il a voulu y opposer un obstacle, en prescrivant à l'officier de l'état civil de ne laisser entre les actes aucun blanc.

C'est immédiatement sous la signature du juge, ou après celle que l'officier de l'état civil a apposée au bas de l'acte précédent, qu'il doit commencer le nouvel acte qu'il a à faire.

*Les renvois et ratures doivent être approuvés
et signés.*

(*Art. 42. du code Napoléon.*)

Les renvois et les ratures doivent être approuvés et signés comme le corps de l'acte.

On se dispense trop souvent de cette obligation. J'ai vu peu de registres où elle ait été remplie.

Quelques officiers de l'état civil se bornent à mettre un paraphe sous les renvois et sous l'approbation des mots raturés; ils n'exigent pas même l'approbation et la signature des comparans.

Ohne die Furcht gegen einen solchen Mißbrauch auszudrücken, hat der Gesetzgeber vorgesehen, daß er begangen werden kann, und hat ihm ein Hindernis dadurch entgegengesetzt wollen, daß er dem Civilstands = Beamten vorschreibt, ja keinen weißen Raum zwischen den Akten zu lassen.

Der zu fertigende neue Akt muß unmittelbar nach der Unterschrift des Richters, oder nach jener, welche der Civilstands = Beamte unter dem vorhergehenden Akt beygesetzt hat, anfangen.

Die Berufungen und Ausstreichungen müssen als gut erkannt, und unterzeichnet werden.

(Art. 42 des Codex Napoleon)

Die Berufungen und die Ausstreichungen müssen für gültig anerkannt, und so wie das Ganze des Aktes unterzeichnet werden.

Man entledigt sich zu oft dieser Pflicht; ich habe wenig Register noch gesehen, worinn selbe beobachtet worden wäre.

Einige Civilstands = Beamten begnügen sich damit, daß sie bloß ihren Namenszug unter den am Rande dazugeschickten Stellen und unter die Gutheißung des ausgestrichenen Wortes hinschreiben; sie erfordern nicht einmahl die Gutheißung, und die Unterschrift der Comparanten.

Man muß allhier in Acht nehmen, daß der Namens = Zug nicht hinlänglich ist. Das Gesetz schreibt eine, derjenigen des Ganzen des Aktes

Il faut remarquer ici qu'un paraghe n'est pas suffisant. La loi prescrit une signature par-ille à celle du corps de l'acte, en supposant que l'officier de l'état civil soit le seul qui l'ait signé.

Mais lorsque tous les comparans ou plusieurs d'entre eux ont apposé leur seing au bas de l'acte, les renvois, comme l'approbation des ratures, doivent être suivis des mêmes signatures. Sans cette précaution, tout ce qui est hors l'acte par renvoi, ne mérite pas de confiance; les mots raturés ne sont plus présumés l'avoir été du consentement des parties, rien n'indiquant que ces changemens aient été faits en leur présence.

Il ne faut point d'abréviations, ni de dates en chiffres.

(Art. 42. du Code Napoléon.)

Les abréviations et les dates mises en chiffres sont également prohibées par la loi; une abréviation n'est pas un mot; elle ne rend aucune idée, parce qu'elle n'est pas un signe de convention; son auteur seul la reconnaît. Dans un acte public, il faut que tout soit clair et intelligible; il faut en écarter tout ce qui tend à donner lieu à une interprétation arbitraire, ou présenter un sens obscur,

gleiche Unterzeichnung vor, da es annimmt, daß der Civilstands - Beamte der einzige sey, welcher ihn unterschrieben hat.

Wann aber alle Compargenten, oder mehrere unter ihnen, unter dem Akte ihre Unterfertigung beygesetzt haben, dann müssen sowohl die Berufungen als die Gutheißung des Ausgestrichenen mit den nehmlichen Unterschriften versehen seyn. Ohne dieser Vorsicht verdient alles, was aus dem Akte mittelst Beziehungs - Zeichen steht, keinen Glauben; die überschriebenen und ausgestrichenen Worte werden alsdann nicht dafür gehalten, als wenn die Veränderung mit Einwilligung der Partheyen geschehen seye, nachdem nichts zu erkennen giebt, daß selbe Veränderungen in ihrer Gegenwart gemacht worden wären.

Es findet keine Abkürzung statt, noch dürfen die Daten mit Ziffern angedeutet werden.

(Art. 42 des Codex Napoleon)

Die Abkürzungen, und die mit Ziffern angezeigte Daten sind ebenfalls durch die Gesetze verboten; eine Abkürzung ist kein Wort; sie gewährt keine Idee, weil sie kein übereinkommenes Zeichen ist; nur ihr Urheber erkennet sie. In einem öffentlichen Akte muß alles klar, und verständlich seyn; man muß alles vermeiden, was einer willkürlichen Auslegung Anlaß geben, oder einen fin-

quelquefois même opposé à ce que l'on a voulu y insérer.

Le chiffre est inconvenant pour exprimer les dates dans les actes publics. Sa forme simple fournit un moyen facile d'altération.

Il faut donc que l'officier de l'état civil regarde comme une obligation indispensable d'écrire ses dates en toutes lettres et de ne point abrégier ses mots; il donnera, à la vérité, un peu plus de temps à la confection de ses actes, mais la loi est impérative.

Les Registres doivent être clos chaque année.

(Art. 43 du Code Napoléon.)

A la fin de chaque année, les registres doivent être clos. C'est par une déclaration aussi simple que courte que se fait cette opération. L'officier de l'état civil l'inscrit sur ses registres immédiatement après le dernier acte.

Tant que le registre n'est pas clos, on peut y ajouter de nouveaux actes, et cette addition, fût-elle même l'effet de l'erreur, peut avoir les résultats les plus fâcheux.

Cette négligence de l'officier de l'état civil peut donner lieu à beaucoup d'inconvéniens; qu'il est facile de prévenir par la clôture des registres, le dernier jour de l'année, comme le prescrit la loi.

stern oft selbst dem, was man hat einschalten wollen entgegengesetzten Sinn darbringen kann.

Die Ziffern sind untauglich um die Daten in öffentlichen Akten auszudrücken; ihre einfache Gestalt giebt ein leichtes Mittel zur Verfälschung. Der Civilstands - Beamte soll es also für eine unumgängliche Verbindlichkeit ansehen, die Daten ganz mit Buchstaben auszuschreiben, und die Worte nicht abzukürzen; er wird fürwahr ein wenig mehr Zeit zur Verfertigung seiner Akten verwenden, aber das Gesetz ist ausdrücklich befehlend.

Die Register müssen alle Jahre abgeschlossen werden.

(Art 43 des Codex Napoleon)

Die Register müssen zu Ende eines jeden Jahres abgeschlossen werden. Dieß geschieht mittelst einer so einfachen als kurzen Deklaration. Der Civilstands - Beamte schreibt sie auf seine Register unmittelbar nach dem letzten Akte. Solang das Register nicht geschlossen ist, könnte man noch immer neue Akten hinzufügen, und diese Hinzufügung, wäre sie auch bloß die Folge eines Irrthums, so kann sie die niedrigsten Resultate haben.

Diese Nachlässigkeit des Civilstands - Beamten kann mehreren Unfällen Anlaß geben, denen es leicht vorzukommen ist, wenn die Register am letzten Tag des Jahres, so wie es das Gesetz vorschreibt, geschlossen werden.

Les Registres doivent être déposés.

(Art. 43 du Code Napoléon.)

L'officier de l'état civil est obligé de déposer, chaque année, les registres de l'année antérieure: il doit en remettre un au greffe du tribunal civil de l'arrondissement, et l'autre dans le lieu où sont placées les archives de la commune.

Le dépôt fait aux archives communales offre aux habitans un moyen facile de se procurer, sans déplacement, les actes qui leur sont nécessaires.

Le dépôt fait au greffe fournit au Gouvernement un point central par arrondissement, où il trouve les élémens propres à former des tableaux statistiques.

Il n'en faudrait sans doute pas davantage pour démontrer l'utilité de ce double dépôt. Il y a cependant un motif plus puissant encore.

La remise de ces registres, faite en deux endroits différens, pare à des inconvéniens majeurs; elle paralyse l'effet des malheurs occasionnés par la négligence ou l'incurie.

Un incendie peut détruire la maison commune ou le greffe; tous les papiers qui y sont déposés peuvent devenir la proie des flammes: dans les communes rurales, ce danger

Die Register müssen abgegeben werden.

(Art. 43 des Codex Napoleon)

Der Civilstands = Beamte, ist verbunden jedes Jahr die Register des vorigen Jahrs abzugeben; das eine muß er an die Schreiberey des Civil = Gerichtshofes jenes Bezirks, das andere aber in dem Orte, wo das Gemeinde = Archiv sich befindet, abgeben.

Die Niederlegung in das Gemeinde = Archiv gewährt den Einwohnern ein leichtes Mittel sich ohne weit zu gehen die ihnen nöthigen Urkunden zu verschaffen.

Die bey der Schreiberey geschehene Niederlegung leistet, wieder der Regierung ein Mittelpunkt bezirkweise, wo sie die Grundlagen findet, welche zur Verfertigung statistischer Tabellen taugen.

Es würde zweifelsohne nichts mehr erforderlich seyn, um den Nutzen dieser doppelten Niederlegung zu beweisen; doch giebt es noch ein stärkeren Grund dazu.

Die Ubergab jener Register in zwey verschiedenen Orten, schützt vor größerem Ungeschick; sie entkräftet die Wirkungen der, durch Nachlässigkeit, oder Sorglosigkeit entstandenen Unglücksfällen.

Eine Feuersbrunst kann das Gemeinde = Haus, oder die Gerichts = Schreiberey zerstören; alle dort niedergelegte Papiere können eine Beute der Flammen werden; in denen Gemeinden auf dem Lan-

est bien plus redoutable encore ; les secours contre l'incendie y sont malheureusement presque nuls ; d'ailleurs, c'est le plus souvent dans la maison du maire que se trouvent les archives communales ; les registres de l'état civil y sont ordinairement laissés à l'abandon et répandus avec les autres papiers publics, dans les diverses parties de la chambre commune à tous les habitans de la maison.

Une cause quelconque enfin fait disparaître ces registres de l'état civil. Quelle multitude de recherches, d'enquêtes, de procès n'amènerait pas avec elle cette perte, pour ainsi dire, irréparable ? Le double dépôt en tarit la source. Ce qui a disparu en un lieu, se retrouve en un autre, et la paix des familles n'est pas troublée.

Des raisons si puissantes devraient être senties par tous les officiers de l'état civil.

Les termes de la loi sont impératifs ; elle exige que ce dépôt soit fait dans le premier mois de l'année.

Les procurations et autres pièces doivent être déposées.

(Art. 44. du code Napoléon.)

L'officier de l'état civil doit déposer les procurations et autres pièces qui ont été pro-

de, ist solche Gefahr wohl noch mehr zu befürchten; Die Hilfs-Mitteln gegen die Feuerbrünsten sind all dort leider soviel als nichtig; übrigens befindet sich meistens der Gemeinde Archiv in der Behausung des Maires; die Civilstands-Register sind gewöhnlich all da verwahrloset, und sammt den andern öffentlichen Papieren in den verschiedenen Theilen der, allen Hauseinwohnern gemeinen Stube zerstreut.

Endlich eine Ursache, welche immer, kann die Civilstands Register verschwinden, machen. Was für eine Menge Nachfragen Nachsuchungen, und Prozesse würde ein solcher, um so zu sagen, nicht zu ersetzender Verlust nach sich ziehen? Die doppelte Niederlegung versiegt davon die Quelle. Was in einem Orte verloren gegangen ist, wird in einem andern gefunden, und der Frieden der Familien ist nicht getrübt.

So gewaltige Gründe müßten wohl von allen Civilstands-Beamten gefühlt werden;

Die Ausdrücke des Gesetzes sind gebiethend; es fodert, daß jene Niederlegung im ersten Monate des Jahres geschehe.

Die Vollmachten, und andere Aufsätze müssen abgegeben werden.

(Art 44 des Codex Napoleon)

Der Civilstands-Beamte muß die Vollmach-

duites comme nécessaires lors de la confection des actes.

Ces pièces doivent demeurer annexées au registre qui est déposé au greffe du tribunal.

Il est impossible d'en joindre une expédition à chaque registre, puisqu'elles ne sont point doubles. Le législateur a voulu qu'elles fussent déposées avec celui qui est placé dans le dépôt le mieux organisé, le plus assuré, c'est-à-dire le greffe du tribunal.

Quelques officiers de l'état civil trouvent plus commode de garder ces pièces, ou, pour mieux dire, ils mettent si peu d'importance à les conserver, que, lorsqu'ils ont rédigé leur acte, ils les abandonnent sans aucun soin, et souvent ils sont hors d'état de les produire au besoin.

Qu'ils ne s'y trompent pas cependant; la loi n'a pas ordonné la présentation de ces pièces uniquement pour l'officier de l'état civil: elles lui sont nécessaires, il est vrai, pour rédiger véritablement son acte, mais, lorsque vérification est faite de ses registres, ces pièces doivent encore exister; il faut que le procureur impérial qui examine ses opérations,

ten, und andern Aufsätze, die als nothwendig bey der Verfertigung der Urkunden, vorgebracht wurden, abgeben.

Diese Aufsätze sollen bey dem Register, welche in der Schreiberey des Gerichtshofes niedergelegt werden, verbleiben.

Es ist nicht möglich ein Exemplar davon jedem Register beyzufügen, weil sie nicht doppelt sind. Der Gesetzgeber hat gewollt, daß sie mit demjenigen niedergelegt werden, welcher in einem besser organisirten, und sichererem Deposirungs-ort verwahrt ist, nemlich bey der Schreiberey des Gerichtshofes.

Einige Civilstands-Beamte halten es für bequemer jene Aufsätze zu behalten, oder um besser zu sagen, sie setzen so wenig Wichtigkeit in deren Aufbewahrung, daß sobald sie ihre Urkunde verfaßt haben, die Aufsätze ohne aller Obforge liegen lassen, und oft sind sie außer Stand selbe im Nothfalle vorzuzeigen.

Sie müssen sich aber hierüber nicht täuschen, das Gesetz hat nicht die Vorweisung der Aufsätze allein für den Civilstands-Beamten angeordnet sie sind ihm fürwahr nöthig um seinen Akt gültig zu verfaßen, aber wann die Bewährungs-Be-

trouve la justification de la conduite de l'officier de l'état civil dans les pièces qui lui ont été remises, et qu'il a dû laisser annexées à ses registres.

En faisant le dépôt de ses registres au greffe du tribunal, l'officier de l'état civil doit avoir l'attention d'exiger du greffier un récépissé détaillé de tous les objets dont il opère la remise.

Il en est plusieurs qui les font parvenir par des voies indirectes, et, qui pleins de confiance dans les personnes qu'ils ont chargées de ce soin, ne réclament point de reçu, ne s'informent même pas s'ils ont été fidèlement déposés.

C'est une faute qui peut devenir fatale à l'officier de l'état civil, qui aura été aussi insouciant,

Les registres qui lui sont confiés, renferment les actes les plus importans; hors les cas de force majeure, il est responsable devant la loi comme envers les parties des événemens qui peuvent y porter la moindre altération pendant qu'ils sont en son pouvoir; il ne doit donc se dessaisir de ce dépôt, que lorsque la loi l'y oblige et en exigeant de la personne qui le reçoit, un récépissé détaillé.

sichtigung seiner Register geschieht, müssen die Auf-
sätze noch existiren. Es muß der kaiserliche Pro-
kurator, der seine Handlungen untersucht, die
Rechtfertigung des Verfahrens des Civilstands = Be-
amten in denen Papieren, die ihm übergeben
wurden, und die er an seine Register verbunden
hätte laßen sollen, finden.

Der Civilstands = Beamte muß bey Vollziehung
der Abgabe seiner Register an die Gerichts Schrei-
bercy Acht geben, daß er vom Greffier einen über
alle Gegenstände, die er übergibt, ausführlichen
Empfangs = Schein gefodert hat.

Es giebt deren mehrere, welche sie durch indi-
rekte Wege anlangen laßen, und voll Zutrauen
auf die Personen, die sie damit beauftraget haben,
keinen Empfangs = Schein. verlangen, sich ja so-
gar nicht einmahl erkundigen, ob sie treulich über-
geben worden seyen.

Dies ist ein Fehler, der dem Civilstands = Be-
amten, welcher so achtlos gewesen wäre, fatal
werden kann. Die ihm anvertrauten Register, ent-
halten die wichtigsten Urkunden; außer den
Gewalthätigkeits = Fällen ist er vor dem Gesetz,
und gegen die Partheyen über alle Begebenhei-
ten, so darinn die geringste Veränderung veran-
lassen können, so lange die Register in seiner Macht
sind, verantwortlich; er darf also nur alsdann
dieses Pfand außer Händen laßen, wann das Ge-
setz ihn dazu verpflichtet, und er von der Per-
son die es empfängt, einen umständlich = lauten-
den Schein fodert.

Il est encore de sa prudence, lorsqu'il fait le dépôt aux archives de la commune ou au lieu destiné à cet usage d'en requérir acte, et d'en faire dresser procès-verbal par le maire, si le déposant est adjoint, ou par l'adjoint, si le déposant est maire.

Je n'ai pas besoin de développer plus amplement les motifs de ces précautions; ils sont trop sensibles pour que l'on puisse se dissimuler leur importance.

Il faut énoncer les dates.

(Art. 34. du Code Napoléon.)

Le premier soin de l'officier de l'état civil, lors de la rédaction d'un acte, doit être de relater exactement le jour du mois, l'année et l'heure dans lesquels il le fait. Cette désignation se place en tête de chaque acte. Il est des officiers de l'état civil qui, recevant plusieurs actes le même jour, se bornent à mettre les dates seulement sur le premier, et commencent les autres par ces mots: *et le même jour*; cet usage est vicieux. Tous les actes doivent être entiers, ils ne sont nullement corélatifs. Ils n'ont de commun que le registre sur le quel ils sont inscrits; et comme ils doivent être expédiés séparément, chacun d'eux doit porter sa date.

Es hält auch an seine Klugheit, wenn er bey der Abgabe in das Gemeind - Archiv, oder in dem dazu bestimmten Ort, einen Akt verlangt, und ein Protokoll durch den Maire aufnehmen läßt, wenn der Abgeber ein Adjunkt ist, oder durch einen Adjunkten, wenn der Abgeber Maire ist.

Ich brauche nicht weitläufiger die Ursachen dieser Vorsichts - Maßregeln zu entwickeln; sie sind zu auffallend um deren Wichtigkeit sich verbergen zu können.

Man muß die Daten anführen

(Art 34 des Codex Napoleon)

Die erste Obsorge des Civilstands - Beamten bey Verfassung eines Aktes muß jene seyn, daß er genau den Tag des Monats, das Jahr, und die Stunde, wann er ihn aufsetzt, anführe. Diese Bezeichnung wird bey jedem Akte obenan gesetzt; Es giebt einige Civilstands - Beamten, die wenn sie mehrere Akten im nemlichen Tage aufnehmen, sich damit begnügen, daß sie bloß die Daten auf den ersten anbringen, und die folgenden Akten mit den Worten anfangen; an ebendemselben Tag; dieser Gebrauch ist fehlerhaft. Alle Akten müssen selbstständig seyn, sie beziehen sich keineswegs aufeinander; sie haben miteinander nichts gemein, als daß sie auf den nemlichen Register eingeschrieben sind, und da jeder abgesondert gefertigt werden soll, hat auch jeglicher sein Datum zu tragen.

Rien ne serait plus ridicule que l'expédition d'un acte qui commencerait par ces mots : *Le même jour* ; on serait obligé, pour lui donner une date, de la porter à la marge, ou d'ajouter à l'expédition ce qui ne serait pas sur la minute : c'est une irrégularité qu'il faut éviter. Une expédition doit être la copie fidelle de l'original sur le quel elle a été levée.

Enfin, si trois actes se trouvaient portés de suite sur le registre ; que le premier seul fût daté, et que les autres lui fussent renvoyés, quant à la date, il faudrait donc les expédier tous les trois : cela serait, comme je l'ai déjà dit, trop ridicule.

Il faut donc donner à chaque acte sa date, sans examiner s'il en est d'autres qui aient été inscrits le même jour.

Les mots *avant midi* ou *après midi*, que l'on trouve dans beaucoup d'actes, sont insuffisans : ils annoncent bien que l'acte a été dressé le matin ou le soir ; mais ils ne désignent pas l'heure ; la loi veut que l'heure soit indiquée.

Nichts wäre lächerlicher, als wenn die Ausfertigung eines Aktes mit den Worten anfinge: an ebendemselben Tage; man wäre gezwungen um ihm ein Datum zu geben, es auf den Seiten-Rand auszusetzen oder dem Aufsatze etwas hinzuzufügen, das auf der Original-Urkunde nicht stände; es ist eine Unregelmäßigkeit, die man vermeiden muß. Ein Extrakt muß die getreue Abschrift des Originals wovon es abgenommen worden, seyn.

Wenn endlich drey Akten sich aufeinander folgend auf dem Register befänden, und nur der erste davon datirt, die andern aber auf diesen in Rücksicht des Datums bezogen wären, so mußte man demnach auf einmahl alle drey ausfertigen; dieß wäre, wie ich schon gesagt habe, zu lächerlich.

Man muß also jedem Akte sein Datum geben, ohne zu untersuchen, ob an demselben Tage, deren andere eingeschrieben worden seyen.

Die Worte Vormittags oder Nachmittags die man bey vielen Akten findet, sind nicht hinlänglich; sie zeigen wohl, ob der Akt des Morgens, oder Abends versfertiget worden, aber sie bezeichnen nicht die Stunde; das Gesetz will aber, daß die Stunde angesetzt sey.

Les prénoms, noms, âge, domicile et profession doivent être exprimés.

(Art. 34. du Code Napoléon.)

Les prénoms, noms, âges, domiciles et professions de tous ceux qui sont dénommés en un acte, doivent y être énoncés.

L'indication des prénoms est nécessaire comme celle de la profession, pour distinguer les individus d'une même famille; celle de l'âge, pour démontrer l'état de majorité ou de minorité, parce que les formalités sont différentes dans ces deux cas. Quant au domicile, il doit également être connu. Un homme qui se trouverait hors d'état d'en justifier, ne serait plus qu'un vagabond, qu'un homme sans aveu, qui ne pourrait figurer en un acte, et qui, loin d'obtenir aucune confiance de la part de l'autorité, devrait exciter sa surveillance.

On ne doit se permettre aucunes insertions

étrangères aux actes.

(Art. 35. du Code Napoléon.)

L'acte de l'état civil est destiné à constater un fait. Tout ce qui n'est pas ce fait, ou qui

Die Vornamen, Zunamen, das Alter, der Wohnsitz, und das Gewerbe müssen ausgedrückt werden.

Art 43 des Codex Napoleon.

In einem Akte müssen die Vor und Zunamen, das Alter, die Wohnorte, und die Gewerbe aller derjenigen, welche darinn benannt sind, angebeutet werden.

Die Anführung des Vornamens, wie des Gewerbs, ist nothwendig um die Individuen einer nehmlichen Familie zu unterscheiden; jene des Alters aber um den Stand der Volljährigkeit, oder Minderjährigkeit zu bezeigen, weil die Formalitäten in diesen zwey Fällen verschieden sind. In Betreff des Wohnsitzes, muß er gleichfalls bekannt seyn. Ein Mensch, der sich außer Stand befinden würde, sich darüber auszuweisen, wäre nur mehr ein Landstreicher, und ein Mensch ohne Heimath der in einer ~~AK~~ nicht figuriren darf, und der Entfernte in Zukrauen von Seite der Obrigkeit zu erhalten, vielmehr ihre Wachsamkeit erregen sollte.

Man darf sich keine den Akten fremde Einschaltungen erlauben.

(Art 35 des Codex Napoleon)

Die Urkunde des Civilstands ist bestimmt eine Thatsache zu bewähren. Alles was nicht die Thatsache selbst ist, oder um sie festzusetzen nicht dienen

ne peut servir à l'établir, lui est étranger et ne doit point être inséré en l'acte.

L'officier de l'état civil ne doit donc inscrire sur son registre que les déclarations des comparans : encore faut-il qu'elles n'aient d'autre but que de constater le fait.

J'ai souvent vu, en marge d'un acte, des notes, qui étaient absolument inutiles à sa confection.

Dans l'acte de naissance d'un enfant né hors le mariage, d'une fille et d'un père inconnu, j'ai trouvé la déclaration suivante :

“ Le père de la fille qui a donné naissance
 “ à cet enfant a assuré qu'il était le fruit des
 “ fréquentations qui avaient eu lieu entre sa
 “ dite fille et le nommé, etc. “ (L'individu
 était désigné par ses prénoms, nom et qualité.)

Une pareille déclaration est absolument déplacée, et l'officier de l'état civil était blâmable de l'avoir admise.

L'intérêt de l'enfant n'avait pu commander une pareille assertion, ni lui donner accès en un acte de naissance, puisque des déclarations de ce genre ne peuvent servir de preuves de filiation.

L'officier de l'état civil doit prêter son ministère aux personnes qui le requièrent; il ne peut refuser d'inscrire dans ses actes les

kann, ist ihr fremd; und darf in die Urkunde nicht eingerüket werden.

Der Civilstands-Beamte darf also auf seinem Register nur die Deklarationen der Comparanten einschreiben; und da müssen sie keinen andern Zweck haben, als jenen die Thatsache zu bewähren.

Ich habe öfters am Rande eines Aktes, Anmerkungen gesehen, die gänzlich seiner Verfassung unnützlich waren.

Ich fand auf dem Geburtschein eines Kindes so außer der Ehe von einem Mädchen und einem unbekanntem Vater gezeugt war, folgende Deklaration.

“ Der Vater des Mädchens, die das Kind gebahr, hat versichert, daß es die Frucht des Umgangs, so zwischen seiner besagten Tochter und dem sogenannten ic. gepflogen worden, (die Person war mit seinem Vor- und Zunamen, und Qualität bezeichnet)

Eine ähnliche Deklaration war ganz am unrechten Platze, und der Civilstands-Beamte war tadelnswürdig, daß er sie aufgenommen habe.

Das Interesse des Kindes konnte nicht eine ähnliche Behauptung fodern, noch weniger ihr in einen Geburts-Schein Zutritt verschaffen, weil Deklarationen dieser Art nicht als Proben der Kindschaft dienen können.

Der Civilstands-Beamte muß sein Amt, für die Personen, die ihn darum angehen, verwenden; er darf nicht abschlagen in seinen Akten die

déclarations qui lui sont faites; mais, comme je l'ai déjà dit, il faut qu'elles n'aient d'autre objet que l'acte qui est à dresser. Si la partie veut les étendre, l'officier de l'état civil peut et doit en refuser la consignation.

Les termes de la loi sont limitatifs des droits des parties et de ceux de l'officier de l'état civil, comme des devoirs de l'un et de l'autre.

“ Il ne peut insérer que ce qui doit être déclaré par les comparans. ”

Toutes les expressions qui ne sont pas de l'essence de l'acte sont inutiles ou peuvent servir de moyens pour l'attaquer.

Dans le premier cas, pourquoi prolonger un acte dont le style doit être aussi simple que les faits qui y sont énoncés, sont vrais?

Dans le second, c'est de la part du fonctionnaire un acte de complaisance, que la loi considère comme un délit.

Les témoins doivent être mâles et majeurs.

(Art. 37. du Code Napoléon.)

L'officier de l'état civil doit examiner avec soin si les témoins qu'on lui présente ont la capacité requise pour l'assister dans la confection de son acte.

ihm gemachte Deklarationen hineinzusetzen, jedoch wie ich es schon gesagt habe, sie sollen keinen andern Zweck als die Urkunde, welche auszustellen ist, haben. Wenn die Parthey selbe ausdehnen will, darf und muß der Civilstands-Beamte deren Aufnahme abschlagen.

Die Worte des Gesetzes sind begränzend sowohl für das Recht der Partheyen, und für jenes des Civilstands-Beamten, als für die Pflichten des einen und des andern.

„ Er kann nur jenes einrücken, was von denen Comparenten deklarirt werden muß, „

Alle Ausdrücke, welche nicht zur Wesenheit des Aktes gehören, sind unnütz, oder können gar als Mittel ihn anzugreifen, dienen.

Im ersten Falle, warum den einen Akt in die Länge ziehen, dessen Styl eben so einfach seyn soll, als die Thatsachen wahr sind, die darinn angegeben werden?

Im zweyten, ist es von Seite des Amttredenden eine Gefälligkeit, die das Gesetz als ein Verbrechen betrachtet.

Die Zeugen müssen männlichen Geschlechts und volljährig seyn.

(Art. 37 des Codex Napoleon.)

Der Civilstands-Beamte, muß mit Aufmerksamkeit untersuchen, ob die Zeugen, die man ihm vorstellt, die erforderliche Fähigkeit haben, um ihm in der Verfassung seines Aktes beyzustehen.

La loi veut qu'ils soient du sexe masculin et majeurs ; il est même des cas où son attention doit, sur ce point, se porter plus loin encore ; c'est ce que j'établirai au chapitre du mariage.

On trouve sur les registres beaucoup d'actes de naissance, dans les quels le parrain et la marraine ont figuré comme témoins.

J'ai vu des actes de décès constatés en présence d'une femme, dont l'emploi ordinaire était d'ensevelir les personnes décédées.

De pareilles irrégularités ne peuvent être considérées comme étant l'ouvrage de l'ignorance. L'homme le moins instruit doit avoir sur ce fait, autant de lumière que le plus profond jurisconsulte ; de semblables fautes ne sont donc pas excusables ; elles n'arrivent que par l'effet de l'insouciance.

Les actes doivent être lus et mention doit être faite de cette lecture.

(*Art. 38. du code Napoléon.*)

L'acte terminé, l'officier de l'état civil doit en donner lecture aux comparans. Il est dans l'ordre de faire connaître aux déclarans ce qu'ils ont dit, aux témoins ce qu'ils ont attesté. Cette précaution prévient toute erreur.

Das Gesetz will, daß sie männlichen Geschlechtes und volljährig seyen; es giebt annoch Fälle, wo seine Obachtsamkeit sich über diesen Punkt noch weiter erstrecken muß; dieß werde ich im Kapitel über die Heurath festsetzen.

Man findet auf den Registern viele Geburts-Scheine worinn Bevatter, und Bevatterinn als Zeugen figurirt haben.

Ich habe Todten-Scheine gesehen, die in Gegenwart eines Weibes bewahrt, dessen gewöhnliche Beschäftigung die Todten einzuscharren war.

Ähnliche Unregelmäßigkeiten können nicht als Folgen von Unwissenheit betrachtet werden. Jeder noch so wenig unterrichtete Mensch muß hierüber soviel Licht, als der tiefeste Rechtsaehrte haben; solche Fehler sind also nicht zu entschuldigen, sie ereignen sich bloß durch Unachtsamkeit.

Die Akten müssen vorgelesen und Erwähnung dieser Vorlesung gemacht werden.

(Art 38 des Codex Napoleon.)

Sobald der Akt vollendet ist, so muß der Civilstands-Beamte ihn denen Comparanten vorlesen. Es ist in der Ordnung denen Deklaranten, was sie gesagt, und denen Zeugen was sie bezeuget haben, bekannt zu machen; Diese Vorsicht kommt allen Fehlern vor.

Il ne suffit pas cependant de lire l'acte, il faut encore qu'il soit fait mention expresse de l'accomplissement de cette formalité; la loi l'exige impérativement.

Les signatures doivent être apposées immédiatement.

(Art. 39. du Code Napoléon.)

Les signatures des comparans, lorsqu'ils savent ou peuvent les donner, et, dans tous les cas, celle de l'officier de l'état civil, doivent être apposées sur le registre, immédiatement après qu'il a été donné lecture de l'acte; mais il arrive très-souvent que les actes ne sont signés que long-temps après,

Il s'est introduit sur cela les plus grands abus.

Plusieurs officiers de l'état civil, par une complaisance blâmable, n'exigent pas de ceux qui viennent requérir leur ministère, d'amener avec eux des témoins. Pour parer à cette négligence, ils ont des témoins qui leur sont dévoués, et qui viennent, à des époques fixes, signer les actes qu'on leur présente. Ce sont ordinairement des manouvriers qui remplissent ce rôle de témoins.

On pourrait bien présumer, en voyant sur le registre une longue série de signatures

Es ist dennoch nicht genug den Akt vorzulesen, es muß auch eigends Erwähnung der Vollziehung dieser Formalität gemacht werden; das Gesetz erfordert es gebiethend.

Die Unterschriften müssen unmittelbar beygesetzt werden.

(Art 39 des Codex Napoleon.)

Die Unterschriften der Comparenten, wann sie selbe zu geben wissen, und geben können, und in allen Fällen jene des Civilstands - Beamten müssen auf dem Register unmittelbar gleich nach geschehener Vorlesung des Aktes beygesetzt werden; es geschieht aber sehr oft, daß die Akten erst lange Zeit darnach unterzeichnet werden.

Es haben sich hierüber die größten Mißbräuche eingeschlichen.

Mehrere Civilstands - Beamten aus einer tadelhaften Gefälligkeit, fordern gar nicht von denen, die ihr Amt requiriren, daß sie mit sich Zeigen führen. Um dieser Nachlässigkeit vorzubeugen haben sie Zeugen, die ihnen anhänglich sind, und die zu gewissen Zeiten kommen, um die Akten, die man ihnen vorleat, zu unterfertigen. Es sind gewöhnlich Tagschreiber, die die Rolle der Zeugen vollführen.

Man könnte wohl vermuthen, wenn man auf dem Register eine lange Reihe einerley Unterschrif-

identiques, qu'elles n'y ont pas été mises gratuitement: toujours est-il certain que cet abus est devenu très-fréquent; qu'il est contraire aux devoirs de l'officier de l'état civil, et que ce dernier se rend coupable d'un faux en énonçant la présence de témoins qui n'ont aucunement entendu les déclarations qu'il leur fait signer.

Voici un exemple qui prouve le danger d'une telle conduite.

Un officier de l'état civil qui avait deux témoins à sa disposition, était en usage de ne leur faire signer ses actes que long-temps après qu'ils avaient été faits, et seulement lorsqu'il y en avait une certaine quantité sur le registre.

Plein de confiance dans la complaisance de ces deux individus, il se permettait même de déclarer dans les extraits qu'il délivrait, que l'acte avait été fait en leur présence et qu'ils avaient signé sur le registre.

Ces signataires étaient en retard et plus de vingt actes dans lesquels ils étaient désignés, se trouvaient incomplets, lorsqu'un de ce témoins est venu à décéder subitement.

On sent quelles ont dû être les inquiétudes de l'officier de l'état civil à la nouvelle de ce

ten sieht, daß solche nicht umsonst hingesezt worden: es ist immer sicher, daß dieser Mißbrauch zu häufig geworden ist, daß er den Pflichten des Civilstands-Beamten entgegensezt ist, und daß dieser lezte eines Trugs sich schuldig macht, indem er die Gegenwart von Zeugen angebt, welche keineswegs die Deklarazionen, die er ihnen unterschreiben ließ, gehört haben.

Hier ist ein Beyspiel, welches die Gefahr eines solchen Verfahrens beweiset:

Ein Civilstands-Beamter, der zwey Zeugen zu seiner Disposition hielt, hatte im Brauch, ihnen seine Akten erst lange Zeit darnach sie verfertigt waren, und zwar nur, wann deren eine große Anzahl auf dem Register stund, unterschreiben zu lassen.

Voll Zutrauen auf die Gefälligkeit jener zwey Individuen erlaubte er sich sogar in denen Auszügen, die er verabfolgte zu erklären, daß der Akt in ihrer Gegenwart gemacht worden seye, und daß sie auf dem Register sich unterzeichnet hätten.

Die Unterfertiger blieben zurück, und mehr als zwanzig Akten, worinn sie bezeichnet waren, befanden sich unvollständig, als einer von den Zeugen gähling starb.

Man fühlt wohl, welche die Unruhe des Civilstands-Beamten bey der Nachricht jenen So-

décès; sa position est devenue plus alarmante encore, lorsque l'autorité, instruite de ces faits, a vérifié l'état de ses registres, lorsqu'elle a pris connaissance des extraits qu'il en a délivrés.

Une pareille faute, commise dans un seul acte, pourrait n'être considérée que comme une erreur; mais une série de vingt actes entachés des mêmes vices a tout le caractère du délit, et c'est ainsi que l'a considéré l'autorité.

Les témoins doivent être produits par les parties
(Art. 37. du Code Napoléon.)

Le choix et la présentation des témoins appartiennent aux parties, l'officier de l'état civil ne peut les refuser que lorsqu'ils sont incapables: mais il ne doit aucunement s'occuper du soin d'en appeler.

Peines dans les cas d'infraction aux articles
ci-dessus.

Pour déterminer les officiers de l'état civil à porter plus d'attention à la rédaction de leurs actes, plus de soins à la tenue de leurs registres, il suffit sans doute de leur présenter des motifs puisés dans l'intérêt public; de

denfalls gewesen seyn mag. Seine Lage wurde noch beunruhigender als die Obrigkeit, jenes Umstandes unterrichtet den Stand seiner Register untersuchte, und von den Extrakten, die er geliefert hatte Kenntniß nahm.

Ein ähnlicher Fehler, der in einem Akte allein begangen wurde, könnte als ein bloßer Irrthum angesehen werden; aber eine Reihe von zwanzig durchaus mit dem nemlichen Unfug bemackelten Akten, hat ganz den Charakter eines Verbrechens und so hat auch die Obrigkeit sie angesehen.

Die Zeugen müssen von den Partheyen vorgeführt werden.

(Art 37 des Codex Napoleon.)

Die Wahl und die Vorstellung der Zeugen stehen denen Partheyen zu; der Civilstands = Beamte darf sie nicht abweisen, ausgenommen, wenn sie unfähig sind; er muß aber sich keineswegs bekümmern, deren zu berufen.

Strafen im Falle der Uibertretung obiger Artikeln.

Um die Civilstands = Beamten dahin zu bestimmen, daß sie mehr Aufmerksamkeit auf die Verfassung ihrer Akten und mehr Obacht bey Haltung ihrer Register anwenden, ist es ohne Zweifel hinlänglich, ihnen, im öffentlichen Interesse

leur donner une idée des inconvéniens, des malheurs même qui peuvent résulter de leur négligence ou de leur insouciance.

Un tel langage est le seul qui doit être proféré, lorsque l'on s'adresse à des hommes qui consacrent leur temps à des fonctions aussi honorables que pénibles.

Je ne rappellerai donc ici les dispositions pénales de la loi, que parce qu'elles doivent avoir place dans ce traité.

Les peines qui peuvent être infligées à l'officier de l'état civil qui contrevient aux dispositions de la loi, sont de deux espèces.

Divers articles du Code en déterminent quelques-unes; elles sont pécuniaires ou afflictives, et sont prononcées par les tribunaux.

Il en est d'autres qui sont infligées par l'autorité administrative; elles dépouillent l'officier de l'état civil de la confiance dont il a été investi.

Jusqu'à présent, l'autorité administrative a préféré de prononcer la destitution de l'officier de l'état civil ou de lui demander sa démission, plutôt que de le traduire devant

geschöpfte Gründe vorzustellen, und ihnen eine Idee der Unglücksfällen, welche aus ihrer Nachlässigkeit, oder Sorglosigkeit entstehen können, zu geben.

Diese Sprache ist die einzige, die gebraucht werden soll, wenn man sich an Männern wendet, die ihre Zeit einem eben so ehrbaren, als mühsamen Amte widmen.

Ich werde also hier die Strafen-Anordnungen des Gesetzes nur darum erinnern, weil sie in dieser Abhandlung Platz finden müssen.

Die Strafen, welche dem Civilstands-Beamten, der denen Verfügungen des Gesetzes zuwider handelt, auferlegt werden können, sind zweyerley.

Verschiedene Artikel des Codex bestimmen deren etliche; sie sind Geld- oder Leibes-Strafen, und werden von den Gerichtshöfen ausgesprochen.

Es giebt andere, welche von der Verwaltenden Obrigkeit auferlegt werden; sie entkleiden den Civilstands-Beamten des Zutrauens, dessen er belehnt war.

Bis jetzt hat die verwaltende Obrigkeit es lieber vorgezogen, die Absetzung des Civilstands-Beamten auszusprechen, oder ihn dazu zu bestimmen seine Entlassung zu nehmen, als ihn vor den Gerichtshöfen zu stellen.

les tribunaux, qui peuvent seuls prononcer les peines pécuniaires ou afflictives, mesure bien digne d'une grande et sage administration qui, dans les récompenses qu'elle décerne, donne toujours une part considérable à l'honneur, de même que, dans les châtimens qu'elle inflige, elle considère la flétrissure comme le plus cruel de tous.

Ainsi, l'officier de l'état civil qui contrevient aux dispositions de la loi, doit craindre d'être destitué de ses fonctions.

Les contraventions à ces dispositions peuvent être punies, de 100 francs d'amende.

(*Art. 50. du Code Napoléon.*)

Il doit également craindre d'être traduit devant les tribunaux, et de se voir condamner à des amendes plus ou moins considérables suivant les cas et même à une détention proportionnée à l'étendue de la faute qu'il a commise.

L'infraction aux dispositions énoncées, depuis et y compris l'article 34, jusqu'à l'article 50, est punie d'une amende de cent francs.

höfen zu ziehen, die allein zur Geld- und Leibes Strafe verurtheilt werden können; Eine Maaßregel, die wohl einer großen, und weisen Verwaltung würdig ist, welche in den Belohnungen, die sie gewähret, immer einen ansehnlichen Theil der Ehre einräumt, so wie sie in denen Bestrafungen, die sie auferlegt, das Brandmahl als die grausamste von allen ansieht.

Der Civilstands - Beamte also, welcher denen Verfügungen des Gesetzes zuwiderhandelt, hat zu befürchten von seinem Amte abgesetzt zu werden.

Die Vergehungen wider jene Anordnungen können mit einer Geldstrafe von 100 Franken abgehandelt werden.

(Art. 50 des Codex Napoleon)

Er muß gleichfalls befürchten vor Gericht gezogen zu werden, und sich zu mehr oder weniger ansehnlichen Geldbußen nach den verschiedenen Fällen, oder wohl auch zu einem der Größe des Fehlers, so er begangen hat, verhältnismäßigen Arrest, verurtheilt zu sehen;

Die Vergehungen wider die vom Artikel 3 an (der mitbegriffen) bis zu dem 50 angezeigten Anordnungen werden mit einer Geldbuße von 100 Franken bestraft.

*Dans certains cas l'amende peut être de
300 francs, avec emprisonnement.*

(Art. 156, et 192, du Code Napoléon.)

Les articles 156 et 192 prononcent une amende de trois cents francs, et un emprisonnement dont la durée ne peut être moindre de six mois.

Dans tous les cas possibles, la faute de l'officier de l'état civil qui devient préjudiciable aux parties, donne lieu à des dommages et intérêts.

Les peines portées au Code pénal, sont applicables au faux ou à l'altération.

(Art. 52, du Code Napoléon.)

L'altération ou le faux dans les actes de l'état civil caractérisent un délit trop grave, pour que l'on puisse présumer qu'aucun officier de l'état civil s'en rende coupable. Il est cependant possible qu'un acte soit falsifié ou altéré, sans que ce fonctionnaire y ait directement participé.

Le défaut de soin ou une trop grande confiance peuvent conduire à d'aussi facheux résultats et peuvent traduire l'officier de l'état

In gewissen Fällen kann die Geldstrafe von 300 Franken, und mit Gefängniß begleitet seyn.

(Art 156 und 192 des Codex Napoleon)

Die Artikel 156 und 192 sprechen eine Geldbuße von dreihundert Franken, und ein Gefängnis, dessen Dauer nicht kürzer als von sechs Monaten seyn darf, aus.

In allen möglichen Fällen, der Fehler des Civilstandes = Beamten, welcher denen Parthyen nachtheilig wird, giebt Anlaß zu Schaden = Ersatz und Interessen.

Die auf dem peinlichen Codex stehenden Strafen sind bey einer Verfälschung, oder Veränderung anwendbar.

(Art. 52 des Codex Napoleon)

Eine Verfälschung oder Veränderung in den Akten des Civilstandes charakterisirt ein allzugroßes Verbrechen, um nur vermuthen zu können, daß je ein Civilstands = Beamter sich dessen schuldig machen solle. Es ist dennoch möglich, daß ein Akt verfälscht, oder mit Trug verändert sey ohne daß dieser Beamte darann gerade Theil genommen habe.

Der Mangel an Obsorge, oder ein allzugroßes Zutrauen können es zu so widrigen Resultate bringen, und den Civilstands = Beamten vor den kai-

civil devant les Cours impériales, puisque la loi lui inflige, dans ces cas, les peines portées au Code pénal.

Dans les villes populeuses, par exemple, celui qui n'a aucun traitement, peut difficilement donner au travail de son bureau tout le temps nécessaire à la multitude d'actes qui sont à dresser chaque jour. Il est alors obligé de s'en remettre aux soins d'un employé.

Cependant la responsabilité pèse uniquement sur l'officier de l'état civil, et si la personne à la quelle il donne sa confiance pouvait jamais en abuser; si, cédant à la corruption, elle se portait à altérer un acte ou à le falsifier, tout l'odieux en rejallirait nécessairement sur le fonctionnaire chargé de rédiger cet acte; les dommages et intérêts des parties, comme la vindicte publique, ne donneraient d'action que contre lui. Son recours, s'il était possible, contre la personne qui aurait abusé de sa confiance, serait bien difficile à exercer.

Le danger n'est pas moins grand pour les officiers de l'état civil des communes rurales.

C'est ordinairement un cultivateur qui est chargé de cette fonction; les registres sont

ferlichen Gerichts = Höfen ziehen, da das Gesetz dießfalls, die auf dem peinlichen Codex stehenden Strafen, ihm auferlegt.

In volkreichen Städten zum Beyspiel, kann derjenige, welcher keine Befoldung hat, schwerlich der Arbeit seines Amtes die, der großen Menge von Akten, welche täglich zu verfaßen sind, nöthige Zeit widmen; er ist dann gezwungen sich auf die Obacht eines Schreibers zu verlassen.

Dennoch die Verantwortlichkeit drückt bloß auf den Civilstands = Beamten selbst, und wenn die Person, welcher er sein Zutrauen schenkt, es mißbrauchen könnte, wenn selbe der Bestechung nachgebend sich dazu bringen ließe einen Akt zu verändern, oder zu verfälschen, so würde nöthigerweise das ganze Behäßige auf dem Beamten fallen, der eigentlich diesen Akt aufzusetzen beauftraget war; die Schadloßhaltung und Interessen der Partheyen so wie die öffentliche Abndung würden keine Wirkung als bloß wider ihn gestatten; Sein Regreß, wenn ja einer möglich wäre, wider die Person, welche sein Zutrauen mißbraucht hätte, würde sehr hart auszuüben seyn.

Die Gefahr ist nicht minder groß für die Civilstands = Beamten der Gemeinden auf dem Lande.

Es ist gewöhnlich ein Bauer, welcher das Amt versteht; die Register sind in dem, allen mit ihm

déposés dans la pièce commune à toutes les personnes qui habitent avec lui. Ils se trouvent sous la main de l'enfant qui joue avec tout ; à la disposition des individus attachés à son service , qui , étant presque toujours illétrés , ne prennent aucun soin des pièces dont ils ne peuvent connaître l'importance ; quelle facilité pour favoriser l'enlèvement des registres , ou le déchirement de quelques feuillets !

On ne saurait trop répéter aux officiers de l'état civil qu'ils doivent veiller avec le plus grand soin à la conservation des registres qui leur sont confiés.

*Les actes ne doivent point être inscrits , sur
une feuille volante.*

(*Art. 52. du Code Napoléon.*)

Les actes ne doivent point être inscrits sur une feuille volante. Ils n'ont de date certaine, de caractère légal , qu'autant qu'ils sont sur les registres. Une déclaration consignée de cette manière ne produit aucun effet et peut avoir les résultats les plus fâcheux pour l'officier de l'état civil.

Voici un fait qui en fournit un exemple effrayant :

wohnenden Personen, Gemeinen-Zimmer deponirt; Sie befinden sich unter den Händen der Kinder die mit allem spielen, und zur Disposition der in seinem Dienst stehenden Individuen, welche, da sie meistens nicht lesen und schreiben können, gar keine Acht auf Papiere geben, dessen Wichtigkeit sie nicht einsehen können. Welche Leichtigkeit um das Entwenden der Register, oder das Herausreißen einiger Blätter zu begünstigen.

Mann könnte nie genug den Civilstands-Beamten wiederholen, daß sie mit der größten Sorgfalt auf die Bewahrung der ihnen anvertrauten Registern wachen sollen.

Die Akten dürfen nicht auf ein einzelnfliegendes Blatt eingeschrieben werden.

(Art 52 des Codex Napoleon.)

Die Akten dürfen auf keinem fliegenden Bogen eingetragen werden; Sie haben nur in so weit ein sicheres Datum, und einen gesetzlichen Charakter als sie auf den Registern stehen. Eine auf jene Art aufgenommene Deklaration, bringt keine Wirkung nach sich, und kann noch die widrigsten Resultate für den Civilstands-Beamten haben.

Hier ist ein Fall, der davon ein erschreckliches Beyspiel liefert:

Un particulier, voulant faire constater la naissance de son enfant, va trouver l'officier de l'état civil: ce dernier était occupé à des travaux pressans; il prend note, sur une feuille volante, des noms, prénoms des parties, des témoins, et retourne à son ouvrage. La feuille, placée avec peu de soin, disparaît: l'officier de l'état civil oublie qu'il a un acte à rédiger; l'intervalle de peu de jours efface totalement de sa mémoire la réquisition qui lui avait été faite, les notes qu'il avait prises, et le devoir qu'il était tenu de remplir.

Quelques années après le père de l'enfant dont la déclaration avait été consignée sur une feuille volante, décède; des discussions de famille nécessitent le rapport de l'acte de naissance de l'enfant; on le recherche vainement sur plusieurs registres; on ne peut le trouver, puisque l'officier de l'état civil avait négligé de l'inscrire. Les témoins qui avaient accompagné le père lorsqu'il fut faire sa déclaration, déposent contre l'officier civil.

Voilà donc un enfant sans état, dans l'instant même où il était nécessaire de prouver qu'il en avait un.

Les intérêts de cet infortuné ainsi compromis ont sans doute été conservés par des mesures ultérieures.

Ein Privatmann, geht zum Civilstands = Beamten um die Geburt seines Kindes bewähren zu lassen; dieser letzte war mit dringenden Arbeiten beschäftigt, er nimmt auf ein fliegendes Blatt eine Note von dem Vor- und Zunamen der Partheyen, und der Zeugen auf, und geht zu seinem Geschäfte zurück. Das mit wenig Obacht aufbewahrte Blatt verschwindet: der Civilstands = Beamte vergißt darauf, daß er einen Akt zu verfassen habe; die Zwischenzeit von wenigen Tagen löscht gänzlich aus seinem Gedächtnis das Ansuchen, so ihm gemacht worden war, die Noten die er aufgenommen hatte, und die Pflicht welche er zu vollziehen gehalten war.

Einige Jahre darnach, stirbt der Vater des Kindes dessen Deklarazion auf einem fliegenden Blatt war aufgenommen worden, einige Familien = Streite benöthigen die Beziehung auf die Geburts = Urkunde des Kindes; man sucht sie umsonst in mehreren Registern; kann sie nicht finden, weil der Civilstands = Beamte vernachlässigt hatte sie einzutragen. Die Zeugen, welche den Vatern begleiteten, als er seine Deklarazion zu machen gekommen war, sagen wider den Civilstands = Beamten aus.

Da gab es also ein Kind ohne Stand, im Augenblicke selbst wo es gerade nöthig war zu bewelsen, daß es einen hatte.

Das auf diese Art ausgesetzte Interesse des

Mais l'officier de l'état civil, n'aura-t-il pas été condamné à des dommages et intérêts qui étaient si légitimement dus à cet enfant? N'aura-t-il pas été condamné aux peines portées en l'art. 192. du code pénal qui l'exprime ainsi :

“ Les officiers de l'état civil qui auront inscrit leurs actes sur de simples feuilles volantes, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de seize à deux cents francs. “

Kindes ist ohne Zweifel durch weitere Massregeln erhalten worden. Wird aber der Civilstands-Beamte nicht zu Schadloshaltungen, und Interessen, welche so rechtmäßig dem Kinde schuldig waren, verurtheilt worden seyn? Wird er nicht zu den im Artikel 192 des peinlichen Codex angegebenen Strafen verdammt worden seyn? welcher Artikel sich also ausdrückt:

„Die Civilstands - Beamten, welche ihre Akten
„auf einzeln fliegenden Blättern eingeschrieben ha-
„ben werden, sollen mit Gefängniß eines Mo-
„nats am wenigsten, und von drey Monaten am
„längsten, und mit einer Geldbuße von Sechzehn
„bis Zweyhundert Franken, bestraft werden.

CHAPITRE II.

Des Actes de naissance

La naissance doit être constatée dans les trois jours.

(Art. 55. du Code Napoléon.)

La naissance d'un enfant doit être constatée dans les trois jours de l'accouchement, sur la déclaration qui en est faite à l'officier de l'état civil, et sur la représentation de l'enfant.

Il peut cependant arriver que des parens négligens ne fassent pas cette déclaration dans le délai prescrit. S'ils se présentent après les trois jours, quelle doit être la conduite de l'officier de l'état civil ?

Quels que soient alors les motifs qui seront déduits par les parties pour justifier ou excuser ce retard, l'officier de l'état civil ne doit aucunement les examiner ni les apprécier. La loi ne l'en a pas rendu le juge ; il doit donc se contenter de faire mention dans

Zweytes Kapitel.

Von den Geburts Urkunden.

Die Geburt muß inner drey Tagen bewährt werden.

(Art. 55 des Codex Napoleon)

Die Geburt eines Kindes muß binnen den ersten drey Tagen nach der Entbindung, auf die Deklaration, welche hierüber dem Civilstands - Beamten gemacht wird, und auf die Vorzeigung des Kindes, bewährt werden.

Es kann sich doch ereignen, daß die nachlässigen Eltern diese Deklaration nicht inner der vorgeschriebenen Zeit - Frist machten; Wenn sie sich nach Verlauf der drey Tagen melden, welches soll das Benehmen des Civilstands - Beamten seyn?

Welche immer die Ursachen alsdann seyn mögen, die von den Partheyen um diese Verspätung zu rechtfertigen, oder zu entschuldigen angeführt würden, muß der Civilstands - Beamte sie keineswegs untersuchen noch ihnen einen Werth geben. Das Gesetz hat ihn nicht zum Richter davon gemacht, er muß sich also damit begnügen, daß er in der Geburts - Urkunde, bloß Meldung der Ursachen macht, welche

l'acte de naissance des motifs qui seront allégués pour justifier le retard de la présentation de l'enfant.

L'enfant doit être présenté.

(Art. 55. du Code Napoléon.)

La présentation de l'enfant est impérativement commandée ; l'officier de l'état civil ne doit point , par une condescendance déplacée, dispenser les parens de ce devoir.

Obligé de désigner le sexe de l'individu dont il va constater l'état, il faut qu'il vérifie ce qu'il est dans le cas d'attester, ce qu'il doit déclarer avoir vu lui-même. Toute confiance devient alors blâmable et même dangereuse. Si l'enfant n'est pas présenté, si l'officier de l'état civil ne s'assure pas de son sexe quoique l'énoncé en son acte soit vrai, il n'en fait pas moins une déclaration fautive, plus répréhensible dans un fonctionnaire public que dans un simple particulier. En certifiant ce qu'il n'a pas vu, il donne le mauvais exemple du mensonge, et prouve que l'on peut impunément éluder les dispositions d'une loi.

Il s'expose d'ailleurs à être trompé par une famille qui aurait intérêt à faire constater que l'enfant est du sexe masculin, tandis qu'il en serait autrement.

um die Verspätung der Vorstellung des Kindes zu rechtfertigen angeführt seyn werden.

Das Kind muß vorgewiesen werden.

(Art. 55 des Codex Napoleon.)

Die Vorstellung des Kindes ist ausdrücklich gebietend angeordnet; der Civilstands - Beamte muß nicht aus unrecht anaebrachter Willfährigkeit die Eltern einer solchen Pflicht entledigen.

Da er das Geschlecht des Individuums, dessen Stand er zu bewahren beghnt, zu bezeichnen verbunden ist, so muß er jenes besichtigen, was er bescheinigen, und was er selbst gesehen zu haben, erklären soll.

Alles Zutrauen wird alsdann tadelhaft, ja selbst wenn das Kind nicht vorgewiesen wird, und wenn der Civilstands - Beamte sich nicht seines Geschlechtes versichert, gefährlich; obwohl das in seinem Akte Angegebene wahr seyn mag, so ist es doch eine nicht minder falsche Deklarazion, die in einem öffentlichen Beamten sträflicher, als in einem simplen Privatmanne ist. Da er jenes bestättiget was er nicht gesehen hat, giebt er das üble Beispiel des Lügens, und läßt meinen, daß man ungestraft den Verfügungen des Gesetzes ausweichen könne.

Er setzt sich übrigens aus, von einer Familie betrogen zu werden, die ein Interesse dabey haben würde, bewahren zu lassen, daß das Kind männlichen Geschlechtes sey, da es doch anders seyn würde.

Il est inutile de donner ici plus de développement aux conséquences qui peuvent résulter de ce défaut de vérification. La loi requiert l'officier de l'état civil, c'en est assez pour qu'il obéisse.

*Quelles sont les personnes qui doivent faire
cette déclaration*

(Art. 56. du code Napoléon.)

Le père de l'enfant est tenu de faire la déclaration; à défaut du père, les medecins, chirurgiens, sages-femmes, officiers de santé, ou enfin la personne qui a assisté à l'accouchement.

Dans le cas où la mère sera accouchée hors de son domicile, la personne chez qui l'accouchement aura eu lieu, est tenue de faire cette déclaration.

L'acte doit être dressé de suite, en présence de deux témoins produits par la personne déclarante.

Ainsi, pour la confection d'un acte de naissance, il faut le concours de cinq individus, 1.^o la personne qui fait la déclaration, 2.^o les deux témoins, 3.^o l'enfant qui est présenté, 4.^o l'officier de l'état civil.

Es ist unnützlich, allhier mehr Entwicklung den aus dem Mangel der Besichtigung möglich entstehenden Folgen, zu geben. Das Gesetz geht darum den Civilstands-Beamten an, und dieß ist genug, damit er gehorche.

Welche die Personen sind, die jene Deklarazion machen sollen.

(Art. 56 des Codex Napoleon)

Der Vater des Kindes ist, die Deklarazion zu machen verbunden; in Ermanglung aber des Vaters die Aerzte und Wundärzte, die Hebammen, die Gesundheits-Beamten, oder endlich die Person, welche der Entbindung beygestanden hat.

Im Falle die Mutter außer ihrer Wohnung niederkommen würde, ist die Person, bey welcher die Entbindung geschehen wäre, diese Deklarazion zu machen, verbunden.

Der Akt muß alsogleich in Gegenwart zweyer von der deklarirenden Person vorgeführten Zeugen verfaßt werden.

Demnach ist zur Verfertigung einer Geburts-Urkunde der Beitritt von fünf Individuen nöthig: 1. der Person, welche die Deklarazion macht, 2. der zweyen Zeugen, 3. des vorgestellten Kindes, 4. des Civilstands-Beamten.

Les témoins, comme on l'a déjà dit, doivent être âgés de vingt-un ans accomplis et du sexe masculin. La loi ne reconnaît ici que le témoignage des hommes.

On ne saurait trop souvent rappeler ces deux règles, quoiqu'il soit très-facile de les observer, j'ai vu une foule d'actes dans lesquels elles se trouvent violées.

J'ai déjà cité l'exemple d'un acte fait en présence du parrain et de la marraine, en voici un plus singulier encore:

Un officier de l'état civil déclare, dans un acte de naissance, que l'enfant dont il s'agit est fils de françois, âgé de vingt-cinq ans; qu'il a dressé son acte en présence de deux témoins, dont l'un est le frere aîné dudit enfant son parrain.

Si le père de ce témoin n'était âgé que de vingt-cinq ans, on ne peut supposer au fils plus de onze ans, il n'était donc pas majeur. Il pouvait bien, à cet âge, être le parrain de son frere mais non témoin dans un acte de l'état civil.

De la confection d'un acte de naissance,

La manière dont cette opération doit être faite est bien simple,

Die Zeugen wie schon gesagt worden müssen volle ein und zwanzig Jahre alt und männlichen Geschlechtes seyn. Das Gesetz erkennt allhier nur das Zeugniß von Männern.

Man könnte nie genug diese zwey Regeln erinnern; obgleich es icht ist sie zu beobachten, so habe ich eine Menge Akten gesehen, worinn selbe übertreten sind.

Ich habe schon das Beyspiel eines in Gegenwart des Bevatters und Bevatterin gemachten Aktes angeführt, hier ist noch ein sonderbareres:

Ein Civilstands = Beamter deklariret in einer Geburts-Urkunde, daß das Kind, von dem gehandelt wird, Sohn von Franz, fünf und zwanzig Jahre alt seye; daß er seinen Akt in Gegenwart von zwey Zeugen, deren einer, der ältere Bruder des besagten Kindes sein Bevatter ist, aufgesetzt habe.

Wenn der Vater dieses Zeugen nur fünf und zwanzig Jahre alt war, kann man dem Kinde nicht mehr als elf Jahre anmuthen; er konnte wohl in die sem Alter der Bevatter seines Brudern, aber nicht ein Zeuge in einem Akt des Civilstandes seyn.

Don der Verfassung einer Geburts - Urkunde.

Die Art wie diese Handlung geschehen soll, ist recht einfach.

Celui ou celle qui fait la déclaration, assisté de deux témoins, présente l'enfant à l'officier public, expose quels sont les prénoms, noms, professions, âge et domicile de ses père et mère, déclare de quel sexe il est, quel jour il est né, et les prénoms qu'on lui donne.

Après cet exposé, l'officier de l'état civil rédige son acte, en énonçant d'abord le jour du mois, l'année, l'heure; il indique ses prénoms, nom, sa qualité d'officier de l'état civil et la commune où il l'exerce; les prénoms, nom, âge et domicile de la personne requérante, et transcrit ensuite les faits qui lui ont été déclarés, il s'assure du sexe de l'enfant par une vérification expresse qu'il relate dans l'acte, le tout en présence des deux témoins dont il désigne les prénoms, noms, âge, professions et domicile, en déclarant qu'ils sont majeurs, lorsqu'ils lui ont attesté l'être sur l'interpellation qu'il leur a faite à ce sujet.

Il transcrit ensuite cet acte sur le double registre, en donne lecture aux comparans, fait mention expresse de cette lecture, et enfin il présente les deux registres à signer au déclarant et aux témoins, s'ils savent ou peuvent le faire, sinon il en fait mention expresse, les signe en leur présence, et son opération est terminée.

Jener, oder jene, so die Deklarazion macht, von zweyen Zeugen beygestanden, stellt das Kind dem öffentlichen Beamten vor, er giebt die Vor- und Zunamen, die Gewerbe, Alter, und Wohnsitz seines Vaters und Mutters an, er deklariret welches Geschlechtes es sey, am welchen Tage es geboren worden, und die Vornamen, die man ihm giebt.

Nach dieser Angab verfaßt der Civilstands - Beamte seinen Akt, da er zu erst, den Tag des Monats, das Jahr und die Stunde ansetzt; er zeigt seine Qualität als Civilstands - Beamten, und die Gemeinde, wo er sie begleitet an, wie auch die Vornamen, und den Zunamen, das Alter, und den Wohnort der requirirenden Person, er schreibt alsdann die Thatsachen auf, die ihm deklariret worden sind; er versichert sich des Geschlechtes des Kindes mittelst einer eigenen Besichtigung, die er im Akte anzieht, und alles zwar in Gegenwart der zwey Zeugen, deren Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz er bezeichnet, da er dabey erkläret, daß sie volljährig sind, wann sie ihm auf die Vertragung, die ihnen über diesen Gegenstand gemacht wurde, es zu seyn bestättiget haben.

Er schreibt alsdann diesen Akt auf den doppelten Register ein, giebt davon den Compartmenten Vorlesung, macht eigene Erwähnung dieser Vorlesung, und endlich biethet er die zwey Register, dem Declarirenden, und den Zeugen, wenn sie es zu thun wissen, oder thun können, zum

S'il a des ratures ou des renvois à approuver, il les fait également signer par les comparans et signe après eux.

(*Voyez les modèles présentés pour différens actes de naissance sous les nos. I, II, et III.*)

Acte de naissance d'un enfant trouvé.

(*Art. 58. du Code Napoléon.*)

Les devoirs de l'officier de l'état civil, quant aux actes de naissance des enfans trouvés sont déterminés par l'art. 58.

Le procès-verbal dressé en pareille circonstance, doit être détaillé, et se compose de deux parties bien distinctes: la première comprend la déclaration faite par la personne qui a trouvé l'enfant; elle doit constater la remise qui en est faite, ainsi que des vêtemens et autres effets trouvés avec lui; il faut aussi relater les circonstances du temps, du lieu où l'enfant était déposé.

La seconde partie appartient en entier à l'officier de l'état civil, il doit désigner l'âge que lui paraît avoir l'enfant, le sexe auquel il appartient, les noms qu'il lui donne, et enfin l'autorité civile à la quelle 'il le fait remettre.

unterschreiben dar, wenn nicht, so macht er dessen eine eigene ausdrückliche Erwähnung; unterfertigt selbe in ihrer Gegenwart, und die Handlung ist geendet.

Wenn er Ausstreichungen, oder Beziehungen anzubeißen hat, so läßt er sie gleichfalls von den Comparenten unterzeichnen, und unterzeichnet sie nach ihnen selber.

(Siehe die Muster für die verschiedenen Geburts-
Urkunden Art. I, II und III.

Geburtschein eines Findlings.

(Art 58 des Codex Napoleon.)

Die Pflichten des Civilstands = Beamten in Betreff der Geburts = Urkunden der Findlinge sind durch den Artikel 58 festgesetzt.

Das bey solcher Gelegenheit aufgenommene Protokoll, muß umständlich seyn, und bestehet aus zwey wohl unterschiedenen Theilen; der erste enthält die von der Person, welche das Kind gefunden hat, gemachte Deklarazion; dieser Theil muß die Ubergab, so davon geschehen worden, wie auch die Ueberlieferung der Kleidungs = Stücken, und andern mit ihm gefundenen Effekten bewähren; man muß die Umstände der Zeit, und des Orts, wo es niedergelegt wurden, anziehen.

Der zweyte Theil gehöret ganz dem Civilstands = Beamten; er muß das Alter anzeigen, welches er glaubt, daß das Kind habe, das Geschlecht zu dem es gehört, die Namen die er ihm giebt, und endlich die Civil = Obrigkeit, welcher er es überliefern läßt. **

La loi ne parle pas ici de témoins, il semble dès-lors qu'elle n'impose pas au déclarant l'obligation d'en produire, et qu'elle ne donne pas à l'officier de l'état civil le droit d'en exiger. Il serait cependant plus prudent d'y en appeller.

Les art. 37, 38 et 39 portent que les témoins doivent être produits par les personnes intéressées; qu'il doit être donné lecture de l'acte aux témoins, et que ces témoins doivent signer l'acte, si cela est possible.

Ces trois articles ne sont placés ni au chapitre des naissances, ni en ceux des mariages et décès; ils se trouvent dans le chapitre I. qui est uniquement destiné à établir les dispositions générales, d'où il faut nécessairement conclure qu'ils doivent s'appliquer à tous les actes qui ne contiennent pas d'exceptions particulières.

Or, l'article 58 n'exclut pas la présence des témoins, conséquemment il doit être entendu dans le sens de la règle générale qui établit la présence des témoins, lors de la rédaction des actes de l'état civil.

A l'appui de cette opinion. je citerai ce qui a été dit au Conseil d'État, lors de la discussion de cet article.

“ M. Thibaudeau dit qu'il faut toujours

Das Gesetz spricht hier nicht von Zeugen; es scheint daher, daß es nicht dem Deklarirenden die Verpflichtung deren vorzuführen auferlege, und daß es dem Civilstands - Beamten, das Recht deren zu fordern nicht gebe. Es würde jedoch klüger seyn Zeugen beyzurufen.

Die Artikeln 37, 38, und 39 lauten, daß die Zeugen von den interessirten Personen vorgeschührt werden müssen, daß denen Zeugen der Akt vorgelesen werden solle, und daß die Zeugen, wenn es möglich ist den Akt zu unterzeichnen haben.

Diese drey Artikeln kommen weder im Kapitel der Geburten, noch in jenen der Heurathen und Sterbfälle vor; sie befinden sich aber in dem Kapitel der allein dazu bestimmt ist, die allgemeinen Verfügungen festzusetzen, woraus nöthigerweise geschlossen werden muß, daß sie auf alle Akten, die keine besonderen Ausnahmen enthalten, anzuwenden sind.

Nun der Artikel 59 schließt nicht die Gegenwart der Zeugen aus folglich muß er in dem Sinne der allgemeinen Regel, welche die Gegenwart von Zeugen bey der Verfertigung der Civilstands - Akten, festsetzet, verstanden werden.

Zur Unterstützung dieser Meinung, werde ich jenes anführen, was im Staats - Rathe bey der Berathschlagung über diesen Artikel gesagt wurde.

„ Herr Thibaudeau sagt, daß man immer dahin kommen muß, die Deklarirenden, welche die

“ en revenir à distinguer les déclarans qui
“ attestent le fait de la naissance et l'ori-
“ gine de l'enfant, et les témoins appelés
“ pour donner à l'acte la forme solennelle.

Une pareille raison suffit pour démontrer que, dans tous les actes de l'état civil, il y a nécessité de produire des témoins.

(*Voyez le modèle no. IV*)

Mention de l'acte de naissance d'un enfant né pendant un voyage de mer.

(*Art. 59. et 60. du Code Napoléon.*)

Dans les cas où un enfant naît pendant un voyage maritime, la loi indique le mode de constater son état, mais cet acte n'est pas du ressort de l'officier de l'état civil. Ce dernier est seulement tenu de transcrire sur les registres de l'état civil l'expédition que lui aura adressée le ministre de la marine.

Cette transcription doit être précédée d'un procès-verbal sommaire et explicatif de la cause en vertu de laquelle elle a été faite.

(*Voyez le modèle no. V.*)

“ Thatsache der Geburt, und des Ursprungs des
“ Kindes besättigen, und die um dem Akte eine
“ feyerliche Form zu geben, beygerufenen Zeu-
“ gen, zu unterscheiden.

Ein ähnlicher Grund ist genug um zu beweisen,
daß es in allen Akten des Civilstandes nöthig
seye, Zeugen vorzuführen.

(Siehe die Formel No. IV)

Erwähnung der Geburts-Urkunde eines wäh-
rend einer See- = Reise geborenen Kindes

(Art. 59 und 60 des Codex Napoleon)

Im Falle, ein Kind während einer See- = Reise
geboren wird, das Gesetz zeigt die Weise, seinen
Stand zu bewähren, an, aber ein solcher Akt ist
nicht vom Wirkungskreis des Civilstands- = Be-
amten. Dieser letzte ist nur gehalten, auf den
Registern des Civilstandes den Aufsatz, welchen
ihm der Marin- = Minister eingeschickt haben wird,
einzuschreiben.

Dieser Übertragung muß ein kurzgefaßtes, und
erklärendes Protokoll über die Ursache, warum
sie gemacht wurden, voraus gehen.

(Siehe die Formel No. V)

CHAPITRE III.*Des actes de mariage.*

C'EST ici la partie la plus difficile de l'état civil, et il faut convenir qu'elle mérite autant d'attention de la part de celui qui en est chargé, qu'elle est importante par elle-même.

On peut dire que les actes de mariage présentent en général un écueil bien dangereux aux officiers de l'état civil, et il est très peu de ces actes sur lesquels il n'y ait pas quelques reproches à faire à ceux qui les ont rédigés.

Les formalités prescrites par la loi sont ici très-multipliées, les espèces très-variées.

Pour la formation de ce nœud sacré, le législateur s'est montré non difficile, mais soigneux. Il n'a pas voulu présenter des entraves, mais bien établir des mesures de précaution.

Par la publicité, il a fourni un obstacle invincible à la fraude; en prescrivant des délais et des lenteurs, il donne à la réflexion

Drittes Kapitel.

Von den Heuraths = Urkunden.

Dieser ist der schwerste Theil des Civilstandes, und man muß übereinkommen, daß er eben soviel Aufmerksamkeit von Seite desjenigen, der damit beauftraget ist, erfordert, als er in sich selbst wichtig ist.

Man kann sagen, daß die Heuraths = Urkunden im allgemeinen eine recht gefährliche Klippe den Civilstands = Beamten darstellen, und es giebt sehr wenige solcher Akten, über denen nicht einige Vorwürfe den Personen, die sie verfaßt haben, zu machen wären.

Die vom Gesetze vorgeschriebenen Formalitäten sind hier sehr vervielfacht, und die Gattungen sehr verschieden.

Zur Verknüpfung jenes heiligen Bandes, hat sich der Gesetzgeber nicht hart, aber bekümmert gezeigt. Er hat nicht Beschwerlichkeiten vorstellen, aber Vorsicht = Maßregeln bestimmen wollen.

Durch die Oeffentlichkeit hat er ein unüberwindliches Hinderniß wider dem Betrug verschaffen; da er Zwischenristen und Langwierigkeiten vor-

le temps de calculer les avantages ou les dangers de l'engagement projeté.

Enfin, il a pensé qu'un acte aussi important pour la société devait recevoir le tribut du respect filial et être sanctionné par la puissance paternelle.

L'officier de l'état civil, bien pénétré de la sagesse des motifs qui ont dirigé le législateur, doit demeurer convaincu qu'aucunes des formalités qui sont ordonnées ne peuvent être oubliées ou négligées. Il les fait remplir exactement, sinon il refuse son ministère.

Des opérations préalables à l'acte du mariage.

(Art 63 du Code Napoléon.)

La loi exige des opérations préalables à la célébration du mariage, ce sont les publications. Elles instruisent les particuliers de la convention faite entre les familles; elles avertissent ceux qui auraient droit et intérêt d'y former opposition.

Sous ce double rapport, les devoirs de l'officier de l'état civil deviennent aussi délicats à remplir, qu'ils sont précieux pour les personnes à qui la clandestinité pourrait être préjudiciable.

C'est le cas de placer ici quelques observations préliminaires sur la conduite de l'offi-

Schreibt, so giebt er der Überlegung Zeit, die Vortheile, oder die Gefahren der projektirten Verbindung zu berechnen.

Endlich hat er gedacht, daß ein für die Gesellschaft so wichtiger Akt, das Tribut der kindlichen Ehrfurcht erhalten und durch die väterliche Macht begründet werden mußte.

Der Civilstands-Beamte, von der Weisheit der Gründe, welche den Gesetzgeber geleitet haben, wohl durchdrungen, muß überzeugt bleiben, daß keine der angeordneten Formalitäten vergessen, oder vernachlässiget werden könne; Er läßt sie genau vollziehen, sonst versagt er sein ämtliches Zuthun.

Von den, der Heuraths- Urkunde, vorläufigen Handlungen.

(Art 63 des Codes Napoleon.)

Das Gesetz erfodert, vor der Feyerung der Heurath vorläufige Handlungen; es sind die Verkündigungen. Sie unterrichten die Leute über den zwischen den Familien, gemachten Vertrag; sie benachrichtigen diejenigen, welche ein Recht und Interesse hierinn einen Einspruch zu machen hätten.

In dieser doppelten Hinsicht, werden die Pflichten des Civilstands-Beamten eben so fitzellig zur Erfüllung, als sie vom Werth für die Personen sind, denen die Heimlichkeit schädlich werden könnte.

Es ist der Fall allhier einige Einleitungs-Be-

cier de l'état civil, lorsqu'il est requis de faire des publications.

Doit-il déférer de suite à la demande qui lui est faite ?

Na-t-il rien à examiner auparavant ?

La loi est muette sur ce point, dans tous les articles relatifs aux publications; mais son silence doit être interprété d'après ses dispositions au titre du mariage.

Ce nœud sacré est principalement fondé sur l'obéissance filiale et sur la puissance paternelle, comme je l'ai déjà fait observer. Ce principe, une fois reconnu, doit expliquer tous les doutes, toutes les incertitudes. En le prenant pour règle de sa conduite, l'officier de l'état civil est assuré de ne pas donner dans l'erreur.

Je mets en fait qu'il est des cas où l'officier de l'état civil doit refuser de déférer à la réquisition qui lui est faite de publier un mariage.

Le droit du requérant est alors paralysé par le refus du fonctionnaire public; mais ce refus ne peut être que l'effet d'un obstacle fondé sur le vœu de la loi.

Si, par exemple, un jeune homme qui n'aurait pas atteint l'âge de vingt-cinq ans,

merkungen über das Benehmen des Civilstands-Beamten, wann er, um Aufgebote zu machen, angesprochen wird, einzurufen.

Soll er also gleich dem Begehren, das ihm gemacht wird, willfahren?

Har er nichts vorher zu untersuchen?

Das Gesetz ist über diesen Punkt in allen das Verkündenden betreffenden Artikeln stumm, aber sein Stillschweigen muß nach seinen im Titel der Heurath enthaltenen Verfügungen ausgelegt werden.

Das heilige Band ist hauptsächlich auf den kindlichen Gehorsam, und auf die väterliche Macht, wie ich es schon habe beobachten lassen, gegründet; Dieser Grundsatz wenn er einmahl anerkannt ist, muß alle Zeifeln und alle Ungewisheiten erklären; der Civilstands-Beamte ist versichert, wenn er ihn zur Richtschnur seines Verfahrens nimmt, daß er nicht in Irthümer verfallen wird.

Ich nehme als Thatsache an, daß es Fälle gebe, wo der Civilstands-Beamte, dem Ansuchen, das ihm zur Verkündigung einer Heurath gemacht wird, zu willfahren sich weigern muß.

Das Recht des Requirenten ist alsdann durch die Verweigerung des öffentlichen Beamten gelähmt; aber diese Versagung kann nur die Wirkung eines auf den Wunsch des Gesetzes gegründeten Hindernisses seyn.

Wenn zum Beyspiel ein junger Mensch, der

venait seul requérir l'officier de l'état civil de publier son mariage, sans représenter le consentement écrit de ses père et mère ou aïeuls et aïeules; s'il ne rapportait, à défaut de ce consentement, des actes authentiques qui établiraient leur décès ou leur absence; l'officier de l'état civil devrait alors se refuser à faire les *publications* requises; parceque la même déférence, la même obéissance doivent être observées dans les actes préliminaires, comme pour la célébration même du mariage.

Le fonctionnaire public ne peut point approuver l'outrage, la violation faite aux droits de la puissance paternelle. Tant qu'elle n'a pas prononcé sa volonté, elle est censée n'avoir pas été consultée. Hors les cas prouvés et reconnus du décès des ascendans, la main de l'officier de l'état civil doit rester inactive, et sa bouche muette pour tout ce qui est relatif aux publications et aux mariages.

L'opinion que je donne ici me paraît être bien fondée en raison. Que produiraient en définitive des *publications* faites sans le consentement de ceux qui ont seuls le droit de les requérir? le mariage ne pouvant être fait sans leur aveu, ce serait une tentative inutile.

La complaisance blâmable de l'officier de l'état civil deviendrait le sujet d'un scandale public, et présenterait de la part du futur

noch nicht das Alter von fünf und zwanzig Jahren erreicht hätte, allein käme den Civilstands-Beamten aufzufodern um seine Heurath zu verkündigen, ohne die Einwilligung seines Vaters und Mutter, oder seiner Großväter und Großmütter vorzuweisen, wenn er in Ermanglung dieser Einwilligung, nicht rechtsgültige Akten, die ihren Tod, oder ihre Abwesenheit bezeugen vorbringt, so müßte dießfalls der Civilstands-Beamte, die angesuchten Verkündigungen zu machen, abschlagen; weil die nehmliche Willfähigkeit, und der nehmliche Gehorsam in denen Preliminar-Akten so wie für die Feyerung selbst der Heurath beobachtet werden müssen.

Der öffentliche Beamte kann nicht die an den Rechten der väterlichen Macht geschehene Schmach, und Verlegung gurheissen. So lange sie nicht ihren Willen ausgesprochen hat wird geachtet, daß sie nicht zu Rathe gezogen worden sey. Außer den mit Proben bewiesenen, und anerkannten Fällen des Todes der Ascendenten, soll die Hand des Civilstands-Beamten wirkungslos, und sein Mund für alles, was die Aufgebote, und Heurathen betrifft stumm verbleiben.

Die Meinung, welche ich hier angebe, scheint mir gegründet zu seyn. Was würden endlich Verkündigungen hervorbringen, die ohne der Einwilligung derjenigen, welche allein das Recht sie anzufuchen haben, gemacht worden wären? da die Heurath nicht ohne ihrer Bestimmung geschehen kann, so würde es ein unnützer Versuch seyn.

époux qui se serait permis une telle conduite, l'exemple dangereux de l'irrévérence la mieux caractérisée.

On peut dire ici, pour l'opinion contraire, et toujours dans la vue de favoriser les mariages, que la loi ne prescrit pas littéralement ce devoir à l'officier de l'état civil; que la voie de l'opposition est ouverte à la famille; qu'il peut même arriver, après ce premier pas, que des parens préféreroient renoncer aux motifs qui fondaient le refus qu'ils apportoient à ce mariage, plutôt que de rendre publique une démarche aussi irrespectueuse. Ils paroîtront approuver ce qui a été fait malgré leur volonté. Ils avoueront pour être leur ouvrage [ce qui a eu lieu] peut être à leur insu; ainsi le mariage s'accomplirait.

Cette objection n'est que spécieuse; la réflexion la détruit bientôt.

Où serait l'obéissance que les enfans doivent aux auteurs de leurs jours pendant le cours entier de leur vie? que deviendrait la puissance paternelle? et ce serait un officier public qui aurait, sinon provoqué, du moins facilité par les actes de son ministère une telle désobéissance! Non: le silence de la loi ne doit pas faire présumer qu'elle ait pu permettre un pareil abus.

Au surplus, les publications de mariage sont l'effet d'une convention, et peut-il y en

Die tadelhafte Gefälligkeit des Civilstands-Beamten, würde der Stoff eines öffentlichen Aergernißes werden, und würde von Seite des künftigen Prätigams, welcher sich ein solches Verfahren erlaubt haben würde, das gefährliche Bepfehl einer vollkommen charakterisirten Unehrebarkeit seyn.

Man kann hier für die entgegengesetzte Meinung und immer mit der Absicht die Heurathen zu begünstigen, sagen, daß das Gesetz nicht wörtlich diese Pflicht dem Civilstands-Beamten vorschreibt; daß der Einspruchs-Beg der Familie offen stehe; daß es sich selbst nach jenem ersten Schritte ereignen könnte, daß Eltern lieber, den Beweggründen, welche die, wider die Heurath gemachte Verweigerung gegründet haben, zu entsagen vorziehen werden. als ein so unehrerbartiges Verfahren allgemein bekannt werden zu lassen.

Sie werden den Schein haben, als wenn sie jenes gut hießen, was wider ihren Willen gemacht worden ist. Sie werden jenes als ihr Werk anerkennen was vielleicht ohne ihrem Wissen geschehen ist; und so würde die Heurath vollbracht werden.

Dieser Einwurf ist bloß schwindelbar; die Ueberlegung zerstört ihn alsbald.

Wo wäre der Gehorsam, welchen die Kinder dem Urhebern ihrer Lage durch ihren ganzen Lebenslauf schuldig sind? Was würde die väterliche Macht werden? und es läge ein öffentlicher Beamter, der einen solchen Ungehorsam wo nicht veranlaßt,

avoir de légale, lorsque ceux qui l'ont établie, ne sont pas capables d'en remplir l'objet?

Ce motif de refus me paraît exister encore pour les cas où le fils de famille a atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, et même pour les cas où il a passé sa trentième année

Et en effet, la loi l'oblige de demander par des actes respectueux le conseil de ses père et mère, ou aïeux et aïeules. (*art. 152 et 153. du Code Napoléon.*)

Cette disposition est suffisante sans doute pour faire présumer que les actes respectueux doivent précéder les publications. Il s'agit ici de demander un conseil, et l'on ne peut consulter autrui que sur une chose à faire et non sur une chose faite. A la vérité, les publications ne sont pas l'acte de mariage; mais il faut dire aussi qu'elles prouvent l'existence de la convention. La célébration du mariage n'en est que le résultat, le complément; et il serait ridicule de penser que la loi ait voulu astreindre les enfans à prendre leurs parens pour guides dans une démarche déjà faite. Un acte respectueux, après des publications, me semblerait un outrage; il aurait le caractère du mépris, il n'offrirait plus l'hommage du respect,

wenigstens durch den Akt seines Amtes erleichtert hätte! Nein: das Schweigen des Gesetzes, darf nicht vermuthen lassen, daß es einen ähnlichen Mißbrauch hätte erlauben können.

Ueberdies sind die Heuraths-Verkündigungen die Wirkung eines Uebereinkommens, und kann es deren ächte geben, wenn diejenigen, die sie festgesetzt haben, nicht den Zweck davon zu erfüllen fähig sind?

Diese Ursache einer Verweigerung scheint mir auch in den Fällen zu bestehen, wann der Familiensohn das Alter von fünf und zwanzig vollen Jahren erreicht hat, ja sogar auch, wenn er sein dreißigstes Jahr hinterlegt hat, und in der That das Gesetz verbindet ihn mittelst ehreerbietigen Akten den Rath seines Vaters und Mutter oder Großvaters und Großmutter einzuholen. (Artik. 152 u. 153 des Codex Napoleon.)

Diese Verfügung ist ohne Zweifel hinlänglich, um vermuthen zu lassen, daß die ehreerbietigen Akten denen Aufgeboten vorgehen sollen; Es handelt sich allhier einen Rath zu begehren, und man kann wohl nicht andere über eine schon geschehene, aber wohl über noch zu geschehende Sachen um Rath fragen. Fürwahr sind die Verkündigungen nicht die Heurathsurkunden selbst, aber man muß auch sagen, daß sie das Daseyn der Uebereinkommnung beweisen. Die Feyerung der Heurath ist bloß das Resultat davon, und dessen Erfüllung; es würde lächerlich seyn, wenn man dächte, daß das Gesetz die Kinder dazu habe verhalten wollen, die Eltern zur Rücksicht in einer Land-

Les père et mère, à leur défaut les aïeuls et aïeules, peuvent former opposition au mariage de leurs enfans et descendans, encore qu'ils eussent vingt-cinq ans accomplis. (art. 173 du Code Napoléon.)

Ainsi, le droit de former opposition, lorsqu'il découle de la puissance paternelle, a lieu, quel que soit l'âge du fils de famille, la loi n'y apporte aucune restriction. Il résulte de là nécessairement que l'acte respectueux fait par celui qui serait âgé de plus de trente ans, serait encore un outrage à la puissance paternelle, s'il était fait après les publications. A la vérité, la loi parle du droit de s'opposer, et l'opposition ne peut avoir lieu qu'après les publications; mais il faut convenir aussi que la voie de l'opposition est essentiellement rigoureuse; que tout moyen qui tend à la prévenir, doit être accueilli:

Il est bien naturel de présumer que le père ou l'aïeul qui ne sera instruit du mariage de son fils, qu'après qu'il aura été publié, sans qu'il ait été prévenu par un acte respectueux, se laissera plus facilement entraîner par le désir d'user du droit que la loi lui accorde, et qu'il formera alors l'opposition.

zu nehmen, die schon geschehen ist. Ein ehrerbietiger Akt nach den Verkündungen, würde nur ein Schmach scheinen, den Charakter der Geringschätzung an sich tragen, und nicht mehr das Pfand der Ehrfurcht darbiethen.

Der Vater und die Mutter in Ermanglung aber die Großväter und Großmütter, können wider die Heurath ihrer Kinder und Abkömmlinge, wenn sie auch fünf und zwanzig volle Jahre haben, Einspruch thun. (Art. 173 d. Cod. Napoleon.)

Welch immer auch das Alter des Familiensohns seyn mag, so findet das Recht, Einspruch zu thun, statt, sobald er von der väterlichen Macht herührt; das Gesetz giebt gar keine Beschränkung dazu. Es erhellet nöthigerweise daraus, daß der ehrfurchtsvolle Akt von einem, der älter als dreißig Jahre wäre, auch ein Schmach für die väterliche Macht seyn würde, sobald er nach den Aufgebothen gemacht werden sollte. Das Gesetz spricht für wahr vom Rechte Einwendung zu thun, aber diese Einwendung kann nur damahls statt finden, wann die Verkündigung schon geschehen ist, man muß aber auch zugeben, daß der Weg des Einspruches wesentlich streng ist, und daß alle Mitteln die darauf zielen, ihm vorzukommen, angenommen werden müssen.

Es ist natürlich zu vermuthen, daß der Vater, oder der Großvater, welcher von der Heurath seines Sohnes nur dann unterrichtet seyn wird, wann sie schon ohne daß er mittelst des ehrerbietigen Aktes vorherberichtet worden, bekannt gemacht worden.

*L'enfant naturel non reconnu ou orphelin
doit être accompagné d'un tuteur ad hoc.*

(Art 159 du Code Napoléon.)

Lorsqu'il requiert la publication de son mariage, l'enfant naturel non reconnu ou celui dont les père et mère sont morts, est dans le cas d'éprouver le même refus, s'il n'est accompagné d'un tuteur ad hoc.

*Les ascendans avec leurs descendans et alliés
au même degré ne peuvent être publiés.*

(Art. 161. du Code Napoléon.)

Tout projet de mariage entre des ascendans et descendans légitimes ou naturels et les alliés au même degré est interdit par la loi; il ne peut donc être publié.

*Les frères et sœurs et alliés dans la même
ligne ne peuvent être publiés.*

(Art. 162. du Code Napoléon.)

Il en est de même de ceux qui auraient été convenus entre des frères et sœurs légitimes ou naturels et leurs alliés au même degré.

wäre, sich leicht durch den Wunsch des Rechts; so ihm das Gesetz zuspricht, Gebrauch zu machen, hinreißen ließe, alsdann einen Einspruch zu thun.

Das natürliche nicht erkannte Kind, oder der Waise muß von einem Vormünder *ad hoc* begleitet werden.

(Art. 159 des Codex Napoleon.)

Wenn das natürlich nicht anerkannte Kind, oder jenes, dessen Vater und Mutter gestorben sind, die Verkündung seiner Heurath ansucht, so ist er auch im Fall die nehmliche Verweigerung zu erfahren, wenn er nicht von einem Vormünder *ad hoc* begleitet ist.

Die Ascendenten mit ihren Descendenten, und die in gleichem Grade Verwandten, können nicht aufgebothen werden.

(Art. 161 des Codex Napoleon.)

Aller Heurathsvorschlag zwischen Ascendenten und Descendenten, mögen sie rechtmäßig oder natürlich seyn, und die im nemlichen Grade Verwandten, ist von dem Gesetze untersagt; er darf nicht publiziret werden.

Die Geschwistern, und die Verwandten in nemlicher Linie können nicht aufgebothen werden.

(Art. 162 des Codex Napoleon.)

Es verhält sich ingleichen mit den Heurathsvorschlägen, welche zwischen rechtmäßigen oder natürlichen Geschwistern, und ihren im nemlichen Grade Verwandten einverstanden worden wären.

L'oncle et la nièce, la tante et le neveu ne peuvent être publiés sans dispenses.

(Art. 163. et 164. du Code Napoléon.)

Quant à la prohibition portée au mariage de l'oncle avec la nièce, de la tante avec le neveu, l'officier de l'état civil doit se refuser à en faire les publications, tant qu'il ne lui est pas rapporté une dispense qui lève cet empêchement.

La femme veuve ne peut être publiée avant un délai de dix mois, depuis le décès.

(Art. 228. du Code Napoléon.)

La femme veuve ne peut contracter un second mariage, s'il ne s'est écoulé dix mois révolus depuis le décès de son mari; elle ne peut donc le faire publier, si les dix mois ne sont expirés.

Les époux divorcés ne peuvent être publiés.

(Art 295. du Code Napoléon.)

L'union du mariage une fois dissoute, il n'est plus permis aux époux divorcés de se réunir par un second lien.

Der Oheim und die Nichte, die Ruhme und der Neffe können nicht ohne eigener Erlaubniß verkündet werden.

(Art. 163 und 164 des Codex Napoleon.)

In Hinsicht des Verbots gegen die Heurathen des Oheims mit der Nichte, der Ruhme mit dem Neffen, soll der Civilstands-Beamte so lange sich weigern, davon die Verkündungen zu machen, bis eine Erlaubniß, welche dieß Hinderniß aufhebt, nicht vorgebracht wird.

Das verwittwete Weib kann nicht vor einer Zwischenfrist von zehn Monaten nach dem Tode falle verkündet werden.

(Art. 228 des Codex Napoleon.)

Eine Wittwe darf keine zweyte Ehe eingehen, wenn nicht volle zehn Monate nach dem Absterben ihres Gemahls verfloßen sind; sie kann also selbe nicht verkündigen lassen, bevor die zehn Monate nicht vorüber sind.

Die geschiedenen Eheleute können nicht verkündet werden.

(Art. 295 des Codex Napoleon.)

Wenn einmahl das Ehebündniß aufgelöst ist, wird es denen geschiedenen Gatten nicht mehr erlaubt durch ein zweytes Band sich zu vereinigen.

La femme divorcée ne peut être publiée avant un délai de dix mois depuis le divorce.

(Art. 296. du Code Napoléon.)

La femme divorcée ne peut contracter un second mariage, s'il ne s'est écoulé dix mois révolus depuis son divorce prononcé; elle ne peut donc faire publier son mariage si les dix mois ne sont point expirés.

Ceux qui ont divorcé par consentement mutuel ne peuvent être publiés avant un délai de trois ans, depuis le divorce.

(Art. 297. du Code Napoléon)

Le divorce opéré par consentement mutuel interdit aux deux époux un nouveau mariage avec d'autres personnes, pendant trois ans, depuis la dissolution du premier nœud, donc ils ne peuvent être publiés, si le délai de trois ans n'est point expiré.

L'époux adultère ne peut s'unir avec son complice.

(Art. 298. du Code Napoléon.)

Si le mariage a été dissous pour cause d'adultère, l'époux coupable ne peut, dans aucun délai, être uni avec son complice.

Das geschiedene Weib kann nicht vor einer Zwischenfrist von zehn Monaten nach der Ehescheidung verkündet werden.

(Art. 296 des Codex Napoleon.)

Das geschiedene Weib darf nicht eine zweyte Heurath eingehen, wenn nicht volle zehn Monate nach Aussprechung ihrer Scheidung verfloßen sind, sie kann also nicht ihre Heurath verkünden lassen, wenn die zehn Monate nicht vorüber sind.

Jene, die mit gegenseitiger Einwilligung sich geschieden haben, dürfen vor einer Zwischenfrist von drey Jahren nicht verkündet werden.

(Art. 297 des Codex Napoleon.)

Die mit gegenseitiger Einwilligung geschehene Ehescheidung untersagt denen zwey Gatten eine neue Heurath mit andern Personen, während drey Jahren nach der Auflösung des vorigen Bündnisses zu feiern; sie können daher vor Verlauf von drey Jahren nicht aufgebothen werden.

Der ehebrecherische Gatte darf nicht mit seinem Mitschuldigen verbunden werden.

(Art. 298 des Codex Napoleon.)

Ist die Heurath wegen Ehebruch aufgelöset worden, so kann der schuldige Gatte gar nie in was immer für eine Frist mit der mitschuldigen Person verbunden werden.

Ainsi, dans tous les cas que je viens de rappeler, ou les empêchemens sont seulement momentanés, ou ils sont absolus. Mais quels qu'ils soient, ils sont suffisans pour empêcher les publications; les causes qui prohibent la célébration du mariage, doivent suspendre les actes préparatoires.

J'ai présenté cette série d'observations, parce que j'ai pensé qu'elles découlent naturellement du sens de la loi. Si on veut les attaquer comme n'y étant pas littéralement exprimées, on m'accordera du moins que de pareilles mesures peuvent être avouées par la prudence, et peut être serait-il difficile de prouver qu'elles soient dans le cas de porter aucun préjudice à ceux qui en éprouveraient l'effet.

DES PUBLICATIONS.

Les publications doivent être faites les jours de Dimanche, à huit jours d'intervalle.

(Art. 63. du Code Napoléon)

Deux publications faites, à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison commune, doivent précéder la célébration du mariage.

Ces mots à huit jours d'intervalle et un jour

Es sind also in allen den Fällen, die ich eben erwähnt habe, wahren die Hindernisse entweder nur eine Zeit, oder sie sind absolut. Welch inner sie seyn mögen, so sind sie doch hinlänglich die Verkündungen zu hindern. Die Ursachen, welche die Feyerung der Heurath verbieten, müssen die Vorbereitungsakten aufhalten.

Ich habe diese Reihe Bemerkungen dargestellt, weil ich gedacht habe, daß sie natürlich aus dem Sinn der Gesetze fließen. Wenn man sie darum angreifen will, daß sie nicht wörtlich darin erklärt seyen, so wird man mir doch zulassen, daß ähnliche Maßregeln von der Klugheit und Vorsicht anerkannt und gut geheißen werden können, und vielleicht würde es hart zu beweisen seyn, daß sie im Stande wären, einen Nachtheil denen zuzufügen, die davon die Wirkung gespüren würden.

Von den Aufgeboten.

Die Aufgebote müssen an Sonntagen von acht zu acht Tagen gemacht werden.

(Art. 63 des Codex Napoleon.)

Vor der Feyerung der Heurath müssen zwei Aufgebote, die mit acht Tagen Zwischenfrist an einem Sonntage vor dem Gemeinde-Hause gemacht werden, vorausgehen.

Diese Worte mit acht Tagen Zwischen

de dimanche, ont été entendus diversement par les officiers de l'état civil. Quelques-uns font les publications pendant deux dimanches de suite; il en est d'autres, et le nombre en est peu considérable, qui laissent passer un dimanche entre les deux publications, mais ce délai n'est pas nécessaire, et il suffit que les publications soient faites d'un dimanche à l'autre,

Du lieu où doivent être faites les publications.
(Art. 63. du Code Napoléon)

C'est devant la porte de la maison commune que l'officier de l'état civil est tenu de publier les mariages. Pour exécuter la loi sur ce point, il faut que la chose soit possible; il faut qu'il y ait une maison commune. Dans beaucoup de villages, il ne s'en trouve pas; quelques officiers de l'état civil ont adopté l'usage de faire ces publications devant la porte de la maison du maire, d'autres devant celle de l'officier de l'état civil, quoiqu'il ne fût qu'adjoint; il en est aussi quelques-uns qui les ont faites devant la porte de l'église

Toutes ces mesures sont irrégulières; mais à défaut de maison commune, il faut pourtant choisir un autre endroit, plutôt que de ne pas publier les mariages. Ainsi donc réduit à la nécessité de faire l'option du lieu, je

frist und an einem Sonntage sind verschiedentlich von den Civilstands-Beamten verstanden worden; einige machen zwey Aufgebote an zwey aufeinander folgenden Sonntagen, und es giebt wiederum andere, dessen Anzahl zwar unbedeutend ist, die einen Sonntag zwischen den zwey Verkündungen verstreichen lassen, aber diese Zwischenfrist ist nicht nothwendig, und es ist genug, wenn die Verkündungen von einem Sonntag zum andern gemacht werden.

Von dem Orte, wo die Aufgebote gemacht werden müssen.

Der Civilstands-Beamte ist gehalten die Heurathen vor dem Gemeindehause zu publiziren. Um das Gesetz in diesem Punkt vollziehen zu können, muß die Sache erst möglich seyn. Es muß ein Gemeindehaus geben. In mehreren Dörfern befindet sich aber keines. Einige Civilstands-Beamte haben den Gebrauch die Verkündungen vor der Wohnung des Maire zu machen, andere vor jener des Civilstands-Beamten, wenn er auch bloß Adjunkt ist; es giebt auch einige, die sie vor dem Kirchenthore machen.

Alle diese Verfügungen sind unregelmäßig, aber in Ermanglung eines Gemeindehauses, muß doch lieber ein anderer Ort gewählt werden, als daß man die Heurathen gar nicht verkünden solle. Wenn ich zur Nothwendigkeit der Wahl-

Penserais qu'elles doivent être publiées deux fois : devant la porte de l'église, d'abord ; cest ordinairement la place la plus fréquentée d'une commune ; la foule y est toujours considérable, à l'issue des offices divins : c'est un moyen simple et facile de donner toute la publicité possible à un acte de cette importance.

Je penserais aussi qu'elles doivent être répétées devant la porte de la maison du maire. C'est là que réside celui qui est revêtu de l'autorité : à défaut de maison commune, la sienne devient le dépôt des lois ; elle renferme les archives de la commune.

Quant à l'usage introduit par quelques officiers de l'état civil, de faire les publications devant la porte de leur maison lorsqu'ils sont seulement adjoints, je suis loin d'adopter cette mesure.

L'autorité locale réside essentiellement dans la personne du maire : l'adjoint n'est, pour ainsi dire, établi que pour le suppléer. Hors les cas de suspension, maladie ou absence, l'adjoint est seulement un collaborateur. Enfin, si le maire pouvait se livrer seul à toutes les opérations qui lui sont confiées, l'adjoint n'aurait qu'un titre honorable mais nullement le droit de s'ingérer dans l'administration des affaires de la commune.

Meinung eines Ortes zezwungen wäre, so dächte ich, daß sie zweimal verkündet werden sollten, und zwar am ersten vor dem Kirchenthore; dieser ist gewöhnlich der Platz, welcher in einer Gemeinde am meisten besucht wird; es giebt immer allda nach dem Gottesdienste eine Menge Leute versammelt. Es ist ein leichtes und einfaches Mittel um einem Akt von solcher Wichtigkeit alle mögliche Deffentlichkeit zu geben.

Ich meine, man sollte sie auch vor dem Hausthore des Mairs wiederholen; dort ist es, wo derjenige residiret, der mit der obrigkeitlichen Macht bekleidet ist. In Ermanglung eines Gemeindeganges wird das feintze zum Depositorium der Gesetze; es enthält das Archiv der Gemeinde-

In Betreff des, von einigen Civilstands-Beamten eingeführten Gebrauchs die Verkündungen vor ihrem Hausthore zu machen, wenn sie bloß Adjunkten sind, bin ich wohl entfernt eine solche Handlung zu genehmigen.

Die Ortsobrigkeit besteht wesentlich in der Person des Mairs: der Adjunkt ist nur, so zu sagen, eingesetzt um dessen Stelle zu vertreten. Außer dem Falle der Absetzung, Krankheit oder Abwesenheit, ist er bloß ein Mitarbeiter. Wenn endlich der Maire sich allein allen Geschäften, die ihm anvertraut sind, widmen könnte, so würde der Adjunkt nur mehr einen ehrenvollen Titel, aber kein Recht, sich in den Verwaltungsgeschäften der Gemeinde zu mengen haben.

Comment les publications doivent être faites.

La simple lecture d'un acte ou d'une loi faite devant la porte de la maison commune, par un maire ou adjoint, seul, sans aucun appareil, sans être annoncé par quelques signes propres à appeler, et faire rassembler les habitans, n'est pas une publication.

Il me paraîtrait convenable, pour remplir le vœu de la loi, et publier réellement les mariages, de suivre l'usage établi dans quelques communes,

Ces actes y sont publiés toujours à la même heure, et l'on choisit celle où les habitans sont en grande partie rassemblés sur les places publiques. L'arrivée de l'officier de l'état civil est annoncée par le bruit du tambour, ou le son d'une cloche; chacun se porte alors au lieu où les publications sont faites, et le but de la loi se trouve ainsi parfaitement rempli.

Le législateur a voulu que les publications de mariage fussent faites le dimanche; parce que ce jour étant consacré au repos, les ateliers, et tous les lieux de travail sont déserts. Les citoyens sont alors plus facilement réunis pour entendre ce qu'ils ont intérêt de connaître.

Wie die Verkündungen gemacht werden müssen.

Eine bloße Vorlesung eines Aktes oder eines Gesetzes, die vor dem Thore des Gemeindehauses entweder durch einem Maire oder Adjunkten allein, ohne allem Gepränge, ohne durch einige zur Zusammenberufung der Leute passende Zeichen, angekündigt zu werden, gemacht werden sollte ist keine Verkündigung.

Es scheint mir geziemend zu seyn, um den Willen des Gesetzes zu vollziehen, und wirklich die Heurathen zu verkündigen, dem, in einigen Gemeinden eingeführtem Gebrauche, zu folgen.

Jene Akten werden allda immer um die nehmliche Stunde verkündiget, und man wählt jene dazu, wann die Einwohner in größerer Menge auf den Plätzen sich versammeln. Die Ankunft des Civilstands - Beamten wird durch Trommelrühren, oder mit einem gewissen Glockenzeichen angekündigt; jeder verfügt sich alsdann auf den Ort, wo die Verkündungen gemacht werden, und der Zweck des Gesetzes ist auf diese Art vollkommen erfüllt.

Der Gesetzgeber wollte, daß die Heurathsaufgebote an einem Sonntage geschehen; und dieß weil jener Tag der Ruhe geweiht ist. Die Felder, die Werkstätte, und überhaupt alle Arbeitsorte sind wüste. Die Leute können alsdann leichter um das anzuhören, was sie zu erfahren ein Interesse haben können versammelt werden.

Si les moyens d'exécution, les mesures de détail ne sont pas indiqués dans la loi, c'est au fonctionnaire public qu'il appartient de les choisir dans le sens le plus propre à arriver au but que le législateur s'est proposé d'atteindre.

De ce qui doit être contenu dans les actes de publications.

(Art. 63. du Code Napoléon.)

L'officier de l'état civil doit dresser acte de la publication qu'il fait; et il faut que cet acte énonce les prénoms, noms, professions, âge et domiciles des futurs époux, leur qualité de majeurs, ou de mineurs, et les prénoms, noms, professions, âge et domiciles de leurs pères et mères; il doit en outre énoncer les jours, les lieux et heures où les publications ont été faites; il est même à propos qu'il déclare si la publication est faite pour la première ou seconde fois.

Un registre coté et paraphé comme les autres est uniquement destiné à la transcription de ces actes; il doit aussi être déposé chaque année au greffe du tribunal de l'arrondissement.

Wenn die Wege der Ausübung, und die umständlichen Maaßregeln nicht im Gesetze angezeigt sind, so steht es dem öffentlich Amtirenden zu, selbe in dem Sinne herauszusuchen, welcher am besten zu dem, vom Gesetzgeber vorgenommenen, Ziele, zu gelangen am passendsten ist.

Von dem Inhalte der Verkündigungs-Acten.

(Art. 63 des Codex Napoleon)

Der Civilstands-Beamte soll einen Akt über die Verkündigung, die er macht, aufsetzen; und dieser Akt muß Vor- und Zunamen, Gewerbe, Alter, und Wohnort der künftigen Gatten, ob sie volljährig, oder minderjährig, dann Vor- und Zunamen Gewerbe, Alter, und Wohnort ihrer Eltern, anführen; er muß überdieß den Tag, Stund, und Ort der Verkündigung anzeigen; es ist auch zweckmäßig, daß selber erkläre, ob diese Verkündigung zum ersten oder zweyten mahl geschehen seye.

Zur Einschreibung dieser Acten ist ein eigenes wie die andern cotirtes, und paraphirtes Register bestimmt; es muß auch alle Jahre in die Kanzley des Bezirks-Gerichtshofes hinterlegt werden.

Mode de rédaction d'un acte de publication.

La rédaction de cet acte est très-facile.

L'officier de l'état civil déclare d'abord que, sur la réquisition qui lui a été faite par les personnes qui se sont, en effet, présentées devant lui, et qu'il désigne par leurs prénoms, noms, âge, domicile et professions, à l'effet de réclamer la publication du mariage des futurs qu'il désigne également par leurs prénoms, noms, professions, âge, domiciles et leur état de majorité ou de minorité; il a, en conséquence, le dit jour, fait la première ou seconde publication devant la porte de la maison commune; qu'acte en a été dressé par lui et qu'un extrait de cet acte a été affiché conformément à la loi.

(Voyez au surplus les modèles sous les numéros, VI, VII, VIII, IX, X, XI et XII.)

De ce qui doit être contenu dans l'extrait de l'acte de publication.

(Art. 64, du Code Napoléon.)

L'extrait doit être très-concis; mais il faut qu'il exprime tout ce qui peut servir à désigner parfaitement les parties.

Weise zur Verfassung eines Aufgebots-Actes.

Die Verfassung dieses Aufgebots ist gar leicht.

Der Civilstands-Beamte deklariret zuvörderst, daß er, auf das Ansuchen der Personen, welche in der That, sich ihm vorgestellt haben, (er leiht allda ihren Vor- und Zunamen, Alter, Wohnort, und Gewerbe an) um die Verkündigung der Heurath der künftigen Gatten, (welche er ebenfalls mit Vor- und Zunamen Alter, Gewerbe, Wohnort und als Voll- oder Minderjährig bezeichnet) zu begehren, an eben demselben Tage vor dem Thore des Gemeinde-Hauses die erste, oder zweite Verkündigung gehalten habe; daß hierüber vom ihm ein Akt aufgesetzt, und ein Extract dieses Actes den Gesetzen gemäß angeschlagen worden seye.

(Siehe übrigens die Formeln No. VI, VII, VIII, IX, X, XI, und XII.)

Von dem Inhalte des Extractes einer Verkündigung-Actes.

(Art. 64 des Codex Napoleon)

Solcher Extract muß sehr bündig seyn, aber auch alles ausdrücken, was zur vollständigsten Bezeichnung der Partheyen dienen kann.

Er kann in folgenden Ausdrücken verfaßt werden:

Il peut être rédigé dans les termes suivants.

“ Il y a promesse de mariage entre Fran-
 “ çois Müller, Charron, habitant de la com-
 “ mune de Laybach, fils majeur de Pierre
 “ Debman, Jardinier, habitant de la même
 “ commune, et de Thérèse Cramer, son épouse;
 “ Et Judithe Drieberg, couturière, habitante
 “ de la commune de Saint Martin, fille
 “ majeure de Joseph Drieberg, laboureur, et de
 “ Denise Huber, son épouse, habitans de la
 “ même commune.

“ Cette, promesse de mariage a été pu-
 “ bliée et affichée ce jourd'hui 1er. Janvier
 “ 1812, pour la première (ou pour la seconde)
 “ fois. “

Dans le cas où il aurait été accordé des dispenses pour la seconde publication, il faut ajouter:

“ Cette promesse de mariage ne sera pu-
 “ bliée qu'une fois, à raison des dispenses
 “ qui ont été obtenues. “

Ce mode, quoique très-simple, peut servir de cadre pour tous les cas: sauf quelques changemens légers.

“ Es obwaltet ein Heurathsversprechen zwi-
“ schen Franz Müller, Wagner, Insaß der
“ Gemeinde Laibach, ältester Sohn des Pe-
“ ter — — — Gärtner, Inwohner ebender-
“ selben Gemeinde, und der Theresia Kra-
“ mer seiner Ehefrau.

“ Und der Judita Drieberg, Náh-
“ berinn, Insaßin der Gemeinde St. Mar-
“ tin, — — — — Tochter des Joseph
“ Drieberg, ganzer Hübler, und der Ursu-
“ la Hüber seiner Ehegattin, ebenfalls In-
“ wohnerinn besagter Gemeinde.

“ Dieß Heurathsversprechen ist verkündigt
“ und heute den ersten Jänner 1812 zum
“ erstenmahl (oder zum zweytenmahl) ange-
“ schlagen worden.“

Im Falle eine Erlaubniß zur Unterlassung der
zweyten Verkündigung gestattet worden wäre,
muß folgendes noch hinzugefüget werden:

“ Dieß Heurathsversprechen wird nur ein-
“ mahl, der eigenen dazu erhaltenen Erlaubniß
“ zu Folge, aufgebothen.“

Diese, obgleich sehr einfache Weise, kann als
Muster für alle Fälle, bis auf einige geringe Ab-
änderungen dienen.

Du temps pendant lequel les extraits doivent rester affichés.

(Art. 64. du Code Napoléon.)

Les extraits doivent rester affichés pendant l'intervalle prescrit entre les deux publications.

Il est nécessaire que l'officier de l'état civil prenne des mesures pour que pareille affiche ne soit pas enlevée.

Si elle est simplement collée contre un mur, elle peut facilement en être détachée par diverses causes ; les vents, la pluie, des personnes mêmes peuvent la faire disparaître, il faut donc la mettre à l'abri de tous accidens.

Plusieurs officiers de l'état civil ont eu la précaution d'établir devant la porte de la maison commune des tableaux grillés et fermant à clef. Cette mesure est très-propre à conserver les affiches qui se trouvent ainsi hors de toute atteinte.

Je ne puis qu'engager les maires et adjoints à faire usage de ce moyen.

Über die Zeit, wie lang die Extrakte angeschlagen bleiben müssen.

(Art 64 des Codex Napoleon)

Die Extrakte müssen während der ganzen Zwischenzeit von einer Verkündung zur andern angeschlagen bleiben.

Es ist nothwendig, daß der Civilstands-Beamte Maßregeln nehme, daß ähnliche Anschlagzetteln nicht abgenommen werden.

Wenn es bloß an die Wand gepappt ist, so kann es leicht aus verschiedenen Ursachen wegkommen; der Wind, der Regen, selbst Personen können ihn verschwinden machen, man muß ihn also in einem gegen allen Zufällen beschützten Orte anschlagen.

Mehrere Civilstands-Beamte haben die Vorsicht gebraucht, vor dem Thore des Gemeinde-Hauses mit Gitter vermachte, und mit einem Schloße versehene Rahmen anzumachen. Diese Maßregel ist sehr dazu geeignet die Anschlagpapiere zu erhalten, weil ihnen auf diese Art nicht zugegangen werden kann.

Ich kann bloß die Mairs und Adjunkten dazu anrathen, dieses Mittels sich zu gebrauchen.

*Les actes de publication doivent être conformes
et entiers.*

(*Art. 63. du Code Napoléon.*)

Les actes des deux publications doivent être conformes; il faut que le second soit aussi explicatif, aussi entier que le premier. J'ai cependant vérifié beaucoup de registres dans lesquels j'ai remarqué que l'acte de la seconde publication n'était qu'un simple extrait de celui qui l'avait précédé.

La loi n'admet pas cette différence; elle exige un acte à chaque publication, et un acte n'est pas un extrait.

On voit bien que c'est uniquement pour abrégé leur travail que plusieurs officiers de l'état civil ont adopté cet usage. Mais le meilleur moyen d'abrégé les actes n'est pas d'omettre les mots qui y sont nécessaires, mais bien plutôt de n'y rien insérer d'inutile.

*De l'époque à laquelle il est permis de célébrer
le mariage.*

(*Art. 64. du Code Napoléon.*)

Le mariage ne doit être célébré que deux jours après la dernière publication, c'est-à-dire, le troisième jour; ainsi, il ne peut jamais

Die Verkündungs-Akten sollen gleichlautend,
und vollständig seyn.

(Art 63 des Codex Napoleon)

Die Akten beyder Verkündungen müssen gleichlautend seyn; der zweyte soll eben so vollständig, als der erste seyn. Ich habe dennoch viele Register zu untersuchen gehabt, allwo ich bemerkte, daß der Akt der zweyten Verkündung ein bloßer Auszug des vorhergehenden war.

Das Gesetz läßt diesen Unterschied nicht zu; es fodert einen Akt für jedes Aufgebot, und ein Akt ist kein Auszug.

Man sieht wohl, daß bloß um die Arbeit abzukürzen, mehrere Civilstands - Beamte diesen Gebrauch angenommen haben. Die beste Art aber die Akten abzukürzen besteht nicht darin, daß man die Worte, die darinn nothwendig sind, ausläßt, aber wohl eher, daß man nichts unnützes hinzusetzt.

Wann es erlaubt seye die Heurath zu feyern.

(Art 64 des Codex Napoleon.)

Die Heurath darf erst zwey Tage nach der letzten Verkündung, das heißt den dritten Tag gefeyert werden; sie kann also nie vor dem ersten

avoir lieu avant le premier mercredi qui se trouve après le dimanche, jour auquel a été faite la seconde publication.

Les officiers de l'état civil sont en général peu rigoureux sur l'exécution de cet article.

C'est ordinairement le mardi que se font les mariages, et le troisième jour n'est cependant pas encore arrivé.

Peines, contre ceux qui n'observent pas les délais.
(Art. 192 du Code Napoléon.)

L'inobservation des délais prescrits par la loi, entraîne avec elle des peines contre l'officier de l'état civil et contre les parties. Le premier doit être condamné à une amende de trois cents francs, les autres personnes qui ont concouru à cet acte sont dans le cas de supporter une amende proportionnée à leur fortune.

Il ne peut jamais y avoir d'exception à cette règle. Je suis même loin de penser qu'il faille y déroger dans les cas où le Gouvernement a cru devoir accorder des dispenses de la dernière publication.

Voici les termes dans lesquels est conçu l'article 64: " Le mariage ne pourra être célébré avant le troisième jour depuis, et non compris, celui de la seconde publication.

Mittwoch der auf dem Sonntag, wann der zweyte Aufgebot geschehen ist, folgt, statt haben.

Die Civilstands-Beameen sind überhaupt wenig strenge bey Erfüllung dieses Artikels.

Gewöhnlich werden die Heurathen am Dienstage schon gefeyert, wo doch der dritte Tag noch nicht angekommen ist.

Strafen wider diejenigen, welche diese Zwischenfrist nicht beobachten.

(Art 192 des Codex Napoleon)

Die Nichtbeobachtung der vom Gesetze vorgeschriebenen Zeitfristen zieht Strafen, sowohl für den Civilstands-Beamten, als für die Partheyen, nach sich. Der erste muß zu einer Geldbuße von dreyhundert Franks, die andern Personen aber, welche zum Akte mitgewirkt haben, zu einer, ihrem Vermögen verhältnißmäßigen Geldstrafe, verurtheilt werden.

Es kann in keinem Falle eine Ausnahme dieser Regel statt finden. Ich bin selbst entfernt zu denken, daß man davon abgehen dürfe, wann die Regierung für gut befunden hat eine Entbindung der letzten Verkündigung zu bewilligen.

Hier sind die Worte des 64ten Artikels:

“ Die Heurath darf nicht vor dem dritten Tage nach jenem der zweyten Verkündigung, diesen mitgerechnet, gefeyert werden.

Le délai est absolument déterminé par cet article, soit que la seconde publication soit faite ou qu'elle n'ait pas lieu; d'ailleurs les dispenses ne portent que sur la publication et non sur les délais.

Du délai pendant lequel les publications sont valables.

(Art. 65. du code Napoléon.)

Après une année révolue depuis la seconde publication, il faut en faire de nouvelles. Les actes dressés précédemment n'ont d'effet que pendant ce temps.

Des choses qu'il est important de faire connaître aux parties lorsqu'elles se présentent pour demander la publication d'un mariage.

Il est dans les fonctions de l'officier de l'état civil des devoirs établis par la loi, qu'il ne peut se dispenser de remplir. Il en est d'autres qui ne sont pas moins importans; c'est le fonctionnaire public qui se les prescrit lui-même; ils découlent du désir qu'il doit éprouver de procurer à ses concitoyens les plus grands avantages, et de leur éviter tout ce qui leur serait nuisible.

Ce sentiment, digne du caractère dont il est revêtu, le détermine à éclairer ceux qui

Die Zwischenfrist ist durch diesen Artikel absolut bestimmt, es seye dann daß das zweyte Aufgebot geschehe oder nicht; denn die Erledigungen wirken bloß auf die Verkündungen selbst, und nicht auf die Zwischenfristen.

Von dem Zeitraume während welchem die Verkündungen gültig sind.

(Art. 65 des Codex Napoleon.)

Wenn ein volles Jahr nach der zweyten Verkündung verfloßen ist, muß man deren neue machen. Die vorher aufgesetzten Akten haben nur während dieser Frist ihre Wirkung.

Von dem was erheblich ist, den Partheyen sobald sie sich um die Verkündung einer Zeurath melden, bekannt zu machen.

In der Amtirung des Civilstands - Beamten gibt es Pflichten, die von den Gesezen angegeben sind und die er daher zu erfüllen sich nicht entbinden darf. Es giebt andere, welche nicht minder wichtig sind. Der Amtirende schreibt sich selbst diese vor; sie entspringen aus dem Wunsche, den er hegen soll, seinen Mitbürgern die größten Vortheile zu verschaffen, und alles jene, was ihnen nachtheilig seyn könnte, zu vermeiden.

Diese würdige Gesinnung des Charakters, der ihn bekleidet bestimmt ihn dazu, diejenigen, die

requierent son ministère, sur tout ce qu'ils ont à faire.

Il doit, suivant les circonstances, prévenir les parties de la nécessité où elles sont de faire leurs publications dans diverses communes; il doit leur indiquer les personnes dont le consentement est indispensable, si elles sont vivantes, ou, en cas de décès, leur faire connaître l'espèce et le nombre de certificats qui doivent être rapportés; il doit aussi leur désigner ceux de leurs ascendans qui sont appelés par la loi pour suppléer les pères et mères qui sont décédés.

Ce n'est pas le moment de la solennité qu'il faut attendre pour donner ces instructions. Il est même inconvenant de la part de l'officier de l'état civil de différer jusqu'au jour qui doit précéder celui de la célébration du mariage, pour prévenir les futurs des obligations qu'ils ont à remplir. Lorsque tous les apprêts sont disposés pour cette fête de famille, lorsque tous ceux qui doivent y concourir ou y prendre part sont prévenus, le retard qui y serait apporté par l'omission d'une formalité ou le défaut de recherche d'une pièce qu'il serait indispensable de représenter, causerait sans doute un préjudice aux époux et à leurs parens, les affligerait tous, et rendrait onéreuse et pénible une mesure de précaution que la loi n'a introduite

ihn um sein ämtliches Zuthun ersuchen, über alles was sie zu thun haben, Licht zu verschaffen.

Er soll den Umständen gemäß, die Parthyen über die Nothwendigkeit unterrichten, daß sie ihre Aufgebote in verschiedenen Gemeinden bekannt machen lassen sollen; er muß ihnen die Personen anzeigen, deren Einwilligung unumgänglich nothwendig ist, wenn selbe noch leben; im Falle aber sie schon todt wären, die Gattung und Anzahl der Certificate, die vorgewiesen werden müssen. Er muß ihnen auch jene Ascendenten die vom Gesetze um die Stelle der verstorbenen Eltern zu vertreten ernannt sind, bezeichnen.

Man muß nicht den Augenblick der Feyerung selbst erwarten, um jene Instruktionen zu geben. Es ist sogar ungeziemend von Seite des Civilstands-Beamten, es bis auf den Vorabend der Heuraths-Feyerung anstehn zu lassen, die Brautleute über die zu vollziehenden Pflichten zu belehren. Wenn alle Anstalten zu diesem Familienfeste vorbereitet sind, und diejenigen, welche mitwirken oder beywohnen sollen, auf einen bestimmten Tag eingeladen sind, so würde ein Aufschub, durch Unterlassung einer Formalität, oder aus Mangel eines Papiere, welches vorzuzeigen schlechterdings nothwendig wäre, herrührte, ohne Zweifel einen Schaden den angehenden Eheleuten, und ihren Verwandten machen, alle betrüben, und eine Vorsichtsmaßregel, die dem Gesetze nach zum größten Nutzen der sich durch die Heurath

que pour le plus grand avantage de ceux qui s'unissent par le mariage.

Si donc l'officier de l'état civil a donné les instructions convenables aux parens et aux époux, lorsqu'ils sont venus requérir son ministère pour les publications ; s'il leur a indiqué toutes les pièces qui leur sont nécessaires, ils ne peuvent plus imputer qu'à leur propre faute l'obstacle qui les arrête, lorsqu'en refusant de déférer à ses conseils, ils négligent de se procurer ce qu'il leur est indispensable de produire.

Du lieu où doivent être faites les publications.

(Art. 166. du Code Napoléon.)

Les publications doivent être faites au domicile des deux époux.

Ainsi, lorsqu'ils ne sont pas domiciliés dans le même lieu, l'officier de l'état civil doit avertir les futurs de cette disposition de la loi.

Il ne peut faire la célébration tant que cette obligation n'est pas remplie: j'ai cependant vu des actes de mariage faits entre des personnes domiciliées dans deux communes différentes, quoiqu'il n'y eût de publications que dans celle où résidait l'un des époux: j'aurai même occasion de citer l'exemple d'un ma-

verbindenden Personen eingesetzt worden, zu einer Last und Beschwerde machen.

Wenn also der Civilstands-Beamte die geziemenden Belehrungen den Verwandten, und den Brautleuten, die sich für die Verkündigung gemeldet haben, geleistet, und ihnen alle nothwendigen Papiere angegeben hat, so können sie alsdann bloß sich selbst aller Hindernissen, die sie aufhalten würden, Schuld geben; indem sie seinem Rath nicht gefolgt, und sich jenes zu verschaffen vernachlässiget haben, was unentbehrlich ist.

Wo die Verkündungen geschehen sollen.

(Art. 166 des Codex Napoleon)

Die Verkündungen müssen im Wohnorte eines jeden der Gatten geschehen.

Der Civilstands-Beamte soll also die Brautleute, wenn sie nicht im nehmlichen Orte sesshaft sind, über diese Verfügung des Gesetzes unterrichten.

Er kann die Feyerung so lange als diese Pflicht nicht vollzogen worden, nicht vornehmen. Ich habe Heurathsurkunden von zwey in verschiednen Gemeinden wohnhaften Personen gesehen wovon die Verkündungen nur in jener gemacht worden sind, wo der eine der Gatten sesshaft war. Ich werde Gelegenheit haben das Veyerspiel einer Heurath anzuführen, welche zwar we-

riage qui a été déclaré nul par d'autres motifs, mais qui n'eût pas été contracté si l'officier de l'état civil eût exigé des publications dans les deux domiciles des futurs; et sa dissolution n'aurait pas porté l'affliction dans le sein de deux familles.

Les cas les plus ordinaires dans lesquels on remarque l'omission de cette formalité; sont ceux où l'un des époux est venu résider *seulement depuis six mois* dans le lieu habité par l'autre époux; les parties et quelques officiers de l'état civil considèrent ce délai comme suffisant pour donner le domicile, et ils se bornent, à tort, à la publication qui est faite dans cette commune.

La loi a posé une règle bien différente.

“ Si le domicile n'est établi que par six
 “ mois de résidence, les publications seront
 “ faites en outre à la municipalité du der-
 “ nier domicile. “

(*Art. 167. du Code Napoléon.*)

Il faut bien distinguer le domicile relativement aux droits civils d'avec celui qui est nécessaire pour le mariage.

Pour acquérir le premier, il suffit d'une

gen andern Ursachen nichtig erklärt worden ist, aber nie geschehen wäre, wenn der Civilstands-Beamte Aufgebote in beyden Wohnorten der zwey Gatten erfordert hätte; diese Heuraths-Auflösung hätte nicht so viel Betrübniß im Schoße der zwey Familien gebracht.

Die gewöhnlichsten Fälle, wo man die Unterlassung dieser Formalität bemerkt, sind jene, wann der eine der Gatten erst seit sechs Monaten sich in dem vom andern Gatten bewohnten Orte ansäßig gemacht hat. Die Partheyen, und einige Civilstands-Beamte sehen diese Frist als hinlänglich an, um den Wohnsiß zu geben, und begnügen sich mit der Verkündigung, die in dieser Gemeinde geschieht.

Das Gesetz aber hat eine ganz andere Regel vorgezeichnet:

“ Wenn der Wohnsiß nur auf einen Aufent-
 “ halt von sechs Monathen gegründet ist, so
 “ müssen die Aufgebote überdieß noch auf der
 “ Municipalität des vorigen Wohnortes gesche-
 “ hen.

(Art. 167 des Codex Napoleon)

Man muß den Wohnsiß in Hinsicht der bürgerlichen Rechte, von jenem, der zu einer Heurath nothwendig ist, wohl unterscheiden.

Um den ersten zu erhalten, ist es genug eine

habitation réelle dans un lieu avec l'intention d'y fixer son principal établissement.

Cette intention se manifeste ou par des déclarations expresses ou par des circonstances.

Mais pour le mariage, il en est autrement. les circonstances, les déclarations sont alors sans effet: six mois même de résidence ne donnent pas un domicile qui dispense celui qui veut se marier, d'être publié à la municipalité où il résidait antérieurement.

Les publications doivent en outre être faites au domicile des personnes dont dépendent les futurs.

(Art. 168. du Code Napoléon.)

Si les futurs ou l'un d'eux se trouvent sous la puissance d'autrui, relativement au mariage, les publications doivent également être faites au domicile des personnes sous la puissance desquelles ils se trouvent. Plusieurs officiers de l'état civil se déterminent, en pareille circonstance, d'après les dispositions de l'art. 372 du Code Napoléon; ils ne font pas attention que l'article que j'ai précédemment cité porte ces mots, *sous la puissance*

wirkliche Wohnung in einem Orte, mit der Willensmeinung allda seinen Hauptsitz aufzuschlagen, zu haben.

Diese Willensmeinung wird an Tag gegeben, entweder mittelst eigener Deklarationen, oder aber durch die Umstände.

Es verhält sich aber anders in Betreff der Heurathen; sowohl die Umstände, als die Deklarationen sind alsdenn ohne aller Wirkung; selbst sechs Monate Aufenthalt gewähren nicht jenen Wohnsitzrecht, welcher den Heurathslustigen entbinden könnte, auch auf der Municipalität, wo er vorher ansäßig war, verkündet zu werden.

Die Aufgebote müssen auch im Wohnorte der Personen von denen die Brautleute abhängen, geschehen.

(Art. 163 de Codex Napoleon.)

Wenn die Brautleute, oder einer aus ihnen unter der Macht von jemand andern in Betreff der Heurath steht, so müssen die Verkündungen gleichfalls auch am Orte geschehen, wo die Personen unter deren Macht er sich befindet, wohnhaft sind. Mehrere Civilstands = Beamte benehmen sich in dergleichen Fällen nach dem 372 Artikel des Codex Napoleon enthaltenen Verfügungen. Sie geben nicht darauf Acht, daß der von mir oben angeführte Artikel sich so ausdrückt: Unter der

d'autrui relativement au mariage, ce qui est bien différent.

Le père peut exercer l'autorité que la loi lui donne sur son fils, jusqu'à sa majorité ou son émancipation. Il est le maître de n'en faire aucun usage; mais, quant au mariage, il ne doit pas se dispenser de faire valoir ses droits, il faut qu'il consente ou qu'il refuse.

Je donnerai, au chapitre qui concerne les actes de célébration de mariage, des développemens plus étendus sur cette partie.

DES OPPOSITIONS.

C'eût été donner un champ trop vaste aux passions, que d'accorder à toute personne le droit de former opposition aux mariages; la sagesse du législateur en a restreint le nombre; elle a désigné ceux qui auraient cette faculté; elle a indiqué les cas où cette mesure deviendrait possible; enfin elle a donné un mode et prescrit des règles pour en faire usage.

Macht von jemand andern in Betreff der Heurath, was wohl ganz verschieden ist.

Der Vater kann die vom Gesetze ihm gegebene Obermacht auf seinen Sohn bis zu dessen Volljährigkeit, oder Freysprechung ausüben; er ist auch Herr, wenn er will, keinen Gebrauch davon zu machen. Wenn es aber die Heurath betrifft, kann er nicht umhin seine Rechte geltend zu machen; er muß entweder einwilligen, oder verweigern.

Ich werde bey dem Artikel, welcher die Urkunden der Heuraths - Feyerung angehet, weitläufigere Entwicklungen über diesen Gegenstand anbringen.

Von den Einsprüchen.

Man würde ein gar zu großes Feld den Leidenschaften eingeräumt haben, wenn man einer jeden Person das Recht, gegen einer Heurath Einspruch zu thun, gestattet hätte. Die Klugheit des Gesetzgebers hat deren Anzahl beschränkt; es hat jene angezeigt, welche allein dieses Recht haben, es hat auch die Fälle angeführt, wann solche Maßregel möglich wird; endlich hat es eine Weise angegeben, und Regeln um davon Gebrauch zu machen vorgeschrieben.

*Des personnes qui peuvent former opposition
au mariage.*

(*Art. 172, et 173, du Code Napoléon.*)

La personne engagée par mariage à l'un des futurs époux, le père et, à son défaut, la mère, à leur défaut, les aïeuls et aïeules, peuvent former opposition au mariage de leurs enfans et descendans, encore qu'ils aient vingt-cinq ans accomplis.

Il est même des cas où, à défaut des ascendans, les frères et sœurs, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germains, le tuteur ou curateur peuvent y former opposition.

Des formalités requises dans les oppositions.

(*Art. 66 et 176. du Code Napoléon.*)

Il faut ici examiner quelles sont les formalités prescrites dans une opposition.

L'opposition doit être faite par un officier ministériel; l'opposant, ou son fondé de pouvoir, la signe tant sur la copie que sur l'original; elle doit énoncer la qualité en vertu de laquelle agit l'opposant; l'élection

Von den Personen welche wider eine Heurath
Einspruch machen können.

(Art 172 und 173 des Codex Napoleon)

Die durch eine Heurath dem einen der künftigen
Gatten verbindete Person, der Vater, und in
dessen Ermanglung die Mutter, in Ermanglung
dieser beyden die Großväter und Großmütter dar-
fen wider die Heurath ihrer Kinder, und Des-
cendenten wenn selbe auch fünf und zwanzig vol-
le Jahre alt sind, Einspruch machen.

Es giebt sogar Fälle, wo in Ermanglung der
Ascendenten, die Brüder und Schwestern,
die Oheime und Nuhnen, die Geschwisterkinder,
der Vormund oder Curator sich der Heurath ent-
gegensetzen können.

Von den bey den Einsprüchen erforderlichen
Formalitäten.

(Art. 66 u. 176 des Codex Napoleon.)

Man muß hier untersuchen, welche die bey
einem Einspruch vorgeschriebenen Formalitäten
seyen.

Der Einspruch muß durch einen ministeriellen
Beamten gemacht werden. Der Einsprechende
oder sein Bevollmächtigter unterfertigt ihn sowohl
auf dem Originale als auf der Abschrift; er muß
die Eigenschaft kraft dessen der Einsprechende

de domicile qu'il fait dans la commune où l'on veut célébrer le mariage; l'original de l'acte doit être visé par l'officier de l'état civil, et contenir les motifs de cette opposition, à moins qu'elle ne soit faite à la requête d'un des ascendans du futur.

Il paraîtra peut-être singulier que j'entre ici dans l'examen des formalités qui doivent être observées dans une opposition, les officiers de l'état civil n'étant pas juges du mérite de pareils actes. J'ai cru cependant devoir m'en occuper un peu.

Les mariages sont dans l'intérêt public; il faut les favoriser autant qu'il est possible, il faut écarter tous les obstacles qui pourraient, sans être fondés, en diminuer le nombre.

L'opposition, on le sait, est une voie rigoureuse: elle peut souvent se trouver utilement employée, mais elle doit aussi être resserrée dans les limites que la loi lui a fixées.

Ainsi, tout acte dans le quel on peut manifester une intention de s'opposer à un mariage, n'opère pas cet effet,

Un acte d'opposition se compose de diverses

handelt, und die Wohnortswahl die er in der Gemeinde trifft, wo man die Heurath feyern will, anführen. Das Original des Aktes muß von dem Civilstands-Beamten vidimiret werden; es hat die Gründe des Einspruches zu enthalten, ausgenommen wenn er auf Verlangen eines Ascendenten des künftigen Gatten gemacht worden ist.

Es wird vielleicht sonderbar vorkommen, daß ich mich hier in die Untersuchung der Formalitäten welche bey einem Einspruch beobachtet werden müssen, verweile; da doch die Civilstands-Beamten nicht die Richter über den Werth ähnlicher Akten sind. Ich dachte aber mich ein wenig damit beschäftigen zu müssen.

Die Heurathen gehen das öffentliche Interesse an; man muß so viel als möglich sie begünstigen; alle Hindernisse entfernen, welche ohne gegründet zu seyn deren Anzahl vermindern könnten.

Bekanntlich ist der Einspruch ein strenges Mittel; er kann zwar öfters auf eine nützliche Art angewandt werden, jedoch muß man ihn innerhalb den Gränzen, welche durch das Gesetz bestimmt wurden, aufbehalten.

Auf diese Weise erzeugt jeder Akt, wo man die Willensmeinung sich einer Heurath zu widersetzen äußern kann, diese Wirkung nicht.

Ein Einspruchsakt besteht aus verschiedenen Theilen; er hat eine von den Gesetzen be-

parties ; il a une forme déterminée par la loi, et si l'on s'en est écarté, cet acte cesse d'avoir le caractère que la loi lui désigne ; il ne peut plus produire d'effet.

Ainsi, une déclaration verbale ou par écrit, faite à l'officier de l'état civil par tous autres qu'un officier ministériel, quoiqu'elle annonce une intention de s'opposer à un mariage, ne constitue pas une *opposition*, n'arrête pas la *célébration*.

Cette discussion peut être jugée peu importante, elle n'est cependant rien moins que très-nécessaire.

J'ai annoncé au commencement que je serais quelquefois obligé d'entrer dans des détails qui paraîtraient minutieux : voici un fait qui prouve que je ne saurais porter trop de soins à expliquer les articles mêmes les plus simples.

Une fille devient mère par suite des fréquentations qu'elle avait eues avec un jeune homme. Les parens de ce dernier refusent de les unir ensemble et se disposent à le marier avec une autre personne. Après la seconde publication de ce projet de mariage le père de la fille séduite se rend chez l'officier de l'état civil, et lui déclare qu'il vient

stimmte Formel, und wenn man sich davon entfernt, so hört dieser Akt den vom Gesetze ihm angemutheten Charakter zu haben auf; er kann alsdann keine Wirkung vor sich bringen.

Demnach wird eine mündliche oder schriftliche von jedem andern, als von einem ministeriellen Beamten den Civilstands = Beamten vorgetragene Deklaration, obwohlen sie die Willensmeinung einer Widersetzung gegen die Heurath ankündigt, nie einen Einspruch ausmachen, und die Feyerung aufhalten.

Dieser Streitpunkt wird für gerinzfügig gehalten werden, er ist aber nichts weniger als nothwendig, ja sehr nothwendig.

Ich habe Anfangs angekündigt, daß ich manchemahl mit umständlichen Erläuterungen, die etwann kleinlich scheinen würden, mich abzugeben gezwungen seyn werde. Hier ist ein Fall, der zur Probe dienen mag, daß ich nie genug besorgt seyn würde, um die Artfeln wenn sie noch so einfach wären, recht aneinander zu setzen, und erklären.

Ein Mädchen wird durch den Umgang mit einem jungen Menschen zur Mutter. Seine Eltern widersetzen sich ihrer Verbindung, und wollen ihn mit einer andern Person verehlichen. Nach der zweyten Verkündigung dieses Heuraths = Projektes, geht der Vater des verführten Mädchens zum Civilstands = Beamten, und deklarirt ihm daß er komme um wider die vorgeschlagenen Heurath Ein-

former opposition au mariage projeté, il donne pour motifs le fait de maternité dont je viens de parler; sur cette simple allégation l'officier de l'état civil refuse de délivrer les publications; la célébration du mariage est ainsi ajournée par l'effet de cette prétendue opposition, sur laquelle on a été obligé d'en venir devant les tribunaux.

La conduite de cet officier de l'état civil est, on peut le dire, le comble de l'absurdité.

Une telle déclaration ne produisait pas d'effet; il n'y avait point là d'opposition, et l'officier de l'état civil ne devait aucunement s'y arrêter,

Cet exemple démontre suffisamment la nécessité des explications que je viens de donner.

C'est le cas de dire ici que la forme emporte le fond, et dans une circonstance aussi importante, le législateur ne pouvait être trop difficile.

Il n'est pas dans les attributions de l'officier de l'état civil de juger du mérite des oppositions. Mais aussi tout acte qui n'est pas fait dans les formes qui constituent l'opposition, ne peut suspendre un seul instant l'action de son ministère.

spruch zu thun, er giebt ihm als Grund dazu den erwähnten Mutterstand der Tochter an. Auf diese bloße Angabe weigert sich der Civilstands-Beamte die Verkündigungen zu verabsolgen. Die Feyerung der Heurath ward demzufolge durch die Wirkung dieses vermeinten Einspruches aufgeschoben, und die Sache mußte vor Gericht gebracht werden.

Man kann wohl sagen, daß das Benehmen dieses Civilstands-Beamten, die Vollmaß der Angeräumtheit seye.

Eine solche Deklaration erzeugte keine Wirkung. Es war dießfalls kein Einspruch, und der Civilstands-Beamte durfte sich keineswegs aufhalten.

Dieß Beyspiel beweiset genugsam die Nothwendigkeit der Erklärungen, die ich anbringe.

Es ist hier wohl so zu sagen der Fall, daß die Form den Grund überwieget. In einer so wichtigen Angelegenheit konnte der Gesetzgeber nicht genug behutsam seyn.

Es steht nicht im Wirkungskreis des Civilstands-Beamten über den Werth eines Einspruches zu richten. Jeder Akt aber welcher nicht mit den Formeln, die eigentlich den Einspruch ausmachen, verfaßt ist, darf nicht ein Augenblick länger den Gang seines Amtes aufhalten.

Il en est tout autrement quand l'opposition est formée par un acte d'officier ministériel, lors même qu'il paraîtrait défectueux en quelques parties et valable dans d'autres.

L'examen des nullités n'est pas de la compétence de l'officier de l'état civil, il ne peut y être statué que par les tribunaux.

En un mot, une déclaration d'opposition, soit verbale soit écrite, eût elle-même été insérée par l'opposant sur le registre, ne suspend pas la célébration; parce que une déclaration faite ou écrite par un simple particulier, ne constitue pas un acte d'opposition et ne peut en opérer l'effet suspensif.

Mais lorsqu'il y a un acte d'opposition émané d'un officier ministériel, qu'il soit régulier ou non, il suffit qu'il existe, l'officier de l'état civil ne peut passer outre.

Ce qu'il faut faire en cas d'opposition.

(Art. 67. et 68. du Code Napoléon.)

Lorsqu'il existe un acte d'opposition, l'officier de l'état civil en fait une mention sommaire en marge de l'acte de publication, et suspend la célébration du mariage jusqu'à

Es verhält sich aber ganz anders, wenn der Einspruch durch einen Akt des ministeriellen Beamten geschieht, selbst wann er in manchem Theile mangelhaft und in andern gültig scheinen würde. Die Untersuchung über die Richtigkeit gebühret nicht dem Civilstands-Beamten; es kann nur von den Gerichtshöfen hierüber Ausspruch gethan werden.

Mit einem Wort eine Einspruchs Deklaration, mag sie mündlich oder schriftlich, geschehen, ja auch von dem Einsprechenden auf dem Register eingetragen worden seyn, hält die Feyerung nicht auf, und dieß zwar, weil eine von einem bloßen Privatmanne gemachte, oder geschriebene Deklaration keinen Einspruchsakt ausmachtet, noch eine aufhaltende Wirkung erzeugen kann.

Wenn aber ein von einem ministeriellen Beamten verabfolgter Einspruchsakt vorhanden ist, mag er rechtmäßig seyn oder nicht, genug daß er da ist, so kann der Civilstandes-Beamte ihn nicht übergehen.

Was im Einspruchs-Falle zu thun sey.
(Art 67 und 68 des Codex Napoleon.)

Wenn ein Einspruchs-Akt vorhanden ist, macht der Civilstandes-Beamte davon eine bündige Erwähnung am Rande des Verkündigung-Aktes, und verschiebt die Heuraths-Feyerung bis man

ce qu'on lui justifie qu'un acte de *main-levée de l'opposition*. S'il se permettait d'aller en avant au préjudice de l'opposition, il se mettrait dans le cas de supporter une amende de trois cents francs, outre les dommages, et intérêts des parties.

Des actes qui peuvent contenir la main-levée d'opposition.

(Art. 67 et 68, du Code Napoléon.)

La main-levée d'une opposition peut être donnée par un jugement rendu en première instance dont il n'y aura pas eu d'appel, ou par un arrêt de Cour d'appel contradictoirement rendu, ou, s'il est par défaut, lorsqu'il ne pourra plus être attaqué par la voie de l'opposition.

La main-levée peut être également donnée par un acte, mais il faut qu'il soit authentique; un écrit privé ne paraît pas suffisant. La loi prescrit à l'officier de l'état civil de faire mention, en marge de l'inscription des oppositions, du jugement ou de l'acte portant mainlevée, dont expédition lui aura été remise.

Or, nul ne peut délivrer expédition d'un acte sous-signature privée, à moins que cet

sich bey ihm über einer Einspruchs-Hebung ausweiset. Wenn er sich erlaubte zum Nachtheil des Einspruchs fortzuschreiten, würde er sich aussetzen mit einer Geldstrafe von Drenhundert Franks nebst dem Schaden, und Intere,,en-Ersatz für die Partheyen belegt zu werden.

Von den Akten welche die Hebung des Einspruches enthalten können.

(Art- 67 und 68 des Codex Napoleon)

Die Aufhebung eines Einspruches kann durch ein bey der ersten Instanz erfolgtes Urtheil worauf nicht appelliret worden, oder aber durch eine contradiktorsch erlassene Entscheidung des Appellationsgerichtes veranlaßt werden oder endlich wenn sie wegen nicht Erichetnung ausgesprochen worden, dann auch, wann er nicht mehr im Wege der Opposition angegangen werden kan. Die Hebung kann ebenfalls mittelst eines Aktes, der aber rechtmäßig seyn muß, geschehen. Eine Privatschrift scheint nicht hinlänglich zu seyn. Das Gesetz schreibt dem Civilstands-Beamten vor, am Rande der Einschreibung der Einsprüche eine Erwähnung des Urtheils, oder des Aktes, kraft welcher die Aufhebung geschieht, zu machen. Ein Exemplar davon muß eingehändiget werden.

Niemand darf einen Extrakt eines mit bloßen Privatunterschriften versehenen Aktes ausfolgen,

écrit n'ait été déposé chez un notaire ou tout autre à qui la loi accorde cette faculté.

Dans tous les cas, l'expédition doit rester annexée au registre de l'état civil.

Du délai pendant lequel on peut faire des oppositions.

La loi n'indique pas précisément le temps pendant lequel on peut former des oppositions.

Ne sont-elles admissibles que dans l'intervalle qui s'écoule entre les deux publications et dans le délai prescrit pour l'affiche? ou peut-on en former après que la seconde publication a été faite et jusqu'à quelle époque a-t-on cette faculté?

Si l'opposition n'était recevable que pendant l'intervalle des deux publications, la seconde n'aurait point d'objet, et il n'est pas présumable que le législateur ait eu l'intention d'ordonner une disposition inutile. La dernière publication le deviendrait cependant si l'on ne pouvait s'opposer au mariage après qu'elle aurait été faite. Il faut au contraire la considérer comme un nouvel avis donné

ausgenommen eine solche Schrift wäre bey einem Notär, oder sonst bey jemanden, dem das Gesetz dieses Recht bewilliget, hinterlegt worden.

In jedem Falle aber muß der Extrakt bey dem Register des Civilstandes angeheftet bleiben.

Von der Zwischenfrist, binnen welcher man die Einsprüche machen kann.

Das Gesetz bezeichnet nicht ausdrücklich die Zeit, binnen welcher man die Einsprüche machen kann.

Sind sie nur in der Zwischenfrist von einer Verkündigung zur andern, und während dem für die Bekanntmachung durch das Anschlagen vorgeschriebenen Zeitraum zulässig? oder aber kann man sie nach geschehener zweyten Verkündigung machen? und bis wann hat man dieses Recht?

Wenn der Einspruch nur während dem Zeitraume zwischen den zwey Verkündigungen annehmbar gewesen wäre, würde ja die zweyte Verkündigung keinen Zweck haben, es ist aber gar nicht zu vermuthen, daß der Gesetzgeber im Sinne gehabt hätte eine Verfügung anzuordnen, die überflüssig seyn würde; und doch müßte die letzte Verkündigung unnütze seyn, wenn man sich nicht mehr der Heurath widersetzen könnte, nachdem sie geschehen ist. Man muß sie im Gegentheil als eine neue Kundmachung für die Personen, welche

aux personnes qui ont le droit de former des oppositions. Ce droit paraît être maintenu pendant les deux jours qui suivent cette seconde publication.

Avant l'expiration de ce délai, l'officier de l'état civil ne peut délivrer les extraits de publication ni le certificat constatant qu'il existe ou n'existe pas d'oppositions.

S'il arrivait cependant qu'un mariage ne fût célébré que long-temps après les deux jours qui suivent la seconde publication, et que les parties n'eussent pas retiré leurs extraits de publications, et le certificat constatant qu'il n'existait aucune opposition, le droit d'en former serait-il encore maintenu? C'est ce que je ne pense pas.

Le mariage peut-être célébré le troisième jour qui suit la dernière publication.

A cette époque, les extraits peuvent-être délivrés ainsi que le certificat qui constate la non-existence d'opposition, le délai pour en former était donc expiré et le mariage pouvait être célébré.

Si des causes quelconques ont retardé la célébration du mariage; si les futurs n'ont

das Recht Einsprüche zu thun, besitzen, ansehen. Dieses Recht scheint während den zwey, auf die letzte Verkündigung folgenden Tagen noch erhalten zu seyn.

Vor Verlauf dieser Zeitfrist darf der Civilstands-Beamte weder die Extrakte der Verkündigung, noch das Certificat, welches bestätigt, ob Einsprüche vorhanden seyen, verabsolgen.

Wenn es sich doch ereignen sollte, daß eine Heurath erst lange nach den zwey, auf die andere Verkündigung folgenden Tagen gefeyert würde, und daß die Partheyen nicht ihre Verkündigungs-Extrakte, wie auch das Bestätigungs-Certificat ob ein Einspruch vorhanden oder nicht vorhanden seye, abgeholt hätten, würde alsdann das Recht des Einspruches noch beybehalten werden? Ich wenigstens denke es nicht.

Eine Heurath kann am dritten Tag, der auf die letzte Verkündigung folgt, gefeyert werden.

Zu dieser Zeit können die Extrakte sowohl, als das Certificat, welches bestätigt, daß kein Einspruch geschehen seye, verabsolget werden, die Zeitfrist um Einsprüche zu machen war verfloßen und die Heurath dürfte gefeyert werden.

Haben was immer für Ursachen die Feyerung der Heurath aufgehalten, oder die Brautläute das Certificat nicht erhoben, so kann diese Ver-

pas retiré les extraits et le certificat, ce retard qui a été l'effet unique de leur volonté, ne peut aucunement leur devenir préjudiciable.

Lorsque le troisième jour est arrivé, ils ont pu faire célébrer leur mariage dès qu'il n'existait aucune opposition; s'ils ne l'ont pas fait, le droit de le faire ne leur était pas moins acquis, et toute opposition devient alors tardive, et n'opère aucune suspension à la délivrance des extraits de publication, du certificat de non-existence d'opposition et à la célébration du mariage.

*Des choses qui sont à considérer avant
la célébration du mariage.*

Des personnes qui doivent célébrer le mariage.

(Art. 74 et 165, du Code Napoléon.)

Le droit de célébrer le mariage appartient à l'officier de l'état civil de la commune où les époux ont leur domicile; ce domicile ne peut s'établir que par six mois d'habitation continue dans la même commune. Dans le cas où chacun des futurs a un domicile particulier, c'est à eux qu'il appartient de choisir

zögerung, welche bloß die Wirkung ihrer Willkühr war, ihnen keineswegs nachtheilig werden.

Sobald der dritte Tag herangekommen war, durften sie ohne weiters ihre Heurath feyern, wenn kein Einspruch vorhanden war. Haben sie es auch nicht gethan, so war ihnen nichts desto weniger das Recht, es zu thun, eingeräumt gewesen, und aller Einspruch kömt alsdann zu spät; er bewirkt gar keine Hinderniß wider die Verabfolgung der Verkündigungs = Extrakten, und des Certificats, daß kein Einspruch vorhanden seye, noch wider die Heuraths = Feyerung.

Von dem, was man vor der Feyerung einer Heurath zu beobachten hat.

Von den Personen, welche die Heurath vollziehen sollen.

(Art. 74 und 165 des Codex Napoleon.)

Das Recht eine Heurath zu vollziehen, gehört dem Civilstands = Beamten der Gemeinde, wo das Brautpaar seinen Wohnsitz hat, zu. Dieser Wohnsitz kann nur durch einem ununterbrochenen Aufenthalt in der nehmlichen Gemeinde annehmbar werden. Im Falle, daß jeglicher der künftigen Gatten einen eigenen Wohnsitz hätte, so kommt es auf ihnen an, den Ort zu wählen, wo sie die Heurath vollziehen lassen wollen. Es muß aber

le lieu où ils feront célébrer leur mariage. Mais ce doit toujours être devant un des officiers de l'état civil du domicile de l'un ou de l'autre des futurs.

J'ai vu plusieurs fois des contestations s'élever entre des officiers de l'état civil; et j'ai remarqué qu'elles provenaient uniquement de ce qu'ils prenaient pour base de leurs prétentions, les dispositions portées aux articles 102, 103, 104, du Code Napoléon.

J'ai déjà fait observer que, pour le mariage, il faut uniquement s'en référer, quant au domicile, aux articles 74, 165, 166 et 167.

Dans les cas où les publications ont dû être faites dans plusieurs communes, l'officier de l'état civil qui n'est pas requis de procéder à la célébration du mariage, peut, le troisième jour qui suit la seconde publication, délivrer aux parties les expéditions des actes qu'il a dressés. Mais il doit y joindre un certificat constatant qu'il n'y a point eu d'opposition, lorsqu'il n'en a été formé aucune. Si au contraire il en existe, il refuse formellement la délivrance des expéditions des actes de publications.

L'officier de l'état civil qui doit célébrer

immer vor einem der Civilstands-Beamten des Wohnorts des einen oder des andern künftigen Gatten geschehen.

Ich sah öfters Streitigkeiten zwischen den Civilstands-Beamten entstehen, und bemerkte, daß sie bloß davon entsprangen, daß sie die, in den Artikeln 102, 103, und 104 des Codex Napoleon enthaltenen Verfügungen zur Grundlage ihrer Forderungen nahmen.

Ich habe schon beobachten lassen, daß man sich in Betreff der Heurath bloß auf die Artikel 74, 165, 166, und 167. für dem, was den Wohnsitz anbelangt, beziehen sollte.

Im Falle die Verkündigungen hätten in mehreren Gemeinden gemacht werden müssen, kann der Civilstands-Beamte, der nicht zur Heurathsvollziehung erbeten worden, am dritten auf die letzte Verkündigung folgenden Tag, den Parthenen die Extrakte der von ihm verfaßten Akten verabsolgen. Er muß aber ein Certificat beifügen, welches bewähret daß kein Einspruch vorhanden sey, wenn nemlich richtig keiner geschehen ist. Sollte aber im Gegentheil einer vorhanden seyn, so schlägt er förmlich die Verabsolung der Extrakte des Verkündigungs-Aktes ab.

Der Civilstandes-Beamte, welcher die Heurath vollziehen soll, hat weder Certificate, noch Extrakte zu erlassen; er empfängt im Gegentheil

le mariage n'a point de certificats, ni d'expéditions à délivrer; il reçoit au contraire ceux qui ont été remis aux futurs par l'officier de l'état civil, qui a publié le mariage dans une autre commune, mais il ne procède à la célébration qu'après s'être assuré du mérite des actes qui lui sont remis.

Ce n'est point ici une censure qu'il exerce; ni un droit de supériorité qu'il s'arroge; c'est un devoir essentiel qu'il remplit, et dont les motifs se trouvent autant dans l'intérêt des parties, que dans sa responsabilité personnelle.

Ce n'est pas seulement par l'acte de célébration du mariage que l'opération de l'officier de l'état civil peut se trouver viciée; les irrégularités des actes préparatoires, ou des pièces nécessaires qui y sont mentionnées, sont aussi dans le cas de lui porter atteinte,

On peut donc dire que ce fonctionnaire est tout à la fois garant des fautes qu'il fait dans la rédaction de son acte, comme de celles qui se trouveraient dans les pièces préliminaires qui le préparent. Il doit conséquemment porter le plus grand soin à les examiner, afin de s'assurer de leur validité.

Les extraits de naissance doivent être présentés.

Les extraits de naissance lui sont premièrement remis.

jene, welche dem Brautpaare von dem Civilstands-Beamten, der in einer andern Gemeinde die Heurath verkündigt hat, verabfolget würden; er schreitet aber nicht eher zur Heuraths-Begängniß, als bis er sich des Werthes der ihm eingereichten Akten versichert hat.

Es ist dießfalls keine Censur, die er ausübt, noch ein Vorrecht, das er sich anmaßt; es ist eine wesentliche Pflicht, die er vollziehet, deren Beweggründe sowohl im Interesse der Partheyen, als in jenen seiner eigenen persönlichen Verantwortlichkeit liegen.

Es geschieht nicht bloß durch den Akt der Heurath-Feyerung, daß das Verfahren des Civilstands-Beamten fehlerhaft gefunden werden kann; die Unregelmäßigkeiten der Vorbereitungs-Akten, wie auch der darinn erwähnten nothwendigen Beylagen, können ihn auch belangen machen.

Man darf also sagen, daß dieser Beamte zugleich über die Fehler, welche er selbst in der Verfassung seines Aktes machet, und über jene, die sich in den Vorbereitung-Aufsätzen befinden würden, haftet. Er muß folglich die größte Obacht bey ihrer Untersuchung haben, damit er sich ihrer Gültigkeit versichere.

Die Geburtscheine müssen vorgewiesen werden.

Die Geburts Urkunden werden ihm zu erst eingereicht.

Je ferai observer ici que, très-souvent, lorsque les futurs contractent mariage dans la commune qui les a vus naître, quelques officiers de l'état civil se bornent à vérifier leur âge sur le registre des actes de naissance: ils relatent ensuite dans l'acte de célébration cette vérification. Ce n'est pas remplir le vœu de la loi; elle exige que les extraits soient remis à l'officier de l'état civil; cette disposition est absolument impérative. On objecterait vainement que cette méthode est moins dispendieuse, et qu'elle donne cependant le même résultat. Je répondrai que le législateur en a différemment ordonné; qu'il eût indiqué ce mode s'il eut pensé qu'il fût convenable; mais que, puisqu'il en a déterminé un autre, il faut s'y conformer.

L'officier de l'état civil doit donc exiger qu'on lui remette les extraits de naissance des futurs.

Ces extraits, s'ils n'ont été délivrés par l'officier de l'état civil qui procède au mariage, doivent être dûment légalisés, ainsi que les actes de décès et autres, lorsqu'il en est produit de nécessaires à l'acte.

Ich werde hier bemerken lassen, daß sehr oft, wenn die Brautleute die Heurath in der nehmlichen Gemeinde, wo sie geböhren sind, begehren, einige Civilstands-Beamte sich damit beguügen ihr Alter aus dem Register der Geburts-Urkunden zu erheben. Sie beziehen sich in der Folge auf diese Bewährung im Feyerungs-Akte. Hiermit wird die Absicht des Gesetzes nicht erreicht, es erfordert, daß die Extrakte dem Civilstands-Beamten übergeben werden; diese Anordnung ist ausdrücklich gebiethend. Man würde umsonst einwenden, daß, diese Methode weniger kostspielig seye, und doch das nehmliche Resultat erzeuge. Ich antworte darauf, daß der Gesetzgeber anders anbefohlen hat; daß er jene Weise angeordnet haben würde, wenn er sie für tauglich gehalten hätte, und daß, weil er eine andere bestimmt hat, man sich nach dieser halten müsse.

Der Civilstands-Beamte muß also fordern, daß man die Geburtscheine der künftigen Gatten einreiche.

Sind selbe Extrakte nicht von dem Civilstands-Beamten, der zur Heurath-Beziehung schreitet, ausgestellt worden, so müssen sie gebührlich legalisiret werden, wie es auch die Todescheine oder andere Urkunden, wenn es deren als nothwendig dem Akte beygelegt werden, seyn sollen.

Comment peut on suppléer aux actes de naissance.

(Art. 71. du Code Napoléon.)

Si l'un des époux n'a pu se procurer son extrait de naissance, il doit le faire suppléer par un acte de notoriété; cet acte, pour être valable est soumis à des formes déterminées par la loi, mais la plus essentielle de toutes, la seule qui soit soumise à l'examen de l'officier de l'état civil, est celle de l'homologation du tribunal de première instance.

L'homologation du tribunal de première instance est nécessaire.

(Art. 72. du Code Napoléon.)

Je dis que cette dernière formalité est la seule qui doit fixer l'attention de l'officier de l'état civil, parce que, d'une part, il est à présumer que le juge n'aura homologué cet acte, que lorsqu'il aura reconnu l'impossibilité de faire mieux.

En second lieu, un officier de l'état civil ne peut se permettre de décider du mérite des opérations d'un tribunal, encore moins d'en paralyser l'effet.

Ainsi, à défaut d'un acte de naissance, le rapport d'un acte de notoriété homologué

Wie man die Geburts- Urkunden ersetzen könnte.
(Art. 71 des Codex Napoleon)

Wenn einer der Verlobten sich seinen Geburts- schein nicht hat verschaffen können, muß er ihn durch einen Notorietäts- Aufsatz ersetzen lassen; dieser Aufsatz aber muß um gültig zu seyn einigen durch die Gesetze bestimmten Formen unterworfen seyn. Die wesentlichste davon, und zwar die einzige, welche der Prüfung des Civilstands- Beamten unterliegt, ist jene der gerichtlichen Bestätigung von Seite des Gerichtes erster Instanz.

Die gerichtliche Bekräftigung des Gerichtshofes erster Instanz ist notwendig.

(Art 72 des Codex Napoleon.)

Ich sagte, daß diese letzte Formalität die einzige seye, welche die Aufmerksamkeit des Civilstands- Beamten an sich heften soll, einerseits, weil es wohl zu vermuthen ist, daß der Richter solchen Akt nicht eher bestärken wird, als er die Unmöglichkeit besser zu machen eingesehen haben wird. Anderseits aber darf ein Civilstands- Beamte sich nicht erlauben über den Werth der Handlungen eines Gerichtshofes zu entscheiden, und noch weniger ihre Wirkungen zu lähmen.

In Ermanglung einer Geburtsurkunde, ist die Einreichung eines von dem Gerichtshofe bekräftigten Notorietäts- Aufsatzes hinlänglich; der Ci-

par le tribunal suffit, et l'officier de l'état civil en relatant ces deux pièces dans l'acte de célébration, et en les annexant à son registre, doit passer outre, sans avoir rien à redouter pour sa responsabilité.

Le consentement des pères et mères, et ascendans doit être donné par acte authentique.

(Art. 73. du Code Napoléon.)

Dans les cas où les père, mère, ascendans ou autres personnes sous la dépendance desquels peuvent se trouver les futurs, ne sont pas présents, il doit être remis à l'officier de l'état civil un acte portant leur consentement au mariage. Cet acte doit être authentique et contenir les prénoms, noms, profession, âge et domicile des futurs, et de toutes les personnes qui auront concouru à sa confection; il doit avoir été légalisé.

Il faut remarquer que le consentement, soit verbal, soit par acte authentique, de la mère, des ascendans ou de toutes autres personnes, n'est nécessaire qu'autant que le père serait mort, interdit ou absent; c'est-à-dire, lorsque son impuissance de consentir est établie par des pièces dignes de confiance, telles que des jugemens ou des actes de décès.

ivilstands-Beamte soll dießfalls, sobald er jene zwey Akten in der Heurathvollziehungs-Urkunde, angeführet, und seinem Register beygelegt hat, nur gerade fortschreiten ohne nichts für seine Verantwortlichkeit befürchten zu müssen.

Die Einwilligung der Eltern, und Ascendenten muß mittelst einen rechtmäßigen Akt gegeben werden.

(Art. 73 des Codex Napoleon.)

Wenn der Vater, die Mutter, die Ascendenten, oder andere Personen, unter deren Abhängigkeit sich das Brautpaar befinden könnte, nicht gegenwärtig sind, so muß dem Civilstands-Beamten ein Akt, der ihre Einwilligung enthält, eingereicht werden. Dieser Aufsatz muß rechtmäßig seyn, wie auch die Vor- und Zunamen, Gewerbe, Alter und Wohnsitz sowohl der Brautleute selbst, als aller übrigen Personen, welche zu seiner Verfassung mitgewirkt haben, enthalten. Er muß nebstdem legalisiret werden.

Es ist wohl zu beobachten, daß die mündliche, oder mittelst eines rechtmäßigen Aktes vorgebrachte Einwilligung der Mutter, der Ascendenten oder welcher immer anderer Personen nur dann notwendig seye, wann der Vater todt, abwesend, oder gerichtlich untersagt ist; das heißt, wann seine Unvermögenheit beyzustimmen durch glaubenswürdige Akten, als jene des Urtheils, oder des Todtscheines bestätigt ist.

De l'ordre à suivre pour demander le consentement.

(Art. 149, 150 et 160. du Code Napoléon.)

Ainsi, à défaut du père, la mère peut seule donner le consentement; à défaut du père et de la mère, il faut le consentement des aïeuls et aïeules des deux lignes paternelle et maternelle, s'ils sont vivans; s'il y a dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule d'une même ligne, il suffit du consentement de l'aïeul. Si le dissentiment est entre les deux lignes ce partage emporte consentement.

Et enfin, si les père, mère, aïeuls et aïeules sont morts, les mineurs ne peuvent contracter mariage sans rapporter le consentement du conseil de famille.

Les mesures prescrites par les articles que je viens de citer donnaient lieu à des difficultés presque insurmontables; elles ont été aplanies par les dispositions portées en l'avis du conseil d'état du 16 Juillet 1805.

ART. 1er. De l'avis du Conseil d'état du 16. Juillet 1805. L'attestation des aïeuls et aïeules supplée aux actes de décès des père et mère.

Dans le cas où les futurs ne peuvent se

Von der, bey Annehmung der Einwilligung,
zu beobachtenden Ordnung.

(Art. 149, 150, u. 160 des Codex Napoleon

Es ist also anzunehmen, daß in Ermanglung des Vaters die Mutter allein die Einwilligung geben könne. In Ermanglung aber beyder Eltern, ist die Einwilligung der Großväter und Großmütter beyder Linien, wenn sie noch bey Leben sind, nothwendig. Wenn eine Uneinigkeit zwischen dem Großvater und Großmutter einer nehmlichen Linie obwaltet, so ist die Einwilligung des Großvaters hinlänglich; wenn aber die Uneinigkeit zwischen beyden Linien herrscht, so bringt diese Absonderung, Einwilligung mit sich.

Im Falle endlich die Eltern, und Großeltern todt wären, können die Minderjährigen keine Heurath ohne die Einwilligung des Familienrathes vorzubringen, eingehen.

Die von den so eben angeführten Artikeln, vorgeschriebenen Maaßregeln hatten verschiedene fast unüberschwängliche Beschwernisse veranlaßt; sie wurden aber durch die Belehrung des Staatsrathes vom 16.ten July 1805 gehoben.

Erster Artikel der Staatsraths-Belehrung vom 16.ten July 1805. Die Bewährung der Großeltern vertritt die Stelle der Todesurkunden des Vaters und der Mutter.

Im Falle die künftigen Satten die Todtenschei-

procurer les actes de décès de leur père et mère, il suffit que les aïeuls ou aïeules attestent ce décès pour qu'il soit considéré comme constant. L'officier de l'état civil peut alors célébrer le mariage, mais il doit faire mention de cette attestation dans l'acte.

Le seul obstacle qui pourrait, en pareille circonstance, arrêter l'officier de l'état civil, se présenterait s'il n'existait qu'un aïeul ou une aïeule. L'article que je viens de rappeler semble exiger l'attestation des aïeuls ou aïeules; les expressions qui y sont employées sont au pluriel; d'où il faudrait conclure qu'un seul des deux aïeuls ou aïeules ne peut, en faisant cette attestation, obtenir la même confiance que lorsqu'elle est faite par deux.

Cependant, en examinant le considérant où se trouvent développés les motifs qui ont dirigé cet avis, on voit que le conseil d'état reconnaît dans la déclaration des témoins une attestation suffisante pour procéder au mariage. On voit encore qu'il lui a paru que une trop grande rigueur pouvait avoir des résultats fâcheux.

Lors donc qu'il est impossible de se procurer les actes de décès des père et mère de l'un des futurs, si la raison suggère de se contenter de la déclaration des témoins, elle

ne des Vaters, und der Mutter sich nicht verschaffen könnten, ist es genug, daß die Großväter und Großmütter den Todtenfall bezeugen, um daß man ihn für wahr annehme. Der Civilstands-Beamte kann alsdann die Heurath vollziehen, muß aber auf dem Akte von dieser Zeugenschaft Erwähnung machen.

Das einzige Hinderniß, welches in einem ähnlichen Falle den Civilstands-Beamten aufhalten könnte, würde sich dann darstellen, wenn nur ein Großvater, oder eine Großmutter vorhanden wäre. Der eben erinnerte Artikel scheint die Ablegung des Zeugnißes der Großväter und Großmütter zu fordern; die darinn vorkommenden Ausdrücke lauten in der vielfachen Zahl; woraus man folgern könnte, daß einer allein von diesen Großeltern, wenn er solche Bezeugung macht, nicht das nehmliche Intrauen erhalten dürft, als wenn sie von zweyen gemacht worden wären.

Jedoch, wenn man die Einleitung in Betracht &c. &c. worinn die Beweggründe, welche die Meinung und Belehrung des Staatsrathes geleitet haben, auseinander gesetzt sind, untersucht, so findet man, daß er in der Deklaration der Zeugen, eine Bezeugung allein, um zur Heurath zu schreiten, für hinlänglich anerkannt habe. Man sieht auch, daß er gedacht hat, ein zu große Strenge hätte widrige Resultate nach sich bringen können.

Wenn es also unmöglich ist, sich die Todten-

indique bien mieux encore qu'il faut donner pleine confiance à l'attestation d'un aïeul quoiqu'il se trouve seul.

ART. 2. *du même avis. L'acte de décès des père, mère et ascendans peut être suppléé par la déclaration à serment du futur et des témoins.*

Il arrive souvent que les père et mère et autres ascendans d'un des futurs étant décédés, il est impossible de produire leurs actes de décès. L'avis précité indique alors une mesure supplétive; c'est la déclaration à serment que fait cet époux de l'ignorance où il est du dernier domicile de ses ascendans et du lieu du décès. Les témoins appelés pour être présens à l'acte de mariage, certifient cette déclaration, en affirmant aussi par serment que, quoiqu'ils connaissent le futur époux, ils ignorent le lieu du décès et le dernier domicile de ses ascendans.

(*Voyez le modèle No. XV.*)

Cette disposition n'est applicable qu'aux futurs époux majeurs; quant aux mineurs, on se rappelle qu'à défaut de père et mère et d'ascendans ils ne peuvent se marier que d'après l'avis du Conseil de famille.

scheine des Vaters und der Mutter von einem der künftigen Gatten zu verschaffen, giebt die Ber- nunft schon ein, daß man sich mit der Beschei- nigung der Zeugen begnügen müsse, noch mehr sie führet darauf, daß man der Zeugenschaft eines der Großeltern, wenn er auch allein ist, gänzlich trauen solle.

Zwoyter Artikel der gesagten Belehrung. Die Todesurkunde des Vaters, der Mutter, und der Ascendenten kann durch eine beeidigte De- klarazion von Seite des Bräutigams, und der Zeugen ersetzt werden.

Es ereignet sich öfters, daß wenn Vater, Mut- ter und übrigen Ascendenten eines der Verlobten todt sind, es unmöglich ist ihre Todesurkunden vorzubringen. Die oben erwähnte Belehrung zeigt in diesem Fall eine ersetzende Maßregel an; diese besteht in der mit einem Eidschwure bekräftigten Deklarazion, so der Bräutigam macht, daß ihm der Ort des letzten Aufenthalts, und des Todes seiner Ascendenten unbekannt seye. Die um der Heurathsurkunde gegenwärtig zu seyn beruffenen Zeugen, bestättigen diese Deklarazion, da sie eben- falls mittelst Eidschwures versichern, daß sie wohl den Bräutigam kennen, den Ort aber des Abster- bens und den letzten Aufenthalt seiner Ascenden- ten nicht wissen.

(Siehe das Musterbeispiel No 15.)

Diese Verfügung ist nur auf die volljährigen Brautleute anwendbar. In Betreff der minderjäh- rigen wird man sich darauf erinnern, daß in Er- manglung der Eltern und der Ascendenten sie sich nicht ohne der Beystimmung des Familienra- thes verhehlen dürfen.

L'officier de l'état civil passe ensuite à l'examen des actes de publication, dans le cas où elles n'ont pas eu lieu seulement dans sa commune.

Il s'assure d'abord s'il en a été fait dans toutes les communes où il était indispensable d'en faire, d'après les domiciles des futurs, d'après l'état de dépendance sous lequel ils se trouvent.

Il vérifie si le mariage a été publié dans les délais prescrits, aux lieux indiqués, dans l'intervalle déterminé, et enfin si les expéditions n'ont pas été délivrées dans un temps où il était encore possible de former opposition.

Il se fait également remettre les certificats constatant qu'il n'y a pas eu d'opposition, ou s'il en est survenu; la déclaration de l'officier de l'état civil, qui doit relater l'acte ou le jugement qui en a donné main-levée.

Si toutes les pièces dont je viens de faire l'énumération, et en général toutes celles qu'il est nécessaire de produire, ne sont pas régulières ou qu'elles ne soient pas rapportées, l'officier de l'état civil doit se refuser à procéder à la célébration du mariage jusqu'à ce

Der Civilstands-Beamte schreitet alsdann zur Prüfung der Verkündigungsakten, wenn sie nehmlich nicht bloß in seiner Gemeinde statt gefunden haben.

Er vergewissert sich zuerst, ob sie in allen Gemeinden, wo es sie zu machen, unentbehrlich war geschehen seyen, und dieß nach den Wohnsitzigen der künftigen Gatten und nach dem Zustand der Abhängigkeit, unter welcher sie sich befinden.

Er untersucht, ob die Heurath inner den bestimmten Zeitfristen an den angezeigten Orten, und während dem festgesetzten Zeitraume bekannt gemacht worden, dann auch ob die Extrakte nicht zu einer Zeit verabsolget worden, wo es noch möglich war einen Einspruch zu thun.

Er läßt sich ingleichen die Certifikate übergeben, welche bezeigen, daß kein Einspruch geschehen seye; sollte aber einer statt gefunden haben, so läßt er sich alsdann die Deklarazion des Civilstands-Beamten geben, worinn der Akt, oder das Urtheil, welches die Oppositionshebung mit sich brachte, angeführet seyn muß.

Wenn alle die Beylagen, sowohl die ich so eben hergezählet habe, als überhaupt alle jene, die man nothwendigerweise vorbringne muß, entweder unregelmäßig sind, oder nicht gehörig angeführet worden, so muß der Civilstands-Beamte sich so lange weigern zur Heurathsvollziehung zu schreiten, bis nicht alle die gesetz-

que toutes les obligations prescrites par la loi aient été remplies.

Pour la célébration d'un mariage, il faut, suivant les cas, le concours d'un nombre plus ou moins considérable de personnes; quelquefois la famille se réunit entièrement au lieu où le mariage est fait, l'officier de l'état civil ne peut point s'y opposer, mais il ne doit permettre de signer l'acte qu'aux parties et aux témoins.

J'ai vu des actes de mariage qui étaient suivis d'une telle quantité de signatures, qu'une page en était presque couverte. Cette confusion rendait impossible la distinction des signatures des personnes nécessaires à la confection de l'acte.

Il doit veiller avec le plus grand soin à ce que l'une des personnes qui sont nécessaires comme parties, n'y figure également comme témoin.

On trouve dans beaucoup de registres, des actes de mariage dans lesquels le père d'un des époux figure comme témoin, après avoir déclaré qu'en sa qualité de père, il donne son autorisation au mariage.

Il en est d'autres où le père d'un des futurs paraît en même temps pour autoriser

mäßig vorgeschriebenen Verbindlichkeiten erfüllet worden.

Zur Heurathvollziehung ist nach den Umständen die Mitwirkung einer größern, oder minderen Anzahl Personen nothwendig. Manchmahl versammelt sich die ganze Familie im Orte wo die Heurath geschieht. Der Civilstands-Beamte darf sich nicht dawider setzen; er muß aber bloß den Partheyen und den Zeugen die Urkunde unterzeichnen lassen.

Ich habe Heurathsurkunden gesehen, auf denen eine solche Reihe Unterschriften angebracht waren, daß eine ganze Seite damit vollgedeckt war. Diese Namenverwirrung machte es gerade unmöglich die Unterschriften derjenigen Personen, welche zur Verfassung des Aktes nothwendig waren, zu unterscheiden.

Er muß auch sehr genau darauf Acht geben, daß nicht eine der, als Parthey nothwendige Personen, darinn auch als Zeuge erscheine.

Man findet in vielen Registern Heurathsurkunden, worinn der Vater des einen der neuen Gatten als Zeuge erscheint, nachdem er deklarirt hat, daß er in seiner Eigenschaft als Vater seine Einwilligung zur Heurath gebe.

Es giebt wieder andere, wo der Vater des einen der Gatten zugleich vorkommt, um seinen Sohn oder seiner Tochter die Heurath zu erlauben.

son fils ou sa fille et pour remplir les fonctions d'officier de l'état civil; ces fautes sont très-communes dans les campagnes; il est donc à propos de présenter quelques observations propres à en faire sentir les inconvéniens.

Le mariage doit être célébré en présence de quatre témoins.

(Art. 75. du Code Napoléon.)

Le nombre des témoins est impérativement prescrit par la loi, pour la célébration des mariages; il doit en être produit quatre.

Le père ne peut être à la fois partie et témoin.

Les parties paraissent devant l'officier de l'état civil pour déclarer, autoriser ou contracter, et les témoins pour attester ce qui se passe sous leurs yeux et donner à l'acte toute la solennité nécessaire.

Lors donc que le père qui se présente pour autoriser son enfant, figure encore comme témoin, il n'y a plus que trois témoins, ou il n'y a pas d'autorisation de sa part. C'est une infraction à la loi, qui vicie cet acte dans une de ses parties les plus essentielles.

und um die Amtirung des Civilstands-Beamten dabey vorzunehmen. Diese Fehler sind auf dem Lande sehr häufig, es ist also zweckmäßig einige, um das Ungerelmte und Widrige derselben fühlen zu machen, passende Bemerkungen hier anzuführen.

Die Heurath muß in Gegenwart von vier Zeugen vollzogen werden.

(Art. 75 des Codes Napoleon)

Die Zahl der Zeugen ist von dem Gesetze gebietend vorgeschrieben: man muß deren vier vorstellen.

Der Vater darf nicht zugleich Parthey und Zeuge seyn.

Die Partheyen erscheinen vor dem Civilstands-Beamten um zu deklariren, zu erlauben, oder zu kontrahiren, die Zeugen aber um dasjenige, was vor ihren Augen geschieht, zu bestätigten, und der Urkunde alle gebührende Solemnität zu geben.

Wenn also der Vater seinem Kinde die Einwilligung gebend auftritt, zugleich auch als Zeuge erscheint, so sind es ja nur drey Zeugen mehr, oder aber die Erlaubniß von seiner Seite geht noch immer ab; es ist eine Abweichung vom Gesetze, welche den Akt in einem seiner wesentlichsten Theile fehlerhaft macht.

*Le père de l'un des futurs ne peut remplir
les fonctions de l'officier civil.*

(Art. 156. du Code Napoléon.)

On trouve un vice plus grand encore, lorsque le père qui est officier de l'état civil, en remplit les fonctions en même-temps qu'il autorise son enfant. D'abord, cet acte manque ou d'officier de l'état civil, et alors il n'est plus l'acte de la célébration d'un mariage; ou, si le père est officier de l'état civil, l'enfant n'est plus autorisé par son père, et l'officier de l'état civil devient passible des peines portées par la loi.

Une observation bien plus forte se présente ici:

Point de mariage sans un libre consentement.

(Art. 180. du Code Napoléon.)

Le mariage doit être l'effet d'un consentement libre: il peut être attaqué par l'époux qui n'a pas joui de sa liberté.

On conçoit difficilement que des parens forcent les vœux de leurs enfans, et les obligent malgré eux de consentir à un mariage qui leur répugne; cela peut cependant arri-

Der Vater des einen der künftigen Gatten darf nicht das Amt des Civilstands-Beamten dießmahl vertreten.

(Art. 156 des Codex Napoleon.)

Man findet noch einen größern Fehler, wenn nemlich der Vater, welcher Civilstands-Beamter ist, dieß Amt zugleich erfüllet, als er seinem Kinde die Erlaubniß erteilet. Diesem Aussatze fehlt demnach entweder der Civilstands-Beamte, und dann hrt er auf eine Urkunde der Heuraths-Belehrung zu seyn; oder wenn der Vater als Civilstands-Beamter handelt, so hat wieder das Kind keine Erlaubniß seines Vaters, und dießmahl fallen auf den Civilstands-Beamten, die vom Gesetze angegebenen Strafen.

Eine noch stärkere Bemertung stellet sich hier vor Augen.

Keine Heurath darf ohne willkührlichen Beistimmung der Freyenden statt haben.

(Art. 180 des Codex Napoleon.)

Die Heurath muß die Wirkung einer freyen Einwilligung seyn; sie kann von dem Bräutigam, oder Braut, so der Freyheit hierin nicht genoß, gerichtlich belanget werden.

Man begreift schwerlich, wie Eltern den Wünschen ihrer Kinder Gewalt anthun, und selbe zu einer Heurath, die ihnen widersteht, zwingen können; dieß kann dennoch sich ereignen, und

ver, et dès que la chose est possible, il est permis d'en raisonner.

Quelle est la protection que le législateur a voulu donner aux enfans que leurs parens voudraient marier contre leur gré? C'est sans contredit celle de l'officier de l'état civil.

Les prières, les promesses, peut-être même les menaces d'un père auront étouffé momentanément le sentiment d'aversion qu'éprouve un enfant pour l'union qu'on lui propose: le respect et la crainte auront arraché un consentement apparent que le cœur dément, que la raison repousse.

Lorsque le moment fatal est arrivé, lorsqu'il faut former cet engagement redouté, si la crainte des malheurs qu'il prévoit donne à cet infortuné le courage de refuser son consentement, quelle protection pourra-t-il implorer contre l'oppression qui l'accable, si celui qui le contraint comme son père, est encore là pour le contraindre comme officier de l'état civil? En présence d'un fonctionnaire impartial, l'enfant eût osé déclarer son refus; devant son père, il se trouve sans appui, il prononce le *oui* fatal, et son malheur est assuré.

Ainsi, cette infraction à la loi conduit à l'abus le plus affreux.

da einmahl die Sache möglich ist, so ist es erlaubt darüber zu sprechen.

Welcher ist der Schutz, den der Gesetzgeber den Kindern, welche von den Eltern wider ihren Willen zum heurathen gezwungen werden darbiethet? Ohne allen Widerspruch ist es jener des Civilstands Beamten.

Bitten, Versprechungen, vielleicht sogar Drohungen eines Vaters werden für den Augenblick das Gefühl der Abneigung, welches ein Kind gegen die Vereinigung, die man ihm vorschlägt, empfindet, unterdrückt haben; die Ehrfurcht und die Angst werden ein scheinbares Beistimmen entziehen haben, welches aber das Herz verläugnet, und die Vernunft verwirft.

Ist der fatale Augenblick gekommen, wo man diese gefürchtete Verbindung schließen muß, und giebt die Furcht der unglücklichen Folgen, die er voraussieht, dem armen gezwungenen Vatten den Muth ein, seine Einwilligung igt zu verweigern, wessen Schutz kann er wider eine Unterdrückung, die ihn zu Boden streckt, erfliehen, wenn derjenige, welcher ihn als Vater genöthiget hat auch dort ist um als Civilstands - Beamter ihn dazu zu verhalten? Vor einem unpartheyischen Beamten, würde das Kind sich, seine Weigerung zu deklariren, getraut haben; vor dem Vater aber befindet er sich ohne Unterstützung; er spricht das fatale Ja aus, und sein Unglück ist sicher.

Diese Verletzung des Gesetzes führet zu den graulichsten Mißbrauchen.

L'officier de l'état civil doit donc établir une distinction entre les *parties* et les *témoins*. Il doit exiger qu'il y ait, pour la confection d'un acte de mariage, quatre *témoins*, outre les personnes qui comparaissent pour donner leur autorisation.

Lorsqu'il est officier de l'état civil et qu'il s'agit du mariage d'une personne qu'il est dans le cas d'autoriser, il doit alors renoncer à son ministère et se faire remplacer par le maire ou adjoint.

C'est en révisant les opérations préalables qu'il a faites, en vérifiant avec une attention scrupuleuse les pièces qui lui ont été présentées, que l'officier de l'état civil acquiert la certitude qu'il va célébrer un mariage valable et régulier dans toutes ses parties.

Si les actes de naissance des futurs établissent que l'époux n'est pas âgé de dix huit ans révolus; que l'épouse n'est pas âgée de quinze ans révolus, il reconnaît leur incapacité pour le mariage; mais s'ils lui présentent un acte qui leur accorde des dispenses, cet acte est pour l'officier de l'état civil une autorisation suffisante pour consacrer cette union.

Der Civilstands Beamte muß also einen Unterschied zwischen den Partheyen, und den Zeugen machen. Er muß fordern, daß zur Verfertigung einer Heuraths = Urkunde vier Zeugen nebst den Personen, welche, um ihre Einwilligung zu geben, erscheinen, vorhanden seyen.

Wenn er Civilstands = Beamter ist, und es handelt sich von der Heurath einer Person, dazu seine Einwilligung nothwendig ist, so muß er für diesen Fall seinem Amte entsagen, und sich durch den Maire oder Adjointen vertreten lassen.

Nur durch das genaue Uebersehen der vorläufigen Handlungen, die er gemacht hat, und durch das Untersuchen mit strenger Aufmerksamkeit der Beylagen, welche ihm vorgezeigt worden, kann der Civilstands = Beamte die Ueberzeugung erhalten, daß er zur Vollziehung einer gültigen, und in allen ihren Theilen regelmäßigen Heurath, schreitet.

Wenn die Geburts = Urkunden der Brautleute bezeigen, daß der Bräutigam nicht volle achtzehn oder die Braut nicht volle fünfzehn Jahre alt ist, so erkennet er ihre Unfähigkeit zur Heurath; wenn selbe ihm aber einen Akt vorweisen, welcher sie ihnen erlaubt, so ist dieser Akt für dem Civilstands = Beamten eine Bedekung um diese Verbindung zu vollziehen.

S'il lui paraît que l'époux est âgé de plus de dix-huit ans ; que l'épouse a passé sa quinzième année, mais qu'ils ne sont ni l'un ni l'autre arrivés à l'âge de vingt-deux ans, il voit que ce lien peut être formé, mais en observant les règles prescrites pour le mariage des mineurs. (*Art 148. du Code Napoléon.*)

S'il apprend par ces actes que le futur qui a passé sa vingt-unième année n'a pas encore vingt-cinq ans accomplis ; que l'épouse âgée de plus de quinze ans n'est pas arrivée à l'âge de vingt-deux, il sent qu'un pareil mariage est possible, mais qu'il faut l'autorisation expresse, verbale ou par écrit, des pères et mères ou ascendans des futurs, (*Art. 148. du Code Napoléon.*)

Si les époux sont âgés ; savoir, le futur de vingt-cinq ans accomplis, la future de vingt un ans accomplis, l'officier de l'état civil se fait alors rapporter les actes respectueux qui ont dû être faits et répétés à différentes époques ; et lorsqu'ils ont été régulièrement faits, il célèbre le mariage, quoique le consentement des père, mère ou ascendans n'ait pas été donné.

Wenn es ihm scheint, daß der Bräutigam älter, als achtzehn Jahre, und die Braut ihr fünfzehntes Jahr vorüber ist, daß aber weder der eine, noch die andere das zwey und zwanzigste Jahr noch nicht erreicht haben, so steht er, daß die Verbindung statt haben könne, jedoch mit Beobachtung der die Heurathen der Minderjährigen vorgeschriebenen Regeln. (Art. 148 des Codex Napoleon)

Wenn er [durch die Akten erfährt, daß der Bräutigam, welcher das ein und zwanzigste Jahr zwar vorüber aber noch nicht volle fünf und zwanzig Jahre hat, oder daß die Braut zwar älter als fünfzehn Jahr ist, aber nicht das zwey und zwanzigste Jahr erreicht hat, so fühlt er, daß eine solche Heurath möglich ist, jedoch mit einer ausdrücklichen mündlichen oder schriftlichen Einwilligung der Väter, Mütter, oder der Abzendenten des Brautpaares. (Art. 148 des Codex Napoleon.)

Wenn der Bräutigam volle fünf und zwanzig und die Braut volle ein und zwanzig Jahre haben, so läßt sich dießfalls der Civilstands = Beamte die sogenannten Ehrerbiethungs = Akten, welche gemacht, und zu verschiedenen Zeitpunkten wiederholt werden mußten, vorzeigen, und sind selbe nach der Regel verfaßt, so vollzieht er die Heurath, wenn auch die Einwilligung der Väter, Mütter, oder Abzendenten nicht gegeben worden wäre.

S'il voit par les actes de naissance que les époux ont passé l'âge de trente ans, il se borne à exiger la représentation d'un seul acte respectueux.

C'est encore par l'examen qu'il fait de ces actes, que l'officier de l'état civil demeure convaincu que les futurs ne sont pas ascendants et descendans l'un de l'autre; qu'ils ne sont point le frère et la sœur, ni alliés au même degré c'est à dire beaux frères et belles soeurs.

La loi ne parle que des frères et sœurs et des alliés au même degré en ligne collatérale; j'ai cru devoir expliquer que, par ce mot *alliés*, elle veut étendre la prohibition aux beaux-frères et belles-sœurs, en voici la raison.

Un mariage, contracté entre deux personnes qui étaient le beau-frère et la belle-sœur, a été attaqué, conformément aux dispositions des articles 184 et 190 du Code Napoléon.

Devant le tribunal, les époux ont fait plaider qu'il n'existait point d'alliance, en ligne collatérale, entre le beau-frère et la belle-sœur; que la définition de la ligne collatérale telle qu'elle était donnée par l'art. 736, prouve que l'alliance ne peut exister que lors-

Er sieht er durch die Geburtscheine, daß die zukünftigen Gatten über dreißig Jahre alt sind, so beschränkt er sich nur die Vorweisung eines einzigen Ehrerbiethungs - Aktes zu fordern.

Auch dießmahl kann der Civilstandsbeamte nur durch die genaue Untersuchung dieser Akten sich vergewissern, daß die Freyenden nicht Ascendenten noch Descendenten von einander sind; daß sie nicht Bruder und Schwester noch im nehmlichen Grade Verwandte, Schwager oder Schwägerinn seyen.

Das Gesetz spricht nur von den Brüdern, und Schwestern und von den Verwandten im nehmlichen Grade in Seiten - Linie; ich dachte erklären zu müssen, daß mit dem Ausdruck Verwandte das Gesetz den Verboth auf die Schwäger und Schwägerinnen ausdehnen will. Hier ist die Ursache:

Eine zwischen zwey Personen, die einander Schwager und Schwägerinn waren, geschlossene Heurath wurde einßt denen Verfügungen der Artikeln 184 und 190 des Codex Napoleon gemäß vor Gericht angegriffen.

Das Ehepaar ließ vor dem Gerichtshofe behaupten, daß es keine Verwandtschaft in Seiten - Linie zwischen dem Schwagern und der Schwägerinn gebe; daß die Definiçion der Seiten - Linie, so wie sie durch den Artikel 736 bestimmt worden, beweiset, daß die Verwandtschaft nur dann vorhanden seyn kann, wenn beyde Gatten, Descendenten

qu'il y a descendance d'un auteur commun; que les époux dont le mariage était attaqué n'étant point descendans d'un auteur commun, il y avait bien entre eux une alliance résultante de ce qu'en premières nocés, l'époux avait épousé la sœur de sa dernière femme, mais que cette alliance n'était pas en ligne collatérale.

Cependant, le texte de l'article 162 et les développemens donnés au Conseil d'état, lors de la discussion du Code civil, sur les quels était fondée la demande en nullité de ce mariage, sont devenus la base du jugement qui a prononcé la séparation de ces époux.

Lorsque l'un des époux ou les deux ont précédemment été mariés, l'officier de l'état civil se fait représenter les actes qui prouvent la dissolution du premier mariage.

Si le mariage a cessé par l'effet d'un décès, l'acte qui en a été dressé apprend s'il s'est écoulé dix mois depuis que cet événement est arrivé, car si ce délai n'est expiré la femme veuve ne peut convoler en secondes nocés.

Une femme devenue veuve s'est présentée devant l'officier de l'état civil de sa commune pour demander la publication d'un second mariage.

eines gemeinschaftlichen Erzeugers sind; daß folglich, da die Gatten, deren Verbindung angegriffen worden, nicht Deszendenten eines gemeinschaftlichen Erzeugers sind, diese Verwandtschaft nicht in Seiten-Linie wäre, obwohlen unter ihnen eine Verwandtschaft dadurch vorhanden seye, daß der Bräutigam bey seiner ersten Heurath mit der Schwester seiner nachhörigen Braut sich verhehligt hatte.

Der Text des Artikels 163 'und die im Staats-Rathe bey Gelegenheit der Bestreitung über den Civil Codex geschehenen Auseinandersetzungen und gegebenen Erläuterungen', auf denen sich das Begehren der Nichtig-Erklärung dieser Heurath stützte, dienten zur Begründung des Urtheils, welches die Trennung jener zweyen Gatten aussprach.

Wenn einer von den Trauenden, oder alle zwey schon vorher verheurathet waren, so läßt sich der Civilstands-Beamte die Akten vorzeigen, welche die Trennung der vorigen beweisen.

Wenn die Heurath durch Absterben aufgehört hat, so zeigt die Todesurkunde, ob schon zehn Monathe nach dem Vorfalle verstrichen sind. Ist diese Zeitfrist nicht vorüber, so darf die Wittve keine zweyte Hochzeit eingehen.

Ein verwittwetes Weib erschien vor dem Civilstands-Beamten ihrer Gemeinde um die Verkündigung einer zweyten Heurath zu begehren;

C'était sur la fin du neuvième mois, le délai prescrit par l'article 228 n'était pas encore expiré.

Pour prévenir le refus qu'elle redoutait de la part de l'officier de l'état civil, cette femme soutenait que le terme de dix mois n'avait d'autre but que d'empêcher une femme de porter dans la famille de son second mari, un enfant qui appartiendrait à l'époux qu'elle avait perdu; que, sous ce rapport, elle était dans le cas de prévenir toutes les craintes, puisqu'elle établissait par actes authentiques que, postérieurement au décès de son mari, elle avait donné le jour à un enfant.

Ces motifs déterminèrent l'officier de l'état civil à faire les publications.

Ce fonctionnaire se démit de sa place avant de faire le mariage. Son successeur ne crut pas devoir déférer à de pareilles raisons; il refusa de procéder à la célébration, jusqu'après l'expiration des dix mois prescrits par la loi.

Comme cet officier public, je pense que la décence exige que les dix mois soient expirés; qu'il ne suffit pas d'être assuré que la confusion de part ne peut avoir lieu, il faut encore éviter de donner un exemple contraire aux bonnes mœurs.

Es war um das End des neunten Monats: die Zwischenfrist, so vom Artikel 228 vorgeschrieben ist, war noch nicht vollendet.

Um der Weigerung des Civilstands - Beamten welche sie zu befürchten hatte, vorzubeugen, behauptete das Weib, daß der Termin von zehn Monathen keinen andern Endzweck hatte, als zu verhindern, daß ein Weib in die Familie des zweyten Ehemannes ein Kind bringe, welches dem Gemahl, den sie verloren hat, gehörte; daß sie in dieser Hinsicht im Falle war, jeder Furcht vorzukommen, nachdem sie mittelst authentischer Akten beweisen konnte, daß sie nach dem Tode des Gemahls ein Kind geboren habe.

Solche Gründe verleiteten den Civilstands-Beamten die Verkündigungen vorzunehmen.

Dieser Beamte verließ seine Stelle, vorher als er die Heurath vollzoh. Sein Nachfolger hielt es gut, ähnlichen Gründen nicht nachgeben zu müssen, und weigerte sich zur Feyerung der Heurath zu schreiten, bis nicht die vom Gesetz vorgeschriebenen zehn Monathe verfloßen wären.

Ich denke, wie dieser öffentliche Beamte, daß es der Anstand, und die Sittlichkeit erfodern, daß die zehn Monathe verfloßen seyen, daß es nicht hinlänglich ist versichert zu seyn, daß kein Theilungs - Irrthum vorhanden seye; man muß auch vermeiden ein den guten Sitten widriges Beispiel zu geben.

On voit dans la discussion du Code civil, que son immortel auteur jugeait le délai de dix mois trop court pour le veuvage de la femme.

L'article 228 est, d'ailleurs, très-clair; les commentaires deviennent inutiles quand les termes de la loi sont formels.

Si le précédent mariage a été dissous par l'effet du divorce, l'officier de l'état civil en voyant l'acte par lequel il a été fait, se détermine alors suivant les circonstances à prêter ou refuser son ministère aux requérans, il renvoie l'épouse à un temps plus reculé, si depuis le divorce prononcé pour cause déterminée il ne s'est pas écoulé dix mois révolus.

Il annonce aux futurs l'impossibilité de s'unir de nouveau par le mariage s'ils ont déjà été mariés ensemble.

Il ajourne à l'expiration de trois ans, le mariage que se propose de faire un époux qui a fait un divorce par consentement mutuel.

Enfin, il déclare à l'époux adultère qui désire s'unir avec son complice, qu'un pareil mariage ne peut avoir lieu.

Man steht in der Bestreitung, des Civilcodex, daß sein unsterblicher Urheber die Frist von zehn Monathen für den Wittwenstand noch für zu kurz hielt.

Der Artikel 228 ist übrigens sehr klar. Die Erläuterungen werden ganz unnütze, wenn die Ausdrücke des Gesetzes bestimmt lauten.

Wenn die vorige Ehe durch eine Scheidung getrennet worden, so entschließt sich der Civilstands-Beamte, sobald er den Akt, durch welchen die Ehescheidung geschehen ist, eingesehen hat nach den Umständen entweder denen Requirenten seine Amtsmithwirkung zu verweigern oder sie zu gewähren. Er verweist die Braut auf eine längere Frist, wenn nach der, wegen bestimmten Ursachen ausgesprochener Ehescheidung noch nicht volle zehn Monathe verfloßen sind.

Er macht dem Brautpaare die Unmöglichkeit bekannt, sich durch eine Heurath neuerdings vereinigen zu können, wenn sie schon einmahl miteinander verheurathet waren.

Er setzt die Heurath, welche eine Person, die sich mit gegenseitiger Einwilligung hat scheiden lassen, vornehmen will, auf einen Termin von drey Jahren hinaus.

Er macht endlich dem ehebrecherischen Gatten, der sich mit der mitschuldigen Person verheiligen wollte, kund, daß eine ähnliche Heurath nicht Statt finden könne.

DE LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE.

Tous les actes préliminaires étant bien faits, l'officier de l'état civil n'a plus qu'à célébrer le mariage, son opération est alors très-simple.

Le jour désigné par les parties, et lorsque les époux, les personnes qui doivent les autoriser, et les quatre témoins sont réunis dans la maison commune ou dans le lieu qui, à défaut de maison commune, est destiné à cette cérémonie il donne publiquement lecture 1.^o des actes de naissance des futurs ou des actes supplétifs qui lui ont été remis, 2.^o des actes de décès ou de ceux par lesquels ils ont été suppléés; 3.^o des actes de consentement des père et mère ou des actes respectueux, s'il y en a; 4.^o des actes de publication et des certificats constatant qu'il n'y a point eu d'oppositions, ou des jugemens et actes qui en ont donné la main - levée; 5.^o et enfin du chapitre VI au titre du mariage.

Il demande ensuite à l'époux qui il entend prendre pour épouse, et reçoit la réponse qui doit être faite à haute et intelligible voix;

Von der Feyerung der Heurath.

Nachdem alle vorläufigen Akten regelmäßig gemacht sind, hat der Civilstands = Beamte nur mehr die Heurath zu vollziehen. Sein Verfahren ist demnach ganz einfach.

An dem von den Parthenen festgesetzten Tage, wann das Brautpaar, die Personen, welche ihre Einwilligung geben müssen, und die vier Zeugen, im Gemeindehause oder aber in jenem Orte, welches in Ermangelung eines Gemeindehauses zu dieser Zeremonie bestimmt worden, sich versammelt haben, hält der Civilstands = Beamte öffentliche Vorlesung der folgenden Aufsätze: erstens der Geburtsurkunden der zukünftigen Gatten, oder der, selbe ersetzenden Akten, welche ihm eingereicht worden sind. Zweitens der Todesurkunde oder selbe vertretenden Akten. Drittens der Einwilligungsakten der Eltern, oder der ehrethätigen Aufsätze wenn deren vorhanden sind. Viertens der Verkündigungsakten, und der Certifikate, daß keine Opposition geschehen seye, oder aber des Urtheils und der Akten, kraft welchen die Oppositionshebung statt fand. Fünftens endlich d. s. sechsten Kapitels = Titel der Heurathen.

Er fragt alsdann dem Bräutigam, wenn er zur Ehefrau zu nehmen gedenke, und empfängt darauf die Antwort, welche mit klarer und ver-

puis à la future qui elle veut prendre pour mari; il reçoit sa réponse qui est également faite à haute et intelligible voix, et lorsque ces deux réponses sont positives, et que les deux contractans ont exprimé qu'ils entendent s'épouser, l'officier de l'état civil prononce qu'ils sont unis par le mariage, et il en dresse acte sur-lechamp.

Il ne faut jamais oublier que les actes de naissance, mariage et décès doivent être l'ouvrage d'un officier de l'état civil; que nul autre n'a capacité pour les faire. Si, à la vérité, les fonctions d'officier de l'état civil peuvent être également remplies par les maires ou leurs adjoints, ce ne peut être que par les uns ou les autres, et non par deux fonctionnaires de cet ordre cumulativement et dans le même acte.

L'officier de l'état civil qui est dans le cas de s'abstenir, est suppléé par son collègue; c'est de droit; mais quand il a commencé la confection d'un acte, il ne peut charger son suppléant de le terminer.

J'ai cependant vu un acte de mariage dans lequel l'officier de l'état civil qui était adjoint, après avoir transcrit les préliminaires de cet acte, après avoir demandé aux futurs

ständlicher Stimme gemacht werden muß; dann befragt er die Braut, wen sie zu heurathen Willens seye, und empfängt ihre Antwort, die ebenfalls mit klarer und verständlicher Stimme geschehen muß, und wenn die beyden Antworten positiv sind, und die zwey das Ehebündniß eingehenden Personen ausgedrückt haben, daß sie einander zu heurathen gesonnen sind, so spricht der Civilstands-Beamte aus, daß selbe durch die Heurath vereinigt sind, und verfaßt auf der Stelle darüber die Urkunde.

Man soll ja nie vergessen, daß die Geburt-Heurath- und Todes-Urkunden das Werk eines Civilstands-Beamten seyn müssen; daß kein anderer die Fähigkeit sie auszustellen besitzt. Das Amt des Civilstands-Beamten kann zwar vom Maire, oder von einem Adjointen vertreten werden; es muß aber nur der eine oder der andere, und nicht alle zwey miteinander im ebendenselben Akte amtiren.

Der Civilstands-Beamte welcher im Falle, sich vertreten zu lassen, ist, wird von seinem Collegen ersetzt. Dieß ist rechtmäßig; wenn er aber schon die Verfassung eines Aktes angefangen hat, so kann er seinen Vertreter nicht beauftragen ihn zu enden.

Ich habe doch eine Heurathsurkunde gesehen, worinn der Civilstands-Beamte, welcher Adjoint war, nachdem er die Vorbereitungstheile dieses Aktes aufgesetzt und eingeschrieben hatte, nach-

qui ils entendaient épouser l'un et l'autre, après avoir reçu leurs réponses, toujours en sa qualité d'officier de l'état civil, ajoutait et *M. le maire présent a prononcé qu'ils étaient unis en mariage.* Il terminait ensuite son acte en qualité d'officier de l'état civil, ainsi qu'il l'avait commencé.

C'était sans doute une déférence bien respectueuse de la part de cet adjoint, mais il faut convenir qu'elle était très-déplacée. Il n'y a pas eu, à parler rigoureusement, de prononciation de mariage dans cette circonstance; le maire n'était pas alors officier de l'état civil.

L'officier de l'état civil doit faire lecture aux époux du chapitre VI du titre du mariage.

(*Art. 75. du Code Napoléon.*)

Je dois faire observer ici que beaucoup d'officiers de l'état civil ne donnent pas lecture du chapitre VI. au titre du mariage. La loi porte cependant textuellement que cette lecture sera faite.

C'est dans ce chapitre que les futurs doivent trouver les principales règles de leur conduite pendant le mariage. Pour remplir

dem er sogar schon dem Brautpaar die Frage, ob einer den andern zu heurathen gesonnen wäre, gemacht, und die Antwort empfangen hatte, immerfort in seiner Eigenschaft als Civilstands-Beamter hinzufügte: und der gegenwärtige Maire hat ausgesprochen, daß sie durch die Ehe verbunden seyen. Darauf endete er seinen Akt als Civilstands-Beamter, so wie er ihn angefangen hatte.

Es war ohne Zweifel eine recht ehrerbietige Handlung von Seite des Adjoints, aber man muß gestehen, daß sie an sehr unrechtem Orte angebracht war. Wenn man streng sprechen will, so ist in diesem Falle gar kein Ausspruch der Heurath geschehen, denn der Maire war damahls nicht Civilstands-Beamter.

Der Civilstands-Beamte muß den künftigen Gatten das sechste Kapitel des Titels: Von der Heurath, vorlesen.

(Art. 75 des Codex Napoleon)

Ich muß hier bemerken lassen, daß mehrere Civilstands-Beamte die Vorlesung des Kapitels VI, Titel der Heurathen nicht halten. Das Gesetz giebt doch buchstäblich an, daß diese Vorlesung geschehen solle.

Es ist in diesem Kapitel, wo die angehenden Eheleute die Hauptregeln ihres Benehmens während der Ehe finden müssen. Um die Pflichten ei-

les devoirs d'un engagement aussi sacré, aussi important, il est essentiel d'en avoir connu précédemment toute l'étendue.

Je pourrais citer un exemple de la rupture d'un projet de mariage, par l'effet de la connaissance qui fut donnée à la future, des articles du chapitre VI,

A la vérité, ce ne fut pas lors de sa comparution devant l'officier de l'état civil et au moment de la célébration, mais bien trois jours avant l'époque fixée pour cette cérémonie, et lorsque tout était convenu et préparé entre les deux familles.

La lecture de ce chapitre qui ne fut faite que dans un instant de gaieté, effraya la future et la détermina à prier ses parens de ne pas la contraindre à cet engagement.

L'ignorance où elle était des dispositions de la loi sur ce point aurait laissé accomplir cette union, qui peut-être eût été malheureuse et dont infailliblement on aurait provoqué la dissolution par des voies bien pénibles.

Cette obligation de l'officier de l'état civil ne peut allonger beaucoup son opération; mais, dût-elle occuper plus de temps, une

ner so heiligen und so wichtigen Verbindung zu erfüllen ist wesentlich, daß man vorher mit ihrem ganzen Umfang bekannt geworden seye.

Ich könnte ein Beyspiel der Trennung eines Heurathprojectes, die bloß die Wirkung der Kenntniß, welche man der Braut von den Artikeln des sechsten Kapitels beybrachte, war, anführen.

Es ist wahrlich nicht bey der Erscheinung vor dem Civilstands-Beamten, und zur Stunde der Feyerung, aber drey Tage vor der zu dieser Ceremonie bestimmten Zeit, als alles zwischen beyden Familien übereingekommen, und vorbereitet war, geschehen.

Die Vorlesung dieses Kapitels, die nur in einem lustigen Augenblicke aus Scherz gemacht wurde, erschrockte die Braut, und entschloß sie, ihre Eltern zu bitten, sie nicht zu dieser Verbindung zu zwingen.

Die Unwissenheit in der sie war, über die Anordnungen des Gesetzes über diesen Gegenstand, würde eine Verbindung vollziehen gelassen haben, die vielleicht unglücklich ausgefallen wäre, und wovon man ohne allem Zweifel nur mittelst recht beschwerlicher Wege die Trennung würde angesuchet haben.

Diese Pflicht des Civilstands-Beamten kann

telle lecture est trop importante pour qu'il puisse se dispenser de la faire.

Rédaction de l'acte.

L'officier de l'état civil, en dressant son acte, doit avoir sous ses yeux l'art. 76. du Code Napoléon, afin de n'oublier l'insertion d'aucunes des pièces mentionnées en cet article.

Il ne doit pas perdre de vue qu'il ne suffit pas de se conformer aux dispositions de la loi, il faut encore qu'il fasse mention de tout ce qu'il a fait et dit pour l'exécuter.

(*Voyez les modèles, nos. XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, et XX.*)

De la légitimation des enfans naturels.

(*Art. 331. et 332. du Code Napoléon.*)

Les futurs qui ont eu des enfans naturels, ont le droit de les reconnaître lors de la célébration de leur mariage; cette légitimation peut même s'étendre aux enfans naturels lors décédés.

Mais l'officier de l'état civil ne doit pas

nicht um vieles seine ämtliche Verrichtung verläß-
gern; sollte sie aber noch mehr Zeit erfordern,
so ist doch jene Vorlesung gar zu wichtig, um
daß man sich sie zu machen, entheben dürfte.

Verfassung des Aktes.

Wenn der Civilstands-Beamte seine Urkunde
verfertigt, soll er den Artikel 76 des Codex Na-
poleon vor Augen haben, damit er keinen der in
diesem Artikel erwähnten Aufsätze vergesse.

Er muß nicht außer Gesicht lassen, daß es nicht
hinlänglich seye, sich den Vorkehrungen des Ge-
setzes gemäß zu bequemen. Es ist auch nothwen-
dig, daß er von allen, was er um es zu erfüllen
gemacht und gesagt hat, Erwähnung mache.

(Siehe die Formeln XIII, XIV, XV, XVI,
XVII, XVIII, XIX, und XX.)

Von der Anerkennung der natürlichen Kinder.

(Art. 331 und 332 des Codex Napoleon)

Die angenden Eheleute, welche natürliche
Kinder gehabt haben, haben das Recht selbe bey
der Feyerung ihres Heurath, als rechtmäßige Kin-
der anzuerkennen. Diese Anerkennung kann sich
gar auf natürliche Kinder, die damals schon todt
sind, beziehen.

oublier que cette faveur n'est accordée que pour les enfans qui ne sont pas adultérins.

J'ai vu un acte de mariage dans lequel les époux légitimaient trois enfans naturels; l'officier de l'état civil avait admis cette reconnaissance, à juste titre, pour deux enfans, elle était prohibée pour le plus agé. Les deux époux habitaient ensemble depuis long-temps, mais l'épouse avait été mariée à un autre particulier dont elle s'était séparée de fait; son mariage avait été ensuite annulé par un acte de divorce, mais postérieurement à la naissance du premier enfant; ensorte qu'il était adultérin et ne pouvait être reconnu.

Jedoch darf der Civilstands = Beamte nicht vergessen, daß diese Gunst nur für Kinder, die nicht aus einem Ehebruche entstanden sind, gestattet wird.

Ich sahe eine Heurathsurkunde, worinn die Gatten drey natürliche Kinder anerkannten. Der Civilstands = Beamte hatte diese Anerkennung für zwey Kinder mit Grund zugelassen; für das älteste ward sie aber verbotzen. Die zwey Gatten wohnten zwar beyammen schon von langer Zeit; Die Braut war aber mit einem andern Manne verhehlicht gewesen, von dem sie sich selbst getrennt hatte. Obwohl diese ihre erste Ehe nachher mittelst eines Ehescheidungsaktes vernichtet wurde, so geschah es doch erst nach der Geburt des ersten Kindes, daher es als im Ehebruche gezeuget, nicht anerkannt werden konnte.

CHAPITRE IV.

Des Actes de décès.

De ce qui se pratique pour les inhumations.

(Art. 77. du Code Napoléon.)

“ Aucune inhumation ne sera faite sans
“ une autorisation, sur papier libre et sans
“ frais, de l'officier de l'état civil, qui ne
“ pourra la délivrer qu'après s'être trans-
“ porté auprès de la personne décédée,
“ pour s'assurer du décès et que vingt-qua-
“ tre heures après le décès, hors les cas
“ prévus par les réglemens de police “.

Cet article impose à l'officier de l'état civil des obligations très-importantes; il ne peut et ne doit jamais en négliger aucune. Elles sont toutes d'ordre public.

La preuve qu'une personne est décédée; qu'elle n'a point terminé sa vie par une mort

Viertes Kapitel.

Von den Todesurkunden.

Von dem, was in Betreff der Begräbnungen,
zu befolgen ist.

(Art. 77 des Codex Napoleon.)

„ Keine Begräbnung soll ohne eine auf unge-
„ stempeltem Papier, und ganz Taxen frey vom
„ Civilstands-Beamten gegebenen Erlaubniß ge-
„ schehen. Er darf sie nicht eher ausfolgen,
„ bevor er sich zur verstorbenen Person bege-
„ het, und des Todesfalls versichert ist, und
„ zwar erst nach Verlauf von vier und zwanzig
„ Stunden des Todesfalls; ausgenommen in
„ den durch die Polizeyregulamente vorgesehe-
„ nen Fällen.“

Dieser Artikel legt dem Civilstands-Beamten
sehr wichtige Pflichten auf. Er darf und muß nie
eine davon vernachlässigen. Sie sind alle in der
öffentlichen Ordnung.

Die Probe, daß eine Person verschieden sey,
ohne daß ein gewaltsamer Tod ihr Leben geendet
habe, und daß alle Maßregeln getroffen worden

violente; que toutes les précautions ont été prises pour en acquérir la certitude, présente un intérêt trop grand pour que le législateur ait cru devoir s'en remettre aux simples déclarations des parties; il lui fallait une garantie plus forte contre l'empire trop puissant des passions humaines.

L'officier de l'état civil a donc été chargé de vérifier et constater les décès; il doit voir la personne décédée avant qu'elle soit inhumée: dès-lors aucune inhumation ne peut être faite sans qu'il en ait donné l'autorisation.

Cette vérification est fatigante, il le faut avouer, mais la loi la commande: mais une pareille opération est elle si pénible quand l'humanité la réclame?

L'idée qu'un individu peut-être inhumé sans qu'il ait cessé de vivre, ne suffit-elle pas à l'officier de l'état civil pour déterminer son transport?

Ce n'est pas pour ces cas difficiles où l'absence momentanée de tout mouvement vital offre le tableau de la mort, que la présence de l'officier de l'état civil peut-être nécessaire. Lorsque les hommes les plus habiles dans

seyen um diese Gewißheit zu erlangen, biethet ein zu großes Interesse dar, als daß der Gesetzgeber es für hinlänglich halten könnte, sich bloß auf die Deklarazionen der Parthenen zu verlassen. Er brauchte eine stärkere Bürgschaft wider die allzumächtige Herrschaft der menschlichen Leidenschaften.

Der Civilstands = Beamte wurde also beauftragt die Todesfälle zu bewähren, und zu bestätigen, er muß die entseelte Person besehen, bevor sie begraben wird; mithin kann keine Beerdigung geschehen, ohne daß er dazu die Erlaubniß gegeben hat.

Diese Besichtigung ist unbequem, man muß es eingestehen, aber das Gesetz befliehet sie. Ist denn aber eine ähnliche Handlung beschwerlich, wenn die Menschheit sie fordert?

Der Gedanke, daß jemand begraben werden könne, ohne daß er zu leben aufgehört habe, ist er nicht schon zureichend für den Civilstands = Beamten, um ihn zu bewegen sich dahin zu begeben?

Es ist nicht in den harten Fällen, wo die augenblickliche Abwesenheit aller Lebensbewegung das Bild des Todes darbietet, daß die Gegenwart des Civilstandes = Beamten nothwendig seyn kann. Wenn die in der Heilungskunst geschicktesten Männer sich schon geirrt haben, was würde wohl die schwache Einsicht eines in diesem Falle

l'art de guérir sont trompés, que produiraient les faibles lumières d'un fonctionnaire inexpérimenté dans cette partie? Il ne peut alors que prescrire un plus long retard pour la sépulture et procurer à une famille affligée la consolation que donne l'espérance.

La vérification prescrite à l'officier de l'état civil, a un but tout différent; il doit voir s'il y a vraiment une personne qui soit décédée, s'il y a identité entre l'individu mort et celui dont on lui annonce le décès.

Il doit s'informer des causes qui ont amené cet événement, s'assurer si aucuns signes, aucuns indices ne peuvent indiquer qu'il soit l'effet d'une mort forcée ou violente.

Son transport est donc inévitable.

Il n'est que trop vrai qu'en général les officiers de l'état civil ne remplissent pas ce devoir. Ils ont une confiance aveugle dans les déclarations qui leur sont faites. Cependant ils énoncent dans leurs actes qu'ils se sont transportés auprès de la personne décédée, parce que la mention de ce transport est nécessaire: on trouve dans presque tous les actes de décès ces mots *constaté par nous*, il y a dans une telle conduite viola-

ganz unerfahrenen Beamten nützen? Er kann in ähnlichen Fällen eine längere Zeitfrist zur Beerdigung vorschreiben, und der betrübten Familie den Trost, welchen die Hoffnung eingiebt, verschaffen.

Die Dem Civilstands-Beamten vorgeschriebene Sichtung hat einen ganz verschiedenen Zweck. Er muß sehen, ob wirklich eine todte Person vorhanden ist, ob das entseelte Individuum eben das selbe ist, wovon man ihm den Tod berichtet hat.

Er muß sich um die Ursachen erkundigen, die den Fall veranlaßt haben; er muß sich vergewissern, ob keine Zeichen oder Merkmale vorhanden sind, welche anzeigen könnten, daß er die Wirkung eines gezwungenen, oder gewaltsamen Todes sey.

Es ist also unvermeidlich, daß er sich dahin verfüge.

Es ist zwar leider wahr, daß im allgemeinen die Civilstands-Beamten diese Pflicht nicht erfüllen. Sie haben ein blindes Zutrauen in den Deklarationen, die ihnen gemacht werden. Und dennoch sagen sie in ihren Akten, daß sie sich zur verbliebenen Person begeben haben, weil die Erwähnung dieses Ganges notwendig ist. Man findet beynahe in allen Todesurkunden die Worte: *Von uns bewähret*. In diesem Verfahren ist eine offenbare Verletzung des Gesetzes, eine

tion de la loi, outrage à l'humanité et faux évident.

J'irai plus loin encore ; la certitude où l'on peut être qu'un officier de l'état civil manquera à son devoir et qu'il ne se transportera pas pour vérifier l'état de la personne décédée, peut encourager le méchant et le porter au crime : la certitude du contraire est peut être capable de prévenir un délit.

Ce n'est qu'après cette vérification que l'officier de l'état civil doit accorder l'autorisation pour faire l'inhumation, et seulement lorsqu'il s'est écoulé vingt-quatre heures depuis que la personne n'existe plus.

Cette autorisation qui doit être écrite sur papier libre et sans frais, ne peut être refusée par l'officier de l'état civil que dans des circonstances particulières. Mais si les lois de police indiquent les cas où l'inhumation doit être faite avant ou après les vingt-quatre heures, cette exception à la règle générale qui est encore prise dans l'intérêt public ne doit jamais être l'effet d'un abus d'autorité.

J'ai vu un officier de l'état civil méconnaître la dignité de ses fonctions jusqu'à re-

Unbild wider die Menschheit, und eine augenscheinliche Fälschung.

Ich werde noch mehr sagen. Die Gewissheit, in der man seyn kann, daß ein Civilstands-Beamter, seiner Pflicht untreu, sich nicht zur verstorbenen Person begeben wird, kann dem Bösewicht Muth geben, und ihn zum Verbrechen verleiten: die Gewissheit des Gegentheils ist vielleicht hinlänglich, um einem Verbrechen vorzubeugen.

Nur nach gescheneher solcher Besichtigung soll der Civilstands-Beamte die Erlaubniß zur Beerdigung ertheilen, und zwar erst, wenn vierundzwanzig Stunden nach dem Ableben der Person verfloßen sind.

Der Civilstands-Beamte kann nicht diese auf ungestempeltem freyen Papier, und ohne Gebühr und Unkosten zu verfertigende Erlaubniß, ausgenommen in einigen besondern Fällen versagen. Wenn aber die Polizeygesetze die Fälle, wo die Beerdigung vor, oder nach den vier und zwanzig Stunden vor sich gehen soll, so darf diese Ausnahme von der allgemeinen Regel, welche gleichfalls im öffentlichen Interesse geschöpft worden, wie die Wirkung eines Autoritätsmißbrauch seyn.

Ich sahe einen Civilstands-Beamten so sehr die Würde seines Amtes verkennen, daß daß er sogar ohne aller gesetzmäßigen Ursache, die Er

fuser sans aucune cause légitime l'autorisation qui lui était demandée, quoiqu'il se fût écoulé plus de vingt-quatre heures depuis le décès; son unique motif était de contrarier les droits et les devoirs d'une famille religieuse, et du ministre du culte dont elle réclamait l'assistance.

Ah! dans ces momens de deuil et d'affliction, que celui qui se plaît à aggraver le mal de ses semblables, inspire de mépris! combien l'autorité supérieure qui réprime une telle conduite, est-elle digne d'éloges et de reconnaissance!

Décès ; par qui doivent-ils être déclarés.

(*Art. 78. du Code Napoléon.*)

Les actes de décès doivent être dressés de diverses manières, suivant les lieux et les cas dans lesquels la personne décédée s'est trouvée.

Lorsqu'un individu est décédé dans son domicile, les personnes qui doivent faire la déclaration à l'officier de l'état civil, sont ses plus proches parens ou voisins, autant que cela est possible.

aubniß, welche man von ihm begehrte, verweigerte, obwohlen mehr als vierundzwanzig Gründen nach dem Verscheiden, verfloßen waren. Sein einziger Grund war die Rechte, und die Pflichten einer religiösen Familie, und des Geistlichen dessen Beystand sie anflehte, zu necken.

Ach! was für eine Verachtung erregt nicht derjenige, welcher in jenen Augenblicken der Betrübniß und Trauer Vergnügen findet, das Uebel seines Nebenmenschen zu erst werden! Wie sehr verdient die höhere Obrigkeit, welche ein solches Benehmen ahndet, Lob und Erkenntlichkeit.

Todesfälle; durch wen selbe deklariret werden müssen.

(Art. 78 des Codex Napoleon.)

Die Todesurkunden müssen auf verschiedene Arten nach den Orten und Umständen, worinn sich die verstorbene Person befand, verfaßt werden.

Wenn jemand in seinem Wohnsitze gestorben ist, sind die Personen, welche bey dem Civilstands-Beamten die Deklarazion ablegen müssen, seine nächsten Verwandten oder Nachbarn, in so weit es möglich ist.

Wenn das Individuum außer seinem Wohn-

Si l'individu est décédé hors de son domicile, la déclaration doit en être faite par la personne chez qui l'événement a eu lieu.

Ici la loi ne porte point les mots, *s'il est possible*, elle est impérative; ainsi, l'officier de l'état civil doit exiger que ce soit la personne même chez laquelle le décès est arrivé qui fasse cette déclaration.

J'ai vu des actes constatant le décès d'enfant mort dans une pension; la déclaration en était faite par le portier. Cette mesure n'était pas régulière, il était du devoir du maître de la pension de venir trouver l'officier de l'état civil et de lui faire sa déclaration.

De ce qui doit être inséré dans les actes de décès.

(Art. 79. du Code Napoléon)

Lorsque la personne décédée est mariée ou veuve, l'acte doit énoncer les prénoms et nom, de l'autre époux. Dans ces cas, il doit contenir les prénoms, nom, âge, profession, domicile du défunt; les prénoms, noms,

sie gestorben ist, so muß die Deklarazion durch jene Personen, wo der Todesfall geschehen ist, gemacht werden.

Hier führt das Gesetz die Worte nicht an: Wenn es möglich ist. Es ist gebiethend. Der Civilstands-Beamte muß also fordern, daß es ebendieselbe Person seye, bey welcher der Todesfall sich ereignet hat, welche die Deklarazion davon gemacht hat.

Ich habe Akten gesehen, welche den Tod eines Kindes bewährten, das in einem Kostorte verstorben war. Die Deklarazion war von dem Portier gemacht worden. Diese Verfügung war unregelmäßig; es war die Schuldigkeit des Kostherrn zum Civilstands-Beamten zu kommen, und ihm die Deklarazion zu machen.

Von dem, was in den Todesurkunden eingeschaltet werden muß.

(Art. 79 des Codex Napoleon.)

Wenn die verstorbene Person verheuratet, oder verwittwet war, so muß der Todeschein den Vor und Zunamen des andern Gatten anzeigen.

In diesen Fällen muß es die Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz des Verstorbenen, dann die Vor- und Zunamen, Wohnsitz,

domicile, âge et profession des témoins ; s'ils sont parens, il faut également que l'acte fasse mention de cette parenté, et à quel degré elle existe.

S'il est possible l'officier de l'état civil ajoutera les noms, prénoms, domicile et profession des père et mère du décédé et le lieu de sa naissance.

(*Voy. les modèles, nos. XXI, XXII, XXIII.*)

Décès dans les maisons publiques ; comment ils doivent être constatés.

(*Art. 80. du Code Napoléon.*)

La loi assujettit les supérieurs et maîtres des hôpitaux civils et militaires, et autres maisons publiques, de tenir des registres destinés à l'inscription des déclarations et renseignemens sur les décès des personnes qui les habitent. Elle les oblige également de donner avis aux officiers de l'état civil de tous les décès qui peuvent y arriver, et ce dans les vingt-quatre heures.

Ces derniers doivent donc s'y rendre lorsqu'ils en sont requis, vérifier le fait, dresser

Alter und Gewerbe der Zeugen enthalten; wenn selbe Verwandte sind, so muß der Akt diese Verwandtschaft, und in welchem Grade sie bestehe, erwähnen.

Wenn es möglich ist, so wird der Civilstands-Beamte die Vor- und Zunamen, den Wohnsitz, und das Gewerbe der Eltern des Verstorbenen, und seinen Geburtsort hinzufügen.

(Siehe die Formeln XXI, XXII, und XXIII.)

Todesfälle in öffentlichen Anstalten; wie selbe bewahrt werden müssen.

(Art. 80 des Codex Napoleon)

Das Gesetz verpflichtet die Vorsteher, oder Obern der Civil- und Militär-Spitäler und andern öffentlichen Anstaltshäuser, ein Register zu halten, welches bestimmt ist, die Deklarationen und Erkundigungen über die Todesfälle, der darinn gestorbenen Personen einzutragen. Es verbindet sie auch, die Civilstands-Beamten über die Todesfälle, die sich allda ereignen können, inner vier und zwanzig Stunden zu benachrichtigen.

Diese letzteren müssen sich also dahin verfügen, wann sie darum ersucht werden, die Thatsache be-

leur acte comme dans le cas dont on vient de parler.

Ils doivent également veiller à ce que ce registre soit régulièrement tenu.

Décès par mort violente: comment ils doivent être constatés.

(*Art. 81 et 82. du Code Napoléon.*)

L'officier de l'état civil qui est prévenu ou qui reconnaît qu'une personne est décédée par mort violente, ne peut dresser son acte qu'après en avoir instruit l'officier de police. Il faut alors le concours de ces deux fonctionnaires.

La permission de l'inhumation est alors suspendue jusqu'à ce que l'officier de police ait dressé procès-verbal de l'état du cadavre, ainsi que la loi le lui prescrit.

Ce n'est qu'après qu'il aura reçu de l'officier de police les renseignemens énoncés au procès-verbal dressé par ce dernier, que l'officier de l'état civil dresse son acte de décès.

währen, und ihren Akt wie im oben angeführten Falle verfassen.

Sie müssen gleichfalls darauf sehen, daß das Register regelmäßig gehalten werde.

Sterbfälle durch gewaltsamen Tod; wie diese zu bewahren sind.

(Art. 81 und 82 des Codex Napoleon)

Der Civilstands-Beamte, welcher unterrichtet ist, oder selbst erkennt, daß eine Person eines gewaltsamen Todes gestorben seye, darf seine Urkunde erst dann ausstellen, wann er dem Polizey-Beamten Nachricht davon gegeben hat; dießfalls ist die Mitwirkung dieser beyden Beamten nothwendig.

Die Erlaubniß zur Beerdigung wird damahls aufgeschoben, bis daß der Polizey-Beamte das Protokoll über den Zustand des Leichnams, wie es das Gesetz vorschreibt, aufgenommen hat.

Der Civilstands-Beamte versfertigt seine Todesurkunde erst, wann er von dem Polizey-Beamten, die in dem von diesem letzteren aufgesetzten Protokoll enthaltenen Erkundigungen empfangen hat.

Comment sont constatés les morts violentes, les décès arrivés dans les prisons, et les exécutions à mort.

(Art. 83 84 et 85. du Code Napoléon.)

L'officier de l'état civil a une tâche bien délicate à remplir, lorsqu'il se trouve dans le cas de constater un décès arrivé soit par mort violente, soit dans les prisons et maisons de réclusion, soit par exécution à mort.

Il ne doit alors insérer dans son acte rien de ce qui pourrait humilier la famille du défunt.

Son opération doit être faite de manière à ne laisser aucun doute sur l'identité de l'individu, sur la certitude de sa mort; mais le lieu où elle est arrivée, la manière dont il a perdu la vie, en un mot, toutes les circonstances de ce décès doivent rester cachées, et il garde sur cette partie le plus profond silence.

(Voyez le modèle no. XXIII.)

Lorsqu'un particulier meurt hors de son domicile, que devient l'acte de décès?

(Art. 80 et 82. du Code Napoléon.)

Lorsqu'un particulier meurt hors de son domicile, l'officier de l'état civil du lieu où

Wie die gewaltsamen Todesfälle, jene, die in den Gefängnissen sich ereignen, und die Hinrichtungen bewährt werden.

(Art. 83 84 und 85 des Codex Napoleon)

Der Civilstands-Beamte hat eine sehr heilige Pflicht zu erfüllen, wann er sich im Falle befindet, einen durch Gewalt oder in Gefängnissen, oder endlich durch Hinrichtung erfolgten Tod zu bewähren.

Er muß dann im Akte ja nichts einschalten, was die Familie des Verstorbenen demüthigen könnte.

Seine Handlung muß dergestalt geschehen, daß kein Zweifel über die Gewißheit des Todes der Person statt finde, die Art aber, wie sie um das Leben gekommen ist, mit einem Worte alle Umstände dieses Todtenfalls müssen verborgen bleiben, und er beobachtet hierüber das tiefste Stillschweigen

(Siehe die Formel XXIII.)

Wenn jemand außer seinem Wohnsitze stirbt was geschieht mit dem Todesschein?

(Art 80 und 82 des Codex Napoleon)

Wenn jemand außer seinem Wohnsitze stirbt, so muß der Civilstands-Beamte des Ortes, wo der Todesfall sich ereignet hat, dem Civilstands-

arrive ce décès, doit envoyer une expédition de l'acte qu'il en a dressé, à l'officier de l'état civil du domicile du défunt. Ce dernier en le recevant, en fait la transcription sur les registres de sa commune, et dresse de son opération un procès-verbal sommaire.

(*Voyez le modèle no. XXIV.*)

C H A P I T R E V .

De l'adoption et du divorce.

D E L' A D O P T I O N .

Que doit faire l'officier de l'état civil, pour les actes d'adoption.

(*Art. 359. du Code Napoléon.*)

Les devoirs de l'officier de l'état civil sont très-faciles à remplir, lorsque son ministère est requis pour dresser un acte d'adoption.

La partie requérante doit lui présenter

Beamten des Ortes, wo der Verstorbene sesshaft war, einen Extrakt der Urkunde die er hierüber verfaßt hat, zu schicken. Sobald der letztere ihn empfängt, schreibt er ihn in die Register seiner Gemeinde ein, und macht hievon ein summarisches Protokoll.

(Siehe die Formel XXIV.)

Fünftes Kapitel.

Von der an Kindesstattnehmung, und von der Ehescheidung.

Von der an Kindesstattnehmung.

Was soll der Civilstands-Beamte im Betreff der Urkunden bey Annehmungen an Kindesstattnehmung

Die Pflichten des Civilstands-Beamten sind sehr leicht, wann sein Amt einen an Kindesstattannahmungs-Act auszustellen, gefodert wird.

Die ansuchende Parthey muß ihm den Extrakt

l'expédition en forme de l'arrêt de la Cour d'appel qui a admis l'adoption,

Ce fonctionnaire, après avoir pris lecture de cet arrêt, en examine la date; s'il la trouve antérieure de trois mois au jour où il lui est présenté, l'inscription de ce jugement ne peut plus avoir lieu sur son registre, il doit refuser de la faire.

Dans le cas contraire, si l'arrêt ne remonte pas au délai de trois mois, l'officier de l'état civil l'inscrit, ainsi qu'il en est requis.

La loi ne porte rien de plus, elle ne prescrit point l'obligation d'appeler des témoins, elle n'annonce pas la nécessité de dresser un acte.

Ce silence doit être expliqué par les dispositions générales prescrites au chapitre premier du titre II. du Code Napoléon.

L'adoption apporte un changement à la situation de la personne adoptée; elle lui donne un nouveau nom, une nouvelle famille, elle lui confère un état différent.

C'est donc par un acte consigné dans les registres de l'état civil que l'adoption doit

des des Urtheils des Appellationsgerichtes, welches die Annehmung an Kindesstatt zugelassen hat, vorweisen.

Nachdem der Beamte es überlesen hat, forschet er nach dem Datum. Findet er, daß es um drey Monathe früher als der Tag, an dem der Extract ihm vorgezeigt wird, lautet, so kann die Eintragung dieses Urtheils auf seinem Register nicht statt finden. Er muß sich weigern, selbe vorzunehmen.

Im entgegengesetzten Falle, wenn das Urtheil nicht älter als drey Monathe ist, schreibt ihn der Civilstands-Beamte so wie er gebeten ist, ein.

Das Gesetz sagt nichts anders mehr; es schreibt nicht die Verbindlichkeit vor, Zeugen beizubringen; es giebt keine Nothwendigkeit an, einen Akt darüber zu verfassen.

Dieses Stillschweigen muß durch die allgemeinen Verfügungen im ersten Kapitel des zweiten Titels des Codex Napoleon, erklärt werden.

Die Annehmung an Kindesstatt bringt eine Veränderung an der Lage der angenommenen Person mit sich, dadurch bekommt sie einen neuen Namen, eine neue Familie, und einen neuen Stand.

Folglich muß eine an Kindesstattnehmung durch einen in den Registern des Civilstandes aufbewahrten Akt eingefetzt werden. Das bloße Ueber

être établie: la simple transcription de l'arrêt qui autorise ce changement, serait insuffisante,

Ainsi, les règles communes aux actes de l'état civil doivent être appliquées dans les cas d'adoption.

Alors l'officier de l'état civil doit dresser un acte conforme aux dispositions énoncées dans les articles 34, 37, 38, 39 et 40. du Code Napoléon.

(*Voyez le modèle no. XXV.*)

D I V O R C E.

Nos lois permettent l'usage du divorce; il peut avoir lieu pour cause déterminée ou par le consentement mutuel et persévérant des époux.

L'officier de l'état civil n'a point à s'occuper des actes préliminaires; son ministère ne devient nécessaire que quand il faut prononcer la dissolution du mariage.

Divorce pour cause déterminée.

(*Art. 264 et 265. du Code Napoléon.*)

Lorsque le divorce a lieu pour cause déterminée, la personne qui se présente devant

tragen, des, jene Veränderung erlaubenden Urtheils wäre unzulänglich.

Die, allen Akten des Civilstandes gemeinen Regeln müssen also in Fällen einer an Kindesstattnehmung, angewendet werden.

Der Civilstands-Beamte muß alzdann einen Akt den, in den Artikeln 34, 37, 38, 39, und 40 des Codex Napoleon enthaltenen Verfügungen, gemäß, verfassen.

(Siehe die Formel XXV.)

Von der Ehescheidung.

Unsere Gesetze erlauben den Gebrauch der Ehescheidung. Sie kann entweder wegen einer determinirten Ursache, oder mittelst einer gegenseitigen und beharrenden Einwilligung der Gatten statt haben.

Der Civilstands-Beamte hat sich nicht um die vorläufigen Akten zu bekümmern; sein Amt wird nur dann erforderlich, wann die Auflösung der Heurath ausgesprochen werden soll.

Ehescheidung wegen determinirten Ursachen.

(Art. 264 und 265 des Codex Napoleon)

Wenn die Scheidung aus einem determinirten Grunde geschehen ist, muß die Person, welche

L'officier de l'état civil, doit lui justifier du jugement ou de l'arrêt sur lequel est fondée sa demande.

Si c'est en vertu d'un jugement rendu en premier ressort, il faut qu'il soit passé en force de chose jugée, c'est-à-dire, que l'on ne puisse plus l'attaquer par la voie de l'appel ; les délais pour en appeler doivent donc être expirés.

Lorsque c'est en vertu d'un arrêt rendu par défaut, on doit attendre que le délai accordé pour y former opposition soit passé.

Si l'arrêt a été contradictoirement rendu, l'officier de l'état civil ne peut déférer à la demande qui lui est faite, qu'après l'expiration du temps déterminé pour se pourvoir en cassation.

Il doit être également justifié à l'officier de l'état civil de la citation donnée à l'autre partie pour comparaître, le jour indiqué, devant lui, à l'effet d'y voir prononcer le divorce.

sich vor dem Civilstands-Beamten stellt, sich über das Urtheil, oder den Bescheid auf dem ihr Begehren sich gründet, ausweisen.

Wenn sie kraft eines in erster Instanz erfolgten Urtheils geschehen ist, so muß sie im Falle der Unwiderruflichkeit seyn, und eine rechtliche Entscheidungskraft in sich haben; das heißt, sie darf nicht mehr durch den Appellationsweg angegriffen werden können; die Fristen um noch appelliren zu können, müssen also verfloßen seyn.

Ist sie aber durch einen Contumaz, oder Nichterscheinungsurtheil vor sich gegangen, so muß erwartet werden bis die bewilligte Frist um Einspruch machen zu können, vorüber ist.

Wenn das Urtheil contradictorisch gesprochen worden, darf der Civilstands-Beamte nicht eher das ihm gemachte Begehren willfahren, als bis die Zeit verfloßen ist, welche um beym Cassationshofe anzuhalten, bestimmt ist.

Man muß sich gleichfalls beym Civilstandsbeamten über die Vorladung, so der Gegenwarthen zur Erscheinung vor ihm am festgesetzten Tage um dem Anspruch der Ehetrennung beyzuwohnen, gemacht worden, ausweisen.

*Déchéance du bénéfice de tout jugement
après deux mois,*

(Art. 266. du Code Napoléon.)

Il ne faut pas oublier que le demandeur en divorce est déchu du bénéfice des jugemens ou arrêts qu'il a obtenus, lorsqu'il s'est écoulé plus de deux mois à partir des délais donnés pour l'appel, pour l'opposition, ou pour le pourvoi en cassation, sans qu'il se soit présenté devant l'officier de l'état civil,

Divorce par consentement mutuel.

(Art. 294. du Code Napoléon.)

Lorsque la demande en divorce est faite sur le consentement mutuel des deux époux, ils doivent se présenter devant l'officier de l'état civil dans les vingt jours de la date de l'arrêt de la Cour qui aura admis le divorce.

Cet arrêt ne peut avoir d'effet après ce délai.

Dans les cas où le divorce a lieu pour cause déterminée, l'officier de l'état civil peut le prononcer par défaut, lorsque toutes les pièces sont régulières, lorsque le deman-

Verlust der Vortheile eines jeden Urtheils
nach zwey Monathen.

(Art. 266 des Codex Napoleon.)

Man darf nicht vergessen, daß der Bittsteller um Ehescheidung aller Vortheile der Bescheide oder Urtheile, die er erhalten hat, verlustig wird, sobald zwey Monathe von der Zeitfrist an, die zur Appellation, Opposition, und Cassations-Gesuch eingeräumt worden, verfloßen sind, ohne daß er sich dem Civilstands-Beamten vorgestellt habe.

Ehescheidung durch beyderseitige Einwilligung.

(Art. 294 des Codex Napoleon.)

Wenn das Ansuchen um Ehetrennung durch beyderseitige Einwilligung der Gatten geschieht, müssen sie vor dem Civilstands-Beamten innerhalb zwanzig Tage von Datum des Gerichtshof-Bescheides, welcher die Scheidung wird zugelassen haben, erscheinen.

Dieser Bescheid kann nach jener Zeitfrist keine Wirkung mehr haben.

Im Falle, daß die Ehescheidung wegen determinirten Ursachen statt fand, darf es der Civilstands-Beamte wegen Richterscheinung aussprechen sobald alle Beyslagen regelmäßig sind. Wenn der Bittsteller gehörig den andern Gatten hat vorladen lassen, und selber nicht erschienen ist.

deur a valablement fait citer l'autre époux, et que celui-ci ne comparait point.

Il n'en est pas de même dans les cas où il est l'effet d'un consentement mutuel; il faut nécessairement alors que les deux époux comparaissent ensemble devant l'officier de l'état civil, autrement il ne peut prononcer.

(*Voyez les modèles Nos. XXVI. et XXVII.*)

Es verhält sich aber nicht so, wann die Scheidung die Folge eines beyderseitigen Beystimmens ist; dann ist es nothwendig, daß beyde Gatten miteinander vor dem Civilstands-Beamten erscheinen, sonst darf dieser nicht den richterlichen Ausspruch machen.

(Siehe die Formeln XXVI und XXVII.)

T R O I S I È M E P A R T I E.

M O D È L E S P O U R S E R V I R À L A R É D A C -
T I O N D E S A C T E S D E L ' É T A T C I V I L .

N.º I. *Modèle d'un acte de naissance dont la déclaration est faite par le père de l'enfant.*

Aujourd'hui, (date du jour, du mois, de l'an et de l'heure,) devant nous, (prénoms et nom de l'officier de l'état civil) officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), s'est présenté, (prénoms, nom, profession, âge et domicile du requérant). Lequel nous a requis de dresser l'acte de naissance de (prénoms et nom que l'on donne à l'enfant), (son fils ou sa fille) auquel a donné le jour (prénoms et âge, nom de famille de l'épouse), son épouse (indiquer le jour et l'heure); il nous a, en conséquence, représenté cet enfant, en nous déclarant qu'il

Dritter Theil.

Muster der Akten des Civilstands,
um zu ihrer Verfassung zu dienen.



Nro. 1. Muster einer Geburtsurkunde,
wenn die Deklaration vom Vater des Kindes
gemacht wird.

Heute (Das Datum des Tags, Monats, Jahrs und der Stunde) ist vor uns (Vor- und Zunahmen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamten der Gemeinde (Namen der Gemeinde) der (Vor- und Zunamen, Gewerbe, Alter und Wohnort des Requirenten) erschienen. Welcher uns ersucht hat die Geburtsurkunde (seines Sohnes oder seiner Tochter.) (Namen die man dem Kinde giebt) welchen (oder welche) seine Ehegattin (Vornamen, Alter und Familiennamen der Gattin) (den Tag und die Stunde hier anführen) geboren hat, zu verassen. Er hat uns demnach das Kind vorgewiesen und dekla-

produit pour témoins de cet acte, (prénoms noms, professions, âge et domicile des témoins). Sur quoi, nous officier de l'état civil ci-dessus dénommé, après avoir, en présence des dits témoins, examiné cet enfant, avons reconnu qu'il est du sexe, (désigner le sexe de l'enfant). De tout quoi nous avons dressé le présent acte, qui a été transcrit et signé sur les deux registres par le requérant, les témoins et nous, après qu'il en a été donné lecture, lesdits jour et an.

(Si l'un ou plusieurs des témoins ne peuvent ou ne savent signer, il faut alors dire immédiatement après ces mots (le présent acte) “ que
 “ nous avons transcrit sur les deux registres et
 “ signé avec (désigner ceux qui signent)
 “ les autres, n'ayant pu ou su le faire, lecture
 “ faite, lesdits jour et an. “

(Si aucune des parties n'est en état de signer, on met: “ et aucune des parties n'ayant pu ou
 “ su signer, nous avons, en leur présence, apposé
 “ notre signature sur les deux doubles, après
 “ lecture faite, lesdits jour et an).

rivet, daß er, als Zeugen bey diesem Akte (Vor und Zunamen, Gewerb, Alter und Wohnort der Zeugen) vorstelle. Hierauf haben wir obbenannter Civilstands-Beamter, nachdem wir in Gegenwart besagter Zeugen das Kind besichtigt haben, erkennen, daß es (das Geschlecht anzeigend) Geschlechtes seye.

Von allen dem haben wir die gegenwärtige Urkunde, welche in die zwey Register eingetragen, und von dem Requirenten, von den Zeugen, und von uns nach geschעהener Vorlesung am obangesezten Tage, und Jahre unterzeichnet worden, ausgestellt.

(Wenn einer oder mehrere Zeugen nicht zu unterschreiben wissen, oder nicht unterschreiben können, so muß nach den Worten (die gegenwärtige Urkunde) folgendes gesetzt werden ("welche wir auf die zwey Register eingeschrieben, und mit den (die Personen hier bezeichnen, welche unterschreiben), da die andern nicht schreiben konnten, oder wußten, nach geschעהener Vorlesung, am obangesezten Tag und Jahr, unterzeichnet haben, ausgestellt.

(Wenn keine Parthey zu unterfertigen im Stande ist, so sezet man folgendes:) ausgestellt, und da keine der Partheyen unterschreiben konnte, oder zu unterschreiben wußte, in ihrer Gegenwart auf beyden Registern unsere Unterzeichnung nach geschעהener Vorlesung, am obangesezten Tag und Jahr beygefügt.

N^o II. *Modèle d'un acte de naissance dont la déclaration est faite par le médecin, ou accoucheur, ou sage-femme; enfin par toute autre personne qui a assisté à l'accouchement.*

Aujourd'hui, (date du jour, du mois, de l'an et de l'heure) devant nous (prénoms et nom de l'officier de l'état civil), officier de l'état civil de (nom de la ville ou commune), s'est présenté (prénoms, nom, profession, âge et domicile de la personne qui fait la déclaration). Lequel, en présence de (prénoms, noms, professions, âge et domicile des témoins) qu'il produit comme témoins, nous a déclaré que (prénoms, nom profession et domicile de la mère de l'enfant), épouse de (prénoms, nom, domicile et profession du père de l'enfant) a donné naissance (date du jour et de l'heure et du lieu où l'enfant est né) à... (prénoms et nom de l'enfant); qu'en conséquence et attendu, (il faut indiquer ici, autant que possible, la cause qui empêche le père de paraître), il nous représente cet enfant, conformément à la loi.

Uro. II. Muster einer Geburtsurkunde, wenn die Deklarazion durch den Arzt, durch den Geburtshelfer, durch die Hebamme, oder endlich durch was immer für eine andere Person, die der Geburt beygestanden hat, gemacht wird.

Heute (Das Datum des Tags, Monats, Jahrs, und der Stunde) ist vor uns (Vor- und Zunahmen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamten der Gemeinde (Namen der Gemeinde (der) (hieb r kommt der Vor- und Zunamen) (Gewerb, Alter und Wohnsitz der Person, welche die Deklarazion macht) erschienen. Welcher uns in Gegenwart der (Vor- und Zunamen, Gewerbe, Alter und Wohnsitz der Zeugen) deklarirt hat, daß die (Vor- und Zunamen, Gewerbe, und Wohnsitz der Mutter des Kindes) Ehegattin des (Vor- und Zunamen, Gewerbe und Wohnsitz des Vaters vom Kinde) am (Das Datum, des Tags, der Stunde und des Orts, wo das Kind geboren) das Kind (Vor- und Zunamen des Kindes) geboren habe; daß er folglich, weil (allhier muß so viel als möglich, die Ursache, welche den Vater zu erscheinen, hindert, angegeben werden) uns das Kind dem Gesetz gemäß vorweist. Worauf wir obbenannter Civil-

Sur quoi, nous officier de l'état civil ci-dessus dénommé, après nous être assuré par la déclaration des témoins, s'ils sont majeurs, après avoir, en leur présence, examiné cet enfant et reconnu qu'il est du sexe (*masculin ou féminin*), nous avons dressé le présent acte qui a été transcrit sur les deux registres à ce destinés, et après qu'il en a été fait lecture, nous l'avons signé avec lesdits comparans, les jour, mois, an et heure que dessus.

(*Si quelques-uns des comparans ne peuvent ou ne savent signer, voyez ce qui est dit au n.º ler.*)

N.º III. *Modèle d'un acte de naissance, lorsque l'accouchement a lieu dans une maison qui n'est pas le domicile de la personne accouchée.*

Aujourd'hui, (*date des jour, mois, heure et an*) devant nous, (*prénoms et nom de l'officier de l'état civil.*) officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), s'est

stands-Beamte, nachdem wir uns durch die Declarazion der Zeugen, ob sie volljährig sind, versichert haben, und nachdem wir dieß Kind in ihrer Gegenwart besichtigt, und erkennen haben, daß es (männlichen oder weiblichen) Geschlechts sey, die gegenwärtige Urkunde, welche auf den zweyen hiezu bestimmten Registern eingetragen worden, ausgestellt, und selbe sammt den Comparenten, am Tage, Monath, Jahr und Stunde, wie oben, unterzeichnet haben.

(Wenn jemand von den Comparenten nicht schreiben kann, oder nicht zu unterschreiben weiß, Siehe, was bey der Formel I. gesagt worden.)

III. Muster einer Geburtsurkunde, wenn die Niederkunft in einem Hause, welches nicht der Wohnsitz der Gebährerin ist, geschieht.

Heute (das Datum des Tags, Monaths, Jahrs, und der Stunde) ist vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands-Beamten) Civilstands Beamten der Gemeinde (Namen der Gemeinde)

*

présenté (*prénoms, nom, profession, âge et domicile du déclarant*) lequel nous a déclaré que (*prénoms, nom, âge, domicile et profession de la personne accouchée, ceux de son époux, si elle est mariée*) est accouchée cejourd'hui (*heure de*) en la maison du déclarant où elle ne réside pas ordinairement; que, pour satisfaire à la loi, il fait la déclaration des faits qui lui sont connus, et représente l'enfant; que l'intention de sa mère est de lui donner les prénoms et nom de (*indiquer les prénoms et nom donnés à l'enfant*).

Sur quoi, nous officier de l'état civil sus-nommé, après avoir, en présence de (*prénoms, noms, âge, profession, domicile des témoins*) qu'il produit pour témoins, examiné cet enfant qui est du sexe (*désigner le sexe de l'enfant*), nous avons dressé le présent acte que nous avons transcrit et signé sur le double registre avec les déclarans et les témoins, après leur en avoir donné lecture, lesdits jour et an.

(*Si les comparans ou quelques-uns d'entre eux ne savent ou ne peuvent signer, voyez ce qui est indiqué au no. Ier.*)

der (hieher kommt der Vor- und Zunamen, Gewerbe, Alter und Wohnsitz des Deklarirenden) erschienen und hat uns deklarirt, daß die (Vor- und Zunamen, Alter, Wohnsitz und Gewerbe der Kindelbetherinn, und wenn sie verheurathet ist jene ihres Gemahls) heute um (die Stunde) im Hause des Deklarirenden, wo sie nicht gewöhnlich sich aufhält, niedergekommen seye; daß um daß Gesetz zu erfüllen er die Deklarazion der Thatfachen, die ihm bekannt sind, ablege, und das Kind vorzeige; daß die Mutter gesonnen sey, selbem die Namen (die Vornamen, und den Zunamen, die dem Kinde gegeben werden. hier anführen) zu geben.

Worauf von uns obbenanntem Civilstands-Beamten, nachdem wir in Gegenwart der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz der Zeugen), die er als Zeugen aufführt, das Kind, welches (männlichen, oder weiblichen) Geschlechts ist, besichtigt haben, die gegenwärtige Urkunde, die wir auf beyden Registern eingetragen, und mit den Deklarirenden, und den Zeugen, nach vorher geschehener Vorlesung, am obbesagten Tag, und Jahr, unterzeichnet haben ausgestellt worden.

(Wenn die Comparanten, oder jemand von ihnen nicht unterschreiben kan, oder nicht zu unterschreiben weiß, Siehe, was bey der Formel I. erwähnt worden.

N.º IV. *Modèle d'un acte de naissance d'un enfant trouvé, lorsque la déclaration est faite par la personne qui l'a trouvé.*

Aujourd'hui, (date du jour, du mois, de l'an et de l'heure) devant nous (prénoms, et nom de l'officier de l'état civil) officier de l'état civil de (nom de la ville ou commune), s'est présenté (prénoms, nom, profession, âge et domicile de la personne), lequel nous a déclaré que, le (date du jour et de l'heure), il a trouvé (désignation du lieu) un enfant nouvellement né qui paraissait avoir été abandonné par les auteurs de ses jours, (désignation des vêtemens dont il était couvert et d'autres effets, s'il y en avait auprès de lui) qu'il nous représente, en conséquence, cet enfant, en présence de (prénoms, noms, professions, âge et domicile des témoins). Sur quoi, nous officier de l'état civil, ci-dessus dénommé, après nous être assuré de l'état de majorité des témoins par leur déclaration, après avoir demandé au déclarant s'il n'a rien omis de nous dire sur toutes les circonstances relatives à cet enfant, nous avons,

IV. Muster einer Geburtsurkunde eines Findelkinds, wenn die Deklarazion von der Person, die selbe gefunden hat gemacht wird.

Heute (Das Datum des Tags, Monats, Jahrs, und der Stunde) ist vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamten der Gemeinde (Namen der Gemeinde) der (hieher setzt man die Vor- und Zunamen, Gewerch, Alter und Wohnsig der Person) erschienen, welcher uns deklariret hat, daß am (Datum des Tags und Stunde) er ein neugebornes Kind, welches von seinen Erzeugern verlassen worden zu seyn schien (Beschreibung der Kleidungsstücke, mit den es bedeckt war, und der andern Effekten, wenn deren bey ihm vorhanden waren) gefunden habe, daß er uns folglich das Kind in Gegenwart der (Vor- und Zunamen, Gewerbe, und Wohnsige der Zeugen) vorstelle.

Worauf wir obbenannter Civilstands-Beamte, nachdem wir uns des Volljährigkeitstandes der Zeugen durch ihre Aussage versichert, und den Deklarirenden befragt haben, ob er uns nichts über alle die, auf diesem Kinde Bezug habenden Umständen zu sagen unterlassen habe, in Gegenwart des besagten, (der Namen des Deklari-

en présence dudit (*nom du déclarant*) et des témoins, examiné de quel sexe est l'enfant, et avons reconnu qu'il est du sexe (*masculin ou féminin*), qu'il peut être âgé de (*désigner l'âge qu'il peut avoir*) et lui avons donné les noms et prénoms (*indiquer les prénoms et nom qu'on lui donne*). Avons ensuite ordonné qu'il serait déposé (*désigner l'hospice où il sera remis*). De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, qui a été de suite transcrit sur les deux registres de l'état civil et après qu'il en a été donné lecture, nous l'avons signé avec les comparans, lesdits jour, heure, mois et an que dessus.

(*Si quelques comparans ou tous ne peuvent ou ne savent signer, voyez ce qui est indiqué au no. 1er.*)

renden) und der Zeugen wessen Geschlechtes das Kind seyn untersucht und es vom (männlichen oder weiblichen) Geschlechte erkennen haben, wie auch, daß es (das Alter hier anführen, welches beyläufig das Kind haben kann) Jahre alt seyn mag. Wir gaben ihm alsdann den Vornamen und Zunamen (die Vor- und Zunamen, welche man ihm giebt, hier anführen.) Befahlen auch, daß es (die Anstalt bezeichnen, wohin es gebracht wird) abgegeben werde. Von allen dem haben wir gegenwärtiges Protokoll, welches auf der Stelle in die zwey Register des Civilstandes eingetragen wurde, aufgenommen, und nachdem es vorgelesen worden, selbes sammt den Compartmenten am Tage, Stunde, Monathe und Jahre, wie oben, unterzeichnet.

Wenn einer oder alle Compartmenten nicht unterschreiben können, oder nicht zu unterschreiben wissen, Siehe was bey der Formel I. gesagt worden.

N^o V. *Modèle de procès-verbal pour la transcription d'un acte de naissance transmis à l'officier de l'état civil, par le ministre de la marine, conformément aux art. 59 et 60.*

Aujourd'hui, (date des jour, mois, heure et an), nous (prénoms, nom). officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), avons reçu de Son Excellence le ministre de la marine et des colonies, une expédition de l'acte de naissance de (prénoms, nom de l'enfant), fils ou fille de (prénoms, noms, profession et domicile des père et mère). En conséquence, et pour nous conformer aux dispositions de l'art. 60. du Code Napoléon, nous avons transcrit de suite sur les deux registres le contenu en ladite expédition, laquelle demeurera annexée au registre qui doit être déposé au greffe du tribunal.

De tout quoi nous avons dressé le présent acte, que nous avons signé sur les deux registres, lesdits jour et an.

V. Muster des Protokolls der Uebertragung einer Geburtsurkunde, welche dem Civilstands-Beamten von dem Minister der Marine, den Artikeln 59 und 60 gemäß zugeschickt werden-

Heute (Datum des Tags, Monats, Jahres und Stunde) haben wir (Vor- und Zunamen) Civilstands-Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) von Seiner Excellenz dem Maria- und Colonien-Minister einen Extrakt der Geburtsurkunde des (oder der) (Vor- und Zunamen des Kindes) Sohn (oder Tochter) des (Vor- und Zunamen, Gewerbe und Wohnsitz des Vaters und der Mutter) empfangen. Wir haben demzufolge, und um den Verordnungen des Artikels 60 des Codex Napoleon gemäß zu handeln, alsogleich auf beyde Register den Inhalt des besagten Extraktes übertragen, welcher dem Register, welches in die Kanzley des Gerichtshofes niedergelegt werden muß, als Beylage anliegend verblieben wird.

Von allem dem haben wir den gegenwärtigen Akt verfaßt, den wir auf beyden Registern am obenangezeigten Tage und Jahre unterzeichnet haben.

No. VI. *Modèle d'acte de publication pour les cas où les actes respectueux sont prescrits et doivent être réitérés.*

Aujourd'hui (*date des jour, an et heure*) nous (*prénoms, nom de l'officier de l'état civil*) officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), avons publié ce jourd'hui pour la 1re. ou 2e. fois devant la maison commune le projet de mariage de (*prénoms, nom, âge, profession et domicile du futur,*) fils majeur de (*prénoms, noms, profession et domicile de ses père et mère*) et de (*prénoms, nom, âge, profession et domicile de la future*) fille majeure de (*prénoms, noms, profession et domicile de ses père et mère*).

Cette publication est faite sans le consentement d'aucun des père et mère (*ou ascendants*) desdits futurs, mais après qu'ils nous ont eu représentés les actes respectueux qu'ils ont fait faire à leurs père, mère (*ou ascendants*) à trois différentes époques, et lorsque le délai d'un mois s'est écoulé depuis le jour où a été fait le dernier de ces actes.

VI. Muster einer Verkündigung, für den Fällen, wann die ehrfurchtsvollenaufsätze vorgeschrieben sind, und wiederholt werden müssen.

Heute (Das Datum des Tags, Jahrs und Stunde) haben wir (Vor und Zunamen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamte der Gemeinde (Namen der Gemeinde) zum ersten (oder zweyten) mahl vor dem Thore des Gemeindehauses das Vornehmen der Heurath zwischen dem (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb und Wohnsitz des Bräutigams) volljährigem Sohn des (Vor- und Zunamen, Gewerb und Wohnsitz des Vaters und der Mutter) und der (Vor- und Zuname, Alter, Gewerb und Wohnsitz der Braut) volljährigen Tochter des (Vor- und Zunamen, Gewerbe und Wohnsitz des Vaters und der Mutter) aufgebothen.

Diese Verkündigung ist ohne der Einwilligung eines der Eltern (oder Ascendenten) der Trauenden, jedoch nachdem uns die ehrfurchtsvollen Aufsätze, welche sie ihrem Vater, Mutter (oder Ascendenten) zu drey verschiedenen mahlen gemacht haben vorgewiesen worden, und da schon ein Monath nach dem Tage, wann der letzte dieser Akten gemacht wurde, verfloßen war, geschehen.

De tout ce que dessus nous avons dressé le présent acte dont extrait restera affiché sur la porte de la maison commune, conformément à la loi, et avons signé, lesdits jour et an.

No. VII. *Modèle de publication de mariage pour les cas où le consentement du conseil de famille est requis.*

Aujourd'hui (*date des jour, an et heure*) nous (*prénoms, nom de l'officier de l'état civil*), officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), avons publié pour la première (*ou seconde fois*) devant la porte de la maison commune, le projet de mariage entre (*prénoms, nom, âge, profession, du futur*) fils mineur de (*prénoms, noms, profession, domicile de ses père et mère*) et (*prénoms, nom, âge, profession et domicile de la future*) fille majeure de (*prénoms, noms, domicile, profession de ses père et mère*)

Von allem dem haben wir gegenwärtigen Akt wovon ein Extrakt auf dem Thore des Gemeinshauses dem Gesetze gemäß, angeschlagen bleiben wird, verfasst, und am obangezeigten Tage, und Jahre unterzeichnet.

VII. Muster einer Heurathverkündigung für den Fällen, wann die Einwilligung des Familienrathes erfordert wird.

Heute (Das Datum des Tags, Jahrs und Stunde) haben wir (Vor- und Zunamen des Civilstands = Beamten) Civilstands = Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) zum ersten (oder zweyten) mahl vor dem Thore des Gemeinshauses das Vornehmen der Heurath zwischen dem (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz des Bräutigams) minderjährigen Sohn des (Vor- und Zunamen, Gewerbe und Wohnsitz des Vaters) und der Mutter) und der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz der Braut) volljährigen Tochter des (Vor- und Zunamen, Gewerbe und Wohnsitz ihres Vaters und ihrer Mutter) aufgebothen.

Diese Verkündigung ist nach gegebener Einwilligung des Familienrathes des benannten Bräu-

Cette publication a été faite d'après le consentement du conseil de famille dudit futur, ainsi que cela est énoncé dans le procès-verbal qui en a été dressé le (*date du procès-verbal*), et d'après le consentement verbal ou par écrit des père et mère de ladite future. De tout ce que dessus nous avons dressé le présent acte dont extrait restera affiché à la porte de la maison commune pendant le délai fixé par la loi, et avons signé, lesdits jour et an.

No. VIII. *Modèle d'acte de publication lorsqu'il y a des dispenses de la seconde.*

Aujourd'hui (*date des jour, an et heure.*)
 Nous (*prénoms et nom de l'officier de l'état civil,*) officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*) avons publié pour la première fois devant la porte de la maison commune le projet de mariage entre (*prénoms, nom, profession, âge et domicile du futur*), fils (*majeur ou mineur*) de (*prénoms,*

tigams, wie es in dem hiezu am (Datum des Protokolls) aufgenommenen Protokolle angezeigt ist, und nach mündlich (oder schriftlich) geäußerten Einwilligung der Eltern der Braut, geschehen.

Von allem dem haben wir den gegenwärtigen Akt, wovon ein Extrakt am Thore des Gemeindehauses, während der vom Gesetze vorgeschriebenen Zeitfrist angeschlagen bleiben wird, ausgestellt, und an dem obenangesezten Tage, und Jahr unterzeichnet.

VIII. Muster eines Verkündigungsaktes, wann eine Befreyung, für die zweyte vorhanden ist.

Heute (Das Datum des Tags, Jahrs und der Stunde) haben wir (Vor- und Zunamen des Civilstands - Beamten) Civilstands - Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) zum erstenmahl vor dem Thore des Gemeindehauses, das Vornehmen der Heurath zwischen dem (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerh, und Wohnsig des Bräutigams) volljähriger (oder minderjähriger) Sohn des (Vor- und Zunamen, Wohnsig und Gewerh der Eltern des Bräutigams) und der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerh

noms, domicile et profession des père et mère du futur), et (*prénoms, nom, profession, âge et domicile de la future*), fille (*mineure ou majeure*) de (*prénoms, noms, professions et domicile de ses père et mère.*)

La présente publication faite d'après le consentement (*verbal ou par écrit*) des pères et mères desdits futurs (*ou autres personnes. s'il y a lieu*), ne sera pas réitérée, à raison des dispenses qui ont été accordées pour la seconde, ainsi que cela nous a été établi.

De tout ce que dessus, nous avons dressé le présent acte dont extrait restera affiché à la porte de ladite maison commune. conformément à la loi, et avons signé, lesdits jour et an.

No, IX. Modèle de publication de mariage, lorsqu'il est fait en vertu de dispense d'âge.

Aujourd'hui, (*date des jour, heure et an*). nous (*prénoms, nom de l'officier de l'état civil*) officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), avons publié pour la (*première ou seconde fois*) devant la porte

und Wohnsitz der Braut) volljährige (oder minderjährige) Tochter des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz der Eltern der Braut) angedoten.

Gegenwärtige Verkündigung, die nach (schriftlich oder mündlich) gegebener Einwilligung der Väter und Mütter beyder künftigen Gatten, gemacht wurde, wird nicht mehr wiederholt, und zwar in Folge der Dispensazion, die für die zweyte Verkündigung, wie man sich bey uns ausgewiesen hat, bewilliget worden.

Von allem dem haben wir den gegenwärtigen Akt, wovon ein Extrakt, dem Gesetze gemäß, an dem Thore des Gemeindehauses angeschlagen bleiben wird, verfasst, und an dem obbesagten Tag, und Jahr unterzeichnet.

IX. Muster einer Heurathverkündigung, wann sie kraft einer Dispensazion des Aalters, gemacht wird.

Heute (Datum des Tags, Jahrs und Stunde) haben wir (Vor- und Zunamen des Civilstands - Beamten) Civilstands - Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) zum ersten (oder zweyten) mahl das Bornehmen der Heurath zwischen dem (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und

de la maison commune, le projet de mariage qui est accordé entre (*prénoms, nom, âge, profession et domicile du futur*) fils mineur de (*prénoms, noms, profession et domicile de ses père et mère*) et de (*prénoms, nom, âge, profession et domicile de la future*), fille mineure de (*prénoms, noms, profession et domicile de ses père et mère*),

La présente publication faite d'après le consentement (*écrit ou verbal*) des pères et mères desdits futurs (*ou autres ascendans*), en vertu des dispenses d'âge qui ont été obtenues par les parties, et dont elles nous ont excipé par la représentation de l'acte qui le constate.

De tout ce que dessus nous avons dressé le présent acte, (*lors de la seconde publication, la mention de l'affiche devient inutile*), dont extrait sera affiché à la porte de ladite maison commune pendant les délais prescrits par la loi, et avons signé, lesdits jour et an.

No. X. *Modèle de publication pour le cas où la femme est veuve.*

Aujourd'hui, (*date du jour, de l'an et de*

Wohnsitz des Bräutigams) minderjährigen Sohn des (Vor- und Zunamen = Alter, Gewerbe und Wohnsitz seiner Eltern) und der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz der Braut) minderjährigen Tochter des (Vor- und Zunamen, Gewerbe und Wohnsitz der Braut) vor dem Thore des Gemeindehauses aufgebothen.

Gegenwärtige Verkündigung ist nach schriftlich (oder mündlich) gegebener Einwilligung der Väter und Mütter (oder anderen Ascendenten) beyder obgenannten künftigen Gatten, kraft einer Altersdispensation, welcher von den Parthenen erhalten worde, und wovon sie uns durch Vorweisung des Aktes, welcher jene bewähret, versichern, geschehen.

Von allem dem haben wir den gegenwärtigen Akt, (bey der zweyten Verkündigung ist die Erwähnung des Anschlagens überflüssig) wovon ein Exrakt am Thore des Gemeindehauses während der vom Gesetze vorgeschriebenen Zeitfrist angeschlagen seyn wird, ausgestellt und an dem obenangezeigten Tag und Jahr unterschrieben.

X. Muster einer Verkündigung, für den Falle, wann die Braut eine Wittwe ist.

Heute (Das Datum des Tags, Jahrs, und



l'heure) nous (*prénoms, nom de l'officier de l'état civil*) officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*) avons publié devant la porte de la maison commune pour la première (*ou deuxième fois*) le projet de mariage entre (*prénoms, nom, âge, domicile et profession du futur*) fils majeur de (*prénoms, noms, profession, domicile de ses père et mère*) et de (*prénoms, nom, âge, domicile, profession de la future*), fille majeure de (*prénoms, noms, domicile et profession de ses père et mère*), et veuve en première nocés de (*prénom, nom, profession et domicile de l'époux*).

Cette publication faite du consentement des père et mère des futurs, l'a en outre été sur la représentation de l'acte de décès du premier mari de ladite future, duquel il résulte que son précédent mariage a été dissous, et qu'il s'est écoulé plus de dix mois depuis cet événement.

De tout quoi nous avons dressé le présent acte qui sera affiché par extrait sur la porte de la maison commune pendant le temps prescrit par la loi, et avons signé, lesdits jour et an.



Stunde) haben wir (Vor- und Zunamen des Civilstands = Beamten) Civilstands = Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) vor dem Thore des Gemeindehauses zum ersten (oder zweyten) mahl das Vornehmen der Heurath zwischen dem (Vor- und Zunamen , Alter , Wohnsitz und Gewerbe des Bräutigams) volljährigen Sohn des (Vor- und Zunamen , Gewerbe und Wohnsitz seiner Eltern) und der (Vor- und Zunamen , Alter , Gewerbe und Wohnsitz der Braut) volljährigen Tochter des (Vor- und Zunamen , Gewerbe und Wohnsitz des Vaters und der Mutter der Braut) und Wittwe nach der ersten Heurath des (Vor- und Zunamen , Gewerbe und Wohnsitz des ersten Gemahls) aufgebothen.

Diese Verkündigung ist auf die erfolgte Einwilligung der Eltern des Brautpaares , und auf die Vorweisung der Todesurkunde des ersten Gemahls woraus erhoben wird , daß ihre vorige Heurath aufgelöst worden , und daß mehr als zehn Monate nach dem Sterbefall verstrichen sind , geschehen.

Von allem dem haben wir den gegenwärtigen Akt , wovon ein Extrakt am Thore des Gemeindehauses während der vom Gesetze vorgeschriebenen Zeitfrist angeschlagen bleiben wird , ausgestellt , und an dem obenangezeigten Tag , und Jahr unterzeichnet.

No. XI. *Modèle d'acte de publication, lorsqu'il ne faut qu'un seul acte respectueux.*

Aujourd'hui, (*date des jour, heure et an*), nous (*prénoms, nom de l'officier de l'état civil*) officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), avons publié pour la première (*ou seconde fois*) devant la porte de la maison commune, le projet de mariage entre (*prénoms, nom, âge, profession et domicile du futur*), fils majeur de (*prénoms, noms, profession et domicile de ses père et mère*) et (*prénoms, nom, âge, profession et domicile de la future*) fille majeure de (*prénoms, noms, profession et domicile de ses père et mère*).

La présente publication faite sans l'autorisation des pères et mères (*ou ascendans*) des futurs, l'a été sur la représentation que nous ont faite lesdits futurs de l'acte respectueux que chacun d'eux a fait, il y a plus d'un mois, à ses père, mère (*ou ascendans*).

De tout ce que dessus nous avons dressé

II Muster eines Verkündigungs Aktes,
wenn nur ein einziger ehrfurchtsvoller Auf-
satz erfordert wird.

Heute (Datum des Tags, Jahrs und der Stunde) haben wir (Vor- und Zunamen des Civilstandes Beamten) Civilstandes Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) zum ersten (oder zweyten) mahl, vor dem Thore des Gemeindefaues das Vornehmen einer Heurath zwischen dem (Vor- und Zunamen Alter, Gewerb und Wohnstz des Bräutigams) volljährigen Sohn des (Vor- und Zunamen, Gewerb Alter und Wohnstz seiner Eltern) und den (Vor- und Zunamen, Gewerb, Alter und Wohnstz der Braut) volljährigen Tochter des (Vor- und Zunamen, Gewerb und Wohnstz ihrer Eltern) aufgeboden.

Gegenwärtige Verkündigung, die ohne der Einwilligung der Väter und Mütter, (oder Ascendenten) Statt fand, ist auf die, von den künftigen Gatten uns gemachte Vorweisung des ehrfurchtsvollen Aufsatzes, den jeder von ihnen vor mehr, als einem Monathe, ihren Vätern, Müttern, (oder Ascendenten) gethan hat, geschehen.

Von allem dem haben wir den gegenwärtigen

le présent acte, dont extrait sera affiché sur la porte de la maison commune, conformément à la loi, et avons signé, lesdits jour et an.

No. XII, Modèle de publication de mariage, pour le cas où l'un des époux, encore mineur, est enfant naturel.

Aujourd'hui, (date du jour, de l'an et de l'heure) nous) prénoms, nom de l'officier de l'état civil), officier de l'état civil de la commune de) nom de la commune), avons publié ce jourd'hui pour la première) ou deuxième-fois) le projet de mariage entre (prénoms, nom, âge, profession, et domicile du futur) enfant naturel non reconnu et mineur, (prénoms, nom, âge, profession et domicile de la future) fille majeure de (prénoms, nom, domicile, et profession de ses père et mère).

* Cette publication a été faite de la part du futur, du consentement du tuteur ad hoc qui

Ukt, wovon ein Extrakt, dem Befehle gemäß, an dem Thore des Gemeindehauses angeschlagen bleiben wird, verfasst, und an dem obbesagten Tag, und Jahr unterzeichnet.

XII. Muster einer Heurathverkündigung,
in den Fällen, wann eines von den Verlobten, noch minderjährig, ein natürliches Kind ist.

Heute (Datum des Tags, Jahrs und Stunde) haben wir (Vor- und Zunamen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) zum ersten (oder zweyten) mahl das Vornehmen der Heurath zwischen dem (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsig des Bräutigams) unanerkannten natürlichen, und minderjährigen Kinde, und der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsig der Braut) volljährigen Tochter des (Vor- und Zunamen, Wohnsig und Gewerbe der Eltern der Braut) aufgeboden.

Diese Verkündigung ist von Seite des Bräutigams mit der Einwilligung des Vormünders ad hoc welcher ihm laut Ukt vom (hier ist das

*

lui a été donné par acte du (*relater la date et la nature de l'acte*), et de la part de la future, d'après le consentement verbal ou par écrit des père et mère (*ou ascendans*).

De tout ce que dessus j'ai dressé le présent acte, dont extrait restera affiché à la porte de la maison commune, conformément à la loi, lesdits jour et an.

N.º XIII. Modèle d'un acte de mariage fait en présence des pères et mères des époux mineurs, domiciliés dans deux communes différentes.

Aujourd'hui, (*date des jour, heure et an*) devant nous, (*nom, prénoms de l'officier de l'état civil*) officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), se sont présentés en la maison commune, (*prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile du futur*) fils mineur de (*prénoms, noms, professions, âge et domicile des père et*

Datum und die Gattung des Aktes anzuführen) gegeben worden, und von Seite der Braut, auf die mündlich (oder schriftlich) gegebenen Einwilligung ihres Vaters, Mutter (oder Ascendenten) gemacht worden.

Von allem dem haben wir gegenwärtigen Akt, wovon ein Extrakt auf dem Thore des Gemeinbehäuses dem Gesetze gemäß, angeschlagen bleiben wird, verfasst, und am obangezeigten Tage und Jahre unterzeichnet.

XIII. Muster einer Heiraths-Urkunde welche in Gegenwart der Väter und Mütter der minderjährigen Verlobten, die in zweyen verschiedenen Gemeinden ihren Wohnsitz haben, verfasst wird.

Heute (Datum des Tags, Monats, Jahres und Stunde) sind vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) im Gemeinbehause der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz des Bräutigams) minderjähriger Sohn des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz des Vaters) und der Mutter des Bräutigams) von einer Seite, und von

mère du futur), d'une part et (prénoms, nom, âge, lieu de naissance, domicile et profession de la future, fille mineure de (prénoms, noms, domicile, âge et profession des père et mère de la future), d'autre part, lesquels, en présence de (prénoms, noms, âge, profession et domicile des témoins) leurs témoins, (désigner séparément chaque témoin, en énonçant s'il est parent ou non et à quel degré il l'est), et sous l'assistance et du consentement de leur père et mère, présents, nous ont requis de procéder à la célébration de leur mariage.

A quoi nous, officier de l'état civil sus-nommé, déférant, avons donné lecture, 1.^o des actes de naissance des futurs, des actes de publications faites en cette commune les (dates des publications), sur lesquelles il n'est intervenu aucune opposition; 2.^o des actes de publications faites en la commune de (nom de la commune où les autres publications ont été faites), les (dates des publications); 3.^o du certificat délivré le (date du certificat) par l'officier de l'état civil de la susdite commune de (nom de cette commune), constatant qu'il n'est survenu aucune opposition 4.^o du chapitre VI au titre du mariage, sur les droits et devoirs des époux. Après quoi nous avons, en présence des père et mère des futurs et témoins, demandé audit (nom du futur) futur époux qui il entend prendre

der andern die (Vor- und Zunamen, Alter, Geburtsort, Gewerb und Wohnsitz der Braut) min-jährigen Tochter des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb und Wohnsitz des Vaters und der Mutter) erschienen, welche in Gegenwart der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb und Wohnsitz der Zeugen) als ihren Zeugen (da muß man jeden Zeugen insbesondere bezeichnen, und angeben, ob er verwandt ist, oder nicht, und in welchem Grade er es ist) und mit dem Beystand und Einwilligung ihrer Eltern uns ersucht haben, daß wir zur Feyerung der Heurath schreiten möchten.

Welchem Gesuche willfahrend, wir obbenannter Civilstands-Beamte die Vorlesung: erstens der Geburtsurkunden der Verlobten, und der Verkündigungsakten, welche in dieser Gemeinde am (die Daten der Aufgeböthe) gemacht worden, und auf denen keine Oppositionsakten geschehen sind; zweytens der Verkündigungsakten, welche in der Gemeinde von (Namen der Gemeinde, wo die andern Aufgeböthe gemacht worden sind) am (Datum der Aufgeböthe) gemacht worden; drittens des, vom Civilstands-Beamten besagter Gemeinde (Namen der Gemeinde) ausgefertigten Certifikats, welches bewähret, daß keine Opposition geschehen seye. Viertens des sechsten Kapitels vom Titel der Heurathen, über die Rechte, und Pflichten der Gatten, vorgenommen haben. Worauf wir in Gegenwart der Eltern des Brautpaars, und der Zeugen der (Namen

pour sa femme; il nous a répondu, à haute et intelligible voix, qu'il demande à s'unir à (*prénoms, nom de la future.*). Avons ensuite demandé à ladite (*prénoms, nom de la future*) qui elle entendait prendre pour époux; elle nous a répondu aussi, à haute et intelligible voix, qu'elle désirait avoir pour mari, (*prénoms, nom du futur*), en conséquence, nous avons prononcé, au nom de la loi, que *prénoms et noms des deux futurs*) sont unis par le mariage.

De tout ce que dessus, nous avons dressé le présent acte, qui a été transcrit de suite sur les deux registres, et après en avoir donné lecture, nous l'avons signé sur les deux doubles avec les parties et les témoins, lesdits jour et an.

(*Si quelques comparans ne savent ou ne peuvent signer, il faut mettre*) et après leur en avoir donné lecture, nous l'avons signé sur les deux doubles avec (*désigner les signatures*), les autres n'ayant pu ou su le signer, de ce enquis, lesdits jour et an.

(*Si aucun des comparans ne sait ou ne peut signer, il faut mettre*) et après leur en avoir donné lecture, nous l'avons signé sur les deux

des Bräutigams) künftigen Gatten befragt haben, welche er zu seiner Gemahlin zu nehmen gesonnen seye? antwortete er uns mit klarer und deutlicher Stimme, daß er sich mit der (Vor- und Zunamen der künftigen Gattin) zu vereinigen begehre. Wir haben alsdann die besagte (Vor- und Zunamen der künftigen Gattin) befraget, wen sie zum Gemahl zu nehmen Willens seye? Sie antwortete uns ebenfalls mit klarer und deutlicher Stimme, daß sie den (Vor- und Zunamen des künftigen Gatten) zum Gemahl zu haben wünschte. Wir haben demnach im Namen des Gesetzes ausgesprochen, daß die (Vor- und Zunamen der künftigen Gatten) durch die Heurath verbunden sind.

Von allem dem haben wir die gegenwärtig Urkunde, welche also gleich in beyden Registern eingetragen worden, verfaßt, und selbe nachdem wir sie vorgelesen haben, sammt den Partheyen, und den Zeugen auf beyde Exemplarien am obenangesehten Tag und Jahr, unterzeichnet.

Wenn einer oder alle Comparenten nicht unterschreiben können, oder nicht zu unterschreiben wissen, muß man sagen:) und selbe, nachdem wir sie ihnen vorgelesen haben, mit den — (allhier die unterfertigten Partheyen bezeichnen) da die übrigen die darum befraget worden, nicht unterschreiben konnten, an dem obenangezeigten Tag und Jahre unterzeichnet haben.

doubles, en présence de toutes les parties et témoins qui n'ont pu ou su le faire, de se enquis, lescits jour et an.

N.° XIV. *Modèle d'acte de mariage, pour le cas où les pères et mères des futurs sont décédés, et lorsqu'il est fait en présence des ascendants.*

Aujourd'hui, (date du jour, au et heure) devant nous (prénoms, nom de l'officier de l'état civil) officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), se sont présentés en la maison commune (prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile du futur), fils majeur du défunt (prénoms, noms, profession, et domicile du père de l'époux) et de défunte (prénoms, nom, profession et domicile de la mère de l'époux) d'une part; et (prénoms, nom, profession, âge, lieu de naissance et domicile de l'épouse), fille majeure de défunt (prénoms, nom, âge, profession, et domicile du père de l'épouse) et de

(Wenn gar kein Comparant, unterschreiben kann, oder zu unterschreiben weiß, so muß man setzen) und selbe, nachdem wir sie ihnen vorgelesen haben, auf beyde Exemplarien, in Gegenwart aller Partheyen, und Zeugen, die nicht unterschreiben konnten, als sie darum befraget worden, an dem obenangefestzten Tage und Jahre, unterzeichnet haben.

XIV. Muster einer Heurath-Urkunde in den Fällen, wann sowohl Vater als Mutter der Verlobten gestorben sind, und sie daher in Gegenwart der Ascendenten aufgesetzt wird.

Heute (Das Datum des Tags, Jahrs und Stunde) sind vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamte der Gemeinde (Namen der Gemeinde) im Gemeindehause der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, Geburtsort und Wohnsitz des Bräutigams) volljähriger Sohn des verstorbenen (Vor und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz des Vaters des Bräutigams) und der verstorbenen (Vor- und Zuname, Gewerbe und Wohnsitz des Bräutigams) von der einen Seite, und von der andern die (Vor- und Zunamen, Gewerbe, Alter, Geburtsort und Wohnsitz der Braut (volljährigen Tochter des verstorbenen (Vor- und Zunamen, Al-

défunte (prénoms, nom, profession et domicile de la mère de l'épouse) lesquels, assistés de (prénoms, noms, âges, professions et domiciles des quatre témoins, indiquer si les témoins sont parens et à quel degré) qu'ils produisent pour témoins, en présence et du consentement de (prénoms, noms, âges, profession et domicile des ascendans de l'époux), aïeul et aïeule du dit futur et de (prénoms, noms, âges, profession et domicile des aïeul et aïeule de l'épouse) aïeul et aïeule de ladite future, nous ont requis de procéder à la célébration de leur mariage.

A quoi nous officier de l'état civil sus-nommé, déférant, avons donné lecture des pièces ci-après, savoir, 1.^o de l'acte de naissance du futur duquel il résulte qu'il est né en cette commune, le (date de la naissance) 2.^o celui de la future épouse qui constate qu'elle est née en cette même commune, le (date de la naissance) ; 3.^o de l'acte de décès de (prénoms, nom du père du futur) père du futur ; 4.^o de l'acte de décès de (prénoms, nom de la mère du futur) mère du futur, 5.^o de l'acte de décès de (prénoms, nom du père de la future) ; 6.^o de l'acte de décès de (prénoms, nom de la mère de la future) mère de la future, lesquels actes demeureront annexés au présent registre, après avoir été paraphés, par les deux époux autant que cela est possible,

ser, Gewerb und Wohnsitz ihrer Mutter) erschienen, welche von den (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb und Wohnsitz der vier Zeugen; hier angeben, ob die Zeugen verwandt, und in welchem Grade sie es seyen), welche sie als Zeugen vorstehen, beigestanden, in Gegenwart und mit Einwilligung des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb und Wohnsitz der Ascendenten der Verlobten) Großvaters, und der Großmutter des benannten Bräutigams, wie auch des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb und Wohnsitz der Großeltern der Braut) Großvaters, und der Großmutter der benannten Braut uns ersuchen haben, daß wir zur Feyerung ihrer Heurath schreiten möchten.

Welchem Begehren willfahrend, wir obbenannter Civilstands-Beamter, die Vorlesung folgender Beschlagen vornahmen als: Erstens der Geburtsurkunde des Bräutigams, woraus erhellet, daß er in dieser Gemeinde am (Das Datum der Geburt) geboren seye. Zweitens jene der Braut, welche bewähret, daß selbe in eben dieser Gemeinde am (Datum der Geburt) auf die Welt kam; Drittens der Todesurkunde des (Vor- und Zunamen des Vaters des Bräutigams) Vater des Bräutigams. Viertens der Todesurkunde der (Vor- und Zunamen, der Mutter des Bräutigams) Mutter des Bräutigams. Fünftens der Todesurkunde des (Vor- und Zunamen des Vaters der Braut) Vaters der Braut, Sechstens der Todesurkunde der (Vor- und Zunamen der

et par nous; 7.^o des actes de publications faites en cette commune, les (*date de publications*) sur lesquelles il n'est intervenu aucune opposition; 8.^o du chapitre VI au titre du mariage sur les droits et devoirs des époux.

Après quoi, nous, officier de l'état civil susnommé, avons, en présence desdits aïeuls et aïeules, des futurs et des témoins, demandé à (*prénoms, nom du futur*), qui il entend prendre pour femme, et il nous a répondu à haute et intelligible voix, qu'il désire s'unir à (*prénoms, nom de la future*); avons ensuite demandé à (*prénoms, nom de la future*), qui elle entend prendre pour mari; elle nous a aussi répondu, à haute et intelligible voix, qu'elle est dans l'intention d'épouser (*prénoms, nom du futur*). En conséquence, nous avons prononcé, au nom de la loi, que (*prénoms, noms des deux futurs*) sont unis par le mariage.

De tout ce que dessus nous avons dressé le présent acte, qui a été de suite transcrit sur les deux registres, et signé par nous, les parties et les témoins, après que lecture en a été donnée, lesdits jour et an.

(*Si toutes les parties ou quelques-unes ne savent signer, voyez ce qui est dit au no. XIII*).

Mutter der Braut) Mutter der Braut, welche Akten, nachdem sie, so viel als es möglich war, von den zweyen Seiten, und von uns paraphisirt wurden, dem gegenwärtigen Register angeschlossen bleiben werden. 7.tens der Verkündigungs-Akten, die in dieser Gemeinde am (Datum der Verkündigungen) gemacht worden, und auf denen keine Opposition geschehen ist. 8.tens des sechsten Kapitels am Titel, von den Heurathen, über die Rechte und Pflichten der Ehegatten.

Worauf wir obbenannter Civilstands-Beamter, in Gegenwart der besagten Zeugen den (Vor- und Zunamen des Bräutigams) befraget haben, wen er zur Gemahlin zu nehmen gesonnen sey; er antwortete uns, mit klarer und deutlicher Stimme, daß er Willens seye, sich mit der (Vor- und Zunamen der Braut) zu verehlichen; wir haben alsdann die (Vor- und Zunamen der Braut) befragt, wen sie zum Gemahl wünsche; sie antwortete uns ebenfalls mit klarer und deutlicher Stimme, daß sie den (Vor- und Zunamen des Bräutigams) heurathen möchte. Demzufolge haben wir im Namen des Gesetzes den Ausspruch gemacht, daß die (Vor- und Zunamen der künftigen Gatten) durch die Heurath verbunden seyen.

Von allem dem haben wir die gegenwärtige Urkunde, die alsogleich auf beyde Register eingeschrieben, und von uns, von den Partheyen, und von den Zeugen an dem obenangesehten Tag und Jahr, nachdem sie gehörig vorgelesen worden, unterfertigt wurde, ausgestellt.

(Wenn alle Partheyen, oder jemand aus ihnen nicht unterschreiben kann, Siehe was bey dem Muster XIII. gesagt worden.

N^o XV. *Modèle d'acte de mariage, lorsque l'un des époux ne peut se procurer son acte de naissance; lorsqu'il ne peut produire les actes de décès de ses père et mère.*

Aujourd'hui, (date du jour, an et heure), devant nous (prénoms, nom de l'officier de l'état civil), officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), se sont présentés en la maison commune (pré-noms, nom, profession, lieu de naissance et domicile du futur), âgé d'environ (nombre d'ans), (le défaut d'acte de naissance ne permet pas de dire quel est précisément l'âge du futur), fils de (prénoms, noms, profession et lieu de naissance des père et mère du futur) d'une part; et (prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la future), lesquels assisté de (noms, prénoms, âge, profession et domicile des témoins, indiquer si les témoins sont parens, et à quel degré), qu'ils produisent pour témoins, et sous l'autorisation et consentement, savoir le futur de (prénoms, noms, âge, profession et domicile de son aïeul et aïeule) et la future de (prénoms, noms, âge, profession et domicile de ses père et mère), nous ont requis de célébrer leur mariage.

XV Muster einer Heurath-Urkunde, wenn einer der Gatten sich seinen Geburtschein nicht verschaffen, oder die Todesurkunden seiner Eltern, nicht vorzeigen kann.

Heute (Das Datum des Tags, Jahrs und Stunde) sind vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) im Gemeindehause der (Vor- und Zunamen, Gewerb, Geburtsort und Wohnsitz des Bräutigams) beyläufig (Zahl der Jahren) Jahre alt (der Mangel an der Geburts-Urkunde erlaubt nicht, daß man bestimmt sage, welches das Alter des Bräutigams seye) Sohn des (Vor- und Zunamen, Gewerb, Geburtsort und Wohnsitz der Eltern) von einer Seiten, und von der andern die (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb, Geburtsort, und Wohnsitz der Braut) erschienen, welche von den (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb und Wohnsitz der Zeugen) (allhier auch angeben, ob die Zeugen anverwandt, und in welchem Grade, seyen) die sie als Zeugen vorstellen, und mit der Einwilligung und Bestimmung bey dem Bräutigam des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb, und Wohnsitz seiner Großeltern) un bey der Braut des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb, und Wohnsitz ihrer Eltern) uns ersuchet haben, daß wir zur Feyerung ihrer Heurath schreiten möchten.

A quoi, nous officier de l'état civil, susnommé, déférant, avons donné lecture des pièces suivantes, 1.^o d'un acte de notoriété reçu (prénoms et nom du notaire qui l'a reçu), le (date de l'acte), constatant que ledit (prénoms, nom du futur) ne peut produire son acte de naissance; 2.^o du jugement d'homologation rendu par le tribunal de cet arrondissement, le (date du jugement), lesquels dits actes et jugement, après avoir été paraphés par le futur, s'il est possible, et par nous, demeureront annexés au présent registre; 3.^o de l'acte de naissance de la future; 4.^o des actes des publications faites dans ladite commune, sous les dates des (dates des publications), et sur lesquels il n'est intervenu aucune opposition; 5.^o du chapitre VI au titre du mariage sur les droits et devoirs des époux.

Sur quoi, nous, officier de l'état civil, susnommé, après avoir demandé aux aïeul et aïeule du futur s'ils peuvent attester que les père et mère du futur sont décédés, et après qu'ils nous ont fait cette attestation, conformément aux dispositions de l'article 1.^{er} de l'avis du Conseil d'État, du 27 messidor an XIII, nous avons interpellé le futur de nous déclarer qui il entend prendre pour femme, et il nous a répondu, à haute et

Welchem Begehren willfahrend, wir obbenannter Civilstands = Beamter die Vorlesung folgender Aufsätze vornahmen: erstens des Notorietäts = Aktes, welcher vom (Vor = und Zunamen des Notairs der ihn aufgesetzt hat) aufgenommen worden, und bewähret, daß der (Vor = und Zunamen des Bräutigams) seine Geburts = Urkunde nicht vorbringen könne; zweitens des Bestättigungs = Urtheils, welches von dem Gerichtshofe des Bezirkes am (Datum des Urtheils) erlassen worden; Dieser Akt, und das Urtheil, nachdem sie von dem Bräutigam wo möglich und von uns paraphiret worden, werden gegenwärtigem Register anklagend verbleiben; drittens der Geburts = Urkunde der Braut, 4tens der, in benannter Gemeinde, unter den Daten vom (Daten der Verkündigungen) geschehenen Verkündigungen, worauf keine Opposition erfolgt ist; 5tens des sechsten Kapitels am Titel von dem Heurathen über die Rechte, und Pflichten der Ehegatten.

Hierauf haben wir obbenannter Civilstands = Beamter, nachdem wir den Großvater, und die Großmutter des Bräutigams befraget hatten ob sie bestättigen können, daß die Eltern des Bräutigams gestorben sind, und nachdem selbe uns diese Zeugenschaft, dem ersten Artikel der Belehrung des Staats = Rathes vom 27 Mesidor des 13ten Jahres gemäß gegeben hatten, den Bräutigam aufgefordert, er solle uns jagen, wen er zur Gemahlinn zu nehmen gesonnen seye; er

intelligible voix, qu'il désire s'unir à (*prénoms, nom de la future*), ayant également demandé à la future qui elle désire prendre pour époux. elle nous a dit aussi, à haute et intelligible voix, que son désir était de s'unir à (*prénoms, nom du futur.*)

En conséquence, nous avons, en présence des aïeul et aïeule de la future et des quatre témoins, déclaré que (*prénoms, noms des deux futurs*), sont unis par le mariage.

De tout ce que dessus nous avons dressé le présent acte, qui a été de suite transcrit sur les deux registres, et signé par nous et les comparans, après qu'il leur en a été donné lecture lesdits jour et an.

(*Si les comparans ou quelques-uns d'eux ne savent ou ne peuvent signer, voyez ce qui est indiqué au n.º XIII.*)

antwortete uns mit klarer, und deutlicher Stimme, daß er Willens seye sich mit der (Vor- und Zunamen der Braut) zu verehligen; wir haben gleichfalls die Braut befraget, wen sie zum Gemahl zu haben, wünsche, und sie antwortete mit klarer, und deutlicher Stimme, daß ihr Begehren seye sich mit dem (Vor- und Zunamen des Bräutigams) zu vereinigen.

Demzufolge haben wir in Gegenwart der Großeltern der Braut, und der vier Zeugen den Ausspruch gemacht, daß die (Vor- und Zunamen der künftigen Gatten) durch die Heurath gebunden seyen.

Von allen dem haben wir die gegenwärtige Urkunde, welche alsogleich auf beyde Register eingeschrieben, wie auch von uns, und von den Comparanten, nach gescheneher Vorlesung am obenangesezten Tage, und Jahre, unterzeichnet worden, ausgestellt.

(Wenn alle Comparanten, oder jemand von ihnen nicht unterschreiben können, Stehe, was bey dem Muster XIII. gesaget worden.

No. XVI. Modèle de l'acte de mariage, lorsque la future est veuve, et que le futur ne peut se procurer les actes de décès de ses père et mère, aïeul et aïeule.

Aujourd'hui (date des jour, an et heure) devant nous (prénoms, nom de l'officier de l'état civil), officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), sont comparus en la maison commune, (prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile du futur), fils majeur de (prénoms, nom, âge, profession et lieu de naissance de ses père et mère), d'une part; et (prénoms, nom, âge, domicile, lieu de naissance et profession de la future), fille majeure de (prénoms, nom, profession, âge et domicile de ses père et mère) et veuve en premières noccs de (prénoms, nom, profession et domicile du défunt), lesquels, en présence de (prénoms, noms, domicile, âge, et profession des quatre témoins) et du consentement de la part de la future seulement de ses père et mère, nous ont requis de procéder à la célébration de leur mariage.

XVI. Muster einer Heuraths = Urkunde, wenn die Braut eine Wittwe ist, und wann der Bräutigam sich nicht die Todtscheine, seiner Eltern, und Großeltern verschaffen kann.

Heute (Das Datum des Tags, Jahrs und der Stunde) sind vor uns (Vor = und Zunamen des Civilstandes = Beamten) Civilstands = Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) im Gemeindehause der (Vor = und Zunamen, Alter, Geburtsort, Gewerbe, und Wohnort des Bräutigams) volljährige Sohn des (Vor = und Zunamen, Gewerbe, Geburtsort, und Wohnort der Eltern des Bräutigams) von einer Seite und von der andern die (Vor = und Zunamen, Gewerbe, Alter, Geburtsort und Wohnort der Braut) volljährige Tochter des (Vor = und Zunamen, Gewerbe, Alter, Geburtsort, und Wohnort der Eltern der Braut) Wittwe nach der ersten Heurath des (Vor = und Zunamen, Gewerbe und Wohnort des Verstorbenen) erschienen, welche uns in Gegenwart der (Vor = und Zunamen, Alter, Wohnort, und Gewerbe der vier Zeugen) und mit Einwilligung, von Seite der Braut, allein ihres Vaters, und ihrer Mutter, ersucht habe, daß wir zur Feyerung der Heurath schreiten möchten.

Sur quoi, nous, officier de l'état civil susnommé, déférant à la dite requisition, avons donné lecture, 1.^o de l'acte de naissance du futur, duquel il résulte qu'il est né en la commune de (*nom de la commune*), le (*date de la naissance*); 2.^o de l'acte de naissance de la future qui constate qu'elle est née en la commune (*nom de la commune*) le (*date de la naissance*); 3.^o de l'acte de décès de (*prénoms, noms, profession et domicile du premier mari de la future*) duquel il résulte que le premier mariage de ladite (*prénoms, nom de la future*) a été dissous par la mort de son mari depuis plus de dix mois; 4.^o des actes de publications faites en cette commune, les (*date des publications*), sur lesquelles il n'est intervenu aucune opposition; 5.^o du chapitre VI au titre du mariage sur les droits et devoirs des époux. Après avoir, conformément aux dispositions de l'art. 2. de l'avis du Conseil d'Etat du 27 messidor an XIII, interpellé le futur de nous déclarer par serment, que le lieu du décès de ses père, mère, aïeul et aïeule et celui de leur dernier domicile lui est inconnu, et qu'il nous a affirmé par serment n'en avoir aucune connaissance, après avoir fait aux quatre témoins la même interpellation, et que ceux-ci nous ont affirmé par

Worauf wir obbenannter Civilstands-Beamte, diesem Ansuchen willfahrend, die Vorlesung vornahmen; erstens der Geburts-Urkunde des Bräutigams, woraus erhellet, daß der in der Gemeinde von (Namen der Gemeinde) am (Datum der Geburt) geboren seye, zweitens der Geburts-Urkunde der Braut, welche bewähret, daß sie in der Gemeinde (Namen der Gemeinde) am (Datum der Geburt) geboren seye; drittens der Todes-Urkunde des (Vor- und Zunamen, Gewerch, und Wohnsiß des ersten Gemahls der Braut) woraus ersichtig ist, daß die erste Heurath besagter (Vor- und Zunamen der Braut) durch den Tod ihres Gemahls vor mehr als zehn Monathen aufgelöst worden seye; viertens der in dieser Gemeinde am (Datum der Verkündigungen) geschehener Verkündigungen, auf denen kein Einspruch erfolgt ist; fünftens des sechsten Kapitels am Titel der Heurathen über die Rechte, und Pflichten der Ehegatten. Nachdem wir, den Anordnungen des zwayten Artikels der Belehrung des Staats-Rathes vom 27 Mesidor des 13ten Jahres gemäß, den Bräutigam aufgefordert haben, uns mit einem Eidschwur zu deklariren, daß der Ort des Absterbens seines Vaters, Mutter, Großvater, und Großmutter, wie auch ihr letzter Wohnsiß ihm unbekannt seyen; und er hierauf mit einem Eidschwur uns bestättigt hatte,

serment connaître le futur, mais ignorer le lieu du décès de ses ascendans et leur dernier domicile;

Nous avons demandé à (*prénoms, nom du futur*) qui il entend prendre pour épouse, il nous a répondu, à haute et intelligible voix, qu'il désire être uni à (*prénoms et nom de la future*) avons également demandé à (*prénoms et nom de la future*) qui elle entend prendre pour mari, elle nous a également répondu, à haute et intelligible voix, qu'elle veut épouser (*prénoms, nom du futur*). En conséquence, nous avons prononcé, au nom de la loi, que (*prénoms, noms des deux futurs*) sont unis en mariage

De tout ce que dessus nous avons dressé le présent acte, qui a été transcrit et signé sur les deux registres par les parties les témoins et nous, après lecture faite, lesdits jour et an.

(Si tous les comparans ou quelques-uns ne savent ou ne peuvent signer, voyez N.º XIII.)

daß er keine Kenntniß davon habe, nachdem wir die nehmliche Frage den vier Zeugen gemacht haben, und sie uns mit dem Eide versicherten, daß sie zwar den Bräutigam kennen, vom Orte aber des Absterbens, und von dem letzten Wohnsitze seiner Abzendenten, nichts wissen.

Haben wir dem (Vor- und Zunamen des Bräutigams) die Frage gemacht, wen er zur Gemahlinn zu nehmen gesonnen seye; er antwortete mit klarer und deutlicher Stimme, daß er sich mit der Vor- und Zunamen der Braut) zu verehelichen Willens seye; wir befragten gleichfalls die (Vor und Zunamen der Braut) wen sie zum Gemahl zu nehmen wünsche; sie antwortete ebenfalls mit klarer, und deutlicher Stimme, daß sie den (Vor und Zunamen des Bräutigams) heurathen wolle; Demzufolge haben wir im Namen des Gesetzes den Ausspruch gemacht, daß die (Vor- und Zunamen der künftigen Gatten) durch die Heurath verbunden seyen.

Von allem dem haben wir den gegenwärtigen Akt, welcher auf beyde Register eingetragen, und von uns, wie auch von den Partheyen, und Zeugen, nach geschehener Vorlesung am obenangesehten Tage und Jahre, unterzeichnet worden, angesetzt.

Wenn alle Comparanten oder jemand aus ihnen nicht unterschreiben kann, Siehe, das Muster XIII.

No XVII. Modèle d'acte de mariage, lorsqu'il y a été formé opposition et que cette opposition a été levée, lorsque l'épouse, âgée de moins de quinze ans, a obtenu des dispenses d'âge.

Aujourd'hui, (date des jour, an et heure) devant nous (prénoms, nom de l'officier de l'état civil) officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune) se sont présentés en la maison commune (prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile du futur) fils majeur de (prénoms, noms, profession, âge, et domicile des père et mère du futur) d'une part; et (prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la future), fille mineure de (prénoms, noms, âge, profession et domicile de ses père et mère), d'autre part; lesquels, en présence de (prénoms, noms, âges, professions et domiciles des quatre témoins, il faut déclarer si les témoins sont parens et à quel degré), témoins qu'ils produisent, nous ont requis de procéder à la célébration de leur mariage.

XVII. Muster einer Heurath = Urkunde, wenn zwar eine Opposition geschehen ist, selbe aber gehoben worden; und wenn die Braut unter 15 Jahren alt, eine Dispensazion des Alters erhalten hat.

Heute (Das Datum des Tags, Jahrs und Stunde) sind vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands = Beamten) Civilstands = Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) im Gemeindehause der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerh, Geburtsort und Wohnsitz des Bräutigams) volljähriger Sohn des (Vor- und Zunamen, Gewerh, Alter, Geburtsort und Wohnsitz des Vaters, und der Mutter des Bräutigams) von einer Seiten, und von der andern die (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerh, Geburtsort, und Wohnsitz der Braut) minderjährige Tochter des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerh, und Wohnsitz ihrer Eltern) erschienen, welche uns in Beysein der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, und Wohnsitz der vier Zeugen; allhier muß auch angegeben werden, ob selbe Zeugen anverwandt seyen, und in welchem Grade) die sie als Zeugen vorstellen, ersuchet haben, daß wir zur Feyerung ihrer Heurath schreiten möchten.

A quoi nous officier de l'état civil, déférant, avons donné lecture, 1.^o de l'acte de naissance du futur duquel il résulte qu'il est né en la commune, de (*nom de la commune*) le (*date du jour de la naissance*) 2.^o de l'acte de naissance de la future née en cette commune, le (*date de la naissance*) ; 3.^o des lettres de dispense d'âge qu'elle a obtenues, le (*date des lettres*), lesquelles demeureront annexées à ce présent registre, après avoir été paraphées par la future, s'il est possible, et par nous ; 4.^o des actes de publications faites dans cette commune, le (*date des publications*) sur lesquelles est intervenu opposition, le (*date de l'opposition*), laquelle a été levée par jugement (*ou autre acte*) en date du (*date de la pièce qui donne main-levée*) laquelle pièce demeurera annexée au registre ; 5.^o du chapitre VI au titre du mariage sur les droits et devoirs des époux.

Après quoi, nous avons demandé à (*prénoms, nom de l'époux*) qui il entend prendre pour sa femme, et il nous a répondu, à haute et intelligible voix, qu'il désire s'unir à (*prénoms, nom de la future*) : avons également demandé à (*prénoms, nom de la future*) qui elle entend prendre pour mari, elle nous a répondu aussi, à haute et in-

Welchem Begehren willfahrend, wir obbenannter Civilstands-Beamter, die Vorlesung vornahmen: I tens der Geburts-Urkunde des Bräutigams, woraus erhellet, daß er in der Gemeinde von (Namen der Gemeinde) am (Das Datum des Geburts-Tages); zweitens der Geburts-Urkunde der Braut, welche in dieser Gemeinde (Namen der Gemeinde) am (Datum des Geburts-Tages) geboren ist; drittens der Freysprechungs-Aufsätze wegen dem Alter, die sie am (Das Datum der Dispensations Aufsätze) erhalten hat; selbe werden, nachdem sie, wenn möglich, von der Braut, und von uns paraphiret worden, den gegenwärtigen Register anflebend verbleiben; viertens der Verkündigungs-Akten, welche in dieser Gemeinde am (Datum des Aufgebots) gemacht wurden, und auf denen zwar unterm (Datum des Einspruchs) kein Einspruch geschehen, durch ein Urtheil (oder einen andern Bescheid) aber vom (Datum des Aktes, welcher die Oppositions-Setzung veranlaßet) welcher Aufsatz bey diesem Register ansb. wahren wird, gehoben worden; 5 tens des sechsten Kapitels am Titel der Heurathen über die Rechte, und Pflichten der Ehegatten.

Barauf wir den (Vor- und Zunamen des Bräutigams) befragt haben, wen er zur Gemahlin zu nehmen gesonnen seye? er antwortete uns mit klarer und deutlicher Stimme, daß er Willens sey sich mit der (Vor- und Zunamen der Braut) zu verheiligen; alsdann befragten

telligible voix, qu'elle est dans l'intention d'épouser (*prénoms, nom du futur*). En conséquence, du consentement des pères et mères des futurs et en présence des témoins susnommés, nous avons prononcé, au nom de la loi, que (*prénoms, et noms des futurs*) sont unis en mariage.

De tout ce que dessus nous avons de suite dressé le présent acte, que nous avons transcrit et signé sur les deux registres avec les parties et témoins, après lecture faite, lesdits jour et an.

(*Si les comparans ou quelques-uns d'entre eux ne savent ou ne peuvent signer, voyez ce qui est dit au no. XIII*).

wir die (Vor- und Zunamen der Braut) wenn sie zum Gemahl zu nehmen gedenke; Sie antwortete uns ebenfalls mit klarer und deutlicher Stimme, daß ihr Wunsch seye den (Vor- und Zunamen des Bräutigams) zu heurathen; Wir haben also mit der Einwilligung der Eltern des Brautpaares, und in Gegenwart der obbenannten Zeugen, im Namen des Gesetzes den Ausspruch gemacht, daß die (Vor- und Zunamen der zukünftigen Gatten) durch die Heurath verbunden seyen.

Von allem dem haben wir also gleich die gegenwärtige Urkunde, welche in beyde Register eingetragen, und von uns, wie auch von den Partheyen, und Zeugen, nach geschieder Vorlesung, am obenangesezten Tage und Jahre, unterzeichnet worden, ausgestellt.

(Wenn die Comparenten, oder jemand aus ihnen nicht unterschreiben kann, Siehe, was am Tro. XII. gesagt worden.

No. XVIII. Modèle d'acte de mariage, lorsque l'époux, a été divorcé par consentement mutuel; lorsque l'épouse a fait dissoudre son premier mariage par le divorce pour cause déterminée.

Aujourd'hui, (date des jour, an et heure) devant nous) prénoms, nom de l'officier de l'état civil) officier de l'état civil de la commune de) nom de la commune) se sont présentés en la maison commune (prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile du futur), fils majeur de (prénoms, nom, profession, âge et domicile de ses père et mère) époux divorcé de (prénoms, nom, profession et de domicile de sa première femme) d'une part.

Et (prénoms, nom, âge, profession, domicile lieu de naissance de la future) fille majeure de (prénoms, noms, domicile, âge, profession de ses père et mère) épouse divorcée de (prénoms, nom, domicile et profession de son premier mari). Lesquels en présence de (prénoms, noms, âges, professions, domiciles des quatre témoins, indiquer si les témoins sont pa-

XVIII. Muster einer Heuraths = Urkunde, wann der Gatte mit beyderseitiger Einwilligung verschieden war, wann die Gattin ihre erste Heurath wegen determinirten Ursachen hat auflösen lassen.

Heute (Datum des Tags, Jahrs, und Stunde) sind vor uns (Vor = und Zunamen des Civilstands = Beamten) Civilstands = Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) im Gemeindehause der (Vor = und Zunamen, Alter = Gewerbe, und Wohnsitz des Bräutigams) volljähriger Sohn des (Vor = und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz seiner Eltern) geschiedener Gatte der (Vor = und Zunamen, Gewerbe und Wohnsitz seiner ersten Gemahlin) von einer Seite.

Und von der andern die (Vor = und Zunamen, Alter, Gewerbe, Wohnsitz und Geburtsort der Braut) volljährige Tochter von (Vor = und Zunamen, Wohnsitz und Gewerbe ihres Vaters, und Mutter) geschiedene Gatten des (Vor = und Zunamen, Wohnsitz und Gewerbe ihres ersten Gemahls) erschienen; Welche in Gegenwart der (Vor = und Zunamen, Alter, Gewerbe, und Wohnsitz der vier Zeugen; hier auch anführen, ob selbe Zeugen anverwandt, und in welchem Grade sie es seyen), die sie als Zeugen vorführen, und mit der Einwilligung ihrer h = ywohnenden Eltern, uns ersuchet haben, daß wir zur Heuraths = Feyerung schreiten möchten.

rens, à quel degré), qu'ils produisent pour témoins, et du consentement de leurs père et mère, présens, nous ont requis de procéder à la célébration de leur mariage.

Sur quoi, nous, officier de l'état civil, susnommé, déférant à ladite requisition, avons donné lecture des pièces ci-après, 1.^o de l'acte de naissance du futur, duquel il résulte qu'il est né en la commune de (nom de la commune) le (date de la naissance); 2.^o de l'acte de naissance de la future, duquel il résulte qu'elle est née en la commune de (nom de la commune) le (date de la naissance); 3.^o de l'acte de divorce produit par le futur, duquel il résulte que le mariage qu'il avait contracté avec (prénoms, nom de sa première femme) a été dissous par le divorce, fait par consentement mutuel par acte du (date de l'acte), reçu en la mairie de (nom de la commune); qu'il s'est en conséquence, écoulé plus de trois ans depuis cette époque; 4.^o de l'acte de divorce prononcé entre ladite (prénoms, nom de la future) et (prénoms, nom de son premier mari) pour cause déterminée par l'officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune) le (date de l'acte du divorce), duquel il résulte qu'il s'est écoulé plus de dix mois depuis la dissolution de ce mariage, lesquels dits actes de divorce,

Worauf wir obbenannter Civilstandes-Beamte, diesem von Aufsuchen willfahrend, die Vorlesung folgender Stücke vornahmen, als: 1ten der Geburts Urkunde des Brautigams, woraus erhellet, daß er in der Gemeinde von (Namen der Gemeinde) am (Datum des Geburts Tages) geboren sey stens der Geburts Urkunde der Braut, woraus ersichtlich ist, daß sie in der Gemeinde von (Namen der Gemeinde) am (Datum der Geburt) auf die Welt gekommen seye; 2ten des Ehescheidungs-Actes, der vom Brautigam aufgewiesen wurde, und wodurch es bestätigt ist, daß die Heurath, welche er mit der (Vornamen und Namen einer ersten Gemahlin) eingegangen hatte, durch eine Ehescheidung auf beyderseitigen Einwilligung, in Folge eines am (Datum des Actes) in der Mairie von (Namen der Gemeinde) aufgenommenen Actes, aufgelöst worden seye, folglich daß nach bezeigtem Datum mehr als drey Monate verflossen; 3ten des Ehescheidungs Actes, welche zwischen der obbenannten (Vor und Zunamen der Braut) und dem (Vor und Zunamen ihres ersten Gemahls) wegen determinirten Ursachen von dem Civilstandes-Beamten der Gemeinde von (Namen der Gemeinde) am (Datum des Scheidungs Actes) ausgesprochen worden, woraus zu erheben ist, daß schon zehn Monate nach der Auflösung selber Heurath verstrichen sind; Diese Scheidung Acten werden wo möglich von den zweyen Gatten, und von uns paraphiret werden, und dann bey dem gegenwärtiger Register anfle-

après avoir été paraphés par les deux époux, s'il est possible, et par nous, resteront annexés au présent registre; 5.^o des publications faites et affiches apposées en cette commune, les (*dates des publications*), sur lesquelles il n'est intervenu aucune opposition; 6.^o du chapitre VI au titre du mariage sur les droits et devoirs des époux.

Après quoi, nous, officier de l'état civil, susnommé, avons, en présence des père et mère des futurs et témoins, interpellé ledit (*prénoms, nom du futur*) de nous déclarer qui il entend prendre pour épouse, et il nous a répondu, à haute et intelligible voix, qu'il désire s'unir à (*Prénoms, nom de la future*); avons pareillement demandé à ladite (*prénoms, nom de la future*) qui elle désire avoir pour époux, elle nous a aussi répondu, à haute et intelligible voix, qu'elle veut épouser (*prénoms, nom du futur*). En conséquence, nous avons prononcé, au nom de la loi que (*prénoms, noms des futurs*) sont unis par le mariage.

De tout ce que dessus nous avons dressé le présent acte que nous avons transcrit sur les deux registres, et signé avec les parties et témoins, après lecture faite, lesdits jour et an.

(Si les comparans ou quelques-uns d'entre eux ne savent ou ne peuvent signer, voyez ce qui est porté au n.^o XIII.)

bend verbleiben. stens der Verkündigungen, die in dieser Gemeinde an den (Daten der Aufgebothe) gemacht, und angeschlagen worden, worauf kein Einspruch geschehen ist. 6. In den Inhalt des sechsten Kapitels, am Titel der Heurathen über die Rechte, und Pflichten der Ehegatten.

Hierauf haben wir obbenannter Civilstands = Beamte im Beysein der Eltern des Brautpaars, und der Zeugen den (Vor und Zunamen des Brautigams) aufgefordert uns zu deklariren, wenn er zur Gemahlin zu nehmen, gesonnen seye; er antwortete uns mit klarer, und deutlicher Stimme, daß er sich mit der (Vor und Zunamen der Braut) zu verehlichen gedente; wir haben imgleichen die (Vornamen und Namen der Braut) befraget, wenn sie zum Gemahl zu haben wünsche; sie antwortete uns ebenfalls mit klarer, und deutlicher Stimme, daß sie den (Vor und Zunamen des Bräutigams) heurathen möchte. Demzufolge haben wir im Namen des Gesetzes den Ausspruch gemacht, daß die (Vor- und Zunamen der Trauenden) durch das Ehebündniß vereinigt seyen.

Von allen dem haben wir die gegenwärtige Urkunde, welche auf beyde Register eingetragen, und von uns, wie auch von den Parteyen, und Zeugen, nach geschעהener Vorlesung am obenangesezten Tage und Jahre, unterzeichnet worden, ausgestellt.

Wenn die Comparanten, oder jemand aus ihnen nicht unterschreiben kann, (Siehe was bey dem Muster XIII. steht.)

N^o XIX. Modèle d'acte de mariage pour les cas où l'un des époux a été obligé de faire et de réitérer les actes respectueux à ses père et mère, et qu'il n'a pu obtenir leur consentement, et lorsque l'autre ne doit faire qu'un seul de ces actes à sa mère, le père étant décédé.

Aujourd'hui (date des jour et an) devant nous (prénoms, nom de l'officier de l'état civil) officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), se sont présentés en la maison commune (prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile du futur), fils majeur de (prénoms, nom, profession, âge et domicile des père et mère du futur) d'une part; et (prénoms, nom, profession, âge, lieu de naissance et domicile de la future) fille majeure de défunt (prénoms, nom, profession et domicile du père de la future) (prénoms, nom, âge, profession et domicile de sa mère) d'autre part. Lesquels, assistés de (prénoms, noms, âges, profession et domicile des quatre témoins, indiquer si les témoins sont parens et à quel degré), et d'après le con-

XIX. Muster einer Heuraths - Urkunde, in den Fällen wo der eine Gatte gezwungen war, die ehrfurchtsvollen Akte an seine Eltern zu machen, und zu wiederholen, da er ihre Einwilligung nicht erhalten konnte, und wann der andere nur einen einzigen ehrfurchtsvollen Akt an seine Mutter zu machen hatte, weil der Vater verstorben war.

Heute (Datum des Tags, Jahrs und der Stunde) sind vor uns (Vor = und Zunamen des Civilstands - Beamten) Civilstands - Beamter der Gemeinde von (Namen der Gemeinde) der (Vor = und Zunamen, Alter, Gewerbe, Geburtsort, und Wohnsitz des Bräutigams) volljährige Sohn des (Vor = und Zunamen, Alter, Gewerbe, und Wohnsitz des Vaters und der Mutter des Bräutigams) von der einen Seite und von der andern die (Vor = und Zunamen, Gewerbe, Alter, Geburtsort und Wohnsitz der Braut) volljährige Tochter des Verstorbenen (Vor = und Zunamen, Gewerbe, und Wohnsitz des Vaters der Braut) und den (Vor = und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz der Mutter der Braut) erschienen. Welche von

seulement quant à la future seulement de (prénoms, nom de la mère) sa mère présente, nous ont requis de procéder à la célébration de leur mariage.

Sur quoi, nous, officier de l'état civil, susnommé, déférant à cette réquisition, nous avons donné lecture, 1.^o de l'acte de naissance du futur, duquel il résulte qu'il est né en la commune de (nom de la commune) le (date de l'acte); 2.^o de l'acte de naissance de la future qui constate qu'elle est née en cette commune, le (date de l'acte) et qu'elle est âgée de plus de trente ans; 3.^o des trois actes respectueux notifiés aux père et mère du futur, dans les délais prescrits par la loi, et dont la date du dernier remonte à plus d'un mois, sans qu'il ait obtenu leur consentement; 4.^o de l'acte respectueux fait par la future à sa mère, qui a, depuis, donné son consentement à ce mariage; 5.^o de l'acte de décès de (prénoms, nom du père de la future) père de la future; 6.^o des publications faites en cette commune, les (dates des publications) lesquelles ont été affichées, conformément à la loi, et n'ont été suivies d'aucune opposition; 7.^o du chapitre VI au titre du mariage, sur les droits et devoirs des époux.

den (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsig der vier Zeugen; allhier muß angeführt werden, ob selbe Zeugen anverwandt seyen, und in welchem Grade) beygestanden, und einzig mit der Einwilligung von Seite der Braut, ihrer gegenwärtig beywohnenden Mutter uns ersuchet haben, daß wir zur Heuraths-Feierung schreiten möchten.

Welchem Ansuchen willfahrend, wir obbenannter Civilstands-Beamter die Vorlesung folgender Aufsätze vorgenommen haben, als: erstens der Geburts-Urkunde des Bräutigams, woraus erhellet, daß er in der Gemeinde (Namen der Gemeinde) am (Datum der Urkunde) geboren seye; Zweytens der Geburts-Urkunde der Braut, wodurch bewähret wird, daß sie in der Gemeinde (Namen der Gemeinde) am) Datum der Geburt) auf die Welt gekommen, daher älter als dreyßig Jahre seye; Drittens der drey ehrfurchtsvollen Akten, welche der Bräutigam, in den vom Gesetze bestimmten Zeitfristen seinem Vater und Mutter angekündigt hat, wovon der letzte älter als ein Monat ist; ohne daß er ihre Einwilligung erhalten habe; 4tens des ehrfurchtsvollen Aktes, den die Braut an ihre Mutter gemacht hat, worauf selbe die Einwilligung zur Heurath gegeben; 5tens der Todes-Urkunde des (Vor- und Zunamen des Vaters der Braut) Vatern der Braut; 6tens der in dieser Gemeinde an den (Daten der Aufgebote) geschenehen Verkündigungen

Après quoi, nous avons demandé à (*prénoms, nom du futur*), qui il entend prendre pour sa femme; il nous a répondu, à haute et intelligible voix, qu'il désire s'unir à (*prénoms, nom de la future*): avons pareillement demandé à (*prénoms, nom de la future*), qui elle entend prendre pour mari; elle nous a répondu qu'elle désire épouser (*prénom, nom du futur*); en conséquence, nous avons, en présence des parties et témoins, prononcé que ((*prénoms, noms des futurs*) sont unis par le mariage.

¶ De tout ce que dessus, nous avons dressé le présent acte, que nous avons transcrit et signé sur les deux registres, avec les parties et les témoins, après lecture faite, lesdits jour et an.

(Si les comparans ou quelques-uns d'entre eux ne savent ou ne peuvent signer, voyez ce qui est indiqué au n.° XIII.)

welche dem Gesetze gemäß angeschlagen worden und keinen Einspruch nach sich brachten; 7teus des sechsten Kapitels am Titel der Heurathen, über die Rechte, und Pflichten der Ehegatten.

Worauf wir den (Vor- und Zunamen des Bräutigams, befraget haben, wen er zur Gemahlin zu nehmen gesonnen seye; er antwortete uns mit klarer und deutlicher Stimme, daß er sich mit der (Vor- und Zunamen der Braut) zu verhehligen gedente; wir fragten alsdann auch der Braut, wen sie zum Gemahl zu haben wünsche; sie antwortete uns ebenfalls mit klarer und deutlicher Stimme, daß sie den (Vor- und Zunamen des Bräutigams) zu heurathen wünsche; Wir haben also demzufolge den Ausspruch gemacht, daß die (Vor- und Zunamen der künftigen Gatten) durch das Ehebündniß vereinigt seyen.

Von allem dem haben wir die gegenwärtige Urkunde, welche von uns auf beyde Register eingetragen, und sammt den Partheyen, und Zeugen, nach geschehener Vorlesung, am obenangefesteten Tag und Jahr, unterzeichnet worden, ausgestellt.

(Wenn die Comparenten, oder einige aus ihnen nicht unterschreiben können oder zu unterschreiben wissen Sieht was bey dem Muster XIII. gesagt worden.

N.º XX. *Modèle d'acte de mariage pour le cas où les époux veulent reconnaître un enfant naturel qu'ils ont eu avant leur mariage.*

Aujourd'hui, (date des jour, an et heure) devant nous (prénoms, nom de l'officier de l'état civil) officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), se sont présentés en la maison commune, (prénom, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile du futur) fils majeur de (prénoms, noms, âge, profession et domicile de ses père et mère) d'une part; et (prénoms, nom, profession, âge, lieu de naissance et domicile de la future) fille majeure de (prénoms, noms, professions, âge et domicile de ses père et mère) d'autre part, lesquels, assistés de (prénoms, noms, âge, profession, et domicile des quatre témoins, désigner si les témoins sont parens et à quel degré), qu'ils produisent pour témoins, et du consentement de leurs pères et mères, présens, nous ont requis de célébrer leur mariage.

A quoi, nous, officier de l'état civil déferant, avons, donné lecture, 1.º de l'acte de naissance du futur, duquel il résulte

XX. Muster einer Heuraths = Urkunde in den Fällen, wann die angehenden Gatten ein natürliches Kind, das sie vor der Heurath erzeugt haben, anerkennen wollen.

Heute (Datum des Tags, Jahrs, und Stunde) sind vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands = Beamten) Civilstands = Beamte der Gemeinde (Namen der Gemeinde) der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, Geburtsort und Wohnsitz des Bräutigams) volljähriger Sohn des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz seines Vaters und Mutter) von einer Seite, und von der andern die (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, Geburtsort und Wohnsitz der Braut) volljährigen Tochter des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe und Wohnsitz ihrer Eltern) im Gemeindehause erschienen. Welche von den (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, und Wohnsitz der vier Zeugen, hier ist auch anzu zeigen ob selbe Zeugen anverwandt sind, und in welchem Grade) die sie als Zeugen vorstellen, beygestanden, und mit der Einwilligung der bey der Ceremonie gegenwärtigen Eltern, uns ersucht haben, daß wir zur Feyerung ihrer Heurath schreiten möchten.

Welchem Ansuchen willfahrend, wir obbenannter Civilstands = Beamte, die Vorlesung folgender Aufsätze vornahmen, als: itens der Geburts = Urkunde des Bräutigams, woraus erhellet, daß er in der Gemeinde (Namen der Gemeinde) am

qu'il est né en la commune de (*nom de la commune*) le (*date de sa naissance*); 2.^o l'acte de naissance de la future qui constate qu'elle est née en la commune de (*nom de la commune*) le (*date de sa naissance*) 3.^o des publications faites en cette commune, les (*dates des publications*), lesquelles ont été affichées, conformément à la loi, sans qu'il soit survenu aucune opposition; 4.^o du chapitre VI au titre du mariage sur les droits et devoirs des époux; après quoi, nous, officier de l'état civil, sus-nommé, avons demandé à (*prénoms, nom du futur*), qui il entend prendre pour épouse; et il nous a répondu, à haute et intelligible voix, qu'il désire épouser (*prénoms, nom de la future*), avons ensuite interpellé la future de nous déclarer qui elle entend prendre pour mari; elle nous a répondu qu'elle veut s'unir à (*prénoms, nom du futur*). En conséquence nous avons, en présence des parties et témoins, prononcé, au nom de la loi, que (*prénoms, noms des futurs*), sont unis par le mariage.

Lesdits époux nous ayant déclaré qu'il existe un enfant naturel, fruit de leurs œuvres; que cet enfant n'a pas été reconnu lors de sa naissance, et qu'il a été

(Datum der Geburt) geboren seye; ztens der Geburts-Urkunde der Braut, welche bewähret, daß sie in der Gemeinde (Namen der Gemeinde) am (Datum der Geburt) auf die Welt kam; dritens der in dieser Gemeinde der (Datum der Aufgebote) geschehenen Verkündigungen, welche dem Gesetze gemäß angeschlagen worden, ohne daß ein Einspruch erfolgt seye; 4tens des sechsten Kapitels am Titel der Heurathen über die Rechte, und Pflichten der Ehegatten; Worauf wir mehrbenannter Civilstands-Beamte den (Vor- und Zunamen des Bräutigams) befragten, wen er zur Gemahlinn zu nehmen gesonnen seye; er antwortete mit klarer und deutlicher Stimme, daß er die (Vor- und Zunamen der Braut) heurathen wolle; wir befragten alsdann die Braut, wen sie zum Gemahl zu nehmen gedente; Sie antwortete ebenfalls mit klarer und deutlicher Stimme, daß sie sich mit dem (Vor- und Zunamen des Bräutigams) zu verheiligen wünsche; Wir haben also demzufolge in Gegenwart der Partheyen, und der Zeugen, den Ausspruch gemacht, daß die (Vor- und Zunamen der künftigen Gatten) durch das Ehebündnis vereiniget sind.

Ebengenannte Gatten haben uns weiter beklart, daß ein natürliches Kind Frucht ihres Umgangs vorhanden seye, daß selbes Kind bey seiner Geburt nicht anerkannt, und dem Civilstands-Beamten der Gemeinde (Namen der Gemeinde) unter dem Namen (Vor und andere Namen,

présenté à l'officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), sous les prénoms et nom de (*indication des prénoms et nom qui ont été donnés à l'enfant*); qu'ils désirent le reconnaître pour leur enfant, attendu qu'il n'est ni adultérin ni incestueux, et qu'à cet effet, ils nous le présentent. Sur quoi, nous, officier de l'état civil, après avoir examiné cet enfant, que nous attestons être du sexe (*sexe de l'enfant*), avons déclaré que (*prénoms, nom de l'enfant*), enfant naturel desdits (*prénoms, noms des époux*) est légitimé, et que mention de la présente légitimation sera faite en marge de son acte de naissance.

De tout ce que dessus, nous avons dressé acte qui a été transcrit sur les deux registres et signé par les parties, les témoins et par nous, après lecture faite lesdits jour et an.

(*Si les comparans ou quelqu'un d'entre eux ne savent ou ne peuvent signer, voyez ce qui est indiqué au n° XIII.*)

N° XXI. *Modèle d'acte de décès.*

Aujourd'hui, (*date des jour, an et heure*)
 devant nous (*prénoms, nom de l'officier de*

welche dem Kinde aufgelegt waren) vorgestellt worden seye; daß sie es als ihr Kind anerkennen möchten, nachdem es weder im Ehebruche noch in der Blutschande erzeugt wurde, und daß sie es uns in diesem Augenblicke vorweisen. Worauf wir Civilstands = Beamter, nachdem wir das Kind besichtigt haben, welches wir vom männlichen (oder weiblichen) Geschlechte zu seyen, bewähren, ausgesprochen haben, daß (Vor- und Zunamen des Kindes) natürliches Kind besagter (Vor- und Zunamen der Eheleute) legitimirt ist; Es wird Erwähnung dieser rechtlichen Anerkennung am Rande seiner Geburts = Urkunde, gemacht.

Von allem dem haben wir diese Urkunde, welche auf beyde Register eingetragen, und von uns, wie auch von den Partheyen, und Zeugen, nach geschener Vorlesung, am obenangesezten Tage und Jahre, unterzeichnet worden, ausgestellt.

(Wenn die Comparanten, oder jemand aus ihnen nicht unterschreiben kann, Siehe, was am Muster XIII. erwähnt worden.

XXI. Muster einer Todes = Urkunde.

Heute (Datum des Tags, Jahrs und der Stunde) sind vor uns (Vor- und Zunamen

l'état civil) officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), sont comparus (*prénoms, nom, âge, profession et domicile des deux témoins*).

Lesquels nous ont déclaré que (*prénoms, nom, profession, et domicile de la personne décédée*), et décédé, ce jour, à (*désignation de l'heure*), (*du matin ou du soir*), (*indication du lieu où le décès est arrivé*). Sur ce, nous, officier de l'état civil, susnommé, nous sommes transportés avec lesdits témoins en la maison ou se trouve le corps du défunt, et nous sommes assurés que ledit (*prénoms, nom du défunt*) est réellement décédé.

De tout quoi nous avons dressé le présent acte, que nous avons transcrit sur les deux registres et signé avec les témoins, après lecture faite, lesdits jour et an.

(Si l'un des témoins ne peut ou ne veut signer, il faut mettre), que nous avons signé avec (*nommer la signataire*), l'autre n'ayant pu ou su le faire, de ce enquis.)

(Si les deux témoins ne peuvent ou ne savent signer, il faut dire) que nous avons signé en présence des deux témoins, aucun d'eux n'ayant pu ou su le faire, de ce enquis.)

des Civilstands - Beamten) Civilstands - Beamten der Gemeinde (Namen der Gemeinde) die (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, und Wohnsitz der zwey Zeugen) erschienen;

Welche uns deklariret haben, daß (Vor- und Zunamen, Gewerbe, und Wohnsitz der verstorbenen Person) heute um (die Stunde des Mor- oder Abends!) zu (Bezeichnung des Ortes der Todesfall erfolgt ist) gestorben seye; Wor- worauf wir obbenannte Civilstands - Beamte uns mit besagten Zeugen in die Wohnung, wo sich der Leichnam des Verschiedenen befindet, verfügten, und uns vergewißerten, daß der benannte (Vor- und Zunamen des Todten) wirklich gestorben sey.

Von allem dem haben wir die gegenwärtige Urkunde, welche wir auf beyde Register eingetragen, und sammt den Zeugen, nach gescheneher Vorlesung, am obenangesezten Tag und Jahr, unterzeichnet haben, ausgestellt.

(Wenn einer von den Zeugen nicht unterschreiben kann oder es nicht thun will muß man setzen nach " eingetragen ") und mit dem (Benennung desjenigen, der unterschreibt) da der andere um dieß befragt, nicht hat unterschreiben können, nach gescheneher Vorlesung u. s. w.

(Wenn beyde Zeugen nicht unterschreiben können muß man sagen nach dem Wort " eingetragen ") und in Gegenwart der Zeugen, wovon keiner, nachdem sie um dieß befraget worden, unterschreiben konnten nach gescheneher Vorlesung u. s. w.

N. B, Si les témoins sont parens du défunt, il faut l'exprimer et indiquer le degré de parenté. Si le défunt est ou a été marié, il faut indiquer les prénoms, nom de l'autre époux, s'il est possible, il faudra désigner le lieu de la naissance du défunt et les prénoms, nom, profession et domicile de ses père et mère.

No. XXII. *Modèle d'acte de décès, lorsque l'événement a lieu dans une maison publique ou dans un hôpital civil ou militaire.*

Aujourd'hui, (date des jour, heure et an) nous (prénoms, nom de l'officier de l'état civil) officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), sur l'avis qui nous a été donné par (nom du supérieur ou administrateur qui a donné l'avis du décès avec sa qualité), que (prénoms, nom, âge, profession, domicile, lieu de naissance du défunt) habitant de ladite maison, y est décédé, ce jour, à date de l'heure), nous étant transporté au lieu qui nous a été indiqué, avons reconnu que ledit (prénoms, nom du défunt) est réel-

N. B. Wenn die Zeugen Verwandte des Todten sind, so muß man den Grad der Verwandtschaft angeben; Wenn der Verbliebene verheirathet ist, oder verheurathet war, muß man die Vor und Zunamen des andern Gatten, wenn möglich anzeugen; man muß auch den Geburtsort des Verstorbenen, und den Vor- und Zunamen, Gewerbe, und Wohnsitz seiner Eltern bezeichnen.

XXII. Muster einer Todes - Urkunde, wenn der Sterbefall sich in einer öffentlichen Anstalt, oder in einem Civil, und Militär - Spital ereignet.

Heute (Das Datum des Tags, Jahrs und Stunde) haben wir uns (Vor- und Zunamen des Civilstands - Beamten) Civilstands - Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) auf die Nachricht, welche uns von dem (Namen des Vorgesetzten, oder Verwalters, der solche Nachricht des Todtenfalls gegeben hat, samt seinem Charakter) hinterbracht worden, daß der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, Geburtsort und sonstiger Wohnsitz des Verstorbenen) welcher in dem selben Hause wohnte, allda heute um (die Stunde) gestorben seye, in den uns angezeigten Ort begeben; und erkennet, daß der besagte (Vor- und Zunamen des

lement décédé, et, après avoir fait inscrire sur le registre tenu, à cet effet, dans ladite maison, nous avons, en présence de (*prénoms, noms, âges, professions et domiciles des deux témoins*) dressé et transcrit le présent acte sur les deux registres de l'état civil de la commune, que nous avons signé avec les deux témoins susdits, après lecture faite, lesdits jour et an.

No. XXIII. Modèle d'acte de décès dans les cas de mort violente ou dans les prisons et d'exécution à mort.

Aujourd'hui (*date des jour, an et heure*) devant nous (*prénoms, nom de l'officier de l'état civil*), officier de l'état civil de la ville de (*nom de la ville*), s'est présenté (*prénoms, nom, âge, profession et domicile du déclarant*), lequel, en présence de (*indiquer les témoins*), nous a déclaré que (*prénoms, nom, âge, profession, et lieu de naissance du défunt*) est décédé, ce jour, en cette ville, à (*date de l'heure*). Sur quoi, nous, officier de l'état civil, après avoir pris les renseignemens nécessaires sur l'individu décédé et

Verblichenen) wirklich verstorben seye; Worauf wir, nachdem wir den Fall in das eigends dazu in selbem Hause gehaltenen Register einschreiben ließen, die gegenwärtige Urkunde in Gegenwart der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, und Wohnstzige der zwey Zeugen) ausgestellt, in beide Register des Civilstandes der Gemeinde eingetragen, und mit den eben genannten Zeugen nach geschehener Vorlesung, an dem obenangesehten Tag und Jahr unterzeichnet haben.

XXIII. Muster einer Todes-Urkunde, im Falle eines gewaltsamen Todes, oder wenn die Person im Gefängniß oder durch Sinnrichtung das Leben verlieret.

Heute (Datum des Tags, Jahrs, und Stunde) ist vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamter der Stadt (Namen der Stadt) der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, und Wohnstzige der deklarirenden Person) erschienen, welcher uns in Gegenwart der (die Zeugen alhier bezeichnen) deklariret hat, daß der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, Wohnstzige und Geburtsort des Verstorbenen) heute in dieser Stadt, um (die Stunde) gestorben seye; Worauf wir Civilstands-Beamter nach eingehohlenen nöthigen Erkundigungen über die entsesselte Person, und nach

nous être assuré de son décès, avons dressé le présent acte que nous avons transcrit et signé sur les deux registres, avec les témoins, après lecture faite, lesdits jour et an.

No. XXIV. Modèle de procès-verbal pour la transcription d'un acte de décès d'un habitant mort hors de la commune où il faisait son domicile.

Aujourd'hui (*date des jour, mois, heure et an*), nous (*prénoms et nom de l'officier de l'état civil*) officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*) sur la présentation qui nous a été faite d'une expédition de l'acte de décès de (*prénoms, nom, âge, profession et domicile du défunt*) avons transcrit de suite sur les deux registres le contenu en ladite expédition, laquelle demeurera annexée au registre qui doit être déposé au greffe du tribunal.

De tout quoi nous avons dressé le présent acte, que nous avons signé sur les deux registres, lesdits jour et an.

erhaltenen Gewißheit ihres Absterbens, die gegenwärtige Urkunde, die wir in die zwey Register eingetragen, und sammt den Zeugen, am obenangesezten Tag und Jahr nach geschעהener Vorlesung, unterzeichnet haben, ausstellten.

XXIV. Muster eines, zur Übertragung der Todes - Urkunde, wenn der Bewohner außer der Gemeinde, wo er sein Wohnsitz hatt, stirbt, aufzunehmenden Protokolls.

Heute (Datum des Tags, Monaths, Jahrs und der Stunde) haben wir (Vor- und Zunamen des Civilstands - Beamten) Civilstands - Beamter der Gemeinde von (Namen der Gemeinde) auf die ungemachte Vorzeigung eines Extractes der Todes - Urkunde des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerh, und Wohnsitz des Verstorbenen) also gleich das Inhalt selben Extractes, so bey dem in die Kanzley des Gerichtshofes niederzulegenden Register anklebend verbleiben wird, in beyde Register eingeschrieben.

Worüber wir den gegenwärtigen Akt ausgestellt, und an dem obenangesezten Tag, und Jahr unterzeichnet haben.

No. XXV. Modèle d'acte d'adoption.

Aujourd'hui (*date des jour, an et heure*) devant nous (*prénoms, nom de l'officier de l'état civil*), officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), s'est présenté (*prénoms, nom, âge, profession et domicile du requérant*), lequel étant assisté de (*prénoms, noms, âge, profession et domicile des témoins*), témoins qu'il produit, et de (*prénoms, nom, âge, profession et domicile de la personne adoptée*), nous a justifié de l'expédition d'un arrêt de la Cour d'appel de (*indication de la ville où siège la Cour d'appel*) sous la date du (*indication de la date*) qui autorise le requérant à adopter ledit (*prénoms, nom de l'adopté*) et nous a déclaré qu'il requiert, en conséquence de notre ministre, de inscrire sur les registres de l'état civil l'adoption qu'il fait de la personne de] (*prénoms, nom de la personne adoptée.*)

Sur quoi, nous, officier de l'état civil, avoir pris lecture de cet arrêt, et nous être assurée qu'il ne s'est écoulé trois mois depuis le jour où il a été rendu; que, dès-lors, il doit avoir son effet, nous avons reçu la susdite déclaration et avons ensuite dressé le présent acte qui a été transcrit sur les deux registres à la suite du susdit arrêt, signé par nous et les comparans, après lecture faite, lesdits jour et an.

XXV. Muster eines zur Annehmung am Kindesstatt zu verfaßenden Aktes.

Heute (Datum des Tags, Jahrs, und Stunde) ist vor uns (Vor- und Zunamen, des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamter der Gemeinde von Namen der Gemeinde) der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, und Wohnszig des Requirenten) erschienen, welcher von den (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, und Wohnszig der Zeugen) die er als Zeugen vorstellet, beygestanden, und in Gegenwart des (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerbe, Wohnszig der adoptirten Person) sich mit dem Extracte eines richterlichen Bescheides des Appellation Gerichtshoffes von (die Stadt, wo das Appellations-Gericht sich befindet, hier benennen) welcher dem Bittsteller erlaubet den (Vor- und Zunamen, des adoptirten Individuums) an Kindesstatt anzunehmen, ausgewiesen; er ersuchte uns daher vom amtswegen daß wir in den Registern d. S. Civilstands die Adoptirung, welche er der Person des (Vor- und Zunamen des Adoptirten) gemacht hat, eintragen möchten.

Worauf wir Civilstands-Beamter, nachdem wir den Bescheid des Appellation-Gerichtes, überlesen, und uns versichert haben, daß noch nicht drey Monate nach dem Tage seiner Ausfertigung verstrichen seyen, und daß er also seine Wirkung haben solle, die befagte Deklarazion aufgenommen, und auf der Stelle gegenwärtige Urkunde, welche in beyde Register auf den obgemeldten Bescheide folgend eingetragen, und von uns, wie auch von den Comparanten am oben-angezeigten Tag, und Jahr unterzeichnet worden, ausgestellt haben.

No. XXVI. Modèle d'un acte de divorce lorsqu'il est fait pour cause déterminée.

Aujourd'hui, (date des jour, an et heure) devant nous (prenoms, nom de l'officier de l'état civil) officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), s'est présenté (prenoms, nom, âge, profession et domicile du demandeur) lequel, assisté de (prenoms, noms, âge, profession et domicile des témoins), témoins qu'il produit, nous a requis de prononcer le divorce auquel il a été admis par un jugement (ou arrêt, suivant le cas), sous la date du (date du jugement ou arrêt). Il nous a, en conséquence, présenté, 1.^o ledit jugement; 2.^o l'assignation qu'il a donnée le (relater la date de l'assignation) par le ministère de (indiquer le nom de l'huissier) à (nom de la personne assignée) pour se trouver par-devant nous à jour et heure fixes, à l'effet d'y voir prononcer le divorce, dissoudre le mariage qu'ils ont contracté ensemble.

Sur quoi, nous, officier de l'état civil, après avoir pris lecture desdites pièces, et nous être assuré que le demandeur est dans les délais voulus par la loi, et que le jugement (ou arrêt) ne peut plus être attaqué;

Après avoir attendu inutilement depuis

XXVI. Muster eines Ehescheidungs = Actes, wenn selbe wegen determinirten Ursachen statt findet-

Heute (Datum des Tags, Jahrs, und Stunde) ist vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands = Beamten) Civilstands-Beamter der Gemeinde von (Namen der Gemeinde) den (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb, und Wohnsitz des Bittstellers) erschienen, welcher von der (Vor- und Zunamen, Alter, Gewerb, und Wohnsitz der Zeugen) die er als Zeugen vorstellt, beigestanden, uns ersuchet hat, daß wir den Ausspruch der Ehescheidung thun möchten, zu welcher er durch das Urtheil (oder Schluß-Bescheid, nachdem die Fälle sind) vom (Datum des Urtheils, oder Bescheides) berechtigt worden; er hat uns demnach itens besagtes Urtheil; itens die Vorladung, welche er am (Datum der Ausfertigung der Vorladung) durch den Gerichts Beamten (den Namen des Justizier allhier angeben) dem (Namen der vorgeladenen Person) hat zustellen lassen, damit er (oder sie) an bestimmten Tage, und Stunde vor uns erscheine um allda den Ausspruch der Ehescheidung, und die Auflösung der einst geschlossenen Heurath vernehme, vorgewiesen.

Worauf wir Civilstands = Beamter, nachdem wir die so ebenbezeichneten Aufsätze überlesen, und uns vergewißert haben, daß die ansuchende Parthey außer den vom Gesetze bestimmten Zeitfristen sich befinde; und daher das Urtheil (oder Bescheid) nicht mehr angegriffen werden könne.

Nachdem wir auch, von (welcher Stunde) bis

l'heure de (*indiquer l'heure*) jusqu'à celle de (*indiquer également cette heure*) sans que l'époux défendeur se soit présenté, après avoir demandé au requérant s'il persiste dans son intention, nous avons, sur sa réponse affirmative, prononcé la dissolution du susdit mariage.

De tout ce que dessus nous avons dressé acte, nous avons transcrit et signé sur les deux registres, avec le requérant et les témoins, après lecture faite.

No. XXVII. Modèle d'acte de divorce, lorsqu'il a été prononcé par consentement mutuel.

Aujourd'hui, (*date des jour, an et heure*) devant nous) *prénoms, nom de l'officier de l'état civil*), officier de l'état civil de la commune de (*nom de la commune*), se sont présentés (*prénoms, noms, âge, profession et domicile des époux*). Lesquels étant assistés de (*prénoms, noms, âge, profession et domicile des deux témoins qu'ils produissent*) leurs témoins, nous ont requis de prononcer le divorce auxquels ils ont été admis par jugement (*ou arrêt*) (*faut désigner le tribunal ou la Cour qui a permis ce divorce, et relater exactement sa date*), ils nous ont, à cet effet,

(ebenfalls die Stunde) Uhr umsonst gewartet haben, ohne, daß der vorgeladene Gatte zu seiner Vertheidigung erschienen seye, nachdem wir den Bittsteller befraget haben, ob er in seiner Willens = Meinung beharre, und er bejahend geantwortet hat, die Auflösung dieser Heurath ausgesprochen haben.

Von allen dem wir diesen Akt ausstellten, welcher von uns in beyde Register eingetragen, und sammt dem Requirenten, und den Zeugen, nach geschעהener Vorlesung, am obenangefegtem Tag, und Jahr unterzeichnet worden.

XXVII. Muster eines Ehescheidungs = Aktes, wenn selbe in Folge einer beyderseitigen Einwilligung ausgesprochen wird.

Heute (Datum des Tags, Jahrs, und Stunde) sind vor uns (Vor = und Zunamen, des Civilstands = Beamten) Civilstands = Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) der (und die) (Vor = und Zunamen, Alter, Gewerb, und Wohnsig der künftigen Gatten) erschienen; Welche von den (Vor und Zunamen, Alter, Gewerb, und Wohnsig der zwey vorgestellten Zeugen) als ihren Zeugen beygestanden, uns ersuchet haben, den Ausspruch ihrer Scheidung, welche durch ein Urtheil (oder Schluß = Bescheid) (allhier muß der Gerichtshof, welcher selbe Ehescheidung zugelassen hat, bezeichnet, und genau das Datum angegeben werden) erlaubt worden, zu thun; Sie haben uns daher besag =

présenté ladite pièce, de laquelle il résulte qu'ils peuvent faire dissoudre leur mariage par le divorce, et qu'ils sont encore dans les vingt jours de délai accordé par la loi.

Sur quoi, nous, officier de l'état civil, après avoir demandé à chacun des époux s'il persiste dans l'intention de faire le divorce, et lorsqu'ils ont eu l'un et l'autre déclaré le vouloir, j'ai prononcé, au nom de la loi, que leur mariage est dissous.

De tout ce que dessus j'ai dressé le présent acte qui a été transcrit sur les deux registres, et que j'ai signé avec les parties et les témoins, après lecture faite, lesdits jour et an.

N.º XXVIII. *Modèle d'un acte de reconnaissance d'un enfant naturel par la mère seule.*

Aujourd'hui, (date des jour, heure et an) devant nous (prénoms, nom de l'officier de l'état civil), officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), s'est présentée (prénoms, nom, profession et domicile de la personne), laquelle nous a déclaré qu'elle reconnaît (prénoms, nom de l'enfant) pour être son enfant; qu'il est âgé de (âge de l'enfant), ainsi que cela résulte des registres,

ren Aufsatz vorgewiesen, woraus erhellet, daß sie ihre Heurath durch eine Scheidung auflösen lassen dürfen, und daß die vom Gesetze eingeräumte Frist von zwanzig Tagen noch nicht verstrichen seye.

Worauf wir Civilstands = Beamter, nachdem wir jeden der Gatten befraget, ob er in der Willensmeinung sich scheiden zu lassen beharre, und selbe der eine, wie der andere uns bejahend geantwortet hatten, im Namen des Gesetzes den Ausspruch, daß ihre Heurath aufgelöst seye, gemacht haben.

Von allem dem habn wir den gegenwärtigen Akt, der in beyde Register eingetragen, und von uns, wie auch von den Partheyen, und Zeugen, nach geschehener Vorlesung, am obenangesezten Tag, und Jahr, unterzeichnet wurde, ausgestellt.

XXVIII Muster eines Aktes der Anerkennung eines natürlichen Kindes von Seite der Mutter allein.

Heute (Datum des Tags, Jahrs, und Stunde) ist vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands = Beamten) Civilstands = Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) die (Vor- und Zunamen, Gewerh, und Wohnsig der Person) erschienen, welche uns deklariret hat, daß sie (Vor- und Zunamen des Kindes) als ihr Kind anerkenne; daß es (des Kindes Alter) Jahre alt seye, wie es aus den Registern (die Register bezeichnen) worinn es als ein natürliches Kind von unbekanntem Eltern deklariret,

(désigner les registres) dans lesquels il est déclaré être enfant naturel de père et mère inconnus, et présenté sous le nom de (désigner le nom sous lequel il a été présenté); qu'elle nous demandé, en conséquence, acte de la reconnaissance qu'elle fait de cet enfant, attendu qu'il n'est ni adultérin ni incestueux.

Sur quoi, nous, officier de l'état civil, après avoir reconnu que cet enfant est du sexe (masculin au féminin), en présence de sa mère et (prénoms, noms, profession, domicile et âge des témoins), qu'elle produit pour témoins, nous avons rédigé et signé sur les deux registres, avec la requérante et ses témoins, après en avoir donné lecture,

Si quelques-uns des comparans ou tous ne savent signer, voyez ce qui est au n.º I.er)

N.º XXIX. Modèle de l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel par le père et la mère.

Aujourd'hui, (date du jour, du mois, de l'heure et de l'an) par-devant nous (prénoms, nom de l'officier de l'état civil), officier de l'état civil de la commune de (nom de la commune), sont comparus (prénoms, noms, profession et domicile du père ainsi que de la mère) lesquels nous ont déclaré que (prénoms, nom

und unter den Namen (die Namen hier angeben mit welchen man es vorgestellet hatte) vorgestellet worden, einsichtig ist; daß sie endlich uns ersuche, einen Akt, über die von ihr gemachte Anerkennung dieses ihrigen Kindes, da es weder im Ehebruche, noch in der Blutschande erzeugt worden, auszustellen.

Worauf wir Civilstands-Beamter, nachdem wir erkannten, daß das Kind männlichen (oder weiblichen) Geschlechtes seye, in Gegenwart der Mutter und der (Vor- und Zunamen, Gewerbe, Alter, und Wohnsitz der Zeugen) die sie als Zeugen aufführte, den gegenwärtigen Akt, welcher in beyde Register eingetragen, und von uns, wie auch von der Bittstellerinn und Zeugen nach geschehener Vorlesung am obenangesezten Tag und Jahr unterzeichnet worden, ausgestellt haben.

(Wenn alle Comparenten, oder jemand aus ihnen nicht unterschreiben kann, Siehe was bey dem Muster I. gesagt wurde.)

XXIX. Muster eines Aktes der Anerkennung eines natürlichen Kindes von Seite des Vaters und der Mutter.

Heute (Datum des Tags, Monats, Jahrs und der Stunde) sind vor uns (Vor- und Zunamen des Civilstands-Beamten) Civilstands-Beamter der Gemeinde (Namen der Gemeinde) der (und

de l'enfant) est né hors le mariage de l'union qui a existé entre eux,

Qu'à l'époque de la naissance de cet enfant, ils n'avaient ni l'un ni l'autre contracté aucun mariage; que cet enfant n'est point adultérin, qu'il est âgé de (*exprimer l'âge de l'enfant*), ainsi que cela doit résulter des registres de (*s'il a été présenté à l'officier de l'état civil, lors de sa naissance, comme enfant naturel, on désigne ces registres.*)

Sur quoi, nous, officier de l'état civil, après avoir reconnu que cet enfant est du sexe (*masculin ou féminin*), en présence des parties et des (*noms, prénoms, domicile, profession des témoins et leur état de majorité ou minorité*), témoins produits par les parties, nous avons dressé le présent acte, que nous avons signé, avec les comparans, sur les deux registres, lecture faite, lesdits jour et an-

(*Si tous les comparans ou quelques-uns d'entre eux ne savent ou ne peuvent signer, voyez ce qui est dit au n.º 1.º.*)

F I N.

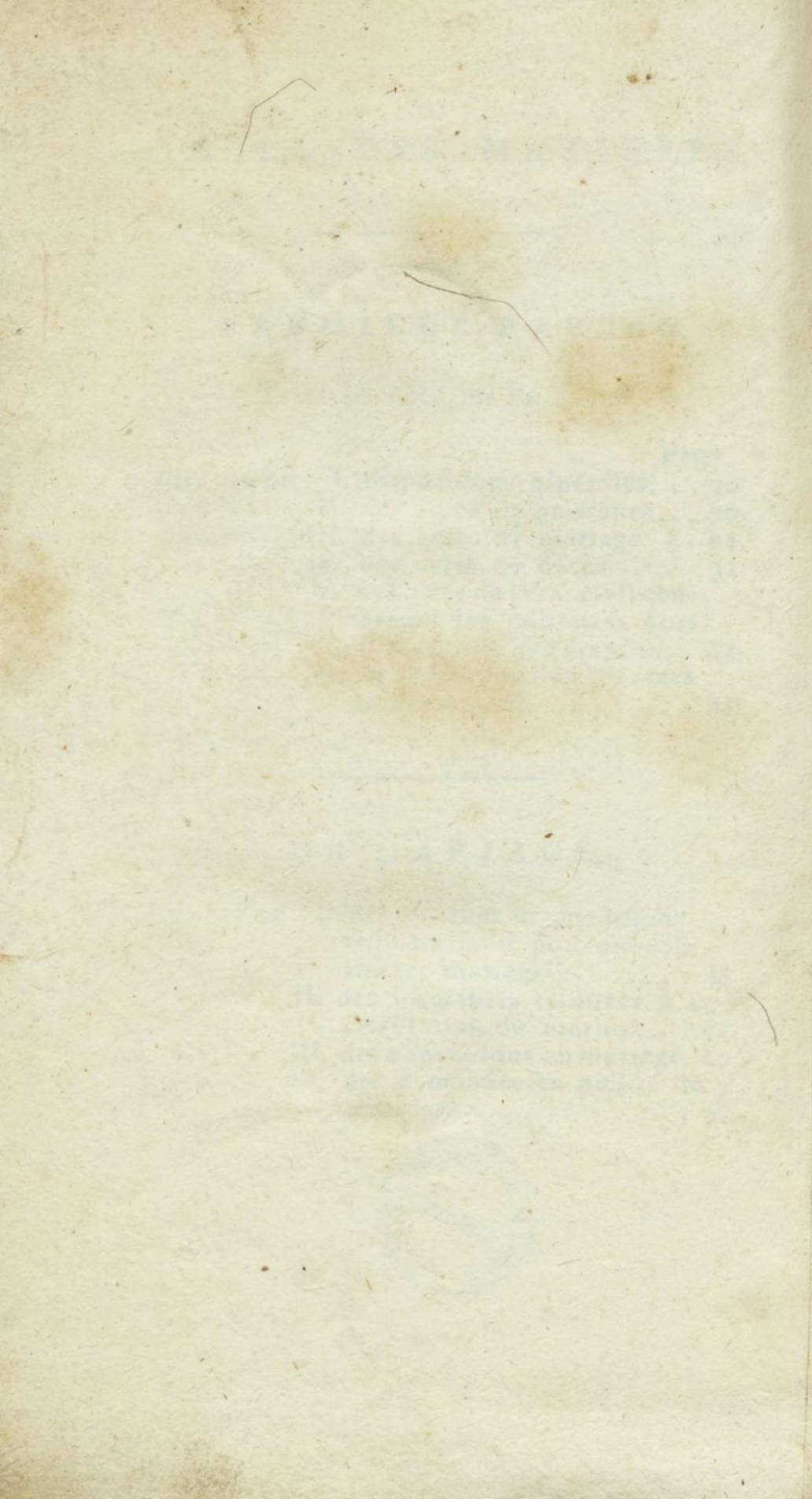
die) (Vor- und Zunamen, Gewerbe, Wohnsitz des Vaters, und der Mutter) erschienen, welche uns deklariret haben, daß (Vor- und Zunamen des Kindes) außer Ehe, während den Umgang, den sie miteinander pflegten, geboren seye.

Daß zur Zeit der Geburt des Kindes, weder der eine, noch der andere irgend eine Heurath eingegangen hatte; daß folglich das Kind nicht im Ehebruch gezeuget seye, daß es (das Alter des Kindes anzuführen) Jahre habe, wie es aus den Registern von (wenn es dem Civilstands-Beamten bey seiner Geburt, als ein natürliches Kind vorgestellt worden, so muß man hier die Register bezeichnen) ersichtlich ist.

Worauf wir Civilstands-Beamter, nachdem wir erkannt hatten, daß das Kind männlichen (oder weiblichen) Geschlechtes seye, in Gegenwart der Partheyen, und der (Vor- und Zunamen, Wohnsitz, Gewerbe der Zeugen, und ihren Voll- oder Minderjährigkeits-Stand), die von den Partheyen als Zeugen vorgestellt worden, den gegenwärtigen Akt ausgestellt, und auf beyden Registern, sammt den Comparanten nach geschehener Vorlesung am obenangesehten Tag, und Jahr unterzeichnet haben.

E n d e.







Narodna in univerzitetna knjižnica
v Ljubljani

353276